

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

LE

# DROIT D'ASSOCIATION

## EN ANGLETERRE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le vendredi 29 mai 1908, à 1 heure*

PAR

**Henry-Emile BARRAULT**

Docteur en droit ès-sciences politiques et économiques

---

*Président : M. LARNAUDE, professeur.*

*Suffragants : } MM. CHAVEGRIN, professeur.*  
*WAHL, agrégé.*

---

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, Rue Soufflot, PARIS, V<sup>e</sup> Arr.

**L. LAROSE & L. TENIN, Directeur**

---

1908





THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les  
thèses; ces opinions doivent être considérées  
comme propres à leurs auteurs.**



UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

LE  
**DROIT D'ASSOCIATION**  
**EN ANGLETERRE**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le vendredi 29 mai 1908, à 1 heure*

PAR

**Henry-Emile BARRAULT**

Docteur en droit ès-sciences politiques et économiques

---

*Président : M. LARNAUDE, professeur.*

*Suffragants : } MM. CHAVEGRIN, professeur.  
WAHL, agrégé.*



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, Rue Soufflot, PARIS, V<sup>e</sup> Arr.

**L. LAROSE & L. TENIN, Directeur**

---

1908



Digitized by the Internet Archive  
in 2026



LE

# DROIT D'ASSOCIATION EN ANGLETERRE

---

## INTRODUCTION

### I

L'étude du droit d'association en Angleterre ne peut être, de par son titre même, que l'application d'une idée juridique française au problème anglais de l'association.

L'expression droit d'association n'est pas une expression technique du droit anglais (1).

Mais cette circonstance, loin d'être un obstacle aux recherches, ne fait qu'en accroître l'intérêt.

Peut-être en effet la conception particulière du droit anglais est-elle dans un lien intime avec la

1. Dicey. *Leçons sur les rapports entre le Droit et l'Opinion Publique au cours du XIX<sup>e</sup> siècle*, édition française, traduction Albert et Gaston Jèze, p. 142.

liberté d'association dont ce pays a joui au cours de son histoire et avec le caractère individualiste du peuple anglais. Ce sont en effet deux idées fort accréditées chez nous que celles qui consistent à voir dans le peuple anglais le peuple individualiste et libre par excellence. Seulement ce sont des idées bien vagues, ce sont des idées qui nous ont été transmises par les Anglais eux-mêmes en même temps que leur admiration pour leur Constitution, admiration qui, chez les publicistes comme Burke et Hallam, revêtait la forme la plus enthousiaste, et aussi la plus naïve (1). Il ne fallut rien moins que le génie de Bentham pour voir que « dans un système de vieilles coutumes, modifiées par une législation faite au hasard, d'innombrables restrictions étaient mises à la liberté des individus, restrictions qui en aucune façon n'étaient nécessaires à la sûreté et au bon ordre de la communauté en général » (2).

Cependant en ce qui concerne le droit d'association il reste vrai qu'il a été, jusqu'à notre loi de 1901, plus étendu en Angleterre qu'en France, encore qu'il ne soit pas exact d'écrire, comme l'ont fait certains publicistes français, qu'il est formellement reconnu par les textes.

La différence essentielle entre le droit français

1. V. Dicey. *Introduction à l'étude du Droit Constitutionnel*, édition française. Traduction de André Batut et Gaston Jèze, p. 1 et s.

2. Dicey. *Droit et Opinion*, p. 137.

d'avant 1901 et le droit anglais, c'est qu'en principe, en Angleterre le droit de s'associer n'est pas interdit. L'objet que l'on poursuit en s'associant ne doit pas naturellement être contraire à la loi, mais le fait de l'association ne constitue pas un délit. Seulement ce principe est loin d'être resté sans atteintes au cours de l'histoire, et les restrictions qu'il a subies sont en réalité si nombreuses que l'opposition que l'on est tenté de voir entre la France et l'Angleterre s'atténue dans une large mesure (1) surtout si l'on tient compte du relâchement dans l'exécution des lois prohibitives de la période révolutionnaire, aux époques de calme politique dans notre pays.

Ces restrictions sont d'ordres divers. Les premières consistent en des exceptions pures et simples au principe, interdiction de certaines associations et destruction des associations existantes; nous en trouverons des exemples dans l'histoire religieuse d'Angleterre et en particulier sous le règne d'Henri VIII; et, si elle n'est pas appliquée, il existe encore aujourd'hui une législation interdisant la constitution d'ordres congréganistes d'hommes, en particulier des Jésuites.

Une autre catégorie d'associations a été l'objet de prohibitions, ce sont toutes celles qui tombaient sous le coup des règles relatives aux atteintes à la liberté de l'industrie (*restraint of trade*). Les asso-

1. Cfr. le parallèle établi par Dicey entre les législations française et anglaise du XIX<sup>e</sup> siècle dans *Droit et Opinion*. Appendice, note I.



ciations ouvrières furent interdites par application de ces règles jusqu'au cours du siècle dernier.

Enfin au XIX<sup>e</sup> siècle certaines associations politiques furent formellement interdites par le législateur pour des motifs politiques, et si cette disposition est inconnue de la majorité des Anglais, elle n'en est pas moins toujours en vigueur, au moins théoriquement.

Mais les mesures directes d'interdiction, sanctionnées sur le terrain pénal, ne sont pas les seules par lesquelles on ait atteint le droit d'association en Angleterre.

L'association n'est pas un but en soi, on ne s'associe pas pour être associé, mais en vue d'un but pour lequel une action collective paraît nécessaire ou est indispensable, et l'objet des mesures prises contre le droit d'association a toujours été et ne peut être que le moyen pratique et indirect d'empêcher la réalisation des buts que les associés se proposent d'atteindre. On peut au contraire viser parfois le but de l'association sans se préoccuper de l'instrument de réalisation. Le moyen a été souvent employé en Angleterre, et c'est ainsi que nous verrons au XVIII<sup>e</sup> siècle les mesures contre la liberté de la presse, mais surtout contre la liberté de réunion et de pétition, atteindre les associations politiques, les obliger à se transformer et finalement la législation prohibitive se tourner contre les associations elles-mêmes.

L'interdiction des entraves à la liberté de l'indus-

trie permettait d'atteindre certains actes, tels que les grèves, même en dehors de l'existence d'une association permanente.

Parfois l'interdiction prononcée n'a pas pour résultat d'anéantir pratiquement les associations dont on vise les actes, mais elle diminue leur importance et, dans tous les cas, peut être une atteinte portée à leur liberté si elles ne peuvent pas faire ce qui est permis à l'individu isolé. Tel est le caractère des mesures contre la mainmorte.

Enfin il y a deux autres séries de mesures qui achèvent de montrer qu'en Angleterre les associations sont loin de posséder une entière liberté. Ici il ne s'agit plus d'interdictions brutales contre des organismes dont on souhaite la disparition ou que l'on veut réduire à l'impuissance, il s'agit au contraire de collectivités dont on regarde l'activité comme légitime, et souvent comme bienfaisante. Il existe en ce qui concerne les diverses associations autorisées toute une législation extrêmement touffue qui, suivant le système toujours pratiqué en Grande-Bretagne, a procédé par espèces, de telle sorte qu'une systématisation des principes est chose très ardue, législation dont la tendance est de réglementer de plus en plus étroitement les associations qui y sont soumises. Sans doute la réglementation n'est pas toujours imposée, il y a là un caractère essentiel à retenir, elle est souvent offerte, avec en échange d'avantages tels

que l'hésitation n'est guère possible, de sorte que nous voyons la plupart des intéressés l'accepter sans difficulté.

Il n'y a pas d'ailleurs que la législation. Nous avons signalé son imperfection ; d'autre part elle a été assez tardive, et la plupart des lois en cause datent du milieu du dernier siècle, ce qui fait que la jurisprudence a eu à statuer dans bien des cas sur la légitimité des actes de certaines associations sans avoir d'autre guide que les principes généraux du droit. Or il a fini par se dégager une doctrine, qui, encore vague chez les anciens juges, a pris au cours du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle et surtout dans sa dernière moitié, toute sa consistance et qui domine aujourd'hui tous les droits des associations, au moins de celles qui sont des corporations. C'est la doctrine des *Ultra Vires*. Voici comment l'expose Seward Brice (1) : « Dans les temps anciens, ainsi qu'on l'a vu, les corporations étaient considérées comme ayant la plupart des pouvoirs (l'exercice légitime de ces pouvoirs étant assuré par l'exigence de certaines formalités) et comme étant soumises à la plus grande partie des obligations des citoyens ordinaires. Mais depuis longtemps, depuis l'introduction et le développement de la doctrine des *Ultra Vires*, ces pouvoirs et ces obligations ont été, spécialement en ce qui concerne certaines associations, considérablement diminués. »

1. Seward Brice. *Treatise on the Doctrine of Ultra Vires*, 3<sup>e</sup> édit., p. 37



Il a été établi « que quelques-unes, sinon toutes les corporations, existaient seulement en vue d'atteindre certains buts, et que leur capacité est implicitement, si elle ne l'est explicitement, restreinte à l'exercice des pouvoirs légitimes nécessaires pour atteindre ces buts, et que par conséquent elles ne peuvent accomplir d'actes ni entrer dans des transactions, ni encourir de responsabilité que dans la mesure où ces actes ou cette responsabilité dérivent immédiatement ou incidemment de l'objet pour lequel elles ont été créées. »

On le voit, le droit des associations tend à s'écarter du droit individuel de la façon la plus incontestable, et cette doctrine jurisprudentielle qui rappelle notre théorie de la spécialité (1) est une nouvelle restriction à la liberté des associations.

Ce regard d'ensemble nous permet d'entrevoir la complexité du problème. Cette complexité augmente encore si nous considérons d'abord : I) que dans le cours de l'histoire nous assistons à une évolution assez accentuée qui part de la liberté complète pour aboutir à la réglementation. Comme correctifs à la liberté nous trouvons d'abord des interdictions qui, à une certaine époque, ne sont guère soutenues par l'idée de sauvegarde de l'État, mais plutôt faites dans l'intérêt du souverain féodal ;

1. V. le résumé des principes des *Ultra Vires* dans la 2<sup>e</sup> partie, ch. II.

II) Que les catégories d'associations dont il y a lieu de tenir compte dans une étude comme celle-ci sont plus nombreuses en Angleterre que dans un autre pays. Il est difficile en effet de limiter ses recherches à un groupe que l'on isolerait arbitrairement des autres. De l'absence de toute théorie à la base du droit d'association, de la législation d'espèces, il résulte qu'aucune division nette ne sépare les divers groupements (c'est ainsi que des associations sans but lucratif sont soumises aux acts sur les sociétés de commerce). De l'absence d'un droit administratif il résulte que les corporations locales obéissent à des principes analogues à ceux des autres corporations. De notre point de vue cependant, il n'est pas nécessaire de comprendre ces dernières. Si elles ne se distinguent pas autant des associations ordinaires que chez nous les communes ou les départements, elles constituent malgré tout des cadres administratifs obligatoires, de sorte que les problèmes habituels du droit d'association ne se posent pas pour elles, et qu'elles forment malgré tout un domaine à part. Il est cependant à noter que parfois, à raison de la mauvaise opinion qu'il avait de ces corporations le gouvernement ne leur a confié que des pouvoirs considérablement restreints (1) ; par exemple en 1836, par le *Municipal Reform Act*. Aujourd'hui

1. Dicey. *Droit et Opinion*, p. 110-111.

il est question de limiter leur droit d'exploiter des industries ; et les mesures de contrôle dont elles sont l'objet ont été récemment renforcées. Ainsi quelles que soient les associations que l'on ait en vue, on trouve à leur liberté d'action des limites qui n'apparaissent pas tout d'abord.

A côté de cet aspect du problème, qui est plutôt d'ordre politique et social, qui envisage les rapports de l'État avec les associations, il en est un autre d'ordre juridique et très délicat, c'est celui de la personnalité des associations. Le droit anglais connaît des personnes morales assez nombreuses : ce sont les *corporations*, elles ont des attributs analogues à ceux qui résultent de la personnalité ; et elles se multiplient avec une très grande rapidité. Seulement il connaît aussi des groupes assez importants d'associations qui ne sont pas des *corporations* et celles-là n'ont pas les attributs de la personnalité morale. Tel est du moins le principe. L'incorporation est un privilège, elle résulte d'un acte formel, soit décision du souverain ou du Parlement, soit, depuis longtemps déjà, de l'enregistrement en vertu d'acts prévoyant essentiellement l'incorporation pour les sociétés d'une certaine espèce, enregistrées conformément à leurs dispositions.

Or la personnalité, ou du moins ses conséquences, répond à des besoins communs à la plupart des associations. D'autres peuvent se contenter des



principes de la *Gesammte hand*, mais nécessitent au moins ce régime.

Comment le problème est-il résolu en Angleterre pour les associations qui n'ont pas obtenu l'incorporation? Nous verrons au cours de ce travail que, tout en prétendant en théorie ignorer le problème, les juristes anglais, les tribunaux, le législateur, sont arrivés à étendre peu à peu l'application des principes de la personnalité, parfois franchement, parfois par des détours un peu subtils, mais dont le résultat n'est pas moins certain.

## II

### Le Fondement du Droit d'Association

En France le droit d'association dérive de la loi. Avant 1901 il n'était concédé qu'avec parcimonie, il exigeait une autorisation administrative ; depuis 1901, en vertu de l'article 2 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet, nous jouissons de la liberté d'association. Mais cette liberté résulte d'une loi et elle trouve ses limites dans la loi. Cette liberté n'est ni générale, puisque certaines formes d'associations sont interdites, ni absolue, car une association ne peut pas accomplir tous les actes juridiques qu'elle pourrait désirer accomplir, et la jouissance de ceux qui sont le plus largement ouverts aux associations est soumise à l'accomplissement de certaines formalités.

On peut donc dire que le droit d'association en France trouve son principe et ses limites dans la loi.

En Angleterre la loi n'a pas reconnu le droit d'association. Elle ne l'a pas reconnu parce qu'elle a supposé qu'il n'avait pas à être reconnu. La terminologie du XVIII<sup>e</sup> siècle, encore très employée au XIX<sup>e</sup> siècle, dirait qu'il est de droit naturel.

Il n'a pas besoin d'être reconnu parce qu'il est une simple extension de la liberté individuelle ou plutôt du droit individuel de contracter (1) : « Ce n'est pas autre chose que le droit de deux ou plusieurs citoyens, X, Y ou Z, de s'unir par convention pour atteindre un but commun (2). »

Ce n'est pas un droit politique. Ainsi que l'a écrit très justement E. Boutmy, « les droits d'association et de réunion, et la liberté de la presse ont toujours été envisagés en Angleterre non comme des libertés politiques mais comme des libertés civiles (3). »

Mais ce fondement de pur droit civil, s'il est conforme à la pensée juridique anglaise — foncièrement individualiste — a de graves défauts. Quand on connaît le droit des associations de ce pays, on trouve, non seulement qu'il ne s'explique pas à l'aide de ce fondement, mais qu'il est en parfait désaccord avec lui. Quelle en est la raison ? Elle est facile à apercevoir. Considérer le droit d'association comme une extension de la liberté individuelle c'est donner aux associations formées en vertu de ce principe le même droit qu'aux individus, puisque l'on ne connaît qu'eux. C'est supposer que l'association pour fonctionner

1. Cf. Boutmy, *Essai d'une psychologie politique du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle*, 2<sup>e</sup> édit., p. 299.

2. V. sur cette question les pages remarquables de Dicey, *Droit et Opinion*, p. 142 s. et *passim*.

3. E. Boutmy, *op. cit.*, p. 298.

n'aura pas besoin d'un autre droit que celui qui s'applique aux citoyens individuellement. C'est supposer aussi que tout ce qui est licite pour l'individu, ou dans un contrat n'intéressant que quelques individus, devra dans tous les cas être licite pour l'association. En est-il ainsi en Angleterre? Avant toute investigation nous pouvons être sûrs du contraire car, si on lui laissait autant de latitude, l'association, de par la force qu'elle représente aurait vite mis en péril la liberté individuelle des individus, et l'autorité de l'État.

« S'il en est ainsi, écrit le professeur Dicey, cela tient au fait suivant qui a reçu trop peu d'attention de la part des juristes anglais : toutes les fois que des individus agissent de concert pour un objet commun, ils tendent à créer un corps qui, non pas en vertu d'une fiction de la loi mais par la nature même des choses, diffère des individus qui le composent... De plus, un corps créé par une coalition, — une corporation naturelle, s'il est permis de s'exprimer ainsi, — qu'elle surgisse d'une ligue politique, d'une église, d'une *trade-union*, par sa seule existence limite la liberté de ses membres et tend constamment à limiter la liberté des tiers (1). »

C'est donc dans un autre principe individualiste que l'on a trouvé des motifs déterminants pour ne

1. Dicey. *Droit et Opinion*, p. 143.



pas tirer toutes les conséquences qui découleraient naturellement du fondement sur lequel on fait reposer le droit d'association. Seulement on n'a pas vu clairement que le droit de l'association posait un problème analogue à celui du droit de l'individu. La liberté individuelle a pour limite la liberté des autres individus et l'autorité de l'État. La liberté d'association doit également se concilier avec la liberté des individus et l'autorité de l'État. Toutefois le problème se pose ici dans des conditions différentes et doit par conséquent recevoir des solutions distinctes. C'est bien ce qui est arrivé en Angleterre, mais de façon empirique, et, en quelque manière, sans que l'on se rendit compte du lien existant entre toutes les mesures prises à l'égard des associations et de l'incompatibilité de ces mesures avec le prétendu fondement du droit d'association.

Ainsi il ne nous sera pas possible de rattacher l'ensemble des mesures concernant le droit d'association au fondement de ce droit. En dehors même du fondement du droit nous ne trouverons pas une idée centrale à laquelle se rattachent les diverses mesures prohibant, restreignant ou réglementant les associations.

C'est ainsi qu'au cours de l'histoire d'Angleterre on trouve à l'égard des associations des mesures qui sont la conséquence d'une certaine conception de la politique commerciale et industrielle, et ces mesures

changent en même temps que les croyances économiques.

Tant que l'on vécut sous le régime des corporations, le souverain leur garantit un monopole et tout tendait à faire respecter la réglementation industrielle en honneur au moyen âge.

Plus tard l'idée de liberté de l'industrie inspira une réglementation de certaines associations, qui fut développée et perpétuée jusqu'à nos jours.

A côté des considérations économiques, les préoccupations politiques firent édicter vers le XVIII<sup>e</sup> siècle un certain nombre de prohibitions, et disparaître toute liberté.

Enfin l'intolérance religieuse des protestants conduisit également à des mesures contre certaines catégories d'associations.

Mais ce n'est pas tout. Dans les temps modernes la plupart des prohibitions ont disparu, soit dans la loi, soit pratiquement ; d'autres mesures rigoureuses se sont atténuées, de sorte que l'on peut se demander si, de la plus flagrante inexactitude au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'affirmation que l'on jouit en Angleterre de la liberté d'association ne serait pas vraie au début du XX<sup>e</sup>. En fait il y a bien une liberté — mais dans le plus grand nombre de cas — pour le domaine presque entier des associations, une liberté réglementée, une liberté qui impose des formalités et pose des limites au champ d'activité, et cela comme nous

avons déjà eu l'occasion de le dire, en s'inspirant de principes qui ne sont pas ceux qui règlent la liberté et l'action des individus (1).

1. V. p. 6 et 7, allusion à la théorie des *Ultra Vires*, elle ne s'applique en principe qu'aux associations qui sont des corporations, mais elle s'étend aux quasi-corporations, et nous verrons même qu'elle a été invoquée pour certaines associations, les *Trade-Unions* qui ne sont pas des corporations.

## PREMIÈRE PARTIE

« J'avoue pourtant que l'usage des peuples les plus libres qui aient jamais été sur la terre me fait croire qu'il y ait des cas où il faut mettre, pour un moment, un voile sur la liberté comme l'on cachoit les statues des dieux. »

Montesquieu. *De l'Esprit des Lois*,  
ch. XIX.

---

### CHAPITRE PREMIER

#### SECTION I

*La liberté d'association commerciale et industrielle.*  
*Les Gildes.*

##### A. — Les Gildes de commerce

Les plus anciennes associations de l'Angleterre sont probablement les gildes. Leur origine remonte à la plus haute antiquité (1).

« L'ancienne gilde est simplement le club de notre coutume moderne. En Angleterre elle apparaît d'abord sous la forme religieuse, qu'elle conserve pendant tout le moyen âge (2). »

1. Dès avant la conquête il avait existé des gildes religieuses et des gildes pour les chants d'église, c'est-à-dire des cercles et des sociétés pour l'accomplissement de certains offices de piété, assistance mutuelle pour la conservation de la paix. Ashley, *Histoire des Doctrines Économiques de l'Angleterre*, traduction P. Boudois et S. Bouissy sur la 3<sup>e</sup> édition anglaise, I, 94. Cfr. Stubbes, *Constitutionnal History*, I, 469. Kemble, *Saxons*, I, 511.

2. Stubbes, *Constitutionnal History*, I, V. ch. XI, p. 448.



Les formes diffèrent parfois, et l'on distingue parmi les autres la *Frith gild* qui nous est connue par les statuts de Cambridge et qui est une forme aussi ancienne mais plus complexe.

Il est peu probable qu'à l'origine le souverain soit intervenu dans la constitution de ces associations — et elles purent sans doute rédiger leurs statuts — (trois, des premières années du <sup>xr</sup> siècle nous ont été conservés) en toute liberté —. Il n'en est pas de même, au moins à partir d'une certaine époque, car l'histoire des origines nous reste très obscure, pour les gildes marchandes, (*merchant gildes*), également très anciennes puisque, d'après Gross (1), les premières *gildes* de commerce, les *chnichten* ou *Cantwarcherg of ceapmannegilde*, seraient apparues pendant l'épiscopat du primat Anselme.

Mais si le pouvoir royal intervient par l'octroi de chartes aux gildes marchandes, c'est pour leur conférer un privilège. Il ne semble pas alors que nous ayons à nous préoccuper des gildes de commerce à propos de la liberté d'association.

On peut suivre depuis Henri I<sup>er</sup> les chartes nombreuses qui sont accordées par le roi ou le seigneur, chartes qui sont données aux villes, avec les municipalités desquelles les gildes semblent d'ailleurs le plus souvent se confondre. Cela ne veut pas dire ce-

1. Gross, *Gilda Mercatoria*, 32, n° 1.

pendant que la création des gildes soit le fait de la charte. Il est possible, sans que l'on ait de renseignements précis à cet égard, que certaines gildes aient existé avant d'être reconnues par une charte. Toutefois, la charte sanctionnait le droit coercitif de la société.

Mais, encore que les gildes de commerce semblent une forme tout à fait à part d'association qui ne connut l'intervention du souverain que pour le monopole qu'elle lui assurait et qui devint bientôt une organisation officielle (1), il n'en est pas moins que leur caractère même de monopole est une entrave à la liberté d'association.

« La formation de gildes nouvelles sans autorisation est punissable, elles sont *adultérines* comme les châteaux *adultérins* des barons, on suspecte leur objet de n'être pas le maintien de la profession, de la paix ou de la religion, mais de vouloir porter atteinte aux droits du roi (2). »

#### B. — Les Gildes de Métiers.

Les gildes de métiers payaient au roi des droits pour être autorisées. Nous en avons la preuve dans un

1. « Une gilde marchande qui possède des terres, exerce une juridiction et promulgue des règlements, revêt déjà le caractère d'une organisation officielle, supplémentaire peut-être au début, à l'administration de la ville, mais fusionnant graduellement avec elle. » Stubbes. *Constitutional History*, I, p. 452.

2. Stubbes, I, p. 454.

registre des droits de 1130 (*pipe roll.*), pour les gildes de tisserands de Londres, Lincoln et Oxford. Sous Henri II les tisserands d'York, Winchester, Huntingdon, Nottingham, et les foulons de Winchester payaient des droits à l'Echiquier et Ashley précise que ce n'était pas tout à fait une taxe, c'était la condition à laquelle ils recevaient la sanction du gouvernement (1).

« Les gildes que le roi n'avait pas autorisées étaient  
« condamnées à l'amende comme illégales, ce fut le  
« cas en 1880 à Londres pour les gildes des forge-  
« rons, des bouchers, des marchands d'épices et des  
« apprêteurs de drap. »

Mais il ne semble pas, ajoute Ashley, que l'on ait essayé de dissoudre de force ces sociétés illégales.

« Dans les plus anciennes chartes, telles qu'elles ont été accordées aux tisserands de Londres et d'York par Henri II, en dehors d'une confirmation générale des *libertés et coutumes*, la seule clause précise était que personne dans l'intérieur de la ville, quelquefois du district, ne pouvait exercer un métier à moins d'appartenir à la gilde. »

Nous n'entrerons pas dans l'étude inextricable des rapports des gildes et des autorités municipales.

D'après Brentano, les gildes auraient été indépendantes ; d'autres écrivains croient au contraire que

1. Ashley, *op. cit.*, I, p. 110.

les autorités municipales exerçaient un certain contrôle sur les gildes (1).

Quant au pouvoir royal jusqu'au règne d'Édouard I<sup>er</sup>, il se contenta de percevoir les taxes que les gildes payaient pour être reconnues. Édouard I<sup>er</sup> qui vit dans ces organismes un contrepois utile au pouvoir des corps gouvernants des villes leur fut très favorable (2).

Son règne apparaît comme le tournant de l'histoire des gildes de métiers. Ces gildes qui jusque-là n'avaient été que tolérées furent dès lors favorisées.

D'ailleurs jusqu'à cette époque les artisans étaient peu nombreux, il n'y avait pas eu beaucoup de gildes. Mais les uns et les autres se multiplient et on trouve dans les archives un grand nombre de confirmations et de créations de corporations d'artisans par les autorités municipales.

1. « La théorie générale que les autorités municipales émettaient au sujet de leurs pouvoirs sur les gildes fut établie dans un mémoire présenté par le maire et les aldermen de Londres en 1583 contre une patente accordée récemment aux chandeliers de suif.

« Le maire et les aldermen de la cité et tous ses autres administrateurs principaux, toujours, de temps immémorial, possédaient et avaient coutume de posséder la surveillance, le droit d'enquête et la direction de tous les mystères et professions dans la cité, pour et concernant tous délits et fautes, en toutes choses touchant ces mystères, ce qui peut être prouvé aussi bien par l'usage journalier que par un grand nombre de rapports et de précédents de la dite cité. » (Ashley, *op. cit.*, I, 121.) Cfr. Strype's Stowe, éd. 1720, II, 211; Herbert, *Livery Companies*, I, 47.

2. V. Stubbes, *op. cit.*, III, 21 et 613; Ashley, *op. cit.*, I, 118.



Ces ordonnances ont-elles dans tous les cas donné naissance à la gilde ou existait-elle avant cette consécration officielle ? Il est probable que certaines d'entre elles s'étaient formées spontanément. Mais en bien des cas aussi l'organisation leur était imposée par les magistrats municipaux. Ainsi, pour les maçons en 1356, « parce que leur métier n'avait pas été réglé en due forme par le gouvernement des gens de métier selon la forme des autres métiers ».

Si l'on regarde les gildes du point de vue du droit d'association, on s'aperçoit aisément que le système dont elles font partie est un système de réglementation. Ce n'est ni le régime de la liberté, ni celui de l'interdiction. Ce n'est pas le régime de l'interdiction, loin de là. Le principe de la liberté individuelle est sacrifié. La gilde est le cadre obligatoire dans lequel tout le monde doit entrer, puisque l'ordonnance de Preston relative aux gildes d'artisans faisait une obligation même à celui qui n'exerçait aucune profession de choisir la Compagnie à laquelle il « aimerait mieux appartenir » sous peine d'une amende de 20 shillings (1). Ce privilège du monopole absolu, si exorbitant qu'il soit, n'est pas le seul dont jouissent les gildes.

Mais si la gilde a des privilèges, elle est en revanche obligée d'obéir à de nombreuses prescriptions.

1. Ashley, *op. cit.*, II, 212.

Beaucoup de ces prescriptions sont la conséquence de la politique commerciale de l'époque, toute réglementation d'une industrie devenait nécessairement réglementation de l'exercice des droits de la gilde, beaucoup aussi étaient rendues nécessaires de par le fait du monopole exercé par la gilde. D'autres mesures, que nous retrouverons ailleurs, furent la conséquence de la politique religieuse. D'autres, celle de la politique à l'égard des biens de mainmorte, et dans les faits, se confondent intimement avec elle. Jusqu'à quelle époque le régime des gildes conserve-t-il toute son influence ? Il est difficile de le préciser. Ce que l'on peut dire c'est que le Statut de 1335 marque une date dans leur histoire. Cette loi permet en effet « que tous commerçants étrangers et citoyens et tous autres et chacuns, de quelque état et condition qu'ils puissent être, achèteront et vendront du blé, du vin, au poids de seize onces à la livre, de la viande au poids, du poisson et tous autres articles de nourriture, laine, drap, denrées, marchandises, et toutes autres choses à vendre, quel que soit leur lieu d'origine, en quelque endroit que ce soit : cité, bourg, ville, port de mer, foire, marché..., qu'il y ait franchise ou non... Ils pourront librement, sans être interrompus, vendre ces objets à toute personne qu'il leur plaira (1). »

De telles dispositions étaient incompatibles avec

1. *Statutes of the Realm*, I, 269.

le maintien du privilège des guildes qui disparurent ou se transformèrent et dont l'histoire à partir de cette époque est très mal connue.

C. — La liberté d'Association ouvrière et la notion  
de *restraint of trade*

α). — *La réglementation de l'industrie et la notion  
de restraint of trade jusqu'en 1799.*

Si les commerçants et les artisans ont pu dès l'origine s'organiser en des groupements professionnels, leur permettant de défendre leurs intérêts, et même de s'assurer un monopole aux dépens de ceux qui auraient refusé de faire partie de l'association ou n'auraient pas rempli les conditions nécessaires pour y être admis, il n'en a pas été de même des ouvriers. Ce n'est que peu à peu que leur droit de s'associer a été reconnu, et l'évolution a été si longue que c'est seulement de nos jours qu'elle est venue près de son achèvement.

Pour s'expliquer les mesures très nombreuses et très différentes qui ont entravé la liberté des ouvriers en Angleterre au cours de l'histoire, il convient de rattacher ces mesures à l'idée centrale qui les a inspirées. C'est le désir d'empêcher toute restriction à la liberté de l'industrie, *restraint of trade*, qui a con-

duit à interdire non seulement les actes de pression collective des ouvriers, mais même les simples revendications sans essai de contrainte et sans violence. Il serait difficile de définir ce que l'on entend par *restraint of trade*, d'autant plus que l'idée que l'on s'en est faite a varié avec le temps. On devra donc rechercher les actes considérés comme *in restraint of trade*. L'observation qui doit être faite tout d'abord, c'est que si le désir d'empêcher tout acte *in restraint of trade* a conduit assez vite à des mesures contre les associations en elles-mêmes, elle a fait édicter des prescriptions visant les individus. Ces prescriptions ne touchent pas directement à la question qui nous intéresse mais elles lui sont reliées historiquement, il faut donc les rappeler brièvement, de plus, l'étude des actes auxquels elles se sont appliquées servira à préciser cette notion et à en apercevoir l'évolution.

Si l'on s'en rapportait aux affirmations parfois émises par des personnalités éminentes, la notion de *restraint of trade* serait aisée à saisir, car elle engloberait indistinctement toutes les atteintes à la liberté industrielle, puisque en Angleterre, suivant ces juges, « le libre cours de l'industrie a été soigneusement maintenu depuis les temps les plus reculés (1). » C'est l'opinion exprimée en particulier

1. Cf. Stephen, *History of the Criminal law of England*, III, p. 202.

par sir W. Erle (1), et par le jugement de lord Bramwell dans l'affaire R... contre Druitt (2).

Mais les choses ne vont pas aussi simplement. Personne n'ignore en effet que loin d'avoir été sous un régime de liberté, l'industrie et le commerce de l'Angleterre ont, non seulement pendant tout le moyen âge, mais jusqu'aux temps modernes, été soumis à une réglementation très minutieuse, de telle sorte que les actes de *restraint of trade* ne pouvaient pas être tous ceux qui portaient atteinte à la libre concurrence puisque la libre concurrence n'existait pas. Les restrictions édictées tombèrent peu à peu, certaines libertés furent accordées et garanties par les lois. C'est ainsi que par exemple la Grande Charte (ch. XXX) et l'Act 9 (Edw III c 1 ; A D. 1333) proclamant que tous les marchands « jouissant ou non de franchise pourront vendre librement et sans discontinuité (on énumérait dans l'Act un grand nombre d'objets) à qui ils voudraient, aussi bien aux étrangers qu'aux citoyens » ; statut qui fut confirmé et étendu par un autre statut en 1350 (25 Edw 3 st 4 c 2) (3). Mais ce ne sont pas les infractions aux dispositions de ces Acts auxquelles nous nous attachons pour éclaircir la notion de *restraint of trade*,

1. Erle (Sir W.) *The law relating to Trade-Unions*, Londres, 1869, p. 11 et suivantes.

2. V. 10. *Cov.*, 600, 1867.

3. Cf. Stephen, *op. cit.*, p. 203.



car, c'est un point commun à tous les actes englobés sous cette expression, il faut qu'ils émanent des ouvriers.

Bien souvent ces actes contraires à la liberté de l'industrie seront des infractions à des règlements relatifs par exemple aux heures de travail, de sorte que c'est au nom de la liberté industrielle que l'ouvrier sera puni, et parfois sévèrement, pour s'être refusé à travailler autant d'heures que l'exigaient les lois, ou pour avoir protesté contre cette obligation (1).

C'est précisément cette réglementation de l'industrie qui provoque la législation contre les coalitions ouvrières. Dans cette étude c'est ce second aspect de la question qui nous retiendra, mais il est indispensable de ne jamais perdre de vue que les actes *in restraint of trade* reprochés aux associations, sont une infraction, non à la liberté de l'industrie, mais à la réglementation de l'industrie, et les deux catégories de dispositions sont contenues dans les mêmes actes.

On a l'habitude de faire remonter cette législation à l'année 1305. M. Bry dans son *Histoire Industrielle de l'Angleterre* (p. 177) écrit par exemple. « Déjà bien avant la peste noire un statut d'Édouard I (statut 33 de l'année 1305) avait déclaré coupables de conspi-

1. Cf. B. et S. Webb, *Histoire du Trade-Unionisme*. Traduction Albert Métin, p. 66.

ration : tous ceux qui s'unissent par serment, par convention ou autre sorte d'alliance, ce qui comprend les associations ou coalitions d'ouvriers ou d'autres personnes tendant à obtenir une augmentation de salaire, à en fixer le taux, à diminuer la durée ou la quantité de travail, à régler ou contrôler les conditions des fabriques, industries ou commerce de toute nature ou leur administration et entraver les ouvriers dans le travail (1). »

On pourrait croire que c'est là le texte même du statut, quitte à être surpris du caractère moderne de sa rédaction. En réalité il n'en est rien. Le statut de 1305 ne dit pas un mot des coalitions ouvrières ni des fabriques. Il s'occupe des conspirateurs en général, ainsi qu'on peut s'en convaincre par son texte.

La cause de l'erreur de M. Bry s'explique par ce fait qu'en 1824 le statut de 1305 (qui est toujours en vigueur) a été abrogé en tant que s'appliquant aux coalitions (*combinaisons*), ou conspirations d'ouvriers où d'autres personnes tendant, etc. », le texte de M. Bry c'est le texte de l'act d'abrogation. En fait la

1. M. Bry ajoute : « C'est la première loi qui prohibe sous le nom de *conspirations* les associations et les coalitions d'ouvriers.

« Lorsque la hausse des salaires apparaîtra plus tard après la peste noire, tous les statuts qui reproduiront la première loi auront pour but de prévenir et de réprimer les associations ouvrières et les coalitions. » Il n'y a donc pas d'erreur sur la pensée de M. Bry, il a nettement cru que le statut de 1305 visait explicitement les coalitions ouvrières.

## Ordinario de Conspiratorib

AN ORDINANCE CONCERNING CONSPIRATORS

Ex veteri codice in Turr. Lond., f° 118 b.

De Parl, 33. Edwardi, I, in det. B. Marie.

Conspiratours sount ceux qui sentrent alient p sment covaunant ou p autre alliaunce, qe chescun eidra e sustendra auti empise de fausement e malicieusement enditer ou faire enditer ou fausement acqiter les gentz, ou fausement mover plees, ou maintenir, et auxi ceux q̃ fount enfauntz deintz age appeler la gent de felonies p quei il sount empisonez et moult g'vez ; Et ceux qui receivent gentz de pais a leur robes ou a leur feez, pur maintenir lour mauveis empises e pur verite esteindre auxi bien les pnours come les donours. Et Seneschaux et Baillifs de g'auntz Seign's qui p seigneurie officie ou poeir, enpnont a maintenir ou sustenir pleez ou baretz pur pties autres q̃ celes que touchent lestat lours seign's ou eux memes Ista ordinatio e finalis diffinitio Conspiratoz fca fuit et finalit concordata p Regem et consilium suū in hoc pliameto &c. Et ordinatum est qd Justic̃ assignati ad div'sas t'nsgr̃ &c felonias in singlis Com̃ Angl audient &c t̃ minandt hēant inde t'nscrip̃tū &c. (1).

1. Campi Participes sunt qui pes se vel per alios placita movent vel movere facient ; et ea suis sumptibus prosequuntur, ad campi partem, vel pro parte lucri habenda (Exemplours imprimés).

Conspirators be they that do confeder or bin themselves by oath, or other alliance that every of them shall aid and [bear (1)] the other falsly and maliciously to indite [or cause to indite (2)] or falsly to move or maintain pleas and also such as cause children' within age to appealmen of felony, whereby they are imprisoned and sore grieved ; and such as retain men in the country with liveries or fees for to maintain their malicious enterprizes (3) and this extendeth as well to the takers, as to the givers ; and stewards and baillifs of great lords which by their seignory, office, or power undertake [to bear or maintain quarrels, pleas or debates, that concern other parties (4)] that such as touch the estate of their lords or themselves. This ordinance or and final definition of conspirators was made and (5) accorded by the king and his council [in his Parliament the thirty third year of his reign (6)]. And it was further ordained, that justices assigned to the hearing and determining of felonies and trespasses (7) should have the transcript thereof

Champertors be they that move pleas and suits, or cause to be moved either by their own procurement, or by others, and sue them at their proper costs, for to have part of the lands in variance, or part of the gains.

1. Sustain the enterprize of.

2. Or cause to be indicted, or falsely to acquit people.

3. And to drown the truth.

4. To maintain or support pleas or quarrels for parties other.

5. Finally.

6. In this Parliament, etc.

7. In the several counties of England.

1. Le titre est dans la marge du rôle (*of the inrollment*). Dans les copies imprimées l'Act est intitulé « Diffinitio de Conspiratoribus. »

2. Abrogé dans la mesure ou il concerne ou s'étend aux *combinations* ou *conspiracies* d'ouvriers ou d'autres personnes pour obtenir une augmentation ou pour fixer le taux des salaires.

Conspirateurs seront ceux qui ainsi se confédèrent ou se lient par serment ou autre alliance à telle fin que chacun d'eux devra aider et (supporter) l'autre faussement et malicieusement à inciter (ou invitera à inciter) ou faussement à engager ou soutenir des plaideries et aussi ceux qui déterminent les enfants en deçà de l'âge, à faire appel à des hommes de félonie, à cause de quoi ils sont emprisonnés et douloureusement chagrinés ; et ceux qui retiennent des hommes dans le pays au moyen de livrées ou de droits dans le but de soutenir leurs malicieuses entreprises et ceci s'étend aussi bien aux preneurs qu'aux donneurs ; et régisseurs et preneurs à bail de puissants seigneurs qui, par leurs seigneuries, office ou puissance entreprennent de supporter ou de soutenir querelles, plaideries ou débats qui concernent d'autres parties que celles qui touchent le domaine de leurs seigneurs ou d'eux-mêmes. Cette ordonnance et la définition finale de conspirateurs fut faite et accordée par le roi et son conseil (dans son Parlement en la 33<sup>e</sup> année de son règne). Et il fut de plus ordonné que les cours de justice désignées pour entendre et déterminer les félonies et transgressions devraient avoir la transcription de cette ordonnance.

Champerteurs seront ceux qui engageront plaideries et poursuites ou détermineront leur engagement soit par leurs propres agissements, soit par d'autres et les poursuivent à leurs propres frais dans le but d'avoir partie de la terre en litige ou partie des gains.

*Common law* avait étendu aux coalitions ouvrières les dispositions de l'act de 1305, mais cela assez longtemps après le moment où cet act fut promulgué. Quant à l'act de 1824, sa rédaction soulevait alors cette question, généralement résolue par l'affirmative, de savoir s'il abrogeait cette *Common law* (1).

La législation de réglementation du travail et d'interdiction de coalitions en vue de se soustraire aux règles édictées remonte aux acts de 1349 et de 1350 (23 Edw. III et 25 Edw. III, st. I) qui décidaient « que tout homme ou toute femme, quelle que soit sa condition, libre ou serf, sain de corps, âgé de moins de soixante ans, et n'ayant pas de ressources personnelles, s'il était requis de travailler dans un emploi convenable, eu égard à son état, serait tenu de le faire quand il en serait requis. » La sanction était la prison, les ouvriers ainsi requis devaient travailler au taux accoutumé de salaire. L'act de 1350 fixait les salaires des catégories les plus importantes d'artisans. Ces *Statutes of Labourers* furent, au cours des deux siècles suivants, fréquemment remaniés, confirmés et étendus (2). Celui d'Henri VI (3 Henri VI, c. I, 1424) décidait que « attendu que par les réunions et séances annuelles tenues par les maçons dans leurs assemblées générales, les *Statutes of Labourers* sont

1. V. Stephen, *op. cit.*, III, 214.

2. Richard II, cc. 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 1388. — 7 Henri IV, c. 17, 1405. — 2, Henri V, c. 4, 1414. — 6 Henri VI, c. 3, 1427. — 6 Henri VIII, c. 3, 1514



violés, leur cours irrégulier et leur effet entravé, les chapitres ne devraient plus être tenus : ceux qui en provoqueraient la tenue seraient jugés comme félons, tous les maçons venant à ces réunions seraient punis de prison, d'amende et de rançon. »

En 1548 un statut plus général fut promulgué (2 et 3 Edw. VI, c. 15) qui interdisait toute conspiration, « *conspiracy* », et toute entente (*covenant*) des artisans ouvriers et TRAVAILLEURS « pour ne faire leur ouvrage qu'à un certain prix, ou pour un autre but similaire sous une pénalité qui à la troisième infraction était le pilori et la perte d'une oreille et la « notation d'infamie »,

Toute la législation antérieure fut modifiée et *consolidée* par un act d'Élisabeth (5 Eliz. c. 4) de 1562, intitulé : « act contenant diverses dispositions concernant les artisans, ouvriers, domestiques de ferme (*husbandry*) et les apprentis. » Cet act établit de nouveau l'obligation de travailler, fixe les taux de salaires et rend l'apprentissage obligatoire dans des conditions déterminées. Relativement à ces questions, c'est l'act le plus important de tout le xvii<sup>e</sup> siècle et même d'une partie du xviii<sup>e</sup>. Mais il en fut édicté un grand nombre visant plus ou moins les atteintes à la liberté de l'industrie. La plupart sont des acts visant les industries déterminées et prohibant les coalitions (*combinations*) qui avaient pour objet des demandes relatives au salaire. Tel fut l'act édicté en

1720 par Georges I<sup>er</sup> (7 Geo. I<sup>er</sup>, st. 1 c. 13). « *An act for regulating the journeymen tailors within the bills of mortality* ». Cet act déclarait que tous accords entre les ouvriers tailleurs pour faire élever leurs salaires et diminuer les heures de travail seraient nuls et sans effet et que ceux qui participeraient à ces accords seraient punis de deux mois de prison avec ou sans *hard labour* (1).

Des dispositions semblables furent prises pour les manufactures de laine en 1725 (12, Geo. I<sup>er</sup>, c. 34). La mesure prise doit d'autant moins surprendre que les ouvriers des manufactures de laine furent en Angleterre parmi les premiers à s'organiser (2) et que la « corporation sans charte » des *woolcombers* avait inscrit dans ses règles que « personne ne devait accepter de travail au-dessous d'un certain salaire ; aucun maître ne devait embaucher des peigneurs de laine ne faisant pas partie de la société ; s'il le faisait, tous les autres ouvriers, d'un commun accord, refusaient de travailler pour lui ; à supposer qu'il en employât une vingtaine, ils s'en allaient tous les vingt à la fois, et souvent, non contents de cesser le travail, ils injuriaient le brave homme qui restait à l'atelier, le battaient et brisaient ses outils (3). »

1. Sur les ouvriers tailleurs consulter F.-W. Galton, *Tailoring Trade*.

2. V. Webb, MSS, I. *Woollen Trade*. Mantoux, *La Révolution industrielle*, p. 58 et s.

3. V. Mantoux, *op. cit.* S. et W. Webb, *Histoire du Trade-Unionisme*, p. 35, d'après le *Short Essay upon trade in general*, par J. James, *History of the worsted manufacture*, p. 232.

Un act analogue au précédent fut édicté en 1749, relatif à l'industrie chapelière (22, Geo. II, c. 27); un relatif aux tisserands de soie en 1777 (17, Geo. III, c. 55); un relatif à l'industrie du papier en 1795 (36, Geo. III, c. 111). (Webb cite 32, Geo. I, c. 34, 1725 industries de la laine; 9, Geo. I, c. 27, 1729 cordonniers).

Qu'il s'agisse dans ces acts de mesure visant les agissements des associations, et non les ententes temporaires, cela est certain, au moins pour un grand nombre de cas. Nous avons vu déjà que les peigneurs de laine étaient dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle groupés en de telles associations. En 1717, le maire et le conseil de ville de Bradninch se plaignent « que  
« depuis quelques années les cardeurs de laine et  
« tisserands dans ces pays se confédèrent pour se  
« grouper en un club, et qu'ils ont, au nombre de  
« plusieurs milliers dans cette province, d'une ma-  
« nière agressive et tumultueuse, exigé de plusieurs  
« une contribution. » (Procès-verbaux de la Chambre des Communes, t. XVIII, p. 715, 5 février 1717.) Il y a des pétitions dans le même sens émanées des villes d'Exeter et Tiverton. A la prière de la Chambre des Communes le roi publia le 4 février 1718 une proclamation « contre ces clubs et sociétés contrai-  
« res à la loi qui se sont permis, sans aucun droit,  
« d'avoir un sceau commun et d'agir comme corps  
« constitué en agissant et en conspirant illégalement  
« pour exécuter certaines dispositions et ordon-

« nances, par où ils prétendent déterminer qui a un  
 « droit sur un métier, quelle sorte et combien d'ap-  
 « prentis et d'ouvriers chaque homme peut garder à  
 « la fois avec les prix de toutes les fabrications ainsi  
 « que la manière, et les matériaux qui doivent y être  
 « mis. »

L'association des compagnons tailleurs était également une union permanente. « Cette association  
 « de compagnons tailleurs... est d'un très mauvais  
 « exemple pour les compagnons des autres métiers,  
 « comme il apparut suffisamment par l'exemple des  
 « compagnons corroyeurs, forgerons, maréchaux,  
 « voiliers, carrossiers et artisans de divers autres arts  
 « et métiers qui présentement ont formé de sembla-  
 « bles confédérations, et les compagnons charpen-  
 « tiers, maçons de briques et menuisiers, ont pris des  
 « dispositions dans le même dessein et attendent  
 « seulement l'issue des autres ». (*The case of the  
 Master Taylors residing within the Cities of London  
 and Westminster*, cité p. Webb. *op. cit.*, p. 44, note 1.)  
 C'est à la suite de cette pétition des tailleurs que fut  
 édicté l'act de 1720 (7 Geo I<sup>er</sup> st. 1. c. 13).

Dans quelle mesure fut appliquée cette législation?  
 Encore que les termes des acts fussent très larges,  
 il apparaît que l'on s'est surtout guidé sur le but  
 des associations ouvrières plutôt que sur leur seule

1. B. and S. Webb, *op. cit.*, p. 32 et 33. Cf. Hughson, London,  
 p. 337.

existence pour déterminer celles auxquelles on s'attaquait. En effet, « l'objet poursuivi par les statuts n'était pas les coalitions, mais la fixation des salaires, la prévention du manque de foi ou du dommage, l'exécution du contrat de service ou les arrangements convenables pour l'apprentissage (1). » En conséquence, d'une part, les associations visant ces objets étaient poursuivies ; inversement, « les coalitions formées pour proposer les objets de la législation » ne l'étaient pas. « Ainsi le type primitif de coalition parmi les ouvriers : la société pour faire appliquer la loi, semble avoir toujours été tacitement acceptée comme tolérable (2). »

On ne connaît pas de cas où de telles associations aient été poursuivies comme illégales (encore que juridiquement leur action rentrât probablement dans la définition de la coalition). Aussi les membres de ces associations agissaient-ils au grand jour.

Non seulement on ne poursuit pas des coalitions, qui comme celle des bonnetiers sont permanentes (3) mais à Spitalfields, les délégués des associations ouvrières des tisseurs de soie parurent régulièrement devant les juges qui fixèrent et revisèrent les prix du travail aux pièces (4).

1. B. and S. Webb, *op. cit.*, p. 66.

2. *Id. ibid.*

3. Webb, *op. cit.*, p. 67.

4. *Id. ibid.*



« En 1749 un club de compagnons peintres de la cité de Londres poursuit un maître peintre pour avoir employé un homme qui n'avait point part aux privilèges de la corporation et la poursuite amena en 1750 une conférence de trente compagnons et de trente maîtres avec le conseil communal de la cité, conférence à laquelle les règlements furent changés (1). »

\*  
\* \*

Ainsi jusqu'à 1799, on n'avait pris en Angleterre (2) que des mesures contre les associations ouvrières dans des métiers déterminés. Sans doute, et c'est là un point qui est intéressant à noter, les anciens statuts d'Édouard I ou d'Élizabeth sur les conspirations étaient généraux, mais B. et S. Webb remarquent justement qu'on ne songea pas à les appliquer au XVIII<sup>e</sup> siècle quand on commença à éprouver le besoin de se défendre contre les associations ouvrières (3), que ce soient les maîtres tailleurs de Londres en 1720 ou les drapiers de l'Ouest de l'Angleterre de 1717 à 1725. Les industriels anglais « ne

1. *Ib. ibid.*

2. « En Irlande au contraire les statuts (1729, 3 Geo. II, c. 14) interdisaient les coalitions dans tous les métiers. » (Exception. V. B. S. Webb, *loc. cit.*)

3. Nous avons vu d'ailleurs que le statut d'Édouard I ne visait pas les coalitions ouvrières.

firent pas appliquer les lois existantes (1) » mais en demandèrent de nouvelles qui furent spéciales au métier pour lequel elles étaient réclamées. Les tailleurs obtinrent le 7 Geo. I st. 1 c. 13 amendé par le 18 Geo. III c. 117 ; les drapiers le 12 Geo. I c. 34 : Mais nous allons revenir à une législation d'ensemble.

∴

La genèse des acts de 1799 et 1800 est obscure. « L'histoire parlementaire de 1799-1800 ne rapporte pas les débats sur ces acts et ils ne sont pas mentionnés dans l'*Annual Register* de ces années (2). » Il est cependant certain, dit le juge Stephen, que quelle qu'ait été l'occasion immédiate des lois en question, elles ont été l'aboutissement et le développement dans sa conclusion naturelle de cette grande quantité de législation antérieure remontant au *Statute of Labourers*. L'époque à laquelle l'act de 1799 fut voté ne doit pas non plus être oubliée. Tous

1. B. S. Webb, *loc. cit.* On peut aussi se demander si la *Common law* relative au crime de *conspiracy in restraint of trade* n'était pas applicable. En tous cas elle ne fut jamais appliquée avant la xix<sup>e</sup> siècle, en 1825, pour une demande d'élévation de salaires. Sur cette question V. S.-W Erle. *The law relating to Trade Unions*, 1869 ; B.-S. Wright, *The law of criminal conspiracies and agreements* ; Stephen, *op. cit.*, III, ch. XXX, p. 299 s.

2. Stephen, *op. cit.*, III, p. 208.

les historiens politiques de l'Angleterre insistent sur l'impression profonde produite par la Révolution française. On sait quels débats passionnés elle a provoqués à la Chambre des Communes. L'attention des Anglais fixée sur les événements du continent leur donne un moment la terreur des clubs.

Presque à la même date que l'Act de 1799 sur les *Combinations in restraint of trade*, une autre loi interdisait les sociétés secrètes, les sociétés de correspondance, celles dont les membres se liaient par des serments interdits, et cette loi était l'aboutissement de plusieurs années de luttes contre les groupements dont on redoutait les tendances et que l'on regardait, sinon comme inspirés par la Révolution française, du moins comme gagnés à ses méthodes (1).

..

L'Act de 1799 était temporaire, mais il fut repris presque sans modification l'année suivante par le *Combination Act* (1800, 39-40, Geo III c. 106). Pour connaître la situation des associations ouvrières à cette époque, il est toutefois nécessaire de ne pas oublier que la législation sur les conspirations était toujours en vigueur et que ses règles s'appliquaient concurremment avec celles du *Combination Act*.

1. V. le chapitre relatif aux associations politiques.

La tendance de l'époque se manifeste dans des dispositions de l'Act sur lesquelles les historiens ont en général peu insisté parce qu'elles furent inappliquées (1). Les coalitions patronales sont visées au même titre que les associations ouvrières, coalitions en vue de réduire les salaires ou d'augmenter les heures de travail.

Les dispositions de la loi de *conspiracy* sont très délicates à déterminer, aussi bien n'essaierons-nous pas de le faire. Le professeur Dicey observe que les autorités en cette matière : Sir William Erle, Sir Robert S. Wright, Sir J. F. Stephen ne sont pas d'accord. Sir R. S. Wright a critiqué l'extension donnée par la jurisprudence à la loi de *conspiracy* et ses arguments paraissent au professeur Dicey avoir une grande force au point de vue historique, « mais au point de vue juridique leur effet est atténué par cette réflexion que de semblables procédés employés par un jurisconsulte ayant des connaissances historiques aussi étendues et un esprit aussi logique et aussi subtil que Sir R. S. Wright, renverseraient presque tous les principes admis du droit anglais en tant qu'ils ne reposent pas sur un *statute* (2) ». Sous bénéfice de cette observation voici quel était l'état de la jurisprudence en matière de *conspiracy* à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

1. Cfr. Dicey. *Droit et Opinion*, p. 90.

2. *Id.*, p. 91, note 1.

Une *conspiracy* impliquait une conspiration :

1<sup>o</sup> Dans le but de commettre un crime ;

2<sup>o</sup> Dans le but de violer un droit privé auquel le public a un intérêt suffisant (1) c'est-à-dire dans le but de commettre un dommage ou de rompre un contrat qui affecte matériellement l'intérêt du public ;

3<sup>o</sup> Dans tout but, quel qu'il soit, contraire à la morale admise ou à l'ordre public (2).

Une question qui se pose immédiatement, c'est celle de savoir si les actes dont la législation de 1800 faisait un délit étaient déjà punissables aux termes de la *Common. law*. Stephen ne le pense pas, car alors dit-il, toute la législation sur les *Combinations in restraint of trade*, tant la législation spéciale d'avant 1799 que celle de cette époque, aurait été inutile. B. S. Webb, nous l'avons vu, semblent adopter l'opinion contraire, et s'expliquent que l'on n'ait pas songé à appliquer la législation de *conspiracy*, qui était ancienne, à des faits qui se produisirent seulement beaucoup plus tard. Sir R. S. Wright qui condamne l'extension jurisprudentielle de la *conspiracy* est du même avis que Stephen. Il y aurait eu cependant une raison d'édicter une législation particulière même si les actes visés avaient pu rentrer dans la *cons-*

1. Voir Erle, *op. cit.*, 32.

2. Dicey, *Droit et opinion*, p. 91. Erle ; 33 et 34 Kenny, 288-290, Wright, 65. Il est intéressant de rapprocher de ce résumé de jurisprudence le texte de l'act de 1305 (33 Edw 1).



*piracy*, du moins pour les actes de 1799 et 1800 ; c'est qu'ils prévoyaient une procédure plus rapide pour punir les délits individuels (1).

Quoi qu'il en soit de cette question purement doctrinale, ce qui n'est pas douteux, c'est que l'act de 1800 déclarait explicitement criminels certains actes tels que la collecte des fonds en vue de secourir des grévistes (2) ; la *coalition* pour accomplir ces actes était criminelle. De même que sous la législation antérieure, les actes individuels de réclamation et marchandage restaient licites ; mais désormais dans tous les métiers tout ouvrier qui organisait une grève ou *s'associait à une trade-union, était criminel* et passible d'emprisonnement s'il était reconnu coupable. La *trade-union* était une association illicite (voir le texte de la loi : appendice II).

∴

On ne connaît que très imparfaitement la situation résultant de l'act de 1800 si l'on se borne à l'énoncé de ses dispositions. Il faut savoir dans quelle mesure il a été appliqué pour se faire une idée de la situation des associations ouvrières dans le premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle (3).

1. V. Dicey. *Droit et opinion*, p. 90 et la note 2.

2. Section 5.

3. L'interdiction des associations patronales est en effet restée lettre morte. Outre que suivant la remarque d'Adam Smith toujours ci-

Cette situation on la trouvera heureusement exposée dans l'histoire du *Trade-Unionisme* de B. S. Webb et nous n'en indiquerons ici que les caractères essentiels.

L'application de l'act fut très irrégulière, dépendant, non de caprices ou de revirement d'opinion dans le gouvernement, mais de l'action des industriels eux-mêmes. En effet il n'y avait pas de poursuites d'office, et il faut ajouter que la police était mal organisée; il fallait donc attendre une dénonciation patronale pour entamer des poursuites contre une union. Or tous les patrons ne professaient pas une égale défiance à l'égard des associations ouvrières, et un assez grand nombre d'entre eux reconnaissaient volontiers l'existence de ces dernières, et traitaient avec elles des questions relatives à la profession. L'application de la loi était même si peu stricte que Georges White, le secrétaire du comité Hume, affirmait que l'act de 1800 avait « été en général lettre morte pour ces artisans auxquels on avait eu l'intention de l'appliquer, à savoir les cordonniers, imprimeurs, papetiers, constructeurs de navires, tailleurs, etc., qui avaient leurs sociétés régulières et

tée, la coalition patronale ne pouvait être atteinte par la loi, même des associations qui par leur organisation faite au grand jour auraient pu être en but aux poursuites de l'Act telle que l'Union mercantile et manufacturière de Sheffield (cf. B. S. Webb, 1731) ne furent jamais inquiétées.

leur maison d'assistance aussi bien que s'il n'avait existé aucun act de ce genre » (1).

Ce n'est pas exact cependant, et si un grand nombre d'associations ont pu vivre sans persécution, d'autres au contraire ont été l'objet de poursuites rigoureuses, même dans les industries précitées. Mais ce fut surtout dans les nouvelles industries textiles que la loi contre les coalitions se fit durement sentir. Non seulement dans de nombreux procès les ouvriers qui avaient participé à des grèves ou s'étaient concertés pour réclamer des augmentations de salaires étaient condamnés à faire des mois de prison, mais quand il existait une association elle était dissoute, comme dans le procès qui suivit la grève des tisserands des 40.000 métiers battant entre Aberdeen et Carlisle, grève qui, chose digne de remarque, avait pour objet la demande d'application du tarif fixé par le juge. Les meneurs furent condamnés à des peines variant de quatre à dix-huit mois de prison (deuxième rapport de la Commission des artisans et machines, 1824, p. 62). B. S. Webb qui cite ce passage ajoutent que « si l'on recherche dans les journaux de 1800 à 1824 on trouve une abondante collection de décisions ju-

1. *A few remarks on the State of the laws at present in existence for regulating Masters and Workpeople* (London, 1824, p. 84). L'ouvrage anonyme est attribué avec beaucoup de vraisemblance par B. S. Webb à Georges White et Gravener, Henson. Cfr. B. S. Webb, *op. cit.*, p. 78.

diciaires dont les cas rapportés plus haut peuvent être cités comme des exemples (1) ».

\*  
\* \*

S'il fallait une preuve de l'oppression résultant de l'application de l'act de 1800 on la trouverait dans les efforts qui furent tentés, pour son abrogation (2). La situation avait d'ailleurs empiré depuis la promulgation des infâmes six acts (60 Geo. III, et I Geo IV c. 6) dont les trois derniers par leurs mesures contre les réunions et les libelles, rendirent impossibles toutes les réunions publiques, soumièrent les publications à un droit très lourd, aggravèrent la législation sur les écrits séditieux, prescrivirent des perquisitions sous prétexte de recherches d'armes. Cependant en retraçant l'histoire du mouvement en faveur du rappel des lois sur la coalition, il faut observer qu'à partir des six

1. *Op. cit.*, p. 84.

2. Ce n'était pas seulement l'act de 1800 dont on se servait contre les tentatives d'organisation ouvrière, pas seulement la législation de conspiration telle que nous l'avons exposée, mais c'était un ensemble de mesures appuyées plus ou moins sur cette législation avec un tel arbitraire que William Raë déclara à la Commission parlementaire de 1824 que par une suite de déductions forcées on appliquait en Écosse la procédure criminelle aux cas de coalitions simples de 1813 à 1819, de telle sorte, que lui devenu *lord avocat*, procureur général refusa de s'y associer. *Travaux de la Commission*, p. 486. Cfr. B. S. Webb, p. 96.

acts, et précisément à cause du caractère oppressif de cette législation, on ne rencontre plus de mouvement populaire. L'attention de la masse n'est même pas attirée sur la campagne poursuivie contre eux et ce fut peut-être une de ses chances de succès.

Francis Place fut l'initiateur des mesures de rappel de la législation de coalition. J.-R. Mac-Culloch, Joseph Hume lui apportèrent leur appui — et la situation de ce dernier aux Communes où il était un des chefs reconnus du parti radical en faisait un allié puissant. B. et S. Webb nous apprennent que sur son initiative « dans une section de la Chambre la liberté d'association commença à être discutée puis cette liberté fut considérée comme réalisable, et bientôt plusieurs en vinrent à la considérer comme une conséquence inévitable de leur credo politique. »

Hume annonça (1) son intention de poser un bill en 1822. Mais le bill ne fut définitivement *introduit* que le 12 février 1824, le rapport fut fait en mai et il passa sans débat ultérieur, tel est du moins le résultat des recherches faites par Stephen dans le Han-

1. Un autre bill d'abrogation des coalitions, qui contenait parmi ses dispositions bien des mesures propres à effrayer la Chambre fut déposé en 1823, par Peter Moore. Le bill avait été préparé par G. White et Graverer Henson. Inquiet du danger que cette maladresse pouvait faire courir à son propre projet, Hume avec le conseil de Place s'employa à faire avorter les plans de Peter Moore. V. Rapiers Rlace, 2798.12, cités par B. S. Webb, *loc. cit.*, p. 102, note 1.



sard, mais il ajoute avec raison qu'il ne faut pas accorder à ce document une valeur absolue.

Avec habileté on avait mêlé d'autres questions à celle qui, pour les promoteurs, était la plus importante. On forma une Commission et cette Commission ouvrit une enquête. Hume la présidait ; de l'extérieur, F. Place, en relation avec les *Trades-Unions*, le secondait avec une activité prodigieuse et une grande intelligence de la situation. Aussi le résultat de l'enquête fut-il conforme à leurs espoirs. « Une série de résolutions en faveur de la liberté complète de coalition et de la liberté d'émigration fut adoptée par la Commission, apparemment sans dissentiment (1). » Nous verrons bientôt un fait assez curieux qui montre que le débat, s'il avait passionné les promoteurs et intéressé les membres de la Commission, n'était cependant pas devenu une question à l'ordre du jour, et que le bill passa sans attirer beaucoup l'attention.

Sir Robert Wright en a ainsi résumé les dispositions (2) : « En 1824, l'act 5 Geo. IV c. 95, abrogea tous  
« les acts alors en vigueur relatifs aux coalitions d'ou-  
« vriers, il décida que les ouvriers ne pourraient plus  
« — pour raison de coalition relative aux heures,  
« salaires ou conditions de travail, ou pour avoir  
« incité d'autres ouvriers à refuser de travailler ou à

1. B. S. Webb, *op. cit.*, p. 105.

2. Wright, *op. cit.*, 13.

« quitter leur travail, ou pour avoir réglementé la  
 « façon d'exercer une industrie, un métier quelcon-  
 « que, ou de l'administrer — être l'objet d'une pro-  
 « cédure criminelle ou de châtimement pour conspira-  
 « tion ou autrement, en vertu du droit statutaire ou  
 « de la *Common law*. Par un autre article cet act  
 « accorde une immunité analogue aux coalitions de  
 « patrons. D'autre part il édicte une peine de deux  
 « mois d'emprisonnement contre les violences, mena-  
 « ces, intimidation et préjudice causé avec l'intention  
 « de nuire. »

..

Bien des questions d'ordre purement juridiques pourraient se poser au sujet de l'act de 1824. Il en est une que nous avons indiqué déjà à propos de l'act d'Édouard I<sup>er</sup> sur les conspirations (V. p. 30). L'act abrogeant celui de 1305 « en tant que celui-ci s'appliquait aux coalitions ouvrières », abrogeait-il — étant donné que ledit act n'avait jamais visé ces coalitions — la *Common law* qui avait étendu à ces coalitions ouvrières la règle de l'act de 1305 sur les coalitions en général ? Mais nous savons qu'en droit anglais de telles recherches sont assez vaines et, pour un act abrogé un an après sa promulgation, elles seraient assez dénuées d'intérêt.

Passé inaperçu, aux Communes, où lord Liverpool, premier ministre et lord Eldon, Lord Chance-

lier, protestèrent au cours des débats de l'act de 1825 qu'ils avaient complètement ignoré son adoption, et qu'ils ne lui avaient jamais donné leur assentiment, et dans le pays, à tel point que les magistrats d'une ville du Lancashire, en toute ignorance, condamnèrent plusieurs tisseurs de coton à la prison pour coalition quelques semaines après l'abrogation des lois contre ce crime (1), l'act de 1824 ne fut cependant pas ignoré des intéressés. « Des sociétés ouvrières vinrent au monde de tous côtés. Pendant les six mois qui suivent, les journaux sont pleins de grèves et de bruits de grèves (2). » Des troubles éclatèrent en plusieurs endroits, et le soulèvement était général. Les industriels étaient exaspérés. Huskisson, représentant de Liverpool, président du Conseil de Commerce, sur les instances des constructeurs de navires et des grands propriétaires, demanda une Commission d'enquête sur la conduite des ouvriers. La Commission loin d'être comme l'année précédente dans la main de Hume était composée de ministres, de gens en place, de représentants de bourgs pourris. On présenta un bill d'après lequel il était interdit « de souscrire n'importe quelle somme, dans une association, corporative ou autre, sans qu'un magistrat en eût approuvé l'objet et n'en fût devenu le trésorier (3) ».

1. Lettre de la *Manchester Gazette* conservée dans les papiers Place cfr., B. S. Webb, p. 105.

2. B. S. Webb, *op. cit.*, p. 106. Cfr. Dicey. *Droit et Opinion*, p. 183.s.

3. *Id. ibid.*, p. 108, note 3.

Le mouvement de protestation conduit par Place parvint à faire rejeter ce bill. On demanda alors à la Chambre d'adopter une mesure interdisant les coalitions selon le droit commun, en conservant une exception pour les associations dont l'objet était de régler les salaires et les heures de travail. Les constructeurs de navires, furieux de leur échec, firent distribuer à la porte des Communes une proclamation, le jour de la seconde lecture du bill, dans laquelle ils demandaient un contrôle très rigoureux des opérations des Unions. Enfin au milieu d'une lutte acharnée le bill définitif fut voté (1).

Il différerait sensiblement de l'act précédent. « Cet  
« act abrogea les anciennes lois, mais sans faire  
« mention de la *Common law*. Il établit des pénalités  
« sommaires contre l'emploi de la violence, des me-  
« naces, de l'intimidation, de la molestation, ou de  
« l'obstruction par un individu quelconque à l'effet de  
« contraindre un patron à changer son genre d'affai-  
« res ou un ouvrier à refuser ou à quitter le travail, ou  
« pour contraindre un individu quelconque à appar-  
« tenir à un club ou à une association, ou à sous-  
« crire et à se conformer aux règlements d'un club ou  
« d'une association. Il ne punissait pas expressément  
« toute coalition ou conspiration, et il exemptait de  
« toute pénalité la simple réunion de patrons ou  
« d'ouvriers, en vue de régler les conditions relatives

1. *C. Act de 1825, 6 Geo IV. c. 129.*

« aux salaires et aux heures auxquels les person-  
 « nes présentes à la réunion consentiraient à em-  
 « ployer ou à servir » (1).

Le professeur Dicey établit entre les deux acts le parallèle suivant (2): « *Point de ressemblance.* — Les deux  
 « acts poursuivent le même objet; tous deux repous-  
 « sent la politique de 1800 et se proposent d'établir  
 « le libre-échange en matière de travail; tous deux  
 « comme élément de ce libre-échange, accordent aux  
 « ouvriers aussi bien qu'aux patrons le droit de dis-  
 « cuter et de s'entendre touchant les conditions aux-  
 « quelles ils vendront ou achèteront du travail; tous  
 « deux expriment l'idée que la vente ou l'achat  
 « du travail doit être considéré comme l'objet d'un  
 « libre contrat, absolument comme la vente ou l'achat  
 « de bottes ou de souliers. C'est pourquoi les deux  
 « acts abrogent le grand *Combination Act* ainsi que  
 « toute la législation antérieure contre les coalitions  
 « industrielles. Enfin les deux acts infligent des pei-  
 « nes sévères pour l'emploi de la violence, des me-  
 « naces ou de l'intimidation au moyen desquelles la  
 « liberté de contracter d'un individu, ouvrier ou patron,  
 « pourrait être restreinte et les deux acts prescrivent la  
 « procédure par laquelle ces peines seront appliquées  
 « sommairement. On veut dans chacun de ces acts  
 « que le contrat de travail soit parfaitement libre.

1. Wright *op. cit.*, 13.

2. Dicey, *Droit et opinion*, p. 179 s.



« Les conditions en vue d'élever ou d'abaisser les  
« salaires, etc. ne sont plus interdites ; mais ni des  
« individus, ni des coalitions ne doivent gêner le droit  
« de chacun de conclure librement tout contrat de  
« travail qui peut convenir aux parties contrac-  
« tantes.

« *Différences.* — L'act de 1824 accorde la liberté  
« de coalition pour des objets industriels, à la fois  
« aux ouvriers et aux patrons dans *les termes les plus*  
« *larges* et — ce qui est le point à noter spéciale-  
« ment — il soustrait les coalitions industrielles à l'ac-  
« tion de la législation sur les conspirations. Il édicte  
« ensuite des pénalités contre l'emploi de la vio-  
« lence, des menaces ou de l'intimidation pour certains  
« objets déterminés, par exemple contre la contrainte  
« exercée sur un ouvrier pour lui faire quitter son  
« travail.

« D'un autre côté l'act de 1825 en premier lieu  
« édicte des pénalités contre l'emploi de la violence,  
« des menaces ou de l'intimidation pour à peu près  
« tous les cas imaginables d'intervention dans la li-  
« berté individuelle de contracter d'un ouvrier isolé  
« ou dans le droit d'un patron de conduire ses affai-  
« res comme il lui plaît ; l'Act en second lieu confie  
« indirectement aux ouvriers et aux patrons *un droit*  
« *limité* de se réunir et de s'entendre en vue de dé-  
« terminer le taux des salaires et les conditions que  
« les personnes présentes à la réunion accepteront

« ou feront, l'act enfin remet en vigueur la législation sur les conspirations industrielles. »

Cette interprétation de l'act de 1825 adoptée par le professeur Dicey, et qui est celle de Sir W. Erle, n'est pas acceptée par tous les jurisconsultes et Stephen en particulier n'admet pas qu'il laissât en vigueur la *Common law* de *conspiracy*.

Les difficultés auxquelles l'interprétation de l'act et de la législation de *Conspiracy* pouvait donner lieu étaient en réalité inextricables. Laissant même de côté l'opinion intéressante de Sir R.-S. Wright suivant qui, aux termes de la *Common law*, les Unions ni les grèves n'étaient illégales, on ne pouvait s'entendre sur les actes punissables aux termes de la loi. Stephen dans son traité cite un procès : celui d'Hilton v. Eckersley (1856), dans lequel trois juges de la Cour du Banc de la Reine aboutirent à une conclusion différente, et les six juges de la Cour de la Chambre de l'Échiquier adoptèrent une quatrième opinion (1). Le juge J. Crompton pensait que l'engagement signé par dix-huit fileurs de coton décidant de leurs conditions de travail et portant « que toute personne qui voudrait travailler à d'autres conditions serait empêchée de s'engager par la crainte raisonnable d'une persécution collective et d'autres préjudices » était nul et constituait une *indictable misdemeanour* comme étant une *conspiracy in restraint of trade*:

1. Stephen. *History*, III, p. 219 s.

J. Erle pensait qu'il était valable comme étant prévu par l'act de 1825 sec. 5. Lord C.-J. Campbell pensait qu'il n'était pas une *indictable conspiracy* mais était nul comme contraire à l'ordre public. La Cour de la Chambre de l'Échiquier pensait qu'il était nul parce que *in restraint of trade* sans dire s'il constituait ou non une *indictable conspiracy*.

Il serait illusoire de rechercher le sens précis de la loi, il vaut mieux signaler les tendances de la jurisprudence. Jamais d'un côté on n'a poursuivi des ouvriers seulement pour s'être affiliés à une *Trade-Union*. Si de telles poursuites avaient été entreprises, les accusés eussent vraisemblablement été acquittés. Jamais même, on ne poursuit des grévistes seulement pour avoir fait grève, mais seulement pour des faits de grèves : *molestation* ou *coercion* (1).

Un act interprétatif de 1859 (22 Vict. c. 34) vint d'ailleurs préciser que les ouvriers ne devraient pas être considérés comme coupables de *molestation* ou d'*obstruction* d'après l'act de 1825 pour ce seul motif qu'ils auraient pris part à une entente ayant pour objet de fixer le taux des salaires ou essayé paisiblement de persuader les autres de cesser ou de s'abstenir de travailler, dans ce but (2).

1. Sir Godfrey Lushington. *Memorandum of the Law of Trade-Unions*. p. 9. *Contra* : B. S. Webb, *op. cit.*, p. 299, qui à l'appui de son affirmation cite un cas. *Hewilt v. Cox*, 1851, et l'opinion du juge Hannen dans l'affaire *Farrar-Close* citée *infra*.

2. Cfr. Stephen, *op. cit.*, III, 221.

β. — *La situation des Unions de 1825 à 1871.*

Les Unions n'étaient donc pas illicites en ce sens qu'elles ne pouvaient être, ou qu'elles n'ont pas été poursuivies comme telles, depuis 1825. Cependant, lorsque la jurisprudence eut à se prononcer sur leur situation, elle ne les reconnut pas comme des associations légales, elles étaient *illégales* ou, si l'on veut, inexistantes devant la loi.

Il ne semble pas que la question se soit posée devant les tribunaux immédiatement après le vote de la loi. Les espèces auxquelles on trouve des références dans les études jurisprudentielles sur la question syndicale sont postérieures à 1860.

Dans une première espèce (*Hornby v. Close*) (1) on décida qu'une *Trade-Union*, qui s'était fait enregistrer comme *Friendly Society* ne pouvait bénéficier de la disposition de la section 44 (18 et 19 Vict. c. 63) en vertu de laquelle toute *Friendly Society* dont les statuts sont enregistrés a le droit de recourir à l'arbitrage légal en cas de différend entre la société et un de ses membres. Le motif invoqué était l'illégalité d'une société *in restraint of trade*.

En 1869 dans une affaire *Farrar v. Close* (2) on décida, d'après le même motif, qu'une Union ne

1. 18. L. R., 2. Q. B. 153.

2. 1867, L. R., 4. Q. B. 602.

pouvait invoquer la section 24 de l'act sur les *Friendly Societies* pour poursuivre un trésorier. A la vérité, la *Trade-Union* avait bien la possibilité en s'appuyant sur l'act 31 et 32 Vict. c. 116 (Act Russell Gurney relatif à l'escroquerie et aux détournements), de faire condamner à la prison leurs trésoriers coupables de détournements. Un procès fut même gagné en 1868 par la Société des ouvriers maçons de briques ; mais, comme le firent observer les conseils juridiques des Unions, cette satisfaction était insuffisante puisque l'on ne pouvait recouvrer les fonds détournés (1).

Cette situation fut modifiée l'année même par l'act 32 et 33 (Vict. c. 61), act temporaire, et qui ne resta en vigueur que jusqu'en 1871. Cet act déclarait que, relativement à l'application de la section 24 de la loi sur les *Friendly Societies*, une société ne devrait pas être regardée comme ayant un objet illégal « par cela seul que ces règles contiendraient des dispositions *in restraint of trade* ». C'était l'extension aux Trade-Unions de la législation des *Friendly Societies* mais seulement en ce qui concerne la protection des fonds.

En dehors de ce point particulier les *Trade-Unions* ne cessaient pas d'être en dehors de la loi (2).

1. V. le Bill sur les Trade-Unions, Harrisson, *Fortnightly Review*, 1<sup>er</sup> juillet 1869.

2. Elles y voyaient d'ailleurs un avantage que nous examinons plus loin, dans notre chapitre relatif à la personnalité des Unions.



Dans quelle mesure au cours de cette première période peut-on dire que les *Trade-Unions* ont joui de la liberté d'association ? Au point de vue strictement légal, elles furent interdites jusqu'en 1824-1825, tolérées depuis. Mais si l'on suit, et l'histoire judiciaire, avec son interprétation draconienne des dispositions visant les actes normaux des *Trade-Unions*, et l'histoire des efforts constants des ouvriers pour obtenir la liberté de s'associer en vue de défendre leurs intérêts professionnels, on arrive rapidement à se convaincre que la liberté de s'associer était pour eux assez illusoire et pleine de dangers. Sans doute, ce qu'on visait c'étaient les actes accomplis par les Unionistes mais comme l'a écrit en termes suggestifs Sir Godfrey Lushington (1) : « Les grèves sont les « *Trade-Unions* en action... Au point de vue légal « les grèves et les *Trade-Unions* sont intimement « liées, non pas simplement parce que les *Trade-Union* « *Unions* sont les auteurs des grèves, mais parce « qu'une *Trade-Union* n'est rien moins qu'une grève, « une entente d'ouvriers concertés (et à la vérité ce « n'était rien d'autre aux yeux de la loi avant 1871 « où elle fut pour la première fois reconnue comme « une organisation). »

Aussi la lutte engagée pour obtenir l'act de 1871 fut-elle très vive.

A la vérité, nous devrions plutôt parler des acts

1. Godfrey Lushington rapport cité, p. 7,

de 1871, car, et ce fut une satisfaction donnée aux demandes des unionistes, on divisa le bill en deux l'un contenant la législation des Unions, l'autre les clauses criminelles restreignant leur action. Dans la seconde partie de ce travail nous verrons quels problèmes a soulevés l'act légalisant les Unions. Ici nous nous occuperons de l'act d'amendement aux lois criminelles (34 et 35 Vict. ch. 32).

γ. — *Le droit de grève depuis 1871.*

En premier lieu, l'act rapportait l'act de Georges IV et l'act de 1859 qui le modifiait et leur substituait une disposition infligeant un emprisonnement (avec *hard labour*) de trois mois au plus à ceux qui « en vue de contraindre d'autres personnes, en vue de fins relatives à l'industrie, commettraient l'un des actes suivants :

« Violence à l'égard des personnes ou des biens ;  
Menace ou intimidation à l'égard des personnes ;  
Molestation ou obstruction à l'égard des personnes en vue d'exercer sur eux une contrainte :

Quand il s'agit d'un patron, pour l'obliger à renvoyer ou cesser d'employer un ouvrier, ou pour un ouvrier à quitter un employeur ou ne pas retourner à un travail avant qu'il soit fini;

Pour un patron à ne pas offrir, ou pour un ouvrier à ne pas accepter un emploi ou du travail ;

Pour un patron ou un ouvrier à faire partie ou à ne pas faire partie d'une association permanente ou temporaire ou d'une *coalition* ;

Pour un patron ou un ouvrier, à payer une amende ou pénalité imposée par une association permanente ou temporaire ou une *coalition* ;

Pour un patron, à modifier l'organisation de ses affaires ou le nombre ou la qualification (*description*) des personnes employées par lui ;

L'act interdisait également les *molestations* et *obstructions* consistant dans les faits suivants :

Suivre une personne avec persistance de place en place ;

Cacher ses outils, ses vêtements ou tout autre bien possédé ou utilisé par une personne ou la priver de leur usage ou la gêner dans cet usage ;

Garder ou assiéger sa maison ou un autre lieu où une personne réside ou travaille, ou a ses affaires, ou se trouve être ; ou l'approche de cette maison ou de cet endroit, ou suivre, étant deux personnes ou plus, d'une manière désordonnée, dans les rues ou sur les routes. »

Nous avons reproduit ces dispositions de la loi de façon à ce que l'on s'explique le sentiment qu'elle fit naître une fois promulguée. On crut, et véritablement n'était-on pas fondé à le croire ? que l'act d'amendement aux lois criminelles rendait légale la conduite ordinaire d'une grève.

Mais dès 1872, la jurisprudence vint démentir cette interprétation.

En 1872 des ouvriers gaziers de Londres se mirent en grève (1). Une partie de la ville fut plongée pendant la nuit dans l'obscurité complète. Les grévistes furent alors poursuivis pour *conspiracy* en vue de contraindre ou de molester leurs employeurs dans la conduite de leurs affaires; et l'on admit que c'était sur deux chefs une *indictable conspiracy* encore qu'aucune infraction au dernier act n'eût été commise.

Suivant le premier chef, c'était une *indictable conspiracy* que d'obliger la Société à diriger son entreprise contrairement à sa volonté, par des menaces inadmissibles, ou l'emploi de la molestation. Il semble que l'on ait considéré que la gêne considérable qu'une telle grève causerait au public, et aussi la nature connue des engagements de l'employeur, pouvaient faire d'une menace de grève soudaine « une *molestation* inadmissible » (*improper molestation*). En conséquence, la menace de rupture simultanée de contrat de travail fut regardée par le jury comme une conspiration pour empêcher l'employeur de poursuivre son entreprise. Sur cette seconde charge les accusés furent condamnés à douze mois de prison.

Ainsi, d'après l'interprétation des juges de 1872, quoique une grève ne pût désormais être punie comme *conspiracy in restraint of trade*, elle pouvait, selon

1. R. v. Bunn, 12. Cox, 316.

les circonstances, constituer une *conspiracy* aux termes de la *Common law*, *conspiracy* en vue de molester ou de nuire à une personne, de l'appauvrir ou de l'empêcher de poursuivre ses affaires (1). On comprend l'irritation des *trade-unionistes* qui se voyaient en butte aux atteintes d'une législation aussi imprécise et aussi compréhensive que la législation de *conspiracy*. Cette irritation provoqua une action énergique, qui finit par aboutir au rappel de l'act de 1871 (2).

Cet act fut remplacé par le *Conspiracy and Protection of Property Act* 1875 (38 et 39. Vict. ch. 86).

Cet act était beaucoup plus clair et plus libéral que celui de 1871; il marquait vraiment une ère nouvelle, « des limites nettes et raisonnables étaient mises à l'application de la loi sur les conspirations aux conflits ouvriers. (La loi *Maîtres et Serviteurs* de 1867 fut remplacée par la loi *Employeurs et Ouvriers*

1. Le résumé juridique est fait d'après l'*History of Criminal Law*, de Stephen, III, 224. Toutefois, Stephen a écrit 8 mois de prison, la condamnation fut à 12 mois, condamnation quatre fois aussi forte que celle qu'ils auraient encourue pour une action individuelle en vertu du *Masters and Servants Act* de 1867. Cette condamnation fut d'ailleurs ramenée à 4 mois par le secrétaire d'État.

2. Au début du mouvement, les *trade-unionistes* ne trouvèrent aucun écho, ni auprès du Parlement, ni auprès du Gouvernement dont le chef, M. Gladstone, refusa énergiquement de s'occuper de la question. Il fallut attendre et préparer les élections nouvelles pour obtenir un revirement. Cf. B. S. Webb, *Histoire du Trade-Unionisme*, p. 306 et s.



(38 et 39, Vict. c. 90.) Changement de terminologie qui exprimait une révolution juridique fondamentale. Désormais maître et serviteur devenaient en qualité de patron et ouvrier deux parties égales dans un contrat civil. L'emprisonnement pour rupture de contrat était supprimé. La législation des *trade-unions* était complétée par la reconnaissance légale de leurs procédés. Le *picketing* sans violence était expressément permis. Les vieux mots « coercition » et « molestation », qui, dans les mains des magistrats prévenus, s'étaient montrés instrument d'oppression, ne figuraient pas dans la nouvelle loi, et la violence et l'intimidation rentraient dans les cas prévus par le nouveau Code criminel général. Aucun acte commis par un groupe d'ouvriers n'était désormais punissable si le même acte commis par un individu n'entraînait pas de poursuites criminelles. Bref le marchandage collectif, avec toutes ses conditions nécessaires, était, après cinquante ans de lutte législative, reconnu finalement par la loi du pays (1). »

Nous avons tenu à citer ce passage des historiens du trade-unionisme. Il caractérise bien la loi nouvelle et il est d'autant plus nécessaire de le faire qu'à en examiner le détail et l'application on peut perdre un peu de vue ce côté positif qu'elle assurait. Nous verrons, en effet, que la réalité ne correspond pas tout à fait à l'exposé optimiste qui vient d'être fait.

1. B. S. Webb, *op. cit.*, p. 312.

N'oublions pas cependant qu'il a été écrit longtemps après l'act de 1875 et qu'on l'avait par conséquent déjà expérimenté.

\*  
\* \*

L'act dispose expressément que les ententes entre deux ou plusieurs personnes en vue de faire ou de persuader de faire (*procure to be done*) un acte en vue, ou d'un conflit entre employeurs et ouvriers, ou relatif à ce conflit, ne seront pas *indictable as a conspiracy* si le même acte accompli par une seule personne n'est pas punissable comme crime.

Il précise pour les cas de *conspiracy* qu'il devra s'agir de *conspiracy* prévue par un act du Parlement.

Il prévoit dans une section spéciale (sect. 4) la situation des entreprises d'eau et de gaz et décide qu'en cas de rupture de contrat volontaire et malicieuse, les ouvriers de ces industries qui auront pu prévoir les conséquences de leur acte seront passibles d'une amende n'excédant pas vingt livres ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois (1).

1. Sect. 4: Lorsqu'une personne employée par une autorité municipale ou par une société ou un entrepreneur, à qui est imposé par act du Parlement le devoir, ou qui autrement assume la charge de fournir une cité, ou une localité (place), ou une partie de celle-ci de gaz ou d'eau, rompt volontairement et malicieusement un contrat de service, avec cette autorité, cette société ou cet entrepreneur, sachant ou ayant

Il limite également le droit de rompre le contrat de service lorsque la conséquence peut être un danger sérieux pour la vie humaine ou la destruction de biens de grande valeur (sec. 5). La section 7 interdit les actes suivants quand ils ont pour but d'obliger une personne à s'abstenir de faire, ou à faire un acte qu'elle a légalement le droit de faire ou de s'abstenir de faire :

« 1° User de violence ou d'intimidation à l'égard de cette personne, de sa femme ou de ses enfants, ou porter atteinte à ses biens ;

2° La suivre avec persistance d'un lieu dans un autre ;

3° Cacher ses outils ou d'autres biens qu'elle possède ou dont elle se sert, ou la priver de leur usage ou la gêner au cours de cet usage ;

4° Garder ou assiéger sa maison ou un autre lieu où cette personne réside ou travaille, ou a ses affaires, ou se trouve être ; ou l'approche de sa maison, de ce lieu, etc.

5° Suivre cette personne avec deux ou plusieurs

un motif raisonnable de penser que la conséquence probable d'une telle action faite soit seul, soit en *coalition* avec d'autres sera de priver les habitants, bourg, ville, localité ou partie de celle-ci, complètement ou en grande partie de leur fourniture de gaz ou d'eau, il sera une fois la preuve faite, par une cour de juridiction sommaire, ou en *indictment*, ainsi qu'il est dit plus haut passible soit d'une amende n'excédant pas 20 livres, soit d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois avec ou sans *hard labour*.

autres personnes d'une manière désordonnée, dans ou à travers une rue ou un chemin. »

La pénalité est également de 20 livres sterling ou l'emprisonnement de trois mois.

On reconnaît d'ailleurs dans ces dispositions celles de l'act de 1871 qui ont subsisté. Mais en ce qui concerne le *picketing* l'act nouveau ajoute :

« Attendre chez elle, près de chez elle une personne, ou à l'endroit où elle travaille, ou à ses affaires, ou se trouve être, ou approcher de cette maison ou de cet endroit dans le simple but d'obtenir ou de communiquer une information ne sera pas considéré comme *garder* ou *assiéger* au sens de cet act. »

Maintenant que nous connaissons les dispositions de la loi, il va nous être possible d'examiner dans quelle mesure la *reconnaissance légale des procédés des « Trade-Unions » légalisées* était enfin acquise ; c'est-à dire dans quelle mesure la liberté d'action des associations ouvrières existait véritablement.

Toutefois ce n'est pas que nous prétendions rechercher et résoudre les difficultés d'interprétation auxquelles a donné lieu la loi de 1875. Nous sommes trop bien avertis par les jurisconsultes qu'elles sont insolubles. Mais nous voulons, par l'analyse de la jurisprudence, voir les conséquences exactes ou forcées que l'on en a tirées.

Du reste dans son mémoire à la Commission

Royale (1), S.-G. Lushington met admirablement en relief le point de vue qui nous intéresse :

« Suivons la marche d'une grève considérable,  
« faite, mettons pour l'élévation du salaire, et, pour  
« éclaircir le terrain, admettons qu'il y ait absence  
« complète de toutes choses telles que violence,  
« *picketing*, libelle, rupture de contrat, rien en un mot  
« qui soit en soi criminel ou fautif. La grève com-  
« portera bien l'un ou l'autre des incidents suivants :  
« les agents de l'Union, avec ou sans l'avis des ou-  
« vriers, décident que le moment est venu de de-  
« mander de plus hauts salaires, et, si la demande est  
« repoussée de se mettre en grève ; ils notifient la  
« chose à l'employeur : il leur oppose un refus et la  
« grève commence, les hommes sont invités à cesser  
« le travail et à quitter les ateliers (sans qu'il y ait  
« rupture de contrat). Les agents de l'Union réunis-  
« sent et distribuent les secours de grève. Ils s'ef-  
« forcent de persuader aux non-unionistes de ne pas  
« s'engager chez l'employeur, ou s'ils sont engagés,  
« de quitter le travail aussitôt qu'ils sont libres de  
« le faire. Il est entendu et librement décidé que  
« tous les ouvriers appartenant ou non à l'Union  
« qui restent ou entrent au service de l'employeur  
« pendant la grève, seront signalés, et qu'après la

1. S.-G. Lushington, *Memorandum on the law of Trade-Unions* Confidential, For the use of the Commission only) Royal Commission on Trade Disputes and Trade Combinations 1903.



« grève ils ne trouveront pas d'unionistes pour tra-  
« vailler avec eux. Aucune autre menace n'est faite.  
« Pour le moment la grève se développe. Les agents  
« de l'Union s'efforcent d'organiser une grève contre  
« d'autres employeurs qui, d'une manière ou d'une  
« autre, soutiennent celui contre lequel on a fait grève  
« soit par une assistance pécuniaire, ou en lui four-  
« nissant les produits dont il a besoin, ou en lui ache-  
« tant les marchandises qui leur sont nécessaires.  
« De cette façon plusieurs grèves secondaires sui-  
« vent. L'employeur frappé par la grève emploie en  
« même temps une tactique semblable en sens  
« inverse. Il recrute des ouvriers (non-unionistes)  
« partout où il peut : se procure l'aide de ses voi-  
« sins employeurs comme lui ; leur envoie peut-être  
« la liste des hommes en grève, de façon à ce que  
« ces employeurs puissent ne pas les prendre à leur  
« service et leur permettre ainsi d'apporter une con-  
« tribution aux fonds de grève ; peut-être provoque-  
« t-il un lock out dans le métier, de façon à ce qu'il  
« n'y ait personne à l'ouvrage pour soutenir ceux  
« qui sont en grève ; il est entendu que ceux des  
« employeurs qui refusent de se joindre au mouve-  
« ment général et qui laissent leurs établissements  
« fonctionner pendant le lock out ne doivent atten-  
« dre aucune aide du fonds de grève des employeurs  
« la première fois où il leur arrivera d'être atteints à  
« leur tour par la grève. Si la grève réussit, les unio-

« nistes insistent — sous menaces de continuer la  
« grève — pour que tous les non-unionistes employés  
« pendant la grève soient renvoyés; et dans le cas  
« où les non-unionistes sont par la suite réengagés,  
« les unionistes refusent de travailler avec eux. Si  
« l'employeur triomphe, il refuse de reprendre à son  
« service ceux qu'il a des raisons de penser être les  
« auteurs des troubles. »

Eh bien ! S. Godfrey Lushington envisageant cette grève dont il a écarté systématiquement toute espèce d'actes interdits par des statuts, se demande s'il n'y a pas « une disposition plus large et plus générale dans la *Common law* prévoyant de tels actes et pouvant rendre leurs auteurs pénalement ou civilement responsables à raison des dommages causés » ? Et il pense qu'il n'est pas possible de dire brièvement et sûrement ce qu'est la loi sur cette matière ; mais, ajoute-t-il, on trouvera de temps en temps, eu égard aux motifs qui inspiraient ceux qui accomplissaient ces actes, ou au fait d'une coalition, ou à la reconnaissance des demandes de protection formulées par des employeurs et des ouvriers, qu'une opinion judiciaire a été exprimée et dans certains cas appliquée, dont le résultat a été que quelques-uns des incidents subsidiaires de grèves décrits ci-dessus sont criminels ou fautifs (*wrongful*) en vertu de la *Common law* (1).

1. *Id. Ibid.*, p. 7.

En particulier sont considérés comme tels le fait d'inciter (par menace de grève, par persuasion, ou par tout autre moyen) des ouvriers à quitter le service de leur employeur (sans rupture de contrat), ou de ne pas entrer à son service, ou le fait pour un employeur de renvoyer (sans rupture de contrat) des ouvriers, de ne pas en prendre à son service, etc.

C'est ainsi qu'on trouve quand il s'agit d'actes individuels :

- 1° L'offense criminelle ou délit d'intervention professionnelle (*trade interference*);
- 2° Le délit de dommage malicieux ;
- 3° Le délit de dommage intentionnel ;
- 4° L'offense criminelle, ou délit de *conspiracy*, quand il s'agit d'actes accomplis par plusieurs en coalition.

Il est très évident que les entraves mises à l'exercice du droit de grève résultent aussi bien de la jurisprudence restrictive, relative aux actes d'individus isolés que de celle relative aux actes faits en coalition surtout si l'on observe qu'en l'espèce il s'agit généralement d'actes accomplis par les agents des Unions.

*Tort d'intervention professionnelle.* — La théorie du *tort of trade interference* est due à Sir W. Erle.

Il l'avait déjà proposée dans son rapport à la Commission Royale de 1869, et il la reproduisit plus tard, elle a depuis été souvent invoquée par les juges (1).

1. Dans le *Mogul Case*, 23, Q. B. D. par lord Esher, p. 607 ; dans *Allen v. Flood*, 1898, A. C. par Hawkins J., p. 14 ; North J., p. 39.

Cette théorie s'appuie sur le droit absolu, consacré par la loi, de chacun à disposer en toute liberté de son travail et de son capital comme il l'entend, d'où il résulte que toute entrave à l'exercice de ce droit est illégitime (1). La grève n'est pas cependant illégitime bien que « tout ce qui est *in restraint of trade* soit présumé illégal jusqu'à ce que le contraire soit

Lord Chancellor, p. 75 ; lord Ashbourne, p. 82 ; lord Morris, p. 156. In *Leatham v. Craig*, 1899, II *Irish Reports* par Andrews J., 682 O'Brien J., 688 ; dans *Quinn V. Leatham*, 1901, A.C. par lord Shand, p. 513 ; lord Brampton, p. 525 ; dans *Glamorgan Coal Co v. South-Wales, Miners' Federation*, 19 *Times Law Reports*, par Vaughan Williams, L J., p. 706.

1. « Chaque personne a un droit, en vertu de la loi dans ses rapports avec ses concitoyens, à une entière liberté dans l'emploi de son travail et de son capital conformément à sa volonté. Il s'ensuit que toute autre personne est soumise aux obligations corrélatives de ce droit, et toute obstruction lui est interdite à l'exercice le plus complet de ce droit, dans la mesure où il est compatible avec les droits semblables des autres. Tout acte causant obstruction à l'exercice du droit d'un autre, tel qu'il est décrit ci-dessus, et qui n'est pas accompli dans l'exercice du propre droit de son auteur, mais dans le but d'obstruction, sera, si un dommage est causé par lui à la personne victime de l'obstruction, une violation de cette prohibition, et cette violation par une seule personne est une faute qui doit être réparée par *action* ou *indictment* suivant les cas... C'est une faute aussi bien lorsque c'est l'acte d'un seul que celui de plusieurs, sous bénéfice de l'observation suivante : qu'une entente entre plusieurs pour commettre une faute (*wrong*) dans une matière d'intérêt public est un « délit caractérisé de conspiration ». C'est également une faute lorsque l'obstruction est réalisée par des moyens illégaux en eux-mêmes, de la part de l'auteur de l'obstruction, ou par des moyens qui ne seraient pas illégaux dans d'autres cas, »

démontré », parce que tout homme a le droit de refuser de travailler. Mais il n'en est pas de même de la provocation à la grève.

Cette provocation sera *a priori* considérée comme illégale, elle pourra trouver dans les circonstances de la cause des justifications ou des excuses, mais Sir W. Erle ne précise pas nettement ce qui pourra être considéré comme tel, car il ne suffira pas que l'acte soit exempt de *malice*, pour qu'il en soit ainsi.

*Tort de dommage malicieux.* — En 1881, dans l'affaire Baven v. Hall (1) on trouve dans les motifs du jugement que, si ce n'est pas un acte illégitime en droit ou en fait que de persuader simplement à une personne de rompre un contrat, « si cette persuasion est employée dans le but indirect de nuire au plaignant, ou pour bénéficier au défendeur aux frais du plaignant, c'est cependant un acte *malicieux* qui, devant la loi et en fait, est un acte fautif (*wrong*), partant de là un acte qui peut donner lieu à une action s'il est suivi de conséquences nuisibles. »

*Tort de dommage intentionnel.* — Les espèces étudiées par Sir G. Lushington sous ce chef sont très nombreuses et très diverses. Nous laisserons de côté celles qui, comme le Mogul Case, ne concernent pas le droit de grève. Pour les autres il apparaît qu'en dépit des tentatives des employeurs (par ex. Peto v. Apperley, 1891, Law Times newspaper, 10 oct. 1891. Haile v.

1. 1881, 6. Q. B. D., 333.



Lillingstone, 1891, *Law Times newspaper* 10 oct. 1891), on n'est pas parvenu à faire établir par la jurisprudence que le dommage intentionnel pourrait donner lieu à réparation. Les cas où sont intervenues des condamnations ont généralement recherché la *malice*, le fait d'une conspiration, etc. C'est même au cours d'une des affaires analysée sous ce chef par Sir G. Lushington, qu'a été répudiée la doctrine de Sir W. Erle relative au *tort* d'intervention professionnelle<sup>(1)</sup>. On y déclara « que ce que le défendeur avait fait n'étant ni criminel ni fautif en soi-même, n'était pas rendu fautif parce que cela avait entravé le droit allégué par le plaignant de poursuivre ses affaires sans intervention car un tel *tort* était inconnu de la loi ; les cas anciens sur lesquels on s'était appuyé pour l'établir s'expliquaient tous par d'autres fondements : à savoir que les actes d'intervention mentionnés dans ces cas étaient en eux-mêmes illégaux. La vérité était que l'industriel n'avait ni plus ni moins le droit d'être à l'abri de l'intervention dans son métier que quiconque, eu égard à toute chose que l'on ait la liberté de faire ou de s'abstenir de faire. »

Au cours de la même affaire différents juges exprimèrent des opinions contraires aussi à ce chef de dommage malicieux ; mais notre objet n'est pas de discuter le bien-fondé de cette jurisprudence très

1. *Allen v. Flood v. Jackson*, 1895, 2. Q.B. 21. *Allen v. Flood*, 1898, A C, 1. Cette opinion ne fut soutenue que par deux juges. Six admirent au contraire la théorie de l'intervention professionnelle.

contestable dans l'ensemble, qui parfois pouvait se trouver justifiée par des faits particuliers, mais dont le sens général était une interprétation volontairement restrictive de l'exercice du droit de grève en se fondant sur l'atteinte à la liberté individuelle des employeurs.

Nous arrivons maintenant à la question la plus épineuse de celles auxquelles ces problèmes aient donné lieu : celle de la *Conspiracy*.

La Chambre des Lords dans l'affaire *Quinn v. Leatham* ayant reconnu l'existence de la conspiration en vue de porter préjudice (*Conspiracy to injure*) au regard de la loi, il y a lieu de se demander en quoi elle consiste et comment l'idée a été utilisée.

Il y a des hypothèses où la *conspiracy* est quelque chose de très bien défini et ne prêtant pas, à controverse, par exemple la conspiration en vue de commettre un crime, ou l'emploi de moyens criminels en vue d'un but qui peut être légal. Mais la *conspiracy to injure* ne rentre pas dans les cas précédents. Elle se rencontre lorsque plusieurs personnes se sont entendues pour nuire à quelqu'un dans une intention *malicieuse* ; elle comporte cette intention de nuire, mais sans que le fait incriminé, s'il était l'œuvre d'une seule personne, puisse tomber sous le coup de la loi criminelle. Il pourrait donner lieu à une réparation civile, mais rien de plus. Or on prétend, et nous avons vu que la Chambre des Lords avait reconnu cett

prétention, que dans le cas où un tel acte était l'œuvre de plusieurs personnes concertées en vue de l'accomplir, il devenait passible de la loi criminelle, constituant une *conspiracy to injure* (1).

On ne s'étonnera pas de l'observation d'un juge, Lord Lindley, qui (dans l'affaire *Lyons v. Wilkins*, 1896, i, Ch. 811 et 1899, i, Ch. 255) disait : « Vous ne pouvez rendre une grève effective sans aller au delà de ce qui est légal », et de la remarque de Sir G. Lushington (2) relative à « ces actes qui sont tout à fait indéterminés si ce n'est que l'on peut prouver qu'ils sont *malicieux* et ont causé un dommage, deux choses que l'on peut prouver dans toute grève, de sorte que les ouvriers pourront à peine échapper à un verdict défavorable, à moins que le fait qu'ils agissent au mieux de leur propre intérêt puisse être considéré comme une excuse valable. »

Dans un certain nombre d'affaires la sentence rendue fut défavorable aux ouvriers, par exemple dans *Trollope v. London Building Trade Federation*, 1895 (72 L. T. N. S. 342), *Lyons v. Wilkins* (1896, i, Ch. 811 et 1899, i, Ch. 255), affaire où se trouvaient aussi des questions relatives aux grèves secondaires et au *picke-*

1. La *conspiracy to injure* peut donner lieu à une action civile et à une action criminelle. Il n'y a pas, comme on l'a dit dans un langage au moins étrange, deux sortes de conspiration : la conspiration criminelle et la conspiration civile (dans *Quinn v. Leatham*, 1901, A.C. 495).

2. Rapport cité, p. 32.

ting, enfin dans *Quinn v. Leatham* (1901, A. C. 495).

Les faits incriminés sont toujours les mêmes : dans l'affaire *Trollope*, l'Union avait publié une liste noire intitulée *Trollope's Black list* contenant les noms et les adresses des non-unionistes employés par la maison et des ouvriers restés au travail.

Parmi les moyens de grève dont l'emploi a donné lieu à des difficultés il faut en relever un tout particulier : il s'agit des grèves de solidarité, grèves secondaires (*secondary strikes*).

Le cas fut jugé dans l'affaire *Lyons v. Wilkins* (1896, i, Ch. 811 et 1899, i, Ch. 225). Certains des arguments invoqués pourraient faire penser que ce n'est pas tant le principe d'une grève secondaire qui est discuté, que la question de savoir si en l'espèce, la grève n'était pas provoquée dans un but malicieux. Elle se compliquait d'une mise en demeure à l'employeur des ouvriers de la seconde grève, de ne pas travailler pour celui chez qui la première grève avait été déclarée. Néanmoins d'autres décisions ne permettent pas d'hésiter. C'est bien le principe des grèves secondaires qui a été mis en jeu. Dans l'affaire *Quinn v. Leatham* (1901, A. C. 495, 451), on déclare qu'une grève secondaire est une *conspiracy to injure* (1).

1. Lushington, Rapport cité, p. 40, note 4. Dans l'affaire *Lyons v. Wilkins* on ne considère pas la grève secondaire comme une *conspiracy to injure*. On fonde sa prohibition sur la section 7 de l'act de 1875.

Sir Godfrey Lushington en rapportant cette décision s'efforce de reconstituer l'argumentation du juge dans cette affaire. Pour Lord Lindley et A.-L. Smith L. V., la grève secondaire est interdite par la *Common law* : en vertu de l'ancienne *Common law*, toutes les grèves sont des *criminal conspiracies*, leur légitimation leur vient de la section 3 de l'act de 1875, et elles ne sont par conséquent légitimes que dans les limites des termes de l'act.

Pour tout le reste, elles demeurent soumises à la *Common law*, l'exemption de la section 3 est limitée aux coalitions pour faire des actes se rapportant à un conflit industriel entre employeurs et ouvriers, mais une grève secondaire n'est pas un acte de cette nature. — La même opinion, ajoute Sir G. Lushington, fut exprimée à l'égard des grèves secondaires par la Cour irlandaise et la Chambre des Lords dans l'affaire *Leathem-Craig* (1899.2. Irish. Reports, pp. 693, 741, 752, 757, 769, 778).

δ. — *Conditions à observer pour rendre la grève licite.*

Une difficulté très grande existait avant la législation de 1871-1875 relativement à la notification d'une grève. On avait pu prétendre qu'un tel acte constituait une menace, et poursuivre des Unions à raison de telles notifications.



Même après l'act de 1875 les employeurs prétendirent qu'une telle notification était comprise dans les mesures d'intimidation prévues par la section 7. Mais la jurisprudence, malgré quelques arrêts des juridictions inférieures, refusa de sanctionner cette interprétation. Lord Coleridge dans deux espèces (*Gibson v. Lawson*, 1891, et *Curran v. Treleaven*) en donna les motifs dans des termes excellents. Au point de vue des textes il fit remarquer que l'intimidation dans l'article 7 ne pouvait pas avoir un sens différent ni plus étendu que celui qu'elle avait dans la clause 2 de la section 1 de l'act précédent (1).

Enfin, une autre question fut résolue dans un sens restrictif du droit de grève. On décida que la conspiration en vue de provoquer la rupture d'un contrat était illicite. On s'appuyait, pour soutenir cette solution, sur un arrêt qui déclarait la provocation à une telle rupture illicite même quand elle émanait d'une seule personne (2); à plus forte raison l'entente de plusieurs pour accomplir cet act était-elle interdite. Seulement comme les bases d'une telle solution n'étaient pas nettement établies; comme, d'autre part, le principe était restreint par ce fait que l'intervention pouvait être légitime, de sérieuses difficultés s'élevèrent sur le point de savoir précisément quand elle était légitime et quand elle était injustifiée. Ques-

1. V. Lushington. Rapport cité, p. 50-51.

2. *Lumley v. Gye*, 2 E et B 216.

tions qui furent résolues en fait ; il fallait, semble-t-il, non seulement que l'intention malicieuse fût écartée, mais qu'on reconnût à ceux qui intervenaient des raisons, et pourrait-on dire presque un droit à intervenir (1).

*Picketing.* — Au sujet de *picketing* il y a peu de choses à dire car la situation est beaucoup plus claire. La section 7 de l'act de 1875 permet d'occuper et de surveiller les abords des ateliers en vue de buts nettement déterminés, à savoir pour donner et obtenir des informations. Les termes de l'act ont été interprétés comme interdisant toute tentative de persuasion même paisible à l'égard des ouvriers. Il est oiseux de dire qu'employeurs et ouvriers protestaient contre ces dispositions : d'après les uns, elles permettaient aux ouvriers d'accomplir en fait tous les actes, non seulement de persuasion, mais d'intimidation ; d'après les autres, elles faisaient courir un risque à l'ouvrier dans l'exercice d'un droit car il était aisé de prétendre qu'il avait dépassé les limites de l'act et il est évident que les deux points de vue devaient être exacts.

On se persuadera mieux encore que l'act de 1875,

1. Cfr. *Read v. Friendly Society of Operative Stone Masons*, 1902, 2 K B 88. — *Glamorganshire Coal C<sup>o</sup> Ltd v. The South-Wales Miner's Federation*, 19. *Times Law Reports*, 701. *Secretary of Amalgamated Union of Cabinet Makers v. Amalgamated Union J. Carpenters and Joiners*. *Times*, 16 décembre 1903.

malgré le progrès qu'il avait apporté, laissait subsister au droit de grève des limites indécises et dangereuses pour ceux qui l'exerçaient, en lisant les conclusions auxquelles l'examen de la jurisprudence avait conduit la Commission Royale chargée en 1903 de l'enquête sur les conflits et des coalitions industrielles (1), Commission aux travaux de laquelle nous avons emprunté l'exposé précédent.

« Nos recommandations peuvent être résumées ainsi qu'il suit :

Qu'un acte soit passé relatif aux objets suivants :

Pour déclarer les *Trade-Unions* associations légales ;

Pour déclarer légales les grèves, quels que soient leur motif ou leur objet (y compris les grèves de solidarité ou les grèves secondaires), sauf les cas de crime ou de rupture de contrat, et d'étendre l'acte de 1875 aux grèves de solidarité ou secondaires ;

3° De déclarer que, persuader de faire grève, c'est-à-dire s'arrêter de travailler — sauf la provocation à la rupture du contrat — n'est pas illégal.

4° De déclarer qu'un individu ne doit être responsable d'un acte qui n'est pas en lui-même un *tort* passible de poursuites en vertu de ce seul motif qu'il constitue une intervention dans l'industrie, les affaires ou l'emploi d'une autre personne.

5° . . . . .

1. V. p. 16.

6° De pourvoir aux moyens par lesquels les autorités centrales d'une Union peuvent se protéger contre les actes non autorisés et désavoués accomplis par des agents de leurs branches.

7° . . . . .

8° De modifier la section 7 du *Conspiracy and Protection of Property Act 1875*, en supprimer la sous-section 4 et le dispositif et de la remplacer par une nouvelle sous-section (qui remplacerait ainsi la sous-section 1), « les actes de nature à causer l'appréhension raisonnable dans l'esprit d'une personne, que l'on usera de violence envers elle ou sa famille, ou que l'on causera un dommage à sa propriété. »

9° D'édicter qu'une convention ou une coalition de deux ou plusieurs personnes pour faire ou permettre de faire un acte relatif ou en vue (*in contemplation or furtherance*) d'un conflit industriel ne pourront servir de base à une action civile, à moins que la coalition ou l'entente soit *indictable* comme *conspiracy*, malgré les termes du *Conspiracy ad Protection of Property Act 1875*. »

ε). — *Act de 1906*.

On se rend compte que la jurisprudence avait singulièrement restreint les libertés qui découlaient de l'act de 1875. Son intervention se fit d'autant plus lourdement sentir pour le monde unioniste que par

une autre interprétation elle admettait la responsabilité des *Trade-Unions* (1) et que les amendes qui leur furent infligées étaient écrasantes.

C'est à ces circonstances qu'est due l'action politique des Unions. On sait que cette action amena au Parlement environ cinquante députés ouvriers dont la présence imposa l'adoption d'une revision des lois, telles que la jurisprudence les entendait. L'opinion publique était tellement gagnée à la cause syndicale que la Chambre des Lords, adversaire en principe du projet, ne tenta pas de s'y opposer, et que le texte proposé par le gouvernement fut élargi avec son consentement. L'act passa le 21 décembre 1906 (6 Edw. 7, c. 47). V. *Annexe IV*.

Il décide: Section I. — « Qu'un acte accompli en vue de l'exécution d'une entente ou coalition entre deux ou plus de personnes ne pourra, s'il est accompli en vue, ou au cours d'un conflit industriel, donner lieu à une action judiciaire, sauf si cet acte, au cas où il serait accompli sans une telle coalition, donnerait lieu à une action judiciaire. »

Ainsi disparaissent tous les délits résultant du dommage causé malicieusement ou intentionnellement, et le délit de *conspiracy*. Désormais la distinction est très nette: l'acte accompli par un gréviste ou par des grévistes, en vue de la grève, serait-il délictueux en

1. V. dans la II<sup>e</sup> partie le chapitre consacré à « La personnalité des *Trade-Unions* ».

d'autres circonstances ; c'est-à-dire en dehors d'une entente ? ne le serait-il pas ? Dans le premier cas, le fait de l'entente ne fait pas disparaître le caractère délictueux, dans le second elle ne le donne pas.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de la section 2 autorise le *picketing* paisible. Le texte soumis à la discussion du Parlement portait « paisible et raisonnable ».

Le mot raisonnable a intentionnellement disparu du texte définitif, son interprétation pouvant être très délicate et entendue de façon à rendre l'emploi de ce procédé presque illusoire.

Voici dont le texte définitif :

« Il sera légal pour une ou plusieurs personnes, agissant personnellement ou au nom d'une *Trade-Union*, d'un employeur isolé, ou d'une firme, en vue ou au cours d'un conflit industriel, de veiller devant ou auprès d'une maison ou d'un lieu où une personne habite, travaille, exerce sa profession ou se trouve par hasard, si elles veillent ainsi uniquement dans le but d'obtenir ou de communiquer paisiblement des informations ou de persuader paisiblement à un individu de travailler ou de s'abstenir de travailler. »

Enfin la section III fait disparaître le délit d'intervention professionnelle en décidant que le fait que l'on intervient dans les affaires en conseillant par exemple à quelqu'un de rompre un contrat de travail ne peut donner lieu à une action judiciaire.



Section III : « Un acte accompli par une personne en vue ou au cours d'un conflit industriel ne pourra donner lieu à action judiciaire par le seul fait qu'il incite une autre personne à rompre un contrat de travail ou de louage de services ou que cet acte est une intervention dans le travail ; les affaires ou l'emploi de quelque autre personne, ou qu'il tend à limiter ou à annihiler le droit de quelque autre personne de disposer à son gré de son capital ou de sa force de travail. »

Cet article est peut-être celui qui dans sa forme porte le plus la marque de la hardiesse de l'act de 1906.

Nous ne voulons pas examiner ici les critiques auxquelles cette hardiesse a donné lieu, hardiesse dont nous retrouverons la preuve dans l'étude de la partie de l'act relatif à la responsabilité des Unions, nous nous bornons à la constater. Mais est-elle contraire à la liberté de l'industrie ? — Stephen a très justement dit : « Comme il arrive quand le mot « *libre* » est employé il a eu des significations diverses suivant les personnes ; dans la bouche des employeurs et de ceux dont les sympathies sont avec eux, il a communément signifié : « un cours de l'industrie libre de toute pression exercée par les *Trade-Unions* pour l'élévation des salaires » dans la bouche des ouvriers et de ceux dont les sympathies sont avec eux, il a communément signifié « un cours de l'industrie li-

bre de toutes restrictions légales relatives aux opérations de *Trade-Unions* (1). »

Avec l'act de 1906, c'est cette seconde conception de la liberté qui a triomphé.

1. Stephen, *op. cit.*, III, p 202.

## CHAPITRE II

### La Liberté d'Association Religieuse et la Mainmorte.

#### SECTION I

##### *Mesures à l'égard des personnes et confiscations.*

Tant que l'Angleterre resta catholique, le droit de former des associations ayant un caractère et un but religieux s'exerça très largement. Il n'émanait pas d'une autorisation quelconque. La législation ne l'avait pas plus expressément conféré qu'elle n'avait songé à l'interdire. Toutefois, à partir d'une certaine époque les biens possédés par les monastères devinrent si considérables, que le législateur dut intervenir, mais les motifs de cette intervention n'étaient pas d'ordre religieux (1). Ce n'était pas parce qu'ils étaient moines et catholiques que l'on cherchait à entraver l'acquisition et le maintien entre leurs mains, des terres mais pour des motifs tout à fait différents.

Au contraire sous la Réforme, c'est à la religion que l'on s'en prend, et la liberté d'association dispa-

1. V. la section consacrée à la Mainmorte.

raît avec la liberté de conscience. « L'année 1535 est la grande ligne de division dans l'histoire religieuse de ce pays (1). »

A partir de cette époque jusqu'à nos jours les mesures restrictives des droits des catholiques se multiplient, puis décroissent, pour ne laisser subsister en dernier lieu contre les congrégations que quelques dispositions qui ne furent pas appliquées.

Il ne nous appartient ici, ni de juger les mesures prises par Henri VIII, ni d'en présenter l'historique. Mais il n'est pas sans intérêt d'observer que, si le roi, comme on l'a prétendu, agit dans un but de cupidité et pour garnir le Trésor royal des biens enlevés aux établissements religieux, il avait aussi un motif politique pour détruire la puissance des monastères. Les dispositions qu'il prit à leur égard furent en effet postérieures à sa rupture avec Rome, et depuis ce moment les moines « usaient de l'ascendant qu'ils avaient sur le peuple pour l'animer contre le gouvernement du roi (2). »

Le but poursuivi c'était la destruction des couvents. Mais il ne pouvait être atteint du premier coup, et il nécessitait une préparation. C'est dans ce dessein que Cromwell, à titre de vicaire général, ordonna une enquête générale, qui révéla « les plus

1. Lilly and Wallis. *Manual of the law specially affecting Roman Catholics*. London, 1893, p. 1.

2. Hume. *Histoire d'Angleterre* (traduction Campenon); t. III, p. 257

monstrueux désordres dans la plupart des maisons religieuses. »

Les mesures prises à la suite de cette enquête furent multiples. On releva de leurs vœux et on congédia impérativement les moines et les religieuses au-dessous de vingt-quatre ans. On obligea les moines à rendre leur liberté aux membres plus âgés des communautés si ceux-ci le souhaitaient.

Certains monastères, par crainte de pire, abandonnèrent au roi leurs revenus en échange d'une pension faite à chacun d'eux.

Henri VIII commença par les petits monastères. Sur ses instructions le Parlement supprima tous ceux dont le revenu était inférieur à 200 livres sterling. En vertu de l'act 27, Henri VIII, c. 28, trois cent soixante-seize maisons disparurent, leurs revenus, qui s'élevaient à 32.000 livres sterling, leur mobilier, leur vaisselle furent confisqués par le roi.

Les mesures contre les grands monastères ne commencèrent qu'un peu plus tard. Malgré le succès de sa première tentative Henri VIII crut bon de colorer d'un prétexte son entreprise. Il accusa les moines d'avoir trempé dans la révolte du Lincolnshire de 1538 qui avait été provoquée par sa politique religieuse et ordonna une nouvelle visite de tous les monastères.

Avertis par l'exemple des petits, un certain nombre des grands établissements tenta de composer avec

le roi. A l'égard de ceux qui ne se soumirent pas (1), celui-ci alla jusqu'à la violence. Henri VIII poursuivit son plan jusqu'au bout. Malgré les efforts faits en faveur de certains couvents de femmes du comté d'Oxford, contre lesquels les accusations d'immoralité ne pouvaient valoir, il persista à les détruire, allant à des extrémités qui finirent par attirer des murmures, et à s'emparer de tous les biens.

En 1540, dit Boyle (2), on peut dire que le clergé régulier avait cessé d'exister en Angleterre.

Mais à côté des congrégations, des couvents dont les moines étaient enchaînés par des vœux perpétuels, il y avait des associations religieuses. On ne pouvait invoquer contre elles leurs mauvaises mœurs, les membres de ces associations faisaient partie de la nation, c'étaient des bourgeois, des commerçants, dont l'existence ne prêtait pas à critique. La lutte religieuse ne pouvait non plus couvrir les mesures prises à leur égard, il ne s'agissait pas de catholiques. Malgré tout Henri VIII entreprit de dépouiller ces associations et fut suivi dans cette voie par son successeur Édouard VI.

L'act de 1545 (37, Henri VIII, c. 4) qui contenait

1. Henri VIII, *op. cit.*, p. 2885.

2. *The law of Charities*. Préface p. v. cité par J. Escarra. *Les Fondations en Angleterre*, p. 81.



les mesures les concernant visait à la fois des associations et des fondations (1).

On procéda à l'égard de ces institutions de la même façon qu'à l'égard des monastères, c'est-à-dire qu'on chargea des commissaires de les visiter et de présenter des rapports au roi. Le motif invoqué pour justifier la confiscation des biens de ces associations fut le mauvais emploi qui en était fait par elles, et leur mauvaise administration. Mais entre la mesure qui frappa les monastères et celle qui atteignit les associations et fondations religieuses il y a une grande différence.

Cette dernière en effet ne fut pas générale (2) et Toulmin Smith, l'historien des gildes, constate que les rapports des commissaires paraissent avoir été faits de manière impartiale, et qu'on y trouve parfois des constatations favorables aux institutions qu'ils visitaient.

Le statut d'Henri VIII n'était passé que pour le temps de son règne. Sa mort le faisait disparaître, mais Édouard VI reprit ses dispositions dans un statut de 1547 (1, Édouard VI c. 14) qui présente avec l'act d'Henri les différences suivantes :

Un nouveau motif est invoqué, c'est que « les

1. Collèges, franche-chapelles, chapelles ou chanteries, hôpitaux, fraternités, gildes, prêtres salariés à perpétuité.

2. « Rien n'indique que le gouvernement ait eu l'intention d'user de son pouvoir pour supprimer toutes les fondations religieuses. » Ashley, *op. cit.*, t. II, p. 183.

messes expiatoires dites pour les défunts » avaient conduit et maintenu dans la superstition le peuple ignorant de la vraie doctrine du salut, et que les revenus consacrés à de telles fins seraient mieux employés à fonder des écoles de grammaire, à augmenter le nombre des universités et à soutenir plus efficacement les pauvres et les nécessiteux (1). »

Pour l'act en lui-même, tout en reproduisant les mesures de l'act de 1545, il introduit une distinction (2) les entre collèges, chapelles et chantries, qui sont tous déclarés être en la possession et saisie du présent roi, et les autres fondations pour lesquelles des distinctions sont établies minutieusement, et qui peuvent apparaître compliquées, mais dont le point de départ est très net. Ces associations sont des gildes, des fraternités, des compagnies ou compagnonnages, elles ont ainsi un double caractère: comme telles elles sont des organisations laïques, par leurs œuvres, leurs fonctions (œuvres en faveur des pauvres, ou entretien d'un prêtre, anniversaires, obit, lampe, cierge) ou leurs pratiques, elles sont des associations religieuses. Parfois on peut distinguer la fraternité du métier ; dans ce cas, cette fraternité a le sort de toutes les fraternités religieuses. Parfois la distinction ne peut être faite, dans ce cas le roi s'attribue les revenus

1. Ashley, *op. cit.*, t. II, p. 185.

2. Cette distinction résulte du texte, elle n'est pas établie explicitement.

légues ou désignés pour des œuvres religieuses (1). Ainsi le droit d'association des associations de métier n'est pas touché, mais seulement les fondations religieuses. Le roi se charge d'ailleurs d'assurer le paiement régulier des œuvres en faveur des pauvres quand il y en a se rattachant aux fraternités. Il est d'autant plus important d'insister sur le caractère de l'act de 1547 que les historiens s'y sont parfois trompés. L'act ne touche pas aux compagnies de métiers ni à ceux de leurs revenus affectés à des œuvres sociales. Il ne s'empare que des revenus affectés à des œuvres religieuses.

De plus, nous l'avons vu, il n'a pas un caractère général, il supprime un certain nombre de fondations religieuses rattachées plus ou moins étroitement à des associations de laïques, il ne fait pas disparaître le droit d'association religieuse, il n'établit pas un droit des associations religieuses en Angleterre.

Ce droit subit encore après le règne d'Henri VIII des atteintes profondes pour certaines catégories de personnes, les catholiques et les protestants dissidents. Cette législation date de l'époque d'Élisabeth. Les acts de suprématie et d'uniformité, comme Hallam l'a observé, « forment la base de ce Code de lois restrictives qui a pesé si lourdement pendant

1. Cfr. Ashley, *op. cit.*, p. 186-187.

plus de deux siècles (1) sur les adhérents de l'Église Romaine ». Restrictives des droits des catholiques, des lois l'étaient tellement que l'absence du droit d'association, que l'on peut considérer à leur égard comme absolue, n'a jamais eu besoin d'être prononcée directement, mais a résulté de mesures qui atteignaient la liberté individuelle. Du moment où il était interdit aux catholiques, sous les peines les plus sévères, d'accomplir aucun des actes de leur religion, — et les seuls que l'on put interdire étaient ceux qui avaient une manifestation extérieure, par exemple de se réunir pour entendre la messe, ou, pour un prêtre de la dire, — il était bien évident que toute association aurait contrevenu aux dispositions de la loi. A l'égard des groupements connus tels que les jésuites, la conduite suivie fut simple, l'act 27, Éliz. c. 7 (1585) les chassa du royaume.

Si nous avons à faire l'histoire des associations religieuses en Angleterre, il faudrait nous demander si en dépit des mesures draconiennes prises à l'égard des catholiques, certaines ne survécurent pas, si d'autres ne se reconstituèrent pas à une époque où elles étaient encore formellement interdites. Et il est probable que nous en découvririons quelques-unes. Une première raison de le supposer c'est que

1 Lilly and Wallis, *op. cit.*, *L'Église Romaine*, p. 18. La dernière loi contre les catholiques romains date de Guillaume III.

les lois contre les catholiques ne furent pas toujours exercées dans toute leur sévérité, sans cela, fait observer Blackstone, le catholicisme aurait disparu du pays.

Une deuxième raison, singulièrement plus précise, c'est que certaines lois postérieures impliquent l'existence de congrégations et de collèges de jésuites, par exemple l'act 1 Geo. I st. 2, c. 50 qui interdit les libéralités à quelque titre que ce soit, en faveur des abbayes, prieurés, couvents d'hommes ou de femmes, collèges de jésuites, séminaires ou écoles pour l'éducation de la jeunesse dans la religion romaine en Angleterre ou partout ailleurs, ou en faveur de n'importe quelle destination papiste ou superstitieuse. Les biens ainsi légués devaient revenir au roi pour être utilisés dans l'intérêt public (1).

Mais l'histoire de ces institutions est très obscure. De notre point de vue il nous suffit de constater le relâchement dans l'exécution de ces lois restrictives de la liberté de conscience et comment et à quel

1. « Tous manoirs, terres, tènements, loyers, dîmes, pensions, parts d'héritage, annuités, et tous autres biens quelconques et tous hypothèque, titres, sommes d'argent, marchandises, biens meubles et domaines qui ont été donnés, accordés, hérités, légués (*devised, bequeathed*) ou institués en *trust*, ou dans l'intention que ces biens eux-mêmes, ou les profits de ces biens, ou ce qui en provient, soient attribués à toute abbaye, prieuré, monastère, couvent, collège de jésuites, séminaire ou école pour l'éducation de la jeunesse dans la religion romaine en Grande-Bretagne ou ailleurs, ou à tous autres usages papistes ou superstitieux, seront attribués au Roi pour être employés dans l'intérêt public. »

moment le droit d'association est apparu dans la législation pour les associations religieuses, catholiques, et en particulier pour les congrégations.

La première loi qui vienne adoucir la condition faite aux catholiques par l'act 11-12 Will. and Mary, c. 4, est l'act 18, Geo. III, c. 60 connu sous le nom de *Sir George Saville's Act*, qui fut passé en 1778. Depuis près d'un siècle d'ailleurs aucune poursuite n'était exercée en vertu des anciennes lois (1). L'act de Sir George Saville ne s'occupe pas d'ailleurs du droit d'association. Pour trouver des dispositions concernant ce dernier il faut arriver à l'act de 1791 (31, Geo. III, c. 32). Désormais non seulement un catholique ne sera plus poursuivi pour papisme, ou pour avoir été élevé dans la religion catholique, mais il pourra entrer dans, ou appartenir à un ordre ecclésiastique, ou une communauté de l'Église de Rome (2).

La mesure était sans doute très incomplète, mais en pratique les catholiques furent à partir de cette époque à peu près sur le même pied que les autres citoyens.

Au regard du droit d'association leur liberté était

1. L'Attorney général, Lord George Gordon Wallace, disait que dans tout le cours de sa carrière (sous le règne de Guillaume III) une seule personne avait été poursuivie pour avoir dit la messe. Elle fut d'ailleurs frappée d'emprisonnement perpétuel. Cf. Stephen, *op. cit.*, II, p. 492.

2. Cf. Lilly and Wallis, *op. cit.*, p. 32.



même théoriquement plus étendue de 1791 à 1829 qu'elle ne l'est encore de nos jours, ainsi que nous le verrons en analysant l'*Emancipation act* (1).

Les protestants dissidents ne furent pas traités avec la même rigueur que les catholiques. La législation qui les concerne débuta par l'act d'Uniformité (1, Éliz. c. 2). Jusqu'en 1688 les lois se succédèrent à leur égard, plus ou moins rigoureuses, mais sans amener de changements profonds dans leur situation. Au contraire le *Toleration act* (1, Will and Mary. c. 18) qui ne s'applique qu'à eux, à l'exclusion des catholiques, commence l'ère des concessions, concessions étroites et jalouses, écrit Stephen (2). On semblait par ses dispositions dire aux dissidents : « Vous êtes des bigots à l'esprit étroit, mais nous ne voulons pas vous punir pour cela. »

Le résultat pratique de l'act fut que désormais, les dissidents ne furent plus traités comme des criminels. Les anciens statuts, quoique non abrogés devinrent caducs. On n'abrogea le *Five Mile act* et le *Conventicle act* qu'en 1812 (52, Geo. III, c. 155), par un act dont la section 4 étend aux unitariens le bénéfice du *Toleration act*. Cet act s'applique « à toute personne officiant ou dépendant d'un groupement quelconque de protestants dont le lieu de réunion est dûment approuvé conformément à l'act. »

1. Inversement leurs droits individuels étaient plus restreints.

2. Stephen, *op. cit.*, II, p. 482.

Nous arrivons maintenant à la législation du XIX<sup>e</sup> siècle. On sait dans quelles circonstances fut voté l'*Emancipation act* de 1829 (1).

Les circonstances politiques obligèrent à balancer certaines dispositions en faveur des catholiques par d'autres qui leur étaient défavorables, le résultat quant au droit d'association, c'est que la liberté d'association religieuse est aujourd'hui moins grande que sous l'empire du *Sir George Saville's act*.

L'une des mesures défavorables aux catholiques : la suppression de l'Association Catholique, ne pouvait être appliquée faute d'objet. L'ASSOCIATION qui, en obtenant les mesures contenues dans l'act, avait atteint son but, fut dissoute aussitôt.

Les dispositions restrictives de l'act étaient relatives aux communautés religieuses d'hommes (sect. 26 à 37 incluse).

Le but déclaré formellement par l'act (sect. 38) était la suppression graduelle et la prohibition finale des communautés d'hommes.

Les jésuites étaient seuls nommément désignés, l'act ajoutait : « les membres des autres ordres religieux, communautés ou sociétés, liés par des vœux monastiques ou religieux » (sect. 38) (c'est-à-dire toutes les congrégations au sens canonique du mot). Les

1. V. le chapitre consacré au droit d'association politique.

oratoriens et les « congrégations de prêtres séculiers qui n'étaient pas liés par des vœux demeuraient par conséquent licites. »

Quant aux congrégations de femmes, elles étaient formellement exclues de l'act (sect. 37).

A l'égard des membres des communautés existantes l'act se contente de prescrire leur enregistrement dans les dix mois. Mais il entend empêcher le recrutement de nouveaux religieux : 1° en interdisant d'en recevoir en Angleterre (S. 33 et s. ) ; 2° en interdisant l'immigration de religieux venant de l'étranger (S. 29 et s.), ce qui aurait facilement permis de tourner la prohibition précédente. Cette dernière disposition contenait deux tempéraments : l'un pour autoriser le séjour temporaire (S. 31), l'autre pour permettre aux religieux anglais se trouvant à l'étranger de rentrer dans le royaume (S. 30) au moment de la promulgation de l'act.

Toutes ces dispositions sont sanctionnées de peines sévères : amende, prison, bannissement. Jamais elles ne furent appliquées. C'est ainsi que Ashbach dans le *Kirchen Lexicon* a pu écrire : « Les jésuites que la Révolution chassa de France en Angleterre à la fin du siècle dernier trouvèrent comme tous les réfugiés, un accueil hospitalier sur le sol britannique où ils obtinrent sous le nom de « Pères de la Foi » le grand établissement de Stonyhurst. » Ashbach ajoute qu'ils furent protégés par le respect du gouver-

nement anglais pour le droit d'association et il ne parle pas de l'act de 1829. Cela ne doit pas nous étonner. Les rapports officiels postérieurs à cette date, malgré la disposition relative à l'enregistrement, ignorent la présence des religieux en Angleterre. Celui fait en 1836 à la Chambre des Communes déclare « qu'il n'existait pas un seul jésuite en Angleterre » et qu'il n'en était pas venu un seul depuis 1829. Il y en a *un* dans le pays de Galles, et 75 en Irlande. Dans un autre rapport fait une dizaine d'années après Sir George Grey, secrétaire d'État, déclare qu'il n'a rien à ajouter au rapport de 1836.

Et cependant l'unique jésuite enregistré à Holyhead déclara que son supérieur immédiat dans l'ordre était Charles Brook domicilié au Collège de Stonyhurst, qui existait toujours !

Le 11 février 1851 Lord Abinger disait à la Chambre Haute en réclamant l'exécution de l'act de 1829 : « L'act d'émancipation contient en quelque sorte la promesse de l'abolition graduelle des monastères, et exige qu'il soit tenu note exacte de chacun de ces établissements. Il ne paraît pas que ces notes aient été tenues, ni que les autres formalités prescrites par la loi aient été observées. Les jésuites étrangers ne pouvaient entrer dans ce pays sans l'autorisation du secrétaire d'État, mais il existe aujourd'hui en Angleterre des milliers de jésuites. Les jésuites ont envahi nos écoles, nos collèges, nos universités, on les trouve

dans toutes les classes et dans tous les rangs de la société (1). »

La protestation de Lord Abinger n'eut pas de résultat et de nos jours on ne songe plus guère à réclamer l'exécution de l'act de 1829 à l'égard des jésuites ou des autres ordres. Toutefois, ses dispositions ont pour effet de rendre ces communautés incapables de posséder des biens (2). Mais cette disposition est en fait aussi inopérante que les autres.

Telle est la situation des catholiques en Angleterre au point de vue du droit d'association. Les congrégations d'hommes sont tolérées en fait, mais il n'en reste pas moins que le principe de la législation est l'interdiction (3).

## SECTION II

### *Législation de Mainmorte.*

#### Les Ancient Mortmain Acts.

A côté des mesures contre les personnes, des suppressions violentes suivies de confiscations, comme

1. Sur cette question de l'application de l'act de 1829 aux jésuites, voir un article de la *British Quarterly Review* reproduit par la *Revue Britannique*. Juillet 1851, n° 7, p. 56.

2. Lilly and Wallis, *op. cit.*, p. 46.

3. On trouvera dans le chapitre consacré à la liberté d'association politique les mesures relatives aux loges orangistes au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

nous en avons rencontré, les gouvernements ont généralement pris à l'égard des associations certaines mesures réglementant et restreignant leur droit de posséder des biens. Ces mesures ont eu naturellement une importance particulière à l'égard des associations religieuses, parce que celles-ci étaient très nombreuses et très puissantes au cours des siècles passés. Il y avait, il est vrai, d'autres associations qui jouèrent un grand rôle, les associations de commerçants, mais elles ne recherchaient pas la possession de biens immeubles et pour des raisons économiques et politiques, à l'origine, féodales, c'était la possession des terres qu'il paraissait nécessaire de limiter. Mais quelle que soit la place prédominante occupée par les associations religieuses dans les questions de mainmorte, quel que soit surtout le lien intime entre la législation de mainmorte et les autres mesures prises pour endiguer les forces religieuses, il convient de rattacher l'étude des mesures prises à l'égard de la mainmorte religieuse de celles prises à l'égard des mainmortes des associations laïques. Les préoccupations politiques, sociales, économiques qui les ont dictées dans le passé sont les mêmes. Leur nature juridique est identique et on peut ainsi, en détachant dans une certaine mesure cette réglementation des institutions auxquelles elle s'est appliquée, reconnaître ses caractères, et discerner dans quelles circonstances elle pourrait à l'avenir s'appliquer.



Un premier point à mettre en évidence lorsqu'on traite des mesures prises au moyen âge à l'égard des biens ecclésiastiques immobiliers, c'est l'étendue de ces biens. Vers la fin de cette période de l'histoire, près des trois quarts du sol anglais appartenaient aux corporations religieuses (1). Si l'on tient compte de l'exemption des services féodaux dont bénéficiaient ces biens, de la puissance que leur possession mettait aux mains du clergé régulier, enfin de l'inconvénient qu'il y avait à laisser des étendues aussi considérables de propriétés en dehors de toute circulation économique, on reconnaîtra que cette situation présentait de graves inconvénients, et constituait peut-être même un danger pour la société féodale.

Des trois points de vue sur lesquels nous avons attiré l'attention, c'est le point de vue féodal qui semble avoir déterminé les premières mesures contre la mainmorte. C'est l'opinion généralement adoptée par les auteurs. « Dans sa phase primitive et la plus ancienne la lutte contre la mainmorte ecclésiastique (2) fut entreprise au nom des seuls principes de la féodalité. »

Les premières mesures prises s'efforcèrent seule-

1. Pollock et Maitland, *History*, vol. I, ch. IV, p. 105 et s.

2. J. Escarra, *op. cit.*, p. 31. *Bristowe law quarterly Review*, vol. VII, 1891, p. 262. *The legal restrictions on gifts to a charity* et Bouchier-Chilcott. *The law of Mortmain*. Introduction, p. 1, 11, 1905.

ment à tarir la source des biens de mainmorte. On voulut mettre obstacle aux libéralités en mainmorte, quelles que fussent les formes sous lesquelles, devant les restrictions de la législation, les donateurs s'efforçassent de les dissimuler.

Un premier statut de 1235 (St. 9, Henri III, c. 32, 36. Magna Carta) fut rendu mais sans résultat. Sous Édouard I<sup>er</sup> les « *Plantagenets Mortmain Acts* » (7, Edw. I<sup>er</sup>, st. II, c. 13), et le statut de Westminster, (13, Edw. I<sup>er</sup>, c. 32) interdisirent la constitution de tenure en *frankalmoign*. Ce furent les premiers dont on obtint un résultat effectif (1).

Mais la pratique juridique ayant tourné les prohibitions, de nouveaux statuts de Richard II (St. 15, Richard II, c. 5) furent édictés pour empêcher d'utiliser en faveur des fondations le système des *uses* qui avait été substitué à celui des tenures en *frankalmoign* (2).

A l'époque de la Réforme ces mesures furent jugées insuffisantes par le pouvoir royal, ce n'est plus seulement aux libéralités faites aux corporations qu'il s'en prend mais aux corporations elles-mêmes, « elle (la Réforme) détruisit à peu près complètement les corporations religieuses(3). » Les mesures qui furent

1. V. Digby. *History of the law of real property*, p. 216, 220.

2. *Id. Ibid.*, p. 331-333. Sur la tenure en *frankalmoign* et les *uses* V. J. Escarra, *op. cit.*, ch. I, sec. 1 et 3.

3. J. Escarra, *op. cit.*, p. 75.

prises par Henri VIII avaient été précédées de tentatives dans le même sens sous le règne d'Henri V. L'archevêque Chichely avait déjà supprimé quelques monastères, et tenté de les remplacer par des établissements d'enseignement laïque. C'est à cette circonstance qu'est due la naissance d'*All Soul's College* d'Oxford. On a vu précédemment quelles furent les mesures prises par Henri VIII. Ces mesures rendirent pour longtemps inutiles toutes mesures contre la mainmorte. Mais nous avons montré qu'en dépit des dispositions rigoureuses demeurées inscrites dans les lois, peu à peu la vie religieuse avait repris son cours, et au XVIII<sup>e</sup> siècle nous trouvons une nouvelle législation sur la mainmorte. Seulement ces *Modern Mortmain Acts* n'ont plus le même caractère que les *Ancient Mortmain Acts* d'avant la Réforme.

Leur motif même est différent. Depuis qu'un statut de Charles II avait aboli les tenures militaires anciennes, il ne pouvait plus être question de danger féodal. Le danger qui apparut était, non pas un danger politique, mais un danger économique, résultant de la répartition trop inégale du sol qui amenait une concentration excessive. On pensait également aux héritiers dont les droits étaient lésés par ces dispositions.

Mais si le danger économique semble être ce qui a essentiellement inspiré les *Georgian Mortmain Acts*, les considérations politiques n'y étaient peut-être pas tout à fait étrangères. C'est au moins l'opinion de

quelques auteurs et en particulier de lord Hardwich (1). Toutefois les dispositions même des *Georgian Mortmain Acts* révèlent nettement la préoccupation dominante qui animait leurs auteurs. Ce que visent les acts nouveaux, ce ne sont plus les aliénations en mainmorte consenties à des corporations religieuses, mais beaucoup plutôt celles qui précisément ne seraient pas tombées sous le coup des anciens statuts de mainmorte comme n'étant pas consenties au profit de ces corporations (2). Ce que l'on combat ce n'est pas l'Église, c'est l'accumulation trop considérable de terres sous forme de *charitable trusts*. Le procédé employé par le *Georgian Mortmain Act* c'est d'entraver les libéralités faites aux fondations en décourageant les donateurs par l'obligation où ils sont de faire ces libéralités sous forme de donations entre vifs. L'act interdit la libéralité testamentaire alors que les mesures anciennes contre la mainmorte s'appliquaient aussi bien aux libéralités entre vifs qu'à celles à cause de mort. L'act de Georges II ne fut abrogé qu'en 1888 (St. 51 et 52, Vict. c. 42) et le droit de disposition testamentaire n'a été rétabli qu'en 1891 (54 et 55, Vict. c. 17).

Ces dispositions des *Georgian Mortmain Acts* ont atteint en fait plutôt les fondations réalisées par l'in-

1. V. un jugement rapporté dans *Vesey*, 1, 28. Cfr. Escarra, *op cit.*, p. 106.

2. *Jessel M. R. Luckraft v. Pridham*. L. R. 6, c. D, 214.

termédiaire de personnes isolées que les corporations (1). Certaines autres mesures visant une sorte particulière de mainmorte n'intéressent plus du tout les associations. Ce sont les mesures contre l'accumulation (*The Illusion Act*).

### Législation moderne.

Quelles sont à l'heure actuelle les restrictions au droit de posséder des associations ?

La possession de biens personnels est très largement ouverte à toutes les associations (2).

Au contraire la possession des biens réels est soumise à des restrictions importantes.

Les restrictions forment une législation compliquée. On peut toutefois les ramener aux catégories suivantes :

1° Les restrictions résultant des *Ancient Mortmain Acts*, dans la mesure où l'act de 1888 a maintenu leurs dispositions ;

1. Sur les formalités V. Holdsworth and Vickers. *The Law of succession testamentary and intestate*, 1 vol. in-8, 311 p. Oxford Blackwell. London, Stevens, 1899.

2. Cependant il ne serait pas exact de croire que leur pouvoir à cet égard est illimité. Les corporations ne peuvent acquérir de biens meubles que dans la mesure où l'acquisition de ces biens répond à leur raison d'être. C'est une des applications de la doctrine des *Ultra Vires*. C'est dire que cette restriction est récente.

V. II<sup>e</sup> partie, chapitre II.

2° Les restrictions résultant des *Modern Mortmain Acts*, qui n'édicte pas d'empêchements absolus à posséder, mais imposent seulement des formalités aux donateurs ;

3° Les restrictions résultant d'acts particuliers ;

4° Les restrictions résultant de l'application de la doctrine des *Ultra Vires*, étrangères à la mainmorte (1).

I. — Restrictions des anciens *Mortmain Acts*. — Le principe de ces restrictions se trouve dans la section 1 de l'act de 1888 (51 et 52, Vict. c. 42):

1) La terre ne devra pas être assurée (*assured*) à, ou au bénéfice de, ou acquise par, ou pour le compte d'aucune corporation de mainmorte, autrement qu'avec l'autorisation d'une licence de Sa Majesté la Reine ou d'un statut en vigueur et si une terre est ainsi assurée contrairement à ces prescriptions, elle sera confisquée par Sa Majesté, et Sa Majesté pourra s'en emparer et conserver cette terre, conformément à ces dispositions.

2) Il est décidé ainsi qu'il suit:

a) Si la terre est tenue directement d'un *mesne lord* de Sa Majesté, ce *mesne lord* pourra s'en emparer à tout moment dans les douze mois qui suivront l'époque de cette *assurance*.

b) Si la terre est tenue de plus d'un *mesne lord* (relevant de Sa Majesté), le *mesne lord* supérieur pourra s'en emparer et conserver la terre à tout moment dans les six mois après le moment auquel le droit d'entrée sur la terre du *mesne lord* inférieur a expiré.

1. V. le chapitre II section I § 2 de la 2<sup>e</sup> partie, consacré aux *Ultra Vires*.



c) Si un *mesne lord* est, au moment où son droit d'entrée s'ouvre en vertu de cet act, fou ou atteint d'une incapacité quelconque, son droit d'entrée peut être exercé par son tuteur (*guardian*) ou le comité de son domaine, ou par telle personne que la Haute Cour de Justice de Sa Majesté pourra désigner à cet effet.

d) Si le droit d'entrée en vertu de cet act est exercé par, ou pour le compte d'un *mesne lord*, la terre pourra être confisquée par ce *mesne lord* à partir de la date de l'assurance...

Ce texte semble dire qu'une corporation, quelle qu'elle soit, ne peut acquérir de biens réels. Il édicte une interdiction. Quel est l'effet de cette interdiction ?

A première vue on serait tenté de penser que c'est la nullité de l'acquisition. Mais il n'en est rien, et le seul résultat, c'est de donner aux *mesne lords* où à la Couronne pendant une période déterminée le droit de se saisir des biens. Mais s'ils n'usent pas de ce droit l'acquisition faite sans licence de la Couronne est cependant valable à l'égard du disposant et donne un titre régulier à la corporation (1).

Mais (sect. 2) la Couronne peut donner des licen-

1. S. Brice, *On the doctrine of Ultra Vires*, p. 63-64. Brice fait observer que la licence donnée par la Couronne est une simple renonciation à son droit d'entrée (*right to enter*) et qu'elle n'abroge pas les dispositions des statuts de mainmorte en ce qui concerne les *mesne lords*, mais, comme de nos jours les titres de ces derniers sont impossibles à découvrir, l'effet pratique est de mettre la corporation à l'abri de toute revendication.

ces aux corporations pour acquérir et aliéner en mainmorte. Cette licence est donnée sous le sceau ou par lettres patentes. Habituellement elle indique dans quelles limites l'autorisation est donnée. Dans le cas où la licence n'indiquerait aucune limite, le droit d'acquisition serait illimité (1).

Quels sont les droits réels auxquels s'appliquent les *Acts de Mortmain* ?

Sur cette question qui soulève des difficultés nous indiquerons brièvement la doctrine qui nous semble prévaloir.

En premier lieu, il n'est pas douteux qu'ils s'appliquent aux *freeholds* (franc-alieu). Quant aux autres droits réels (*less interests*) la Cour du Banc de la Reine a déclaré qu'elle n'a pu trouver une autorité en faveur de cette proposition : que les statuts de *Mortmain* défendent à une corporation de détenir ce qui n'est pas de nature perpétuelle (2). » D'après ce principe, il ne serait interdit aux corporations d'acquérir que des fiefs simples (*fees simples*) et elles auraient au contraire droit aux tenures

1. Quel serait l'effet d'une acquisition dépassant les limites autorisées par une licence ? Brice dit très justement qu'elle ne serait pas nulle, l'acquisition pour le surplus serait dans la même condition qu'une acquisition sans licence.

2. *Vigers v. Dean etc of Saint Paul's* 14, Q. B. 909-919 ; 18 L. J. (Q. B.) 97-103 ; *in error*, 14, L. J. (Q. B.) 920 ; 19 L. J. (Q. B.) 84 ; Bocc. Abrid. Corp., E. I, cités Brice, *op cit.*, p. 65.

à bail (*leaseholds*). Il y a des décisions dans ce sens (Master etc. of. Jesus Coll. Cambridge v. Gibbs I. Y, and Coll. 145.) Mais il y a des décisions suivant lesquelles des *leaseholds* de cent ans et même de quatre-vingt-un ans sont interdits par les *Mortmain Acts* (Rolles v. Mason, 2; Brownl, 197; Hemming v. Brabazon, 9, Bridg, I, 7.)

II. — Restrictions des *Modern Mortmain Acts*. — Alors que les *Ancient Mortmain Acts* visaient indistinctement toutes les corporations et toutes les acquisitions, les *Modern Mortmain Acts* s'appliquent seulement aux libéralités dans un but charitable. L'act de George II est aujourd'hui abrogé (ainsi que quelques autres qui l'avaient suivi) et remplacé par le *Mortmain Act* de 1888. Ainsi la réglementation actuelle se trouve dans ce dernier act, dans quelques dispositions anciennes qu'il n'a pas abrogées, et dans les acts d'amendement de 1891 (54 et 55, Vict. c. 73) et de 1892 (55. Vict. c. 11).

Il n'y a pas lieu pour nous d'exposer les formalités imposées par l'act de 1888, mais ce qu'il importe de remarquer, c'est qu'il introduit un changement considérable avec la législation antérieure. Avant cet act, il était, nous l'avons vu, plus facile de disposer entre vifs que par testament.

Depuis 1888, la disposition entre vifs est soumise à des formalités ; au contraire la disposition par tes-

tament n'est soumise à aucune formalité. Seulement le but cherché par le législateur est atteint par l'obligation imposée au bénéficiaire de vendre la terre dans les douze mois qui suivent l'acquisition (1).

En dépit des dispositions relatives à la mainmorte, nombreuses sont les institutions qui possèdent des terres, d'abord parce que certaines d'entre elles ont obtenu une licence à cet effet, ensuite parce que pour certaines l'autorisation leur a été donnée de le faire par le législateur intervenant au moment de leur constitution (2), ou parce qu'elles ont été autorisées en vertu de l'act 33 et 34 Vict. c. 34, S. 1 à acquérir des terres avec *leurs fonds*.

De plus ces dispositions ne s'appliquent qu'aux corporations qui n'ont pas fait l'objet de statuts particuliers. Pour celles-là ce sont les règles de leurs statuts spéciaux qui s'appliquent, et ces règles écartent parfois l'application des dispositions relatives à la mainmorte.

Les premières de ces corporations sont les corporations ecclésiastiques. En faveur de l'Église d'Angleterre, de multiples dispositions ont fait tomber les prohibitions de mainmorte.

1. Cette règle comporte certaines dérogations qui atténuent ce qu'elle présenterait de rigoureux, parfois de désastreux, si elle était appliquée à la lettre.

2. Les cas cités par les auteurs sont nombreux mais intéressent surtout les fondations.

1) L'échange de terres (*glebe lands*) et d'autres domaines appartenant à l'Église a été permis (1) ;

2) L'acquisition à titre onéreux ou autrement de terres pour les presbytères (2) ;

3) L'acquisition de dimes (*tithes*) par des corporations ecclésiastiques dans un but de libéralité, à l'égard du gouverneur de *Queen's Anne Bounty*, pour le rachat de l'impôt foncier frappant la terre destinée à un *charitable use* (3) ;

4) Les dérogations les plus nombreuses résultent des *Church Building and Extension Acts* du XIX<sup>e</sup> siècle ;

5) Enfin on signale les dispositions relatives aux Commissaires ecclésiastiques.

Les corporations charitables ont naturellement aussi motivé de nombreuses dérogations. Mais le plus souvent c'est par des mesures spéciales et non par des mesures générales qu'elles ont été mises à l'abri des *Mortmain Acts*. Il est naturellement impossible, il serait surtout fastidieux d'énumérer les corpora-

1. V. 17, Geo. III, c. 53 ss. 10 et 11 ; — 55, Geo. III, c. 147, s. 1, 2 10, 19 ; — 6, Geo. IV, c. 8, s. 3 ; 1 et 2, Vict. c. 23 ; — 5 et 6, Vict. c. 54, s. 5 ; — 9 et 10, Vict. c. 73, s. 22 ; — 23 et 24, Vict. c. 93, s. 41 ; — 28 et 29, Vict. c. 69, s. 4.

2. V. en plus des statuts indiqués ci-dessus, 2 Will. IV, c. 45 ; — 1 et 2, Vict. c. 107 ; — 2 et 3, Vict. c. 49 ; — 3 et 4, Vict. c. 113, s. 68 ; — 5 et 6, Vict. c. 26 s. 8 ; — 36 et 37, Vict. c. 50.

3. 17, Car. II, c. 3 ; — 29, Car. II, c. 8 ; — 3, Geo. IV, c. 72, ss. 13 et 14 ; 1 et 2, Will. IV, c. 45 ; — 13 et 14, Vict. c. 94, s. 23. — Voir également 22, Car. II, c. 6, s. 4 et 10 rapportés quant à ces dispositions par 19, Geo. III, c. 45, s. 1 ; — et 26, Geo. III, c. 87, s. 10.

tions charitables qui bénéficient de tels privilèges. On les trouvera pour chacune d'elles dans l'act qui les crée.

Mais à côté de ces mesures spéciales il y a eu des dispositions générales.

Ainsi la section 1 de 39 Éliz. c. 5 en faveur des hôpitaux (1) ; le *Charitable Trusts Act* de 1853, 16 et 17 (Vict. c. 37, S. 27) autorisant les *trustees* à faire les achats nécessaires d'emplacements et de constructions conformément aux dispositions du *Land Clauses Consolidation Act* ; le *Charitable Trusts Act* de 1856 (18 et 19. Vict. c. 124, S. 41) décidant que « les *incorporated trustees* des *charities* sont autorisés à acheter et à posséder des terres en vue de l'objet autorisé dans l'act, sans licence de mainmorte. »

Et enfin si une corporation charitable se fait enregistrer sous les *Companies Acts* de 1862-1907, elle a le droit de posséder jusqu'à deux acres de terre sans

1. « Il est donné le droit aux personnes saisies d'un *estate* en fief simple de bâtir, de fonder et d'établir des hôpitaux, des maisons de Dieu, des maisons de retraite ou des maisons de correction, comme elles le voudront aussi bien pour recueillir, nourrir et secourir les pauvres estropiés, les nécessiteux ou les impotents que pour fournir de l'ouvrage aux pauvres. Elles auront le droit de nommer et de remplacer la direction et le personnel, et d'avoir le nombre de pauvres qui leur semblera convenable à elles, leurs héritiers ou les personnes qu'elles auront désignées ; et les hôpitaux ou maisons ainsi fondés sont incorporés en vertu de cet act.



licence du *Board of Trade* (2 S. et 26, Vict. c. 89, ss. 18-21) (1).

III. — Acts particuliers. — Nous arrivons maintenant aux diverses associations qui sont parfois groupées par les auteurs sous le nom de *Cooperative associations*. Ce sont les *Friendly Societies* (Mutualités), les *Building and allied Societies* (Sociétés d'habitations et assimilées), les *Industrial and Provident Societies* (Sociétés coopératives).

1° *Friendly Societies*. — Les *Friendly Societies* enregistrées sous les *Friendly Acts* ont le droit de posséder des terres au nom des *trustees* de la société. D'après l'act de 1875 une *Friendly Society* ou une branche de *Friendly Society* ne pouvait posséder des

1. Les corporations municipales ont aussi été autorisées à acquérir des terres dans certains cas, en dépit des *Mortmain Acts*.

L'Act 1. Vict. c. 78, s. 40 autorise l'acquisition de terres n'excédant pas au total 5 acres dans, ou au dehors des limites du bourg, pour la construction des édifices municipaux (*Town Hall Council House, etc.*).

La section 18 de l'act 18 et 19, Vict. c. 70 autorise l'achat, l'échange et la vente des terres en vue de l'installation de Bibliothèques publiques, de Museums, etc.

De très larges pouvoirs sont donnés par le *Municipal Corporations Act* de 1860, 23 et 24, Vict. c. 16, s. 8, qui permettent au Conseil d'une cité ou d'un bourg dont la corporation n'a pas le pouvoir d'acheter ou d'acquérir des terres ou des héritages, ou d'en posséder en mainmorte, de faire ces acquisitions en vue d'intérêts publics, avec le consentement de la Trésorerie.

Enfin des dispositions permettant l'achat de terres dans des limites et des conditions qu'il spécifie, sont contenues dans le *Municipal Corporations Act*, 1882.

terres dans le comté où elle avait son siège. Depuis l'*Amendment act* de 1887 cette limitation a disparu et les *Friendly Societies* peuvent posséder des terres et faire toutes opérations qui peuvent leur convenir, relatives à des immeubles.

Les *Building Societies* ne peuvent posséder de terres que dans la mesure où cela est nécessaire à leur objet et, dans les cas où des terres leur reviendraient d'une manière quelconque, elles seraient obligées de les vendre. C'est donc seulement l'immeuble nécessaire à son entreprise que la société pourra posséder et elle aura le droit de faire toutes opérations à l'égard de cet immeuble telles que vente ou échange. Mais il existe pour ces sociétés un moyen de se soustraire à cette réglementation.

Elles peuvent en effet se faire enregistrer comme *Industrial and Provident Societies* (Sociétés coopératives au sens étroit) pour lesquelles il n'existe pas de semblable restriction, et en fait les sociétés coopératives anglaises possèdent des immeubles très importants.

Au contraire le droit des *Trade-Unions* aux biens réels est limité par l'act de 1871 (34 et 35, Vict. c. 31, s. 7). Elles n'ont pas le droit de posséder plus d'un acre de terre, soit de l'acheter ou de le prendre à bail, et d'accomplir d'opérations relatives aux biens immobiliers.

La section 7 ajoute que pour l'application de cette

disposition chaque branche d'une Union sera regardée comme une Union distincte.

Les *Companies* enregistrées sous l'act de 1862 peuvent posséder des terres (25 et 26, Vict. c. 89, s. 18 *in fine*) mais seules les sociétés commerciales bénéficient de cette disposition.

Les *Companies* enregistrées sous le même act mais ne poursuivant pas un but lucratif ne peuvent à moins d'une licence du *Board of Trade* posséder plus de deux acres de terres, mais le *Board of Trade* peut les autoriser à en acquérir dans la mesure et aux conditions qu'il juge convenables (s. 21).

A côté de ces dispositions il faudrait encore citer un certain nombre d'acts spéciaux autorisant des corporations déterminées à posséder des biens de mainmorte, mais comme ces dispositions intéressent plutôt les fondations il suffit de signaler leur existence.

A côté des statuts nous avons à signaler le rôle joué ici par la doctrine des *Ultra Vires* dont le principe est de n'autoriser les corporations à posséder des immeubles que dans la mesure où cette possession répond à l'objet de la corporation (1).

De cet examen rapide il nous paraît ressortir que

1. A ce point de vue les corporations se classent en deux catégories : celles dont l'act d'incorporation n'indique aucun but particulier, celles dont l'act d'incorporation, act spécial ou général précise le but ; c'est à ces dernières seulement que la doctrine des *Ultra Vires* peut trouver à s'appliquer.

les lois de mainmorte, quoique figurant encore dans la législation moderne n'ont plus beaucoup d'application pratique. Elles n'ont pas pour résultat d'empêcher un grand nombre d'associations de posséder des immeubles.

Ce sont des lois de façade, elles offrent elles-mêmes des moyens d'échapper à leurs prohibitions. Mais l'esprit qui les a inspirées a animé d'autres lois, modernes celles-là, et dont la portée est plus positive que celle des *Mortmain Acts*. Nous avons passé en revue ces règles que l'on rencontre dans tous les acts concernant des associations particulières. Le motif de leur présence est toujours le même, le danger, ou plutôt l'inconvénient économique des biens de mainmorte. La crainte est-elle fondée? les mesures édictées gênent-elles même ceux à l'égard de qui elles sont prises, entravent-elles le développement des associations? En aucune manière. Et l'on pourrait voir dans ce fait une preuve de leur inutilité. Mais leur présence montre nettement la défiance de l'État à l'égard de la puissance des associations. Elle se manifeste aujourd'hui par des mesures sans doute surannées, mais elle est toujours vivante.

### CHAPITRE III

#### La Liberté d'Association Politique

Quand on parle de la liberté des institutions de l'Angleterre on pense essentiellement à la liberté politique. Dans ce domaine, la liberté d'association apparaît comme liée à un groupe d'autres, liberté de la parole, de la presse, de réunion, de pétition, qui toutes sont des expressions de l'opinion, donc des formes de la liberté d'opinion.

Cependant, en Angleterre pas plus que dans les autres États, la liberté d'opinion ne remonte très loin dans l'histoire. Il serait impossible qu'il en fut autrement. Il suffit de se rappeler les paroles d'Erskine : « que les autres libertés existent sous la sanction « des gouvernements, mais que la liberté d'opinion « tient les gouvernements eux-mêmes dans une juste « sujétion à leurs devoirs » (Discours d'Erskine pour Paine) pour le comprendre.

« Aussi la liberté d'opinion a-t-elle été dans les États, libres d'ailleurs, le dernier privilège politique que le peuple ait acquis (1). »

1. Erskine May. *Histoire constitutionnelle de l'Angleterre*, traduction Cornélis de Witt, 1865-66, II, p. 111.

« Il est difficile de préciser à quelle époque le système d'associations volontaires complètement organisées, poursuivant des fins politiques déterminées, a commencé à marquer dans la vie politique anglaise », écrit le juge Stephen, « mais il est certain que leur importance fut considérablement augmentée pour ne dire que cela, lorsque ces associations commencèrent à être formées dans le but de procurer des changements dans la constitution du Parlement, et des autres institutions du pays, par des moyens constitutionnels (1). »

Et cet auteur fait très justement ressortir qu'il eut été longtemps impossible de constituer de telles associations :

« Dans les temps anciens, les grandes questions qui agitaient le pays auraient difficilement pu faire l'objet d'associations. Une association volontaire de caractère religieux sous les Tudors ou les Stuarts aurait rendu ses membres passibles de peines sévères en vertu des *Acts of Uniformity*; une association se proposant de détrôner Jacques II, ou de ramener Jacques III au trône, aurait été coupable de haute trahison » (2).

Les autres moyens d'expression de l'opinion n'étaient pas plus libres. D'abord exercée par l'Église, la censure de la presse devint une partie de la préro-

1. Stephen, *op. cit.*, II, 377.

2. *Id. ibid.*



gative royale et ne disparut qu'en 1695 (1). Ce n'est donc qu'à ce moment que — du moins théoriquement — la liberté de la presse put exister. Au cours de tout le XVIII<sup>e</sup> siècle elle fut d'ailleurs continuellement entravée et des condamnations très rigoureuses prononcées pour délits de presse ; et ce n'est qu'en 1792 que fut adopté le bill sur le libelle qui protégeait les pamphlétaires contre l'arbitraire des juges. A cette époque, des associations politiques existent déjà (2). Certaines d'entre elles étaient sorties des réunions tumultueuses dans lesquelles se manifestait le mécontentement populaire. En effet, ces réunions ne se produisirent pas spontanément dans toutes les localités. Elles étaient encouragées par une correspondance active, par des associations et des mouvements concertés dans toute l'Angleterre (3). Très rapidement « l'association en vue d'un but politique et les nombreuses réunions d'hommes devinrent, à partir de cette époque, l'instrument d'agitation le plus efficace (4). » Quelle fut l'attitude du gouvernement à leur égard ? Elle fut très restrictive.

Les mesures de répression contre les associations

1. Macaulay. *Histoire*, III, 656, IV, 540.

2. Erskine May, *op. cit.*, t. II, p. 138.

3. *Id. ibid.*, p. 142, cf. t. I<sup>er</sup>, p. 518, et *Ann. Reg.* 1780, p. 35 ; *Parlm. Hist.*, XX, 1378 ; Wyvills, *Political Papers*, I, 1, S. Wrexall's, *Memories* III, 292. *Rockingham's Memories*, II, 391, 403 ; Lord John Russell's, *Life of Fox*, 1.222.

4. *Id. ibid.*, p. 14

que nous trouverons en 1799-1800 furent l'aboutissement d'une série de moyens indirects par lesquels on cherche d'abord à neutraliser leur action. Et ce n'est pas seulement les actes de conspiration, de trahison qui furent réprimés avec sévérité. Même après l'act sur le libelle de 1792, la presse fut en butte à des attaques violentes et les procès se terminèrent souvent par des peines sévères : C'est que les temps étaient troublés, les efforts de la démocratie avaient effrayé le pays. Secondés au début par les whigs, les démocrates furent bientôt abandonnés par eux. La Révolution française, suivie en Angleterre avec un intérêt passionné, y avait ses répercussions profondes. Son principe avait paru aux tories présenter de graves dangers, tandis qu'il enthousiasmait les démocrates et était vu avec sympathie par les whigs (1). Les événements qui la marquèrent inspirèrent des craintes aux whigs.

Si le grand Pitt put être le ministre « le plus absolu depuis que l'Angleterre était un État constitutionnel » c'est qu'on croyait les lois et les institutions du royaume en danger et les juriscôultes s'avancèrent à l'envi pour maintenir le ferme champion de l'ordre. » (2) Or depuis longtemps les associations

1. Erskine May, *op. cit.*, II, p. 33. « A son début la Révolution fut accueillie par les démocrates avec enthousiasme, par les whigs avec une sympathie pleine d'espoir, par le roi et par les tories avec une indignation pleine d'alarme. »

2. *Id. ibid.*, p. 39.

politiques étaient les organes les plus influents sur l'opinion publique, et l'on comprend dans une certaine mesure que Pitt, qui les avait encouragées, qui avait même fait partie de la *Société pour le développement des connaissances constitutionnelles*, prit ombrage de leur attitude nouvelle. Plusieurs sociétés parfois formées pour des objets tout différents, manifestaient ouvertement leur sympathie pour la Révolution française. Certaines votaient des adresses à la Convention, correspondaient avec les Clubs politiques et les hommes publics de Paris (1). Parmi les plus notoires de ces sociétés on comptait la Société de la Révolution, la Société pour le développement des connaissances constitutionnelles et la Société de correspondance de Londres (2).

Jusqu'en 1795 ces sociétés agissaient au grand jour. « Elles avaient recherché la publicité, fait étalage du chiffre de leurs adhérents et s'étaient fait gloire de leurs appels au peuple. » (3) Mais le 3 décembre 1795 on adopta un bill sur les réunions séditieuses à l'occasion duquel Fox avait laissé éclater son indignation avec une fougueuse éloquence. Le résultat du nouvel act fut de modifier profondément l'organisation des associations politiques, elles renoncèrent

1. V. *Ann. Reg.*, 1792, II, 128, 170-344.

2. La Société de la Révolution existait depuis longtemps, et son titre venait, non de la Révolution française, mais de la Révolution anglaise de 1688.

3. *Erschine May, op. cit.*, II, p. 201.

aux discours, aux adresses imprimées et aux réunions et devinrent des sociétés secrètes. Mais elles n'en conservaient pas moins leur activité et continuaient à dénoncer M. Pitt et ses collègues comme des tyrans, des ennemis de la race humaine. « Les sociétés secrètes et les agents secrets se multiplièrent dans toute l'Angleterre, ils entretenirent une correspondance active, s'unirent entre eux par des serments ; des écrits incendiaires furent clandestinement imprimés et mis en circulation, des placards séditeux furent secrètement affichés sur les murailles. L'association dégénéra en conspiration (1). »

Les sociétés continuaient à correspondre avec la France, il était question dans leurs pourparlers d'une invasion française ! En 1797 on découvrit des tentatives en vue de fomenter des troubles dans la flotte et un act spécial fut édicté pour prévenir toute sédition (37, Geo. III, c. 70).

Enfin en 1799 à la suite de la rébellion d'Irlande Pitt présenta un bill pour interdire ces sociétés. Le bill fut voté par le Parlement (39, Geo. III, c. 79). La même année, le fait mérite d'être relevé, où les associations ouvrières étaient interdites (2).

Le préambule de l'act s'exprimait ainsi :

« Attendu qu'une conspiration de trahison est fo-

1. Erskine May, *op. cit.*, II, p. 201.

2. V. ch. I<sup>er</sup>, sect. 3.

« mentée depuis longtemps d'accord, avec les per-  
« sonnes qui de temps en temps exercent les pouvoirs  
« du gouvernement en France pour renverser les lois,  
« la constitution, et le gouvernement et tout établis-  
« sement civil et ecclésiastique existant, de Grande-  
« Bretagne et d'Irlande, et pour dissoudre l'union en-  
« tre ces deux royaumes, si nécessaire à la sécurité et  
« à la prospérité de chacun d'eux ; et attendu qu'en  
« vue dudit dessein et pour le mettre à exécution, di-  
« verses sociétés ont été dans ces dernières années  
« organisées dans le royaume et dans le royaume d'Ir-  
« lande (Sociétés qui sont) d'une nature nouvelle et  
« dangereuse, incompatibles avec la tranquillité publi-  
« que et avec l'existence du gouvernement régulier ;  
« particulièrement certaines sociétés qui se donnent  
« elles-mêmes le nom de : Anglais Unis, Écossais Unis,  
« Bretons Unis, Irlandais Unis, et la société de corres-  
« pondance de Londres, et attendu que les membres  
« de beaucoup de ces sociétés ont prêté des serments,  
« pris des engagements de fidélité et de secret et ont  
« usé des signes secrets et nommé des comités, des  
« secrétaires et d'autres fonctionnaires secrètement, et  
« que beaucoup de ces sociétés sont composées de  
« nombreuses sections, groupes ou parties, qui com-  
« muniquent entre eux par des secrétaires, des délé-  
« gués ou autrement et qui par ces moyens exercent  
« une influence sur des masses nombreuses et condui-  
« sent beaucoup de personnes ignorantes et impré-

« voyantes à commettre des actes hautement criminels, et attendu qu'il est urgent et nécessaire que les dites sociétés et toutes les sociétés de même nature soient entièrement supprimées et interdites..... »

L'Act décidait dans sa section II que les sociétés dont les membres ont prêté un serment déclaré séditieux par l'Act de 1797, ou un serment non autorisé par la loi (1), les sociétés secrètes, les sociétés ayant des branches ou des divisions, seraient convaincues d'être des coalitions et confédérations et que les membres qui feraient partie de ces sociétés se rendraient coupables de coalitions et confédérations illégales (2).

Ce n'était pas la première fois que les sociétés de correspondance étaient considérées comme illégales. Déjà en 1779-1780 elles avaient été condamnées par le Parlement comme portant atteinte aux droits de la législature. Nul autre député ne pouvait être reconnu que le député du comté déclaré élu par le sheriff (3).

Mais alors l'illégalité n'avait eu pour résultat que le refus par la Chambre des Communes d'examiner la pétition de 32 délégués qui, en signant, ne s'étaient donné que la qualité de *freeholders*, tandis que l'act de

1. Il s'agit ici de la *Common law*.

2. V. le texte de l'Act annexe I.

3. V. Erskine May, *op. cit.*, II, p. 148. Cfr. *Parliam. History*, XXI, 844. XXII, 95 et 138.



1799 prévoyait des peines de transportation (7 ans) et de prison (2 ans) (sect. VIII).

\*  
\* \*

On a l'habitude d'écrire que l'act de 1799 est, comme tant d'autres acts anglais, resté lettre morte. Les auteurs (1) font observer que presque tout le monde aujourd'hui en ignore l'existence (2). Ce dernier point est exact, mais si l'on n'a pas utilisé les dispositions de l'act de 1799 contre toutes les sociétés qui dans la forme contrevenaient aux règles concernant les *branches* et la correspondance entre les sociétés, le gouvernement, aux moments de troubles, s'est toujours souvenu de l'arme qu'il avait entre les

1. Par ex. Gore Browne, article cité, *in fine*.

2. Parfois même on a écrit qu'il avait été, ainsi que l'act de 1817, abrogé en 1846. Bry, *Histoire industrielle de l'Angleterre*, p. 552. (M. Bry caractérise d'ailleurs inexactement la loi de 1817 en disant « qu'elle prohibe les réunions de plus de 50 personnes ». Il y a, à la vérité, en 1846, un act relatif aux associations. 9 et 10, Vict. c. 38, 17 juillet 1846. Cet act, nous le verrons, modifie la procédure à suivre pour entamer les poursuites et abroge les sec. 15 à 33 de l'act de 1799 et les sec. 34 et 39 en tant qu'elles se réfèrent aux premières, mais les dispositions de fond de l'act ne sont pas touchées. M. Bry continue en disant qu'il ne suffisait pas d'abolir l'interdiction de s'associer mais aussi qu'il fallait reconnaître la personnalité des associations, et affirme que ce fut fait par les lois intéressant les *Trade-Unions* en 1871 et 1876. Tout d'abord, on le verra dans la deuxième partie de cette étude, il est au moins douteux que ces lois aient donné la personnalité aux unions. Puis à lire M. Bry, il semblerait que l'act de 1799 intéresse les *Trade-Unions* ! Il y eut bien un act en 1799 qui fut relatif aux unions, mais ce n'est pas celui-là.

main, et même la jugeant insuffisante l'a parfois fait renforcer comme par exemple en 1817.

En 1817, à la suite des émeutes de 1815 (provoquées par le bill des grains) et de 1816, qui se produisirent surtout dans les milieux ouvriers, à Nottingham, Manchester, Birmingham, Merthyr — Tydvil et del'attentat contre le régent (28 janv. 1817), on s'effraya de nouveau. Des documents établissaient, paraît-il, la preuve d'actes séditeux. Ils furent renvoyés à des comités secrets qui déclarèrent que des associations séditeuses existaient en divers endroits du royaume. Des menées criminelles étaient poursuivies, des publications diffamatoires circulaient, l'armée devait être circonvenue, les prisons forcées, la banque d'Angleterre et la Tour prises d'assaut, « les clubs de Hampden préparaient une révolution, les Spenceens se préparaient à pourchasser les propriétaires du sol et les « rapaces capitalistes » (1).

Comme mesure de répression on proposa d'étendre les act de 1795 et 1799 à toutes les associations de clubs politiques, *affiliés* ou non, de supprimer les *spencean clubs*, de soumettre les *debating societies* à une autorisation préalable et de suspendre l'*habeas corpus* (2).

1. 216. Cfr. Reports of Secret Committees Lords and Commons Hans. Deb., 1<sup>st</sup> ser. XXXV, LIII, 428.

2. Discours de lord Sidmouth à la Chambre des Lords et de lord Castlereagh aux Communes. Hans. Deb., 1<sup>st</sup> ser. XXXV, 551, 590. Lord's Sidmouth's Life, III, 172 ; Act. 57, Geo. III, c. 3, 6, 7, 19.

Ces mesures rencontrèrent une plus vive opposition que celle de 1799. Certaines d'entre elles étaient d'ailleurs temporaires.

L'act qui fut voté supprimait nominativement les sociétés qui avaient motivé la présentation du bill, les *Clubs Spencéens*.

« Qu'il soit décidé qu'à partir et après la promulgation de cet act, toutes les sociétés ou les clubs se désignant eux-mêmes comme Spencéens ou Philanthropes Spencéens et toutes les autres sociétés ou tous les clubs, quel que soit le nom ou la désignation qu'ils portent, ou par lesquels ils sont connus, qui soutiennent ou professent, ou qui soutiendraient ou professeraient les mêmes principes et les mêmes doctrines seront, et sont par cet act complètement supprimés et interdits, comme étant des coalitions illégales, et des confédérations contre le gouvernement de notre souverain lord le Roi et contre la paix et la sécurité des sujets de Sa Majesté. »

En dehors de cette prohibition l'act vise essentiellement les sociétés dont les membres sont liés par les serments déclarés illégaux par l'act de 1797. Mais il ne s'occupe plus des sociétés simplement secrètes visées par l'act de 1799 dont les dispositions à cet égard sont toujours en vigueur. Comme l'act de 1799 il excepte expressément les francs-maçons auxquels il ajoute les quakers (section XXVI). Une différence existe entre ces deux catégories de sociétés. En vertu de la section 6 de l'act de 1799 : « deux membres doivent certifier sous serment que leur société est

bien une loge franc-maçonique et un certificat doit être déposé dans les deux mois à la justice de paix contenant le nom de la société, les noms des membres, les lieux de réunions, indications qui doivent être renouvelées annuellement. »

Au contraire les quakers ne sont pas astreints à ces formalités.

\*  
\* \*

Quelques années plus tard l'Angleterre allait avoir à lutter contre « une organisation politique plus formidable qu'aucune de celles qui avaient jusque-là réclamé la vigilance du gouvernement » (1) : l'Association catholique Irlandaise. La situation était d'autant plus difficile qu'en face de l'Association catholique il y avait les loges orangistes, et que c'étaient même celles-là qui avaient commencé à faire de l'agitation (2). En 1822 sur une motion d'Abvercromby un bill fut voté (3) pour interdire les serments illégaux en Irlande, qui avait été nécessité par les manœuvres orangistes à un moment où, si les catholiques avaient, il est vrai, riposté, l'action proprement dite de l'Association catholique n'était pas commencée (4).

1. Erskine May, *op. cit.*, II, 242.

2. Spencer Walpole, t. II, p. 236, s.

3. 4. Geo IV, c. 77. Hansard, vol. VIII, p. 443.

4. Sur les origines de l'Association voir Wyse... qui la fait remonter à 1760 à O'Connor, *History of the Irish Catholics*, I, 262. Les catholiques en 1822 formaient bien des associations qui s'opposaient

Ce qui caractérise l'Association catholique c'est son but : l'émancipation catholique. C'est pour obtenir cette émancipation que de 1823 à 1829 elle poursuivra opiniâtrement son œuvre et sera en butte aux mesures de répression du gouvernement anglais.

Très vite on se rendit compte du danger que l'ASSOCIATION allait présenter. On cherchait bien dans l'arsenal des lois si quelque une ne lui serait pas applicable. On songea au *Convention Act* de 1793 qui interdisait toutes les assemblées « constituées et désignées afin de représenter, ou s'étant chargé, ou exerçant en fait le droit ou l'autorité de représenter le peuple de ce royaume. » Mais comme les organisateurs avaient eu le soin d'éviter toute espèce d'élection ou de désignation, les meilleurs jurisconsultes hésitaient à lui appliquer l'act de 1793 (1).

Pendant ce temps, et malgré le soin pris par les chefs du mouvement d'affirmer qu'ils n'étaient pas délégués, l'ASSOCIATION exerçait en fait tous les pouvoirs d'un Parlement. Elle avait ses sessions, ses comités ; elle recevait des pétitions, elle fit même procéder au recensement de la population.

L'inquiétude du gouvernement s'augmente.

aux loges orangistes, c'était ce que l'on appelait les *Ribbon societies* V. Hansard *New series*, vol. XI, p. 446,662.

1. Voir leurs opinions dans les *Peel's Memoirs*, vol. I, p. 247,255. Cfr. Froude, *English in Ireland* et sir H. Parnell, in Hansard, vol. XII, p. 220. Spencer Walpole t. II, p. 236 à 240.

Les bills de pétitions pour la suppression de l'association sont présentés. Mais ce n'est qu'en 1825 qu'un bill est voté contre l'Association catholique (1).

Le 10 février 1825, jour de l'ouverture du Parlement, le roi parla dans le discours d'ouverture de ces « associations existant en Irlande, qui ont adopté des mesures inconciliables avec l'esprit de la constitution et qui visent en excitant l'alarme et en exaspérant les animosités, à mettre en danger la paix et à retarder le cours du progrès national. »

Un bill fut aussitôt présenté qui interdisait aux sociétés de siéger en permanence, défendait de nommer les comités pour plus de quinze jours, de lever des sommes d'argent pour le redressement de griefs, d'établir des affiliations et des correspondances entre les sociétés, d'exclure des citoyens sous prétexte de religion et d'exiger un serment. Le bill passa et devint l'act 6, Geo. III, c. 4. Sa durée était fixée à trois ans.

1. L'imprudence de langage de O'Connell avait servi le gouvernement qui ne cherchait qu'un prétexte pour interdire l'Association, le 16 décembre 1824 il avait dit dans un discours : « Si le Parlement ne donne pas satisfaction aux revendications catholiques, j'espère que quelque Bolivar surgira pour venger leurs droits. » (Colchester, vol. III, p. 354. *Wellington's Despatches* ; vol. II, p. 384 ) Mais Walpole nous apprend que le roi hésitait à poursuivre dans ces circonstances, « trouvant incohérent de reconnaître l'œuvre de Bolivar sur une hémisphère et en même temps de poursuivre O'Connell pour l'avoir offert en exemple, dans l'autre » *op. cit.*, p. 248.



Pour éviter le scandale de l'interdiction d'une société qui était restée dans les bornes de la légalité on comprit quelques autres associations dans la prohibition édictée.

L'Association Catholique dut officiellement se dissoudre, mais elle se reconstitua immédiatement sous une autre forme. La nouvelle société était créée dans un but charitable et d'éducation. Il y avait des meetings chaque semaine, mais ils n'avaient plus — au moins ostensiblement — aucun rapport avec l'ASSOCIATION.

Toutefois si l'ASSOCIATION évita sur certains points de donner prise à la loi, sur d'autres elle la bravait ouvertement. C'est ainsi qu'elle avait des comités permanents et recueillait des cotisations dans toutes les paroisses.

Cela dura jusqu'à la fin de l'année 1828. L'act expirait à ce moment. Le Parlement n'avait pas proposé de le renouveler.

L'ASSOCIATION reprit immédiatement sa forme antérieure. Les meetings devinrent de plus en plus menaçants.

La situation se compliquait aussi parce que les Orangistes reentraient en scène, et se livrèrent à des démonstrations hostiles. Les meetings furent interdits (1). Mais l'agitation n'en restait pas moins dan-

1. Sir Robert Peel's, *Memoir's*, I, 207-231.

gereuse ; le mouvement à cette époque avait même pris une telle importance que Peel finit par reconnaître que le règlement de la question catholique était enfin devenu une nécessité politique. Malgré les difficultés spéciales d'une telle entreprise, pour le ministère et pour le roi, puisqu'ils s'étaient en toute occasion déclarés décidés à ne pas consentir à l'émancipation des catholiques, et que tous ceux qui y eussent été favorables avaient été éloignés du pouvoir, on dut se résigner et le gouvernement proposa conjointement un bill de redressement, la révision des lois électorales en Irlande et la suppression de l'Association catholique qui fut proposée en premier. « Bill pour la suppression des associations ou assemblées dangereuses en Irlande. »

Liée aux autres mesures elle ne rencontra que peu d'opposition, et on peut dire qu'elle était inutile, car l'ASSOCIATION fut dissoute avant que le bill eut force de loi ; il présentait seulement une opportunité politique en donnant satisfaction aux adversaires de l'émancipation qui étaient la majorité du peuple anglais, et l'on sait au milieu de quelles difficultés le gouvernement parvint, ayant à lutter contre la nation, et parfois contre le roi lui-même, à édicter les mesures d'émancipation.

L'émancipation eut ce résultat curieux de rendre dangereuses ou du moins suspectes au gouvernement, les loges Orangistes qui jusque-là avaient été

ses alliées dans la lutte contre les catholiques. Créées dès 1795, elles se propagèrent jusqu'en Angleterre. A Londres, le duc de Cumberland en devint le grand-maître. En 1829, « des commissions et mandements furent délivrés et revêtus du grand sceau de l'ordre ; des dignitaires furent institués en style de chancellerie royale avec la qualification « d'aimés et de féaux », des souscriptions considérables furent recueillies et dans toutes les parties de l'empire il se fonda des loges qui envoyèrent des délégués à la grande loge

. . . . .  
 . . . . .

les membres étaient reçus avec une cérémonie religieuse et instruits de certains mots d'ordre et de certains signes secrets (1). »

L'organisation subsistant, « son but détournait son activité vers d'autres objets et l'on prêta aux Orangistes les projets les plus séditionnaires. Leur nombre 220.000 en Irlande et 140.000 en Grande-Bretagne était inquiétant. Il fut prouvé au Parlement que cette activité « provoquait des animosités, qu'elle entravait l'administration et qu'elle mettait en danger la discipline militaire (2). »

Deux adresses en 1835 et 1836 (23 fév.) furent votées, demandant au roi des mesures contre les socié-

1. Erskine May, *op. cit.*, II, p. 274. Cfr. Commons' Report, 1835 p. VI-X.

2 *Id. ibid.* .

tés Orangistes ; et en général contre toutes les sociétés politiques qui excluaient les personnes de religion différente, employaient des signes et des symboles secrets et agissaient au moyen de branches affiliées(1). Le roi déclara qu'il avait pris des mesures pour la suppression des loges Orangistes en Irlande et qu'il en prendrait pour l'Angleterre.

Mais une autre agitation beaucoup plus grave occupait l'Angleterre à cette époque (2).

Le mouvement en faveur de la réforme parlementaire en 1831 et 1832 dépassa toutes les démonstrations antérieures des associations politiques par l'étendue de l'organisation, le nombre des associés et leur conviction. Restée longtemps dans les limites d'une action légale, elle en sortit après le rejet, par la Chambre des Lords, du deuxième bill de réforme.

Elle en sortit de deux façons. D'abord des émeutes populaires éclatèrent sur divers points de l'Angleterre, à Derby, à Newcastle, à Bristol. Puis parce qu'on décida de relier des unions provinciales, jusque-là séparées, à une Union nationale formée à Londres.

Le 22 novembre 1831 on publia une proclamation pour la répression des Unions politiques(3). Cette proclamation représentait que de semblables associa-

1. Hansard, *Déb.*, 2<sup>rd</sup> ser. XXXI, 779, 870.

2. E. May, *op. cit.*, II, p. 257.

3. *Id. ibid.*, 263.

tions « composées d'organisations séparées, avec des divisions et des subdivisions, soumises à des chefs hiérarchiquement organisés et se distinguant par des insignes déterminés, soumises au contrôle et à la direction générale du conseil supérieur étaient « inconstitutionnelles et illégales. » (1)

Le discours du trône réitéra la désapprobation des associations le 6 décembre et affirma l'intention du gouvernement de réprimer tout acte illégal (2).

Ces mesures n'arrêtèrent pas l'agitation qui devint même de plus en plus violente, et ne s'arrêta que devant la soumission de la Chambre des Lords à la pression populaire.

Depuis cette époque les associations politiques n'ont plus menacé le gouvernement et n'ont plus par suite été l'objet des mesures de rigueur.

Ce n'est pas que l'Angleterre ait vécu dans le calme et n'ait plus connu de difficultés provenant d'une opposition organisée et résolue à obtenir satisfaction en dépit du gouvernement établi.

Seulement il ne s'agissait plus d'associations politiques, mais d'organisations ouvrières, agissant par des moyens spéciaux dont nous avons étudié la répression dans un chapitre précédent ; parfois, comme à

1. V. *Ann. Rég.*, 1831, p. 297. Twiss, *Life of Lord Eldon*, III, 163  
Erskine May, *op cit.*, II, p. 263.

2. Hansard, *Deb.* 2<sup>rd</sup>. ser. IX, 5.

l'époque du Chartisme, la révolte fomenta des émeutes, mais ici c'est le droit commun qui s'appliquait et on ne peut dire que la liberté d'association fut en jeu.

L'Irlande enfin s'agita de nouveau et en 1880 des mesures de répression furent prises, Parnell condamné en vertu du *Coercion Act*, mais, depuis longtemps l'arsenal des vieilles lois de 1799, 1817 repose, oublié et inutile.



## CHAPITRE IV

### Liberté et Réglementation

#### TUTELLE ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT SUR LES ASSOCIATIONS

Aucun jurisconsulte, même aucun homme ayant pris le temps de la réflexion, ne supposera qu'il existe un pays où les associations puissent se former et se développer librement et sans contrôle. Mais il y a des degrés dans la liberté, ou si l'on préfère dans la réglementation, il importe donc de préciser de quel degré de liberté les associations jouissent en Angleterre, et dans quelle mesure elles sont soumises à la tutelle et au contrôle de l'Etat.

A moins de viser à une forme particulière telle que celle des *Companies* incorporées par charte royale, ou des *Companies* incorporées par act du Parlement, une association, quelle qu'elle soit, et pourvu que son objet ne soit pas contraire aux lois du royaume, peut toujours se constituer sans autorisation. Seulement pour certaines d'entre elles des formalités, et essentiellement des formalités *de*

*publicité* sont imposées (1), par exemple les *Companies* incorporées aux termes des *Companies acts* de 1862-1907, pour d'autres, la publicité est prévue et il y est attaché certains avantages, telles sont les *Friendly Societies*, et toutes les associations relevant du *Chief Registrar* des *Friendly Societies*, mais les associations ne sont pas obligées de s'y soumettre. Enfin il y a des associations pour lesquelles aucune publicité n'est prévue, telles que certaines *voluntary associations*, qui ne rentrent pas dans l'énumération prévue par la section 23 de l'act de 1867.

Les formalités de publicité ne se bornent pas à l'envoi des statuts, mais elles suivent la vie de l'association ; à des intervalles déterminés l'administration chargée du service doit être mise au courant de certains faits précisés par les acts.

Les formalités de publicité sont les plus générales ; ce ne sont pas les seules mesures de contrôle et de garantie à l'égard des sociétés ; certaines de ces mesures touchent au fond même des statuts des sociétés, certaines conditions leur sont imposées. Mais l'existence de telles règles est évidente, et ce que nous voulons nous attacher à faire ressortir, c'est jusqu'où vont ces mesures de manière à nous rendre compte de ce qui reste de liberté à ces associations,

. C'est le système que les Allemands appellent le système des *Normativbestimmungen*.

et aussi, que toute cette législation réglementariste poursuit un développement régulier.

Le point de départ, on en a eu des preuves dans l'étude de la liberté des associations d'ordre économique, politique et religieux, est un système de liberté et de prohibition : liberté absolue ou presque pour toutes les associations qui n'ont pas paru nuisibles à la sécurité de l'État, interdiction des associations poursuivant un but qui paraît de nature à mettre en péril cette sécurité.

Le point d'arrivée est un régime qui ne comporte en principe pas d'interdictions, mais dans lequel les associations sont très généralement soumises à une réglementation qui tend à devenir de plus en plus étendue et de plus en plus minutieuse. C'est ce que nous allons nous efforcer de mettre en lumière maintenant que nous avons parcouru dans leur ensemble les mesures de prohibitions absolues.

Dans ce but nous allons résumer rapidement les mesures qui s'appliquent aux diverses catégories d'associations prévues par les lois anglaises.

COMPANIES (ACTS DE 1862-1907). — Les sociétés qui sont soumises à ces acts, et qui sont essentiellement les sociétés commerciales, apparurent en Angleterre au cours du xvii<sup>e</sup> siècle, on les appelait alors *unincorporated companies*. Elles sont nées des besoins de la pratique des affaires. On ne connaissait alors que les *partnerships* et les *Companies* incorporées par act

du Parlement ou par charte royale. La forme des *partnerships* n'était pas adéquate au but cherché. Quant à l'incorporation elle était dans la plupart des cas impossible à obtenir du Parlement ; une charte royale était trop coûteuse. Ce que l'on voulait surtout c'était avoir des actions d'un taux fixe, et librement transmissibles (1).

Loin de les admettre la loi repoussa tout d'abord les associations nouvelles et prétendit les traiter comme des *partnerships* ordinaires qui créent simplement un état de copropriété entre les associés, et cette jurisprudence entrava leur développement. Il continua cependant à se former des sociétés de ce type. Même certains s'en servirent dans une intention de fraude, mais un act de 1719, le *Bubble Act*, vint mettre un terme à ces agissements indéliçats. Malheureusement il était rédigé dans des termes si ambigus que l'on ne savait pas s'il interdisait toute espèce de sociétés dans lesquelles les actions étaient transférables (2).

Le doute subsista jusqu'en 1825, date à laquelle l'act fut rapporté. A partir de ce moment on fut de nouveau sous l'empire de la *Common law*, la jurisprudence admit d'ailleurs la validité des *unincorporated Companies* (3).

1. Cfr. *Palmer Companies law*, p. 5.

2. *R. v. Webb*, 14, East, 406.

3. *Walburn v. Ingilby*, 1, M. et K. 61, decided by lord Brougham ;

On assiste alors à un changement dans le système législatif. Au lieu d'un acte prohibitif comme le *Bubble Act*, un acte de 1844 (7 et 8, Vict. c. 110) entra dans la voie du contrôle et de la surveillance. « Cet acte, en dehors de certaines exceptions, exigeait que les *Companies* qui seraient ultérieurement formées, fussent enregistrées conformément à ses dispositions. » L'acte de 1844 fut rapporté en 1862 (1). Mais l'acte de 1862 le remplaça et prescrivait aussi l'enregistrement.

Depuis la loi de 1862 (2) toutes les *Companies*, associations ou *partnerships* de plus de vingt personnes ne peuvent être formées dans un but lucratif et de commerce, à moins d'être enregistrées d'après les *Companies Acts*, d'être formées en vertu d'un acte du

Garrard v. Hardey, 5, Man. et Gr. 471; Harrison v. Heathorn, 6, Man et Gr. 84, Shephard v. Oxenford 1, K. et J. 491.

1. Sauf pour les *Companies* déjà existantes enregistrées d'après ses prescriptions. Le système d'enregistrement de l'acte de 1844 était beaucoup plus compliqué et plus coûteux que celui de l'acte de 1862.

2. Tout le résumé suivant est établi d'après la *Palmer's Law Company*.

D'après les actes de 1862 à 1900 on peut former une *company* dans les quatre types suivants :

Une *Company* à responsabilité illimitée ;

Une *Company* à responsabilité limitée par actions ;

Une *Company* à responsabilité limitée par garantie, sans que le capital soit divisé en actions ;

Une *Company* à responsabilité par garantie, le capital étant divisé en actions.

Parlement, ou en vertu de lettres patentes. Quand il s'agit du commerce de banque le chiffre de vingt descend à dix (sect. 4). L'enregistrement se fait au bureau du *Chief Registrar of Joint Stock Companies*, où tout le monde pourra consulter les pièces déposées et s'en faire délivrer copie (act 1862, sect. 174 et s.).

Les acts spécifient quels sont les renseignements que doit contenir la déclaration. La société doit tout d'abord fournir un memorandum.

Ce document a une importance capitale. Il doit mentionner entre autres choses : 1° le nom de la *Company* ; 2° le siège social ; 3° l'objet ; 4° la mention de la limitation de la responsabilité ; 5° le montant du capital, le nombre et la valeur des actions dont il est composé. Si la *Company* est *limited by guarantee*, au lieu des mentions 4 et 5, le memorandum doit contenir une déclaration du montant jusqu'auquel chaque membre s'engage. Depuis 1900 une *Company limited by guarantee* ayant un capital divisé en actions doit aussi contenir une clause semblable à la clause 5 (sect. 27).

Le memorandum doit porter au moins sept signatures et l'indication du nombre des actions de chaque signataire : Les signatures doivent être certifiées par un témoin (sect. 8-11).

La *Company* a des statuts, et elle doit les faire enregistrer en même temps que le memorandum. Dans le cas où elle ne joindrait pas ses statuts, ce qui



est licite, on considérera que les règles contenues dans la table A de la première cédula de l'act de 1862 la régissent (1).

Les articles des statuts, quand il y en a, doivent être imprimés (sect. 15) et signés par les signataires du memorandum ; et les signatures certifiées conformément aux règles de l'article 16 de l'act.

Pour que l'on procède à l'enregistrement de la *Company* les documents précédents doivent être apportés au *Registrar of Joint Stock Companies* (sect. 17) accompagnés d'une déclaration d'un *solicitor* de la Haute Cour participant à la formation de la *Company*, ou par une personne désignée dans les statuts comme administrateur ou secrétaire, sauf dans le cas où le public n'est pas invité à souscrire des actions. Il faut également fournir :

a) Le consentement écrit de l'administrateur désigné dans les statuts (act de 1900, sect. 2) ;

b) Son engagement écrit de prendre les actions qui lui reviennent, à moins que cet engagement ne figure sur le memorandum ;

c) Une liste des personnes qui ont accepté d'être administrateurs (s. 2. (2), act de 1900).

1. La *Company* peut, si elle le veut, apporter des modifications ou des suppléments aux règles de la table A, mais elle doit les indiquer, c'est le cas d'un grand nombre de *Companies*.

L'enregistrement est soumis à un droit de timbre proportionnel (1).

Une fois constituée la *Company* n'est pas soustraite au contrôle de l'État.

Palmer dans son traité énumère dix-neuf obligations (ou 18, l'une étant une mesure transitoire) que l'on peut classer de la manière suivante :

I. — La *Company* est tenue à des mesures de publicité vis-à-vis du public et de ses membres et des personnes en rapport avec elle. Ainsi elle doit :

a) Fournir aux membres qui le demandent des exemplaires imprimés de son memorandum, de ses statuts et des dispositions particulières qu'elle a pu prendre (sect. 19 et 54 de l'act de 1862).

b) Se conformer dans la confection d'un prospectus aux règles de la section 10 de l'act de 1900 (sect. 10, act de 1900).

c) Placer son nom au dehors de ses bureaux et de ses établissements et l'inscrire sur tous les papiers d'affaires.

d) Tenir un registre des hypothèques et des charges qui doit être ouvert aux actionnaires et aux créanciers.

e) La *Company* doit tenir une première assemblée

1. (Certificat d'incorporation) :

Je certifie par la présente que la *Company limited* est ce jour incorporée conformément aux termes des *Companies Act* de 1862 à 1900 et que la *Company* est *limited*.

Signature.

*Registrar of Joint Stock Companies.*

dans un délai déterminé, et en vue de laquelle il devra être fourni aux actionnaires des renseignements précisés par la section 12 de l'act de 1900.

Ultérieurement la *Company* doit tenir une assemblée annuelle (sect. 49, act de 1862).

f) Enfin la *Company* doit désigner des *auditors*, commissaires des comptes, qui devront examiner ses livres de la façon prescrite par les sections 21, 22, 23, de l'act de 1900.

II. — La *Company* est tenue à des mesures de publicité vis-à-vis du *Registrar*.

a) La *Company* doit envoyer un compte mensuel des répartitions d'actions au *Registrar* (sect. 7, act de 1900) ;

b) La *Company* doit remplir des contrats et envoyer un compte rendu lorsque les actions sont attribuées autrement que pour un paiement en argent ;

c) La *Company* doit envoyer ses *prospectus* au *Registrar* (sect. 9, act de 1900) ;

d) La *Company* doit envoyer annuellement la liste de ses membres au *Registrar* (sect. 26 et 27, act de 1862 et 19, act de 1900) ;

e) Elle doit également lui envoyer notification des augmentations de capital et des consolidations d'actions, (sect. 28, 29, 34, act de 1862) ;

f) Le bureau de la *Company* doit être enregistré (sect. 39) et tout changement doit être notifié au *Registrar* (sect. 40) ;

g) Elle doit faire enregistrer par le *Registrar* toutes les hypothèques et charges auxquelles s'applique la section 14 de l'act de 1900 ;

h) Elle doit garder à son bureau la liste des administrateurs, en envoyer copie au *Registrar* et lui notifier tous les changements.

III. — La *Company* est soumise au contrôle de la *Cour*, qui a le droit de rectifier la liste de ses membres ;

IV. — La *Company* est tenue d'observer certaines formalités qui touchent au fond :

a) Notamment les règles contenues dans les articles 4 et 6 de la loi de 1900 (1) ;

1. La section 4 est relative à la répartition des actions, la section 6 aux conditions auxquelles la société peut commencer ses opérations ; elle exige : a) que les actions dont le montant intégral est payable en argent, aient été réparties au moins jusqu'à concurrence du minimum de souscription ;

b) Que chaque administrateur de la société ait versé à la société sur chacune des actions libérables en argent qu'il a prises ou s'est engagé à prendre une proportionnellement égale à celle qui doit être payée sur des actions offertes au public lors de la souscription et de la répartition ;

c) Que le secrétaire ou l'un des administrateurs ait déposé au *registry office* une déclaration statutaire (*statutory declaration*) faite en la forme prescrite constatant que les conditions précitées ont été remplies.

2) Le *Registrar* doit lors du dépôt de cette déclaration statutaire certifier que la société est en droit de commencer ses opérations. Ce certificat prouve d'une façon irréfutable que la société a ce droit.

3) Tout contrat conclu par une société avant la date où elle a le droit de commencer ses opérations, ne sera que provisoire et ne sera

b) Elle doit maintenir le nombre de ses membres à 7 au minimum (sect. 49, act de 1862).

Des formalités de publicité imposées aux *Companies* ou du moins à celles qui s'adressent au public, la plupart datent de 1900 ; en particulier les mentions des *prospectus*, relatives à l'organisation de l'objet de la société aux noms des vendeurs, aux prix qu'ils ont payés et aux prix promis par la société, aux noms des fondateurs, aux avantages qui leur sont faits par la *Company*. L'act de 1907 (72 Viv. 7 ch. 50) vient encore préciser et renforcer certaines dispositions relatives à la publicité et en particulier par son article 35 empêche désormais que les sociétés puissent se soustraire aux règles de l'act de 1900 en se constituant dans un pays étranger et à la faveur de la législation de ce pays, tout en opérant, parfois exclusivement en Angleterre (1).

obligatoire pour la société qu'à cette date. Le contrat l'oblige à partir de cette date.

4) Aucune disposition du présent article ne met obstacle à l'offre simultanée de souscription à des actions et à des obligations et à la réception de souscriptions.

5) Au cas où une compagnie commence ses opérations ou fait un emprunt en violation du présent article, toute personne responsable de cette violation de la loi sera, sans préjudice de toute autre responsabilité, passible d'une amende de 50 livres sterling au plus pour chaque jour que dure le délit.

6) Aucune disposition du présent article ne s'appliquera à des sociétés enregistrées avant la mise en vigueur de la présente loi.

1. Sur l'act de 1907, V. le commentaire de Gaston de Leval, Bruxelles, Paris, 1908.

ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF (*Associations not for profit.*) — L'act. de 1862 (sect. 21) et surtout celui de 1867 (sect. 23) prévoient des *Companies* qui formées dans un but commercial, artistique, scientifique, religieux ou charitable, appliquent leurs profits ou leurs revenus seulement à leur objet, et s'interdisent toute distribution de dividende.

A l'égard de ces sociétés la réglementation est légèrement différente bien qu'en principe elles aient les mêmes privilèges et soient soumises aux mêmes obligations que les *Companies* ordinaires.

Tout d'abord elles peuvent obtenir d'être enregistrées sans que le mot *Limited* figure dans leur nom en conservant cependant le bénéfice de la responsabilité limitée. Mais cette concession ne peut être obtenue que par une licence du *Board of Trade*, qui n'est donnée qu'après vérification du memorandum et des statuts, et le *Board of Trade* a le pouvoir d'imposer telles conditions ou réglementation qu'il jugera convenables (1).

Ultérieurement toute modification au memorandum doit être approuvée par le *Board of Trade* et par la Cour, conformément à l'act de 1890 (*Memorandum of Association Act*).

Mais ces sociétés sont dispensées de l'envoi de la

1. L'enregistrement est aussi soumis, à différents droits. V. Gore Browne, *Handy Book on Joint Stock Companies*, p. 60-61.



liste des administrateurs, des membres et du capital au *Registrar* (1).

Leur droit de posséder des immeubles est aussi limité, sauf autorisation du *Board of Trade*.

PROVIDENT SOCIETIES. — Sous ce terme nous comprenons l'ensemble des sociétés dépendant du *Registrar* des *Friendly Societies*, c'est-à-dire les *Trade-Unions*, les *Friendly Societies* de diverses sortes, et les autres Sociétés réglementées par les *Friendly*

1. Act. de 1867, sect. 23 :

« Dans le cas où une association devrait prendre la forme d'une *limited company* en vertu de l'Act principal, s'il est prouvé au *Board of Trade* qu'elle est formée dans le but de développer le commerce, les arts, les sciences, la religion, la charité ou un autre objet utile, et que l'intention de cette association est d'appliquer le profit ou les revenus quels qu'ils soient de cette association à développer les dits objets, et de s'interdire la distribution de dividendes aux membres de l'association, le *Board of Trade* peut, par licence, sous le sceau de l'un des secrétaires d'État ou des secrétaires-adjoints, autoriser cette association à être enregistrée avec la responsabilité limitée, sans addition du mot *limited* à son nom, et sous le bénéfice de cet enregistrement, cette société jouira de tous les privilèges et sera soumise à toutes les obligations imposées par cet act aux *companies limited*, sauf cependant qu'aucune des dispositions de cet act qui obligent une *company limited* à employer le mot *limited* dans aucune partie de son nom ou à publier son nom, ou à envoyer une liste de ses membres, administrateurs ou directeurs au *Registrar*. La licence du *Board of Trade* pourra être délivrée sous telles conditions et soumise à telles règles que le *Board* jugera convenables et ces règles et conditions seront obligatoires pour l'association et pourront à la volonté du *Board of Trade* être insérées dans le memorandum et les statuts de l'association ou dans l'un ou l'autre de ces documents. »

*Societies Acts: Insurance Societies, Benevolent Societies, Working's men Clubs*, les *Specially authorized Societies* (Brabrook, p. 103), *Loan Societies* ou *Money Clubs*, sociétés littéraires et scientifiques, etc. *Cooperative Societies*, etc.

Avant de résumer les règles de contrôle et de tutelle relatives à ces sociétés, nous exposerons le développement historique des fonctions du *Chief Registrar* des *Friendly Societies*. Grâce à cet exposé, il sera facile d'apercevoir l'évolution réglementariste qui s'est étendue à tous les groupements dont nous allons parler ; il ne faut pas d'ailleurs perdre de vue que cette réglementation ne comporte pas que des devoirs, elle présente de nombreux avantages. C'est d'ailleurs par cet ensemble que les auteurs ont toujours compris que la surveillance des associations devait être réalisée. «...Il ne faut pas perdre le contact, il faut établir une collaboration et une surveillance ; il faut canaliser et dans une certaine mesure domestiquer les établissements, fût-ce par des bienfaits (1). » La législation anglaise sur les *Provident Societies* répond bien à ce desideratum.

C'est l'act du 19 juin 1829, *an act to consolidate and amend the laws relating to Friendly Societies* (10, Geo. IV, c. 56) qui pour la première fois soumet ces sociétés au contrôle d'un fonctionnaire. En Angleterre ce fonctionnaire était le *barrister* qui

1. Hauriou. *Droit administratif*, 6<sup>e</sup> édit., p. 253.

depuis l'année précédente avait été chargé d'approuver les statuts des caisses d'épargne (1). Mais ce contrôle nouveau ne venait que s'ajouter à celui déjà existant. En effet dès avant 1829 les statuts des *Friendly Societies* devaient être homologués par les juges et enregistrés par les *Clerks of the Peace* en vertu du *Rose Act* (1793 33 Geo. III, c. 54).

Mais le *Rose Act* exigeait seulement que les statuts fussent conformes aux lois du royaume.

Les tâtonnements de ceux qui, pleins de bonne volonté, voulaient créer des *Friendly Societies*, mais manquant d'expérience, de connaissances techniques, ou juridiques, commettaient de lourdes erreurs qui compromettaient l'existence de l'organisme ; les fraudes d'un autre côté, exigeaient une tutelle et un contrôle que l'on s'efforça d'établir d'abord par un act de 1809 (43, Geo. III, c. 135) puis par un autre act du 12 juillet 1819. Enfin par celui de 1829 après une étude approfondie commencée dès 1825.

Le contrôle du *barristers* s'exerçait d'abord par l'examen des statuts, puis par l'envoi prescrit par l'act :

1° D'un rapport annuel des opérations des *Friendly Societies* ;

2° D'un rapport quinquennal des statistiques de maladies et de mortalité.

Ces documents étaient destinés à la confection de tables modèles, qu'il était très souhaitable de voir

1. En Écosse et en Irlande, un *barrister* désigné spécialement.

établies, l'établissement défectueux de tables ayant occasionné de graves mécomptes. L'obligation d'envoyer ces rapports était sanctionnée par une amende.

En 1835 lorsqu'un act fut édicté pour la réglementation des *Loan Societies*, l'examen des statuts de ces sociétés fut confié au même *barrister*. Il en fut de même en 1836 pour les *Benefit Building Societies*.

Peu de temps après un act exempta les sociétés de littérature, de science et de beaux-arts du paiement des taxes locales ; on soumit ce privilège à l'examen préalable du même *barrister* qui devait certifier que la société dont il examinait les règles avait droit au bénéfice de l'act.

M. Brabrook à qui nous empruntons les détails de cet historique, après avoir fait ressortir l'accumulation de fonctions que l'on attribuait au *barrister*, fait observer « qu'il n'est pas loin de la vérité de dire que le législateur avait appris par l'expérience que le meilleur service qu'il pouvait rendre à de telles sociétés était d'en faire examiner les règles par une personne capable d'exprimer dans un langage clair et simple les conditions légales suivant lesquelles les associés seraient autorisés à s'entendre en vue de s'attribuer des avantages de l'ordre des *benefits (for beneficial purposes)* (1).

1. Brabrook. *Provident Societies*, p. 13. Le mot *benefits* s'applique à tous les versements de prévoyance faits par les *Friendly Societies* ou des *Trade-Unions*.

Mais si ce passage fait ressortir l'utilité de la tutelle, quelques lignes plus loin nous voyons que le contrôle n'était ni moins utile ni moins efficace et que, s'il y avait lieu de garantir les sociétés contre leur inexpérience, l'examen du *barrister* protégeait les intéressés contre la fraude : « Pour une société être certifiée par Tidd Pratt » (1) fut pendant longtemps une sorte de marque de contrôle, et même de respectabilité aux yeux de beaucoup de gens dans diverses parties du pays, et le nom de Tidd Pratt était regardé avec terreur par les *managers* dont les intentions étaient suspectes, à qui l'on disait : « Tidd Pratt ne vous permettra jamais de faire cela », ou : « Si vous faites cela, Tidd Pratt va vous tomber dessus. »

Il faut même aller plus loin. On a coutume de dire qu'une loi n'est pas nécessaire pour autoriser une forme d'association en Angleterre. Jusqu'en 1850 les sociétés affiliées (*affiliated orders*) n'étaient pas prévues. Or ils étaient en butte à une grande défiance de la part du gouvernement depuis les mesures qui avaient été prises à l'égard des *Corresponding Societies* en 1799 (2) et aussi, — peut-être même cela devint-il à partir d'une certaine époque le motif principal, — parce que les *Trade-Unions*, afin de bénéficier d'un statut légal, se faisaient parfois enregis-

1. C'était le titulaire de cette fonction qui avait marqué assez dans cette fonction pour que longtemps son nom servit à la désigner.

2. V. Craggs, *Friendly Societies.*, p. 40.

trer comme *Friendly Societies*. Aussi malgré la discrétion des termes employés nous comprenons, en lisant l'ouvrage de M. Brabrook (1), que Tidd Pratt ne se montra pas sévère seulement pour les entreprises malhonnêtes, mais aussi à l'égard de toute une catégorie de *Friendly Societies*, les sociétés affiliées.

Sans doute, il trouvait ses raisons d'agir ainsi dans l'opinion défavorable que le gouvernement avait de ces sociétés, dans l'absence d'une législation les concernant jusqu'en 1850, dans la manière insuffisante dont elles furent reconnues à cette époque ; mais à notre point de vue il est intéressant de noter que toute une catégorie de sociétés aujourd'hui largement développées et poursuivant des buts considérés non seulement comme licites mais comme dignes d'encouragement, ont pu se plaindre, jusque vers le milieu du siècle, d'avoir été systématiquement entravées par le fonctionnaire chargé du contrôle dont elles relevaient.

Si le contrôle des sociétés relevant de Tidd Pratt, était assuré par la législation existante ; la publicité ne l'était pas d'une manière suffisante.

Les statuts examinés n'étaient pas conservés par le *barrister*, l'original était renvoyé aux sociétés, le duplicata à une autorité publique, le plus souvent le

1. Cette discrétion lui était imposée par ses fonctions car il occupa lui aussi les fonctions de *Chief Registrar* des *Friendly Societies*.



*Clerk of Peace*, de sorte qu'on ne savait pas quelles sociétés devaient envoyer les comptes rendus quinquennaux (1).

On remédia à cette situation en 1846. C'est à cette époque que le *barrister* chargé du service devint le *Chief Registrar of Friendly Societies*. Mais il restait seulement le *barrister* des caisses d'épargne, *Loan Societies, Benefit Building Societies, Scientific, and Literary Societies*, et les comptes rendus de ces sociétés n'étaient pas encore centralisés par lui, mais restaient aux mains des Commissaires de la Dette Publique ou des *Clerks of the Peace* suivant les cas.

En 1852, le contrôle d'une nouvelle catégorie de sociétés, les *Industrial and Provident Societies*, que l'on appelle ordinairement les Sociétés coopératives, qui furent l'objet de l'attention et de l'encouragement du législateur, fut confié au *Chief Registrar* des *Friendly Societies*.

A partir de 1855 celui-ci dut faire un rapport annuel de ses opérations au Parlement.

Il fut question en 1870 de supprimer le poste du *Registrar* des *Friendly Societies*; le Chancelier de l'Échiquier, Sir Robert Lowe, voulait transférer ses fonctions à d'autres départements. Mais à la suite d'une enquête sur les *Friendly Societies*, enquête qui dura jusqu'en 1874, on décida, conformément aux conclusions des commissaires, de conserver l'institution.

1. Brabrook, *op. cit.*, p. 14.

D'ailleurs, même dans l'intervalle on avait ajouté de nouvelles fonctions à celles que le *Registrar* exerçait déjà. C'est ainsi qu'en 1871, on le chargea de l'enregistrement des *Trade-Unions* qui venaient d'être reconnues par la loi, de recevoir de ces *Trade-Unions* des comptes rendus annuels et d'en publier un extrait. L'act de 1876 augmenta encore ses attributions à l'égard de ces sociétés.

En 1874 on fit passer les *Benefit Building Societies* sous le contrôle du *Registrar*.

En 1875 on réorganisa les services du bureau du *Registrar*. Alors qu'auparavant les *barristers* chargés du service de l'enregistrement pour l'Ecosse et l'Irlande étaient complètement indépendants du *Registrar* de Londres, on créa alors à Londres un office central, et les fonctionnaires d'Ecosse et d'Irlande en devinrent les assistants.

Depuis qu'il a été ainsi organisé dans sa forme actuelle le bureau du *Registrar* n'a cessé de voir s'augmenter ses attributions. « Le législateur a continué à trouver de nouvelles fonctions pour l'activité du *Registry Office* et il se passe à peine une année sans qu'une loi étende ses responsabilités et ses devoirs judiciaires, exécutifs ou gracieux (1). »

Parmi ces devoirs M. Brabrook cite ceux qui résultent de l'act de 1894 sur les *Building Societies*, « qui autorise le *Registrar* à faire des recherches sur la

1. Brabrook, *op. cit.*, p. 21.

manière dont elles sont administrées, à inspecter leurs livres, à leur retirer l'enregistrement et à les liquider d'autorité, si les règles qui leur sont imposées par l'act ne sont pas observées (1). »

Ce bref historique du développement des fonctions du *Registrar* permet de se rendre compte que la nécessité du contrôle a été de plus en plus éprouvée à mesure que se développaient les sociétés de toutes sortes, de coopération, d'assurances mutuelles, d'habitations à bon marché qui foisonnent aujourd'hui en Angleterre. Mais ce n'est là qu'une vue d'ensemble et il convient maintenant d'exposer ces mesures de tutelle et de réglementation.

Avant de le faire pour les principales des sociétés qui nous intéressent, un point doit être mis en relief : Les obligations dont nous allons parler sont relatives aux sociétés enregistrées. Or en principe l'enregistrement n'est pas une obligation. Il importe donc de savoir quelle est l'efficacité réelle d'une réglementation qui est facultative, quelle est la proportion des sociétés enregistrées des différentes catégories et par quels procédés on les a amenées à consentir à cet enregistrement.

L'enregistrement est une formalité facultative, qu'il s'agisse des *Trade-Unions*, des *Friendly Societies*, ou

1. Le *Registrar* a quelques autres fonctions en dehors de celles qui concernent les sociétés, ainsi les fonctions qui lui sont dévolues par le *Workman's Compensation Act* de 1897.

des autres groupements placés sous le contrôle du *Registrar*. Et cette liberté de l'enregistrement est très effective, puisque M. Brabrook pense que le nombre des *Friendly Societies* non enregistrées est égal au nombre de sociétés enregistrées (1). Mais il faut ajouter tout de suite que si le nombre des sociétés non enregistrées est considérable l'importance de ces sociétés est le plus souvent infime et que leur fonctionnement prête à bien des mécomptes et justifie bien des critiques.

Comment alors a-t-on amené la masse la plus importante des groupements à se faire enregistrer au bureau du *Chief Registrar* (2)? Par une série d'avantages très importants.

*Friendly Societies*. — Un des avantages les plus appréciés, c'est qu'auprès du *Registrar* les personnes désireuses de fonder une société sérieuse trouvaient tous les renseignements utiles : modèles de statuts et de tarifs, ainsi que tous les conseils qu'elles pouvaient solliciter. Mais en dehors de ce service de renseignements, les sociétés qui se font enregistrer bénéficient des avantages positifs suivants :

1) Elles peuvent posséder des terres et toutes autres propriétés au nom des *trustees* ;

1. Brabrook, *op. cit.*, p. 53.

2. Les *Friendly Societies* et toutes les sociétés enregistrées dans les bureaux du *Registrar*, sauf les *Trade-Unions*, pourraient en effet se faire enregistrer sous les *Companies acts*.

2) Lorsque la propriété est *copyhold*, elle peut réclamer que trois *trustees* soient admis à payer les mêmes droits et taxes qu'un tenant unique.

3) Là où la propriété est investie en fonds publics, elle peut être transférée d'un *trustee* mort ou absent à un autre par ordonnance du *Chief Registrar* sans autre procédure légale.

4) Tous les biens, y compris la terre qui n'est pas *copyhold*, passent d'un *trustee* à un autre sans *conveyance* ou *assignment* (modes de transfert).

5) Les *trustees* peuvent entreprendre à leur compte toutes les procédures légales.

6) Ils peuvent placer les fonds aux mains des Commissaires de la Dette Nationale à un taux d'intérêt fixe et être ainsi à l'abri de la hausse et de la baisse des fonds.

7) Ils peuvent placer leurs fonds sans limite de montant dans les caisses d'épargne ou les caisses d'épargne postales.

8) Ils peuvent libérer une hypothèque avec l'argent que la société a placé, en endossant simplement un reçu sans *reconveyance*.

9) Ils peuvent entamer des poursuites contre un de leurs fonctionnaires pour mauvais emploi des fonds, quoique ce mauvais emploi ne constitue pas un vol ou un détournement.

10) Lorsqu'ils n'entreprennent pas ces poursuites, le *Registrar* ou le Comité de direction peut les

entreprendre ou peut autoriser un membre à le faire.

Les *trustees* ont le droit de revendiquer les biens de la société aux mains des représentants d'un membre décédé ou banqueroutier avant tous les autres créanciers et passent même avant les créanciers pourvus d'une formule exécutoire (*execution creditors*).

12) Ils peuvent, ou le comité peut, à une assemblée générale réclamer aux fonctionnaires de la société de rendre des comptes et de remettre les biens qui sont en leur possession.

13) Les documents de la société sont exempts du droit de timbre.

14) Les certificats de naissance ou de décès des membres ou des personnes assurées peuvent être obtenus pour un droit réduit.

15) Les membres peuvent être admis à tout âge, à partir d'un an ; eux-mêmes à partir de seize ans, leurs parents ou tuteurs quand ils n'ont pas seize ans, peuvent rédiger les actes et donner valablement les décharges.

16) Les membres peuvent assurer les dépenses funéraires de leurs veuves et de leurs enfants sans courir le risque d'être déchus de leurs droits pour manque d'intérêt pouvant faire l'objet d'une assurance (*of forfeiture for want of insurable interest*).

17) Les membres au delà de seize ans peuvent disposer de sommes n'excédant pas 100 livres sterling



payables à leur mort en vertu d'une désignation écrite.

18) Les *trustees*, lorsqu'un membre meurt intestat et n'a pas fait de désignation, peuvent payer la personne qui se présente à eux avec des titres réguliers, et ces paiements libèrent valablement la société.

19) Ils peuvent payer à la mort d'une personne de naissance illégitime, comme si elle était légitime.

20) Ils peuvent régler les conflits de la façon prévue par les statuts et éviter ainsi les frais de litige.

21) Les sociétés ont droit aux services des auditeurs et des évaluateurs publics à un taux modéré.

22) Les sociétés, si elles n'accordent pas d'annuités excédant 30 livres sterling, sont exemptées de l'*income tax*, soit dans la cédule C, soit dans la cédule D.

23) Leurs statuts, modifications, nominations de *trustees*, comptes rendus et évaluations, sont conservés dans des bureaux publics où ils peuvent être consultés.

24) Des copies et des extraits de tous les documents enregistrés certifiés par le *Registrar* peuvent faire preuve dans les cours de justice.

*Sociétés coopératives.* — L'enregistrement de ces sociétés n'est pas facultatif au même titre que celui des *Friendly Societies* dont cependant elles suivent la plupart des règles.

L'obligation n'est cependant pas inscrite dans l'act de 1893, elle résulte du *Companies Act*. Les sociétés

coopératives sont comprises dans sa définition : « Aucune *Company*, association ou *partnership* comprenant plus de 20 personnes ne peut être formée dans le but de poursuivre dans ses affaires l'acquisition d'un gain par la *Company*, association, *partnership*, ou par ses membres individuellement. » En 1862 (1) on avait même presque complètement assimilé les sociétés coopératives aux *Companies*, on ne leur avait conservé que leur mode économique d'enregistrement ; divers amendements furent conçus dans le même esprit ; mais bien qu'à partir de 1876 la tendance ait été au contraire de rapprocher leur réglementation de celle des *Friendly Societies*, il n'en subsiste pas moins que les sociétés coopératives sont considérées comme ayant le même objet que les *Companies* : l'acquisition d'un gain, et qu'elles peuvent être enregistrées sous les *Companies Acts*. Seulement elles ont le choix entre ce statut onéreux et celui qui a été fait à leur intention, elles pourraient même se faire encore enregistrer comme « sociétés spécialement autorisées » qui sont les sociétés que le « *Treasurer* »

1. Les premières dispositions relatives aux sociétés coopératives se trouvent dans l'act sur les *Friendly Societies* de 1846. C'est sous cet act que furent enregistrées les premières sociétés, en particulier celle des Pionniers de Rochdale. Un act spécial leur fut accordé en 1852 qui avait été présenté par M. H.-A. Slaney à la demande des coopérateurs, c'est cet act qui a introduit l'expression de *Industrial and Provident Societies*. Il conservait un grand nombre des dispositions relatives aux *Friendly Societies*.

peut, à raison de leur but, autoriser à être assimilées par autorisation spéciale aux *Friendly Societies*. Il n'y a donc que les sociétés coopératives de moins de 20 membres qui pourraient se constituer librement ; on peut donc dire que pratiquement toutes les sociétés coopératives sont enregistrées et tenues de l'être.

Les avantages que les sociétés coopératives trouvent à se faire inscrire sous le statut spécial qui leur a été réservé sont assez nombreux.

Ce sont des simplifications dans les formalités administratives, des simplifications de procédure judiciaire, des réductions de frais et d'impôts, enfin certains privilèges particuliers (1).

1. En voici l'énumération : I) Le premier enregistrement est gratuit alors que l'enregistrement des *companies* coûte de 2 livres sterling à 50 livres sterling.

II) Le capital n'a pas à être fixé, de sorte que l'on n'a pas besoin de faire connaître les augmentations sous peine d'une amende de 5 livres sterling par jour de retard, il peut aussi être transmissible ;

III) La société a un recours, par voie de procédure sommaire, toutes les fois qu'une personne :

Obtient possession par un titre ou un témoignage faux ;

Retient indûment ou emploie mal un bien de la société qu'elle a entre les mains ;

Fait volontairement servir des biens de la société à des buts autres que ceux prévus dans les statuts et autorisés par l'act.

IV) Si la société a déposé ses fonds au nom de *trustees* et qu'un *trustee* soit absent du Royaume-Uni, devienne banqueroutier, ou fou, qu'il meure ou soit remplacé ou si l'on ignore s'il est mort ou vivant, au lieu de s'adresser à la Haute-Cour de Justice, la société

*Building Societies*. — L'exposé de la réglementation des *Building Societies* est compliqué par cette

obtenir que le transfert de ses fonds soit ordonné par le Chief Registrar, contre un droit de 1 livre sterling.

V) La société peut admettre des membres au-dessous de 21 ans, (mais au-dessus de 16) et recevoir d'eux valablement des reçus.

VI) Elle a certains privilèges relatifs aux tenures en *copyhold*.

VII) Si elle place ses fonds en hypothèques, les hypothèques pourront être levées par un simple reçu endossé (*mere endossed receipt*) sans *reconveyance*.

VIII) Les employés sont légalement obligés de rendre compte et de remettre les fonds ou les biens en leur possession par simple demande ou notification et peuvent être obligés de le faire soit par la Cour de Comté, soit par les magistrats.

IX) Les contestations peuvent être légalement réglées conformément aux statuts de la société ; s'il n'y a pas d'indication dans les statuts, ou si aucune solution n'est donnée dans les quarante jours, on va devant la Cour de Comté ou les magistrats, ou si les deux parties le désirent et si les statuts ne l'interdisent pas, devant le *Registrar* des *Friendly Societies*.

X) Les membres y compris les mineurs au-dessus de 16 ans peuvent disposer en cas de mort de leur part lorsque le total de leur actif ne dépasse pas 100 livres sterling par désignation par écrit, sans testament.

XI) Lorsqu'il n'y a ni désignation ni testament, le comité peut distribuer les sommes n'excédant pas 100 livres sterling sans avoir besoin d'obtenir d'autorisation administrative, et a le droit de tenir compte des réclamations émanant d'héritiers illégitimes.

XII) La société est autorisée, sans y être obligée en aucune manière, à utiliser les services des *auditors* publics pour le contrôle de ses comptes et bilans.

XIII) L'argent dû par un membre à la société est recouvrable comme une dette.

XIV) La société comme telle n'est pas imposable sous la cédule C ou sous la cédule D de l'*income-tax* à moins qu'elle ne vende au public

circonstance que le législateur, lorsqu'il a modifié leur statut, a laissé subsister les sociétés anciennement formées sous l'empire des règles qu'il abrogeait. C'est ainsi qu'il y a d'une part un certain nombre de sociétés qui subsistent et sont soumises à l'act 6 et 7, William IV, c. 32 (1), tandis que la grande majorité dépend de l'act de 1874 (37 et 38, Vict. c. 42) amendé par 38, Vict. c. 9, 1875; 40 et 41, Vict. c. 63, 1877; 47 et 48, Vict. c. 41, 1884; 57 et 58, Vict. c. 47, 1894 (et par 45 règlements du secrétaire d'Etat de l'Intérieur).

La règle relative à l'enregistrement est la même que pour les sociétés coopératives. En effet les *Building Societies* (assez mal dénommées, elles ne construi-

et le nombre de ses parts est limité soit par les statuts, soit par la pratique.

XV) Un certain nombre de membres peuvent obtenir dès leur demande la nomination d'un inspecteur ou la réunion d'une assemblée extraordinaire par le *Chief Registrar*.

XVI) Les membres ont le droit d'inspecter les livres (l'exercice de ce droit est donné à certaines conditions matérielles) et de prendre copie des bilans annuels.

XVII) En plus des modes de dissolution prévus par les *Companies Acts*, la société peut aussi être dissoute par un acte de dissolution.

1. Les seules sociétés qui restent soumises aux acts anciens sont celles qui ont été établies avant 1857, et n'ont pas été volontairement incorporées sous l'act de 1874. De ces sociétés il en est 304 dont on n'a pas appris la disparition, mais il n'en est que 71 dont on sache qu'elles existent. Aucune ne se trouve en Écosse ou en Irlande. V. Brabrook, *op. cit.*, 1898.

sent pas en effet, mais prêtent de l'argent aux personnes qui désirent construire) rentrent aussi dans la définition des *Companies Acts*. Ainsi si elles comprenaient moins de vingt personnes, elles pourraient encore se former librement, éventualité aussi théorique que pour les coopératives.

L'enregistrement sous le *Building Societies Act* a des avantages sensiblement les mêmes que ceux dont bénéficient les coopératives (1).

*Trade-Unions.* — L'enregistrement est facultatif pour les *Trade-Unions*.

Les Unions enregistrées jouissent d'un certain nombre d'avantages d'un caractère parfois assez différent de ceux qui intéressent les *Friendly Societies* et les Coopératives. On verra cependant que certaines dispositions sont les mêmes.

1) L'Union enregistrée peut légalement posséder de

1. Nous ne croyons pas nécessaire d'énumérer ici toutes les sociétés placées sous le contrôle du *Chief Registrar*. Les unes sont des variétés de *Friendly Societies*, comme les assurances pour le bétail, les *Benevolent Societies*, les *Working men's Clubs*, et les Sociétés autorisées spécialement, pour lesquelles on voit encore mieux s'affirmer la tutelle de l'État ; les autres comme les *Certified Loan Societies* représentent un type désuet, elles ne sont pas enregistrées, mais certifiées et enrôlées par le *Registrar*. (Elles sont soumises aux prescriptions déjà visées des *Companies Acts*.)

Les sociétés littéraires et scientifiques viennent sous le contrôle de *Chief Registrar* quand elles veulent bénéficier de l'act de 1843 (6 et 7, Will. IV, c. 36) qui les exempte des taxes locales ; enfin les dernières sont les caisses d'épargne.



la terre (jusqu'à concurrence d'un acre) et d'autres sortes de biens, au nom de *trustees*; ces biens passent d'un *trustee* à l'autre, sauf lorsqu'ils sont placés en fonds publics, par le simple fait de leur nomination; l'Union peut entamer toute procédure au nom de ses *trustees*.

II) Tandis que les Unions non enregistrées ne jouissent contre la fraude de leurs agents que des dispositions du droit criminel relatives à l'escroquerie et à l'abus de confiance, une Union enregistrée peut user d'une procédure sommaire contre toute personne :

Qui a obtenu la possession de ses fonds, titres, livres, papiers ou autres objets par des titres faux ou par fraude ;

Qui, ayant en sa possession de l'argent, etc., le *retient* indûment, ou en fait frauduleusement un mauvais emploi ;

Qui volontairement emploie une partie de cet argent, etc., à des objets autres que ceux prévus par les statuts.

III) Si une Union a des fonds publics dans ses biens, et qu'un *trustee* soit absent du Royaume-Uni, devienne banqueroutier ou fou, meurt, ou soit remplacé ou si l'on ne sait s'il est mort ou vivant, une *Trade-Union* enregistrée, sans avoir à s'adresser à la Haute-Cour de Justice ou à entreprendre d'autres procédures, ce qu'elle devrait faire si elle n'était pas enregistrée, pourra avoir ses titres transférés par ordre

du *Registrar*, moyennant un droit de 1 livre sterling.

IV) Les trésoriers et les autres employés sont légalement tenus de remettre toutes les valeurs et biens qui sont entre leurs mains ou à leur garde lorsqu'ils en sont requis et peuvent être obligés à cette restitution par toute cour compétente.

V) Les membres des *Trade-Unions* enregistrées peuvent disposer à leur mort des sommes payables par l'Union jusqu'à concurrence de 50 livres sterling (1), par désignation écrite sans testament, et cette désignation peut être faite par les mineurs de 21 ans, âgés d'au moins 16 ans, qui n'ont pas le droit de tester.

VI) Quand il n'y a ni testament, ni désignation, les *trustees* peuvent distribuer les sommes au-dessous de 100 livres sterling sans autorisation administrative spéciale.

VII) L'argent dû à un membre de l'Union, de naissance illégitime, peut aussi lui être distribué comme s'il était légitime.

VIII) Une Union enregistrée peut légalement changer son nom (ce qu'elle demande souvent) ou fusionner avec une autre.

IX) Les statuts et autres documents importants sont consignés sur un registre dans un office public où l'on peut en obtenir des copies authentiques faisant foi devant les tribunaux.

1. Ou en vertu du *Provident nominations and Small Intestacies act 1883*, 100 livres sterling.

X) Une Union enregistrée est formellement exempte des règles des acts sur les Compagnies d'assurance, en vertu desquelles il apparaît que les Unions non enregistrées distribuant des *benefits* en cas de décès peuvent être passibles de lourdes pénalités (50 livres sterling par jour) au cas de non-accomplissement des formalités relatives aux états annuels et aux évaluations quinquennales.

XI) Elle a droit à l'exemption de l'*income tax* à raison de ce que les intérêts et dividendes sont applicables et appliqués entièrement à la distribution de *provident benefits*, tels que : indemnité de maladie ou d'incapacité pour toute atteinte corporelle, ou en cas de chômage, ou à un membre âgé à titre de retraite, ou à un membre victime d'un accident, ou qui a eu ses outils volés ou détruits dans un incendie, ou à la femme d'un membre, ou comme secours aux enfants d'un membre décédé, lorsque ces paiements sont expressément autorisés par les statuts enregistrés.

Une Union enregistrée ou l'une de ses branches peut contribuer à la formation du capital ou participer à la direction d'une *Medical Society* enregistrée sous le *Friendly Societies Act*.

Tels sont, brièvement résumés, et sans commentaire aucun, les avantages que les groupements dépendant du *Chief Registrar* des *Friendly Societies* trouvent à se faire enregistrer à son office.

Ainsi qu'on a pu s'en rendre compte, les uns sont des groupements qui par la nature de leurs opérations ressortiraient normalement aux *Companies Acts*; mais auxquels, à raison de leur caractère d'institutions de solidarité, on a donné la possibilité de fonctionner plus simplement et d'une manière moins coûteuse. Les autres tels que les *Trade-Unions* sont des groupements nés à la vie légale à une époque récente, dont le caractère est assez différent, mais il y avait deux ordres de raisons pour les soumettre au contrôle du *Chief Registrar*. Le premier c'est que les fonctions de celui-ci tendent à rayonner sur tous les nouveaux groupements d'un caractère démocratique, l'autre plus précis, c'est que les *Trade-Unions* ont un certain nombre de services très analogues sinon tout à fait semblables à ceux des *Friendly Societies*.

Aujourd'hui le vestige de liberté qui subsiste dans le droit des *Friendly Societies* et des *Trade-Unions*, ne présente pas beaucoup d'avantages, — s'il en présente — et a de multiples inconvénients. C'est le dernier domaine réservé à tous les petits clubs éphémères qui sont, dans nombre de cas, constitués par des individus peu scrupuleux, désireux seulement de s'approprier le montant des cotisations recueillies.

Peut-être pensera-t-on qu'il est cependant utile qu'une société puisse naître sans aucune formalité, quitte ensuite, lorsqu'elle acquiert quelque importance, à demander l'enregistrement; et ce serait d'autant

plus vrai, dira-t-on, que le contrôle est étroit, la réglementation minutieuse. Pour en juger nous devons maintenant voir précisément en quoi consiste ce contrôle, à quelles obligations les sociétés sont soumises pour l'enregistrement, et une fois enregistrées. Après cela nous serons mieux en mesure de répondre à la question précédente.

Avant de reprendre par le détail cette énumération, il est peut-être bon d'éclairer le caractère de la réglementation des sociétés envisagées. A propos des *Friendly Societies*, M. Brabrook (*op. cit.*, p. 51) fait ressortir combien, en dépit des obligations qui leur sont imposées, ces sociétés demeurent en fait libres de toute entrave. « Quoique la société doive déclarer quelles sont les conditions suivant lesquelles ses *benefits* sont acquis à ses membres, aucune condition n'est imposée : ses membres sont parfaitement libres d'insérer dans les statuts toutes les conditions qui leur paraissent convenir.

« Ils peuvent promettre de gros *benefits* pour de faibles cotisations, si cela leur plaît. Ils ne sont pas obligés d'adopter un taux gradué de cotisations, ou de consulter un actuaire pour fixer les taux qu'ils pourront imposer avec sécurité pour les indemnités de maladie, ou les secours en cas de décès ; ils peuvent décider une répartition périodique des fonds, seulement dans la mesure nécessaire à faire face aux droits dont les intéressés peuvent se prévaloir à leur égard

au moment de la distribution. Ils sont laissés à leur entière liberté quant à la sécurité des conditions suivant lesquelles ils organisent leurs assurances.

« Le législateur laisse les sociétés également libres de diriger leurs affaires comme il leur convient. Le *Registrar* n'a pas d'autorité pour intervenir, à moins que les membres eux-mêmes lui demandent de le faire. Mais alors il n'a pas de pouvoir pour imposer à la société ses propres vues quant aux réformes qui pourraient lui paraître nécessaires. La société assure son salut par elle-même. Il est vrai que la société doit tous les cinq ans nommer un expert pour évaluer son actif et son passif. Mais elle peut employer comme expert toute personne qui accepte ce travail, et lorsque l'évaluation est faite, elle n'est obligée ni de prendre les mesures, ni d'adopter les avis que l'expert peut donner. Elle peut aller comme il lui plaît et aboutir au pire résultat.

« Du commencement à la fin le principe de l'act des *Friendly Societies* est le principe volontaire. L'act n'oblige aucune société à être enregistrée, il n'oblige aucune société enregistrée à adopter une échelle déterminée de cotisations et de *benefits* ; il n'oblige aucune société à poursuivre ses affaires d'une manière particulière, il n'oblige aucune société à adopter des réformes quoique la nécessité en puisse être apparente. »

Nous avons poursuivi jusqu'au bout cette longue



citation pour montrer avec quelle insistance l'ancien *Chief Registrar* tient à montrer que le régime est celui de la liberté. Et de suite nous rapprochons de son appréciation celle de M. Craggs dans son étude sur les *Friendly Societies*, qui nous dit qu'en cette matière, « l'intervention administrative est allée jusqu'au degré au delà duquel l'activité privée est atteinte dans sa sphère essentielle. En sorte que l'institution est réglementée aussi minutieusement qu'un service public, mais un service public dont les attributions seraient exercées par le public lui-même (1). »

Il importe tout d'abord de bien remarquer que les deux opinions ne sont pas contradictoires. Seulement M. Brabrook insiste sur la liberté, M. Craggs sur la réglementation. Il y a dans les développements du premier quelques petites inexactitudes. Par exemple il n'est pas toujours vrai que l'enregistrement n'ait pas pour condition une certaine échelle des cotisations et des *benefits*. Pour certaines sociétés assurant des pensions viagères l'obligation de faire vérifier les tables par l'actuaire près les Commissaires de la Dette ou par un actuaire approuvé par le Trésor, existe ; le fonctionnaire précité doit certifier ces tables conformes aux principes techniques. C'est une condition absolue de l'enregistrement.

1. Craggs. *Les Friendly Societies*, p. 95, Paris, 1899.

Puis il y a à côté de la loi la pratique administrative. « Quoiqu'il doive rigoureusement se borner à les examiner au point de vue de la légalité de leurs dispositions, les traditions administratives lui font (au *Registrar*) une obligation de suppléer aux lacunes et aux irrégularités qu'ils peuvent comporter en y introduisant d'office les corrections nécessaires (1). »

Quant aux prescriptions multiples relatives à la publicité, il est excessif de prétendre qu'elles laissent intacte la liberté des sociétés, ce qui n'est pas d'ailleurs une critique. On peut dire qu'étant donné le but à atteindre, on a rendu la tutelle aussi légère que possible. Ce serait au contraire donner une idée inexacte du régime que de prétendre que cette tutelle ne servira pas et n'est pas ressentie. On s'en rendra compte à l'énoncé des obligations auxquelles sont soumise les *Friendly Societies* et les autres sociétés dépendant du *Chief Registrar*.

Pour obtenir l'enregistrement la société doit adresser au *Registrar* une demande contenant les renseignements les plus circonstanciés sur son fonctionnement. Les renseignements portent sur 27 chefs.

Si toutes les clauses sont légales le *Registrar* accordera l'enregistrement. S'il le refuse, les intéressés ont un recours devant la Haute Cour de Justice.

Une fois la société constituée, ses obligations essen-

1 *Id. ibid.*, p. 96.

tielles consistent dans l'apurement annuel des comptes, la rédaction d'un rapport annuel, l'obligation de vérifier tous les cinq ans les opérations sociales.

Les *auditors, public auditors* mis à la disposition des *Friendly Societies* à un tarif spécial, ou *auditors* quelconques, mais désignés suivant les règles des statuts, — ont le droit de voir *tous* les livres et *tous* les comptes ; les résultats de leur examen doivent être signés par eux. Ils doivent examiner également le rapport annuel envoyé au *Chief Registrar*.

Ce rapport ne peut pas être une simple balance de doit et d'avoir, le dispositif en est préparé par le *Chief Registrar*.

Il doit être établi au 31 décembre, contenir le rapport spécial des *auditors*, indiquer par qui les opérations *d'audit* ont été exécutées (1).

L'évaluation quinquennale comprend :

1° Un rapport de l'expert chargé de l'évaluation, signé par lui ;

2° Un résumé des résultats de son évaluation ;

3° Un rapport contenant des indications relatives aux *benefits* distribués et aux cotisations fournies par les membres, et aux fonds aux effets et valeurs.

Ces deux derniers documents doivent être faits dans

1. Dans le cas où ce n'est pas un *public auditor*, on devra même indiquer le nom et l'adresse des *auditors* qui ont procédé à cet examen.

la forme et contenir les renseignements prescrits par le *Registrar*.

Presque toutes les prescriptions des *Friendly Societies Acts* sont sanctionnées par une amende qui peut s'élever à 5 livres sterling.

La plupart des règles concernant les sociétés coopératives sont semblables à celles des *Friendly Societies*, les différences portent sur des points de détail. Seules les sociétés faisant des affaires de banques sont soumises à des règles plus strictes, leurs actions ne peuvent être transférables et elles doivent assurer une publicité particulière à leur situation.

Il en va de même des *Building Societies* (1) qui, par des dispositions spéciales sont strictement limitées à certaines opérations, doivent assurer une publicité de même nature et observer les règles prescrites pour le placement de leurs fonds.

Les règles concernant les *Trade-Unions* sont un peu différentes.

Sans doute on retrouve l'obligation de la déclaration par sept personnes en vue d'obtenir l'enregistrement, et celle des renseignements à fournir d'après un questionnaire préparé par le *Registrar* (2).

1. Nous ne parlons ici que de la réglementation actuelle des *Building Societies*, non de celle qui résulte de l'act de Guillaume IV.

2. Il n'y a pas de modèles de statuts pour les *Trade-Unions* au *Registry Office*. A un autre point de vue, il est intéressant de noter que

Mais les Unions placent leurs fonds comme elles l'entendent, les statuts doivent seulement indiquer leur intention à cet égard ; l'*audit* des comptes est bien prévu, mais sa date n'est pas fixée.

Les règles relatives à l'inspection des livres par les membres, ou toute personne intéressée, sont moins précises. Il n'y a pas d'évaluation quinquennale.

L'exposé de toute la réglementation des associations placées sous le contrôle du *Chief Registrar* des *Friendly Societies* justifie, nous semble-t-il, l'indication que nous avons donnée de l'évolution de la législation des associations anglaises. Toutefois il ne faudrait pas prétendre voir dans cette indication une règle absolue. S'il est impossible de lui opposer des exceptions d'un côté, — il n'y a plus pratiquement d'interdictions à la liberté de constituer des associations en Angleterre — on pourrait prétendre que, d'un autre côté, le système de la réglementation est ancien, et le faire remonter très haut dans l'histoire, nous avons nous-même rappelé que le régime des guildes du moyen âge était un système réglementariste, mais nous ne pensons pas que ce fait soit en contradiction avec notre manière de voir. On pourrait en donner plusieurs raisons. La seule qu'il nous convienne

l'act de 1871 n'a pas prévu d'appel contre le refus d'enregistrement; il ne reste que le recours de la *Common law* au moyen d'un *mandamus* (ordonnance de la *Common law*).

de retenir, c'est que notre observation n'a pas d'autre portée que d'établir qu'autrefois la tendance était d'interdire quelques associations qui paraissaient dangereuses, et qu'aujourd'hui elle est de mettre sous le contrôle et la tutelle de l'État la plupart des associations pour qu'elles ne le deviennent pas.

Sans doute il subsiste un grand nombre d'associations qui sont en dehors de toute réglementation, parmi lesquelles les associations politiques sont au premier plan. Mais il faut reconnaître qu'à l'égard de ces sociétés la tutelle ne se conçoit pas et le contrôle est décevant. Les mesures de tutelle et de contrôle des associations et des sociétés en Angleterre ont surtout un caractère juridico-économique et un objet économique. On veille aux intérêts des membres et à ceux des tiers. Quant à la lutte contre les associations sur le terrain politique et social, poursuivie autrefois à l'aide d'interdictions directes, abandonnées aujourd'hui, elle se poursuit lorsqu'elle apparaît nécessaire, par des entraves à l'exercice des objets des associations ainsi que nous l'avons vu pour les *Trade-Unions*, elle se poursuit parfois par le simple refus de connaître l'existence d'une association. On croit généralement qu'en Angleterre une des conséquences du droit d'association c'est le droit pour les fonctionnaires de s'associer. Sans doute on n'a pas songé un instant à leur interdire de former des associations, mais que valait ce droit si le gou-



vernement se refusait à traiter des questions avec les mandataires des syndiqués ? Est-ce une conséquence juridique du droit d'association que l'obligation pour une partie d'accepter aux individus avec qui elle a traité, l'association qui les représente ? M. Balfour (1) ne le pensa sans doute pas puisqu'il refusa en 1905, aux postiers, de traiter avec eux en tant que syndicat. Sans doute le ministère libéral revint sur cette décision, mais la question n'a été ni posée ni résolue en droit, et sa solution dépendra à tout moment de l'opinion du gouvernement sur la question. Ce droit ainsi exercé est donc précaire.

On pourrait peut-être encore relever d'autres mesures de réglementation qui résultent de la législation sur l'hygiène et la santé publique. Les clubs, par exemple, exempts en principe de toute obligation, sont soumis dans certains cas, par exemple quand on peut y consommer des boissons alcooliques, à une surveillance étroite. Sans doute, ce n'est en rien le fait de l'association qui est visé, mais il n'est pas sans intérêt de voir que le principe de l'association ne peut mettre à l'abri de l'action de l'État.

1. Et non lord Salisbury — qui était mort à cette époque — comme l'a écrit M. de Pressensé dans sa lettre ouverte à M. Clémenceau, reproduite par *Le Temps* du 12 avril 1907.



## DEUXIÈME PARTIE

*« I am talking English not law ».*

BALFOUR, à la Chambre des Communes, Séance du 22 avril 1904.

### LE CARACTÈRE JURIDIQUE DES ASSOCIATIONS

---

#### CHAPITRE PREMIER

La doctrine de la personnalité et le Droit anglais.

Dans la première partie de notre travail nous avons exposé l'histoire du droit d'association au point de vue social, politique et religieux. Nous allons maintenant envisager le problème juridique du droit d'association. Que sont aux yeux du droit ces groupements qui se sont proposé un but déterminé. La technique juridique sera bien évidemment conduite à faciliter, dans la mesure où elle sera licite, la poursuite de ces buts. Mais comment, dans quelle mesure ? L'étude de ces questions présente en Angleterre un intérêt tout particulier, parce que les procédés employés sont assez différents de ceux que l'on rencontre chez nous. Sans doute, l'Angleterre à l'origine *reçut* de l'Italie la théorie de la Personnalité mais le développement qu'elle lui donna fut assez différent

de celui qu'elle eut en Allemagne ou même en France. Doctrinalement elle n'a jamais connu d'autre fondement à la personnalité que la fiction. Et il ne faut pas croire que cette idée fut sans conséquence. En parlant d'elle on ne reconnaissait qu'à la Couronne ou au Parlement le pouvoir de créer cette fiction. Le résultat fut que nombre d'associations, ne pouvant songer à obtenir cette reconnaissance, furent amenées pour s'en passer à imaginer des expédients juridiques, dont elles continuent à se servir aujourd'hui encore, où les Acts accordant la *corporation* à toutes les associations qui adoptent une forme déterminée, ont pratiquement ouvert la porte à presque toutes les associations.

Cette présence en Angleterre d'associations sans personnalité morale est intéressante puisqu'elle peut être un champ d'observations fécond pour les auteurs qui, comme M. Van den Heuvel, soutiennent l'inutilité de l'idée de personnalité morale.

Mais nous ne voulons faire ici ni une recherche théorique, ni une étude de droit comparé, nous voulons seulement exposer la doctrine de la personnalité en droit anglais, et en second lieu rechercher comment les faits se sont comportés ; la seule conséquence a-t-elle été de donner naissance à des moyens techniques particuliers, ou ne s'achemine-t-on pas plutôt vers un régime qui accorde en fait à presque toutes les associations la personnalité ? Si cela est, nous ne

concluons pas que l'idée de personnalité est inutile mais bien au contraire qu'elle apparaît comme juste, car elle n'est que l'expression des rapports de droit qui doivent exister entre l'association et le reste de la collectivité (y compris ses membres considérés individuellement).

La personnalité des associations n'est pas le seul problème qui pourrait trouver place dans notre étude. L'association comme telle a en effet un régime juridique particulier. Elle ne peut pas faire tout ce que ferait un individu, elle peut faire certaines choses qu'il ne pourrait faire. Toute la réglementation qui procède de cette idée — qui a conduit chez nous d'une part à la théorie de la spécialité, et de l'autre à investir dans certains cas les associations de pouvoirs déterminés, exorbitants du droit individuel — a donné naissance en Angleterre à la doctrine des *Ultra Vires*, doctrine extrêmement touffue et qui a certaines conséquences dont l'analogue ne se retrouverait pas dans notre droit, doctrine aussi singulièrement hésitante dans certaines de ses parties. Nous en indiquons le principe, les applications n'ont pas d'intérêt sauf pour les Anglais eux-mêmes.

\*  
\* \*

Nous venons de dire, plus haut, que l'étroitesse de la théorie de la fiction avait obligé les Anglais à

demander à d'autres institutions juridiques les avantages du régime corporatif dans les cas où celui-ci n'était pas possible. On pourrait dire inversement que c'est parce qu'ils ont trouvé dans leur droit ces institutions qu'ils n'ont pas songé à modifier la théorie de la fiction. Cependant nous croyons que sous cette forme la proposition ne serait pas très exacte. Elle impliquerait qu'ils n'auraient pas modifié la théorie. A la vérité ils ne l'ont peut-être pas modifiée, mais il est arrivé que la pratique a cessé de correspondre à la doctrine. Ce n'est pas seulement par l'emploi d'une institution étrangère : le *trust*, que le droit anglais a donné la jouissance d'un droit adéquat à leurs besoins, aux groupements existants, c'est aussi par des dérogations au principe de la fiction. Seulement là pas plus qu'ailleurs les jurisconsultes n'ont suivi l'évolution des faits pour en donner le tableau synthétique, et l'on répète encore la leçon autrefois apprise, et qui ne répond plus à la réalité depuis longtemps déjà. Seuls les professeurs Maitland et Dicey ont essayé de jeter un peu de lumière sur cette question et c'est grâce à leurs travaux qu'il est possible de donner une esquisse du problème de la personnalité.

C'est vers la fin du xvi<sup>e</sup> siècle que la théorie de la fiction fut reçue en Angleterre. Était-elle l'œuvre des glossateurs italiens, était-elle plus précisément, comme l'affirme Gierke, due au pape Innocent IV,



venait-elle au contraire du droit romain ? La seconde hypothèse semble la plus vraisemblable, mais peu nous importe ici. Quelle que fût son origine, l'Angleterre la prit à l'Italie. « Elle passa des cours de justice ecclésiastiques, qui avaient beaucoup à dire au sujet des corporations religieuses, aux cours temporelles qui, quoiqu'elles eussent depuis longtemps à s'occuper de « *group-units* » anglais, n'avaient pas de théorie nationale à opposer à cet envahisseur subtil et raffiné (1). »

Une des conséquences à retenir du système de la fiction c'est le fait qu'une corporation ne pouvant être créée qu'en vertu d'un acte d'autorité, toutes les grandes corporations tenaient leur existence du roi. La forme en pouvait différer, le consentement pouvait être tacite, mais il était indispensable d'en supposer au moins l'existence à la base des corporations. Normalement le consentement s'exprimait par une charte à laquelle le Parlement devait donner son approbation (2). Et il importe de remarquer qu'au cours de l'histoire, en dehors des corporations, le droit anglais ne connaît pas d'associations. D'autre part le privilège de corporation est expressément ré-

1. Maitland, *Political Theories of the Middle Age*, p. XIV. Cfr. Pollock et Maitland, *The History of English law*, I, 489.

2. Ces règles s'appliquent évidemment aussi à des corporations qui ne sont pas des associations, mais nous ne nous en occupons qu'en tant qu'elles intéressent ces dernières.

servé à ceux qui ont obtenu l'autorisation royale. « Rappelons-nous que nous sommes en présence d'une doctrine qui, à l'époque de Charles II, condamna tous, — oui tous, — les habitants de Londres à la prison pour avoir été présumés d'agir comme corporation » (1).

Mais si les associations ne disposaient pas de la forme corporative pour abriter leur existence et leur développement, elles ont largement usé d'une institution spéciale à l'Angleterre : le *trust*. « Depuis les quatre derniers siècles les Anglais ont pu dire : « Autorisez nos trusts, et le droit et la théorie des corporations pourront être à la vérité très importants, mais ils n'empêcheront pas de se former et de se maintenir des groupes considérables : groupes qui derrière un rempart de *trustees* vivront très heureux, se glorifiant même de siècle en siècle de leur *in-incorporation* (2). » C'est que cette institution du *trust* a joué en Angleterre un rôle singulièrement étendu. On l'a appliqué en dehors de son domaine essentiel aux choses les plus diverses. Ainsi au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle c'était un lieu commun parlementaire que « tout pouvoir politique est un *trust* » et cette idée s'appliquait au roi. « Il était plus aisé et beaucoup

1. Maitland. *Moral Personality and Legal Personality*. *The Journal of the Society of Comparative Legislation*, new series, n° XIV p. 195.

2. Maitland. *Political theories of the Middle Age*, p. XXIX.

plus anglais de voir dans le roi un *trustee* de son peuple que de l'appeler *officer*, *official*, *functionary*, ou même premier magistrat. » Et Maitland ajoute : « La supposition que Dieu était l'auteur du *trust* n'était pas écartée » (1), et c'est pourquoi lorsque nous nous occuperons des groupements possédant la personnalité nous n'aurons pas à nous arrêter sur l'État. Peut-être cependant, pourrait-on se demander si le roi considéré comme *corporation sole* n'est pas un aspect inexact de la personnalité de l'État.

Appliquée aux groupements, le système du *trust* leur a permis de vivre alors que la forme corporative leur était fermée. « Depuis l'époque où parmi d'autres groupements nombreux les *Inns of Court* s'organisèrent, à celle où les trusts monopolisateurs mettent l'Amérique en feu, notre droit des corporations a été seulement une part de notre *Genossenschaftsrecht*, et sans doute pas la plus importante (2). » A l'appui de cette affirmation Maitland montre que l'on a l'habi-

1. *Id. ibid.*, p. XXXVII.

2. *Id. ibid.*, p. XXIX. Voyez le statut 23, Henri VIII, c. 10 (1531) Avant l'avènement de Henri VIII, les terres sont déjà mises à la disposition des « gilds, fraternités, communautés, compagnies ou confréries » non incorporées, et ce sur une si large échelle que le roi Henri comme *landlord* suprême, dut intervenir. Heureusement les jurisconsultes de cette époque précédant de quelques années l'antipathie du roi Henri pour les superstitions purent ainsi donner à ce statut répressif une portée beaucoup plus étroite que celle qui était certainement dans l'intention de son royal auteur. Le cas important est le cas *Porter*. Cokes, *Reports*, 122 b.

tude de parler des biens appartenant aux corps religieux autres que ceux de l'Église établie. Or jusqu'à une époque toute récente la forme corporative n'était pas ouverte aux non-conformistes, et même maintenant il en est fait très peu usage ; à ceux-ci le *trust concept* a rendu d'éminents services, et l'on peut encore citer en dehors des associations non conformistes des groupements de toutes sortes : « *Lincoln's Inn* ou *Lloyd*, le *Stock Exchange*, le *Jockey Club* et tout un système presbytérien, ou même l'Église de Rome avec le pape à sa tête. »

Pour que le *trust* ait pu remplir ce rôle, il faut que les conséquences qui résultent de son emploi soient assez proches de celles qui dérivent de la personnalité, et c'est bien en effet ce qui se produit. C'est pensons-nous très exactement que M. Jean Escarra a pu rapprocher le *Trust estate* et le *Zweckermögen* « qui symbolisent l'un et l'autre le degré de « personnalisation » de leurs législations respectives (et) aboutissent par des procédés différents à des résultats semblables (1). »

Néanmoins en dépit du rôle joué par le *trust concept* on assiste en Angleterre à un développement de l'idée de personnalité qui pour n'être pas doctrinal n'en est pas moins intéressant. Nous avons vu qu'il avait déjà été aperçu par les admirables juris-

1. J. Escarra, *op. cit.*, p. 380.

consultes que sont Maitland et Dicey. L'exposé de ce développement peut, croyons-nous, être ramené à deux idées. On a en premier lieu ouvert de plus en plus largement la possibilité d'acquérir la personnalité aux groupements qui pouvaient le désirer. On a aussi soit par des acts, soit par interprétation jurisprudentielle, parfois reconnu à leur avantage, parfois imposé à leur détriment des solutions qui découlaient de l'idée de personnalité, alors que les groupements à qui on appliquait ces solutions n'avaient pas la personnalité. C'est à l'exposition de ces faits que nous allons consacrer les pages suivantes. Mais avant de le faire nous devons donner quelques explications relatives à la classification des associations en Angleterre.

## II. — CLASSIFICATION DES ASSOCIATIONS

Il n'existe pas dans le droit anglais une distinction semblable à la distinction qui se rencontre en France entre la société et l'association. L'act de 1867 qui a fait entrer les sociétés sans but lucratif dans le cadre des acts de 1862-1900, les soumet, — sauf une exception de pure forme — importante d'ailleurs — à l'ensemble des obligations (1) et leur donne tous les

1. Sauf la nécessité de publier le nom et d'envoyer la liste des membres, de l'administrateur ou du directeur au *Registrar*.

droits des *Companies* commerciales. Quant aux associations qui sont soumises à un statut spécial, ce statut édicte des dispositions déterminées qui tantôt se rapprochent de la réglementation des *Companies*, tantôt de celle d'autres types d'associations. C'est ainsi que les acts de 1862 et de 1867 sur les coopératives les assimilent presque aux *Companies* alors que l'act de 1876 les assimilent presque aux *Friendly Societies*.

Si une telle distinction n'existe pas, est-il cependant exact de dire, comme l'a fait M. Henri Hayem (1), dans un essai de classification des associations et des sociétés, que le système anglais « est le système de l'unité ». Nous ne le croyons pas. Tout d'abord parce que même en admettant que le droit anglais ne connaisse pas de division systématique, il est bien évident que tous ses groupements, loin d'être soumis aux mêmes dispositions, sont au contraire régies par un grand nombre d'acts particuliers.

Il existe une grande variété de règles. Cela est même tellement évident que M. Hayem est amené à le reconnaître quand il écrit quelques lignes plus bas que « le système de l'unité se trouve être aussi le système de l'émiettement ». Dans ce cas il nous semble que le mot système soit ironique. Mais M. Hayem persiste dans son erreur lorsqu'il dit

1. H. Hayem. *Domaines respectifs de l'Association et de la Société*, 1907, n° 295, p. 369.



encore que dans ce système « le droit du groupement est unique ». Rien de moins exact et nous en arrivons ainsi à une deuxième observation. Nous avons vu qu'il n'y a pas de distinction rationnelle entre les associations et les sociétés. Mais de ce que cette division n'existe pas à la base de la réglementation des groupements associés, il ne s'ensuit ni que les associations et les sociétés soient régies par les mêmes règles, aient le même droit, ni à plus forte raison, que tous les types divers de groupements qui rentrent dans ces cadres soient soumis à la même réglementation.

L'observation de l'auteur que nous citons pourrait avoir un sens un peu différent, plus précis : c'est qu'en l'absence d'une telle distinction, le juge, dans un cas douteux, ne sera pas guidé pour donner une solution, par l'assimilation aux sociétés dans un cas, aux associations dans l'autre. Mais le caractère d'un groupement, loin d'être méconnu, guidera au contraire la décision du juge. Seulement le caractère d'association ou de société ne sera pas le seul dont il aura à tenir compte quand il s'agira d'une corporation. La théorie des *Ultra Vires* l'autorisera, lui commandera même de rechercher la raison d'être du groupement. Et quand il s'agira de corporations possédant *on trust*, la liberté d'appréciation du juge sera encore très grande, puisque tout ce qui touche aux *trustees* relève de l'*Equity*.

Donc guidé par le caractère du groupement considéré le juge tiendra sûrement compte *parmi d'autres circonstances*, de son but lucratif ou non. Et en cherchant dans les acts on trouverait que la distinction entre les associations et les sociétés pour n'être pas exprimée n'en a pas moins un certain degré d'existence, c'est-à-dire qu'un certain nombre des règles appliquées aux groupements à but lucratif ne se retrouvent que pour eux. Quant à la jurisprudence elle établit nettement la distinction quand il s'agit de sociétés non incorporées en leur appliquant, si elles sont commerciales, les règles de la *partnership*, si elles ne sont pas commerciales, celles de *l'agency*.

En tous cas, ce que l'on ne saurait réduire à un seul terme ce sont toutes les associations ; d'ailleurs pour le faire en droit français M. Hayem est obligé de laisser de côté les associations pour l'exercice du culte.

Sous bénéfice de cette observation nous allons présenter le tableau résumé des associations (et maintenant nous donnons au mot un sens général) dans le droit anglais (1).

On peut établir une répartition des associations en distinguant les associations de la *Common law*, et celles qui sont prévues par des statuts spéciaux.

1. Nous nous efforcerons d'établir une classification suivant le degré de personnalité dont jouissent les associations.

Les premières peuvent présenter trois formes : elles peuvent être des *corporations*, des *partnerships*, ou des *voluntary associations*, les deux dernières n'ayant en principe aucun état légal différent de celui des membres qui les composent.

Il ne faut d'ailleurs pas voir dans les *partnerships* un degré intermédiaire entre les corporations et les associations dénuées de toute personnalité, ce sont des sociétés commerciales ayant leurs règles propres et qui en fait n'ont pas besoin au même degré de la personnalité parce que seules celles qui comprennent un petit nombre d'associés sont restées sous ce régime ; les autres ont passé sous le régime de la loi de 1862 et ont par conséquent joui de l'incorporation.

En dehors de la *Common law* on trouve, dans les statuts régissant les associations : des associations incorporées, mais dont l'incorporation n'a pas tous les effets de la corporation de la *Common law*, des associations quasi incorporées qui se différencient très peu des précédentes, enfin un type particulier d'associations, les *Trade-Unions*, qui ne sont pas incorporées (1) et ne sont pas cependant dénuées de tous les caractères de la personnalité.

1. M. Michoud a reproduit dans son ouvrage sur la *Personnalité morale* une information inexacte de M. J. Clos (*Études du Conseil d'État*) d'après laquelle l'enregistrement donnerait la personnalité aux *Trade-Unions*. Il n'en a jamais rien été. On verra plus loin à quelle

Certains auteurs, par exemple Seward Brice, font figurer parmi les associations les copropriétaires. Mais les règles qui régissent leurs droits sont celles du droit de propriété et il ne paraît pas qu'il y ait grand intérêt à s'en occuper à notre point de vue.

D'autres associations ont certainement un titre à figurer dans la classification, ce sont les *Cost Book Mining Companies* qui se rapprochent des *partnerships*, mais présentent cependant des caractéristiques assez spéciales pour que l'on doive en faire une catégorie distincte.

Il convient maintenant de classer les diverses corporations (1). On peut le faire en s'appuyant sur leur objet et distinguer les associations ecclésiastiques et laïques, ces dernières comprenant les associations charitables et les associations civiles, multiples d'ailleurs. On peut distinguer les corporations publiques et privées, les corporations qui possèdent *on trust* (corporations charitables, corporations municipales) (2). On peut encore distinguer les associa-

controverse jurisprudentielle la question de la responsabilité des Unions a donné lieu, précisément à cause de leur absence de personnalité.

1. Nous ne parlerons pas ici de la *corporation sole*, ce n'est pas, en effet, de la corporation que nous nous occupons, mais des *associations* incorporées.

2. On n'est pas bien fixé en Angleterre sur celles des corporations qui peuvent posséder *on trust*. Les exemples que nous avons cités sont certains, mais il peut y en avoir d'autres. On ne le sait pas trop.

tions en *Joint Stock Companies* et, si l'on veut, *non Joint Stock Companies*.

D'un côté on rangera les sociétés commerciales, les *cooperative associations* — et ce que Brice appelle les associations anormales, c'est-à-dire celles qui sont sans but lucratif mais aussi sans but charitable — de l'autre les corporations de l'ancienne *Common law* et les *prescriptive corporations* (1).

On peut encore s'attacher à l'étendue de la responsabilité, ou au fait qu'une corporation a reçu des privilèges par act spécial.

Mais les indications précédentes suffisent pour le but que nous nous proposons, elles nous permettent de passer à l'étude des catégories qui nous intéressent et qui sont les associations incorporées, les associations quasi-incorporées, les *Trade-Unions* et les associations dépourvues de toute personnalité, *clubs* et *voluntary associations*.

1. Brice, p. 19. Corporation par prescription, l'origine de l'incorporation n'est pas connue mais on suppose qu'il y a eu un instrument d'incorporation. Ces *prescriptive corporations* sont analogues aux corporations de la *Common law*.

## CHAPITRE II

### Les Associations

#### α). — LES CORPORATIONS

Nous avons vu comment et à quelle époque la notion de corporation fut introduite en Angleterre. Les canonistes du <sup>xii</sup><sup>e</sup> et du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle l'appliquèrent aux couvents, aux monastères et aux autres associations religieuses permanentes. « Cette application de l'idée (de personnalité fictive) paraît avoir été secondée par un bon nombre de circonstances. Ainsi on a montré que la pratique qui existait parmi les pieux donateurs, d'attribuer les terres à un saint, établissait, en fait, une sorte de succession perpétuelle. De même l'idée d'association volontaire de beaucoup, en vue d'un but commun, était stimulée par l'aspect de l'Église comme lien de fraternité commun de l'homme. Il arriva ainsi qu'en Angleterre, les corps (*bodies*) ecclésiastiques prirent la forme corporative longtemps avant les associations civiles (1).

1. Herbert. M. Adler, *A Summary of the Law of Corporations*, p. 10



A l'égard de celles-ci, il n'est pas douteux que le principe de la fiction n'ait eu pour résultat d'entraîner leur incorporation. Mais si l'on se réfère à la division des corporations et que l'on regarde quelles sont les associations de la *Common law* (1), on ne voit cité — pour les associations — que les associations religieuses.

Les associations incorporées par Charte Royale n'apparaissent guère avant le règne d'Élisabeth. Des chartes d'incorporation furent accordées aux grandes compagnies de colonisation, l'*East India Company* (31 décembre 1600), l'*Hudson's Bay Company* (1670), ou à des institutions comme *The Bank of England* (1674), *The London Assurance Corporation* (1720), la *Peninsular and Oriental Steam Navigation Company* (1840) (2), etc.

Un autre mode d'incorporation est l'incorporation par act du Parlement. Il ne commence à fonctionner qu'à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle : il prit naissance au moment du mouvement de la construction des canaux,

1. C'est-à-dire « ces institutions auxquelles le consentement général de la communauté a, depuis les temps les plus anciens, attribué un caractère corporatif. » Kyd, *Law of Corporations*, I, 39.

2. Le mouvement d'incorporation ne fut pas restreint aux associations. C'est un statut d'Élisabeth qui permit à un grand nombre de fondations charitables (hôpitaux, maisons de correction), d'être incorporées par simple enregistrement. On incorpora aussi les municipalités. Mais nous nous en tenons dans le texte à ce qui intéresse les associations.

« mouvement qui suivit de près le succès de Brindley dans la construction du *Bridgewater Canal*, en vertu des acts obtenus en 1759 et en 1760, par le duc de Bridgewater.

« On s'aperçut très vite que la meilleure organisation pour la construction de ces grands travaux était une *Company* incorporée par act spécial du Parlement. L'un des premiers de ces acts fut le *Trent Navigation Act* 1766 (6, Geo. III, c. 196) (1). »

Les corporations de cette forme ne se multiplient qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, au moment de la construction des chemins de fer.

Le dernier mode (2) est l'incorporation en vertu d'un act général qui accorde l'incorporation à toutes les associations qui adopteront la forme prévue par cet act.

L'act qui a établi ce mode, est l'act de 1844 (7 et 8, Vict. c. 110), qui a été remplacé par l'act de 1862 (25 et 26, Vict. c. 89).

Désormais, en vertu de la section 6, toutes les fois que sept personnes ou plus s'associeront pour poursuivre une entreprise dont l'objet sera légal et qu'elles se conformeront aux dispositions de l'act relatives à l'enregistrement, elles formeront une corporation.

En 1867, un act d'amendement (30 et 31, Vict. c. 131) étendit l'act aux associations sans but lucra-

1. Palmer, *op. cit.*, p. 3.

2. Nous laissons de côté la prescription, sans intérêt pratique.

tif qui désormais purent être enregistrées en vertu des *Companies Acts* et par conséquent acquérir l'incorporation quise trouve enfin ouverte très largement. Toutes les sociétés ou associations peuvent l'acquérir sans distinction. Sans doute, un certain nombre d'entre elles n'ont pas profité de cette faculté, pour beaucoup de raisons, notamment parce que les formalités sont assez nombreuses et surtout coûteuses, mais elles peuvent le faire, et c'est là un point essentiel.

La législation anglaise a encore accordé l'incorporation à des sociétés qui ont fait l'objet de *statuts spéciaux*. C'est le cas des *Building Societies* incorporées en vertu de l'act de 1874 (37 et 38, Vict. c. 42) et des *Industrial and Provident Societies* en vertu de l'act de 1893 (56 et 57, Vict. c. 39).

Tel est brièvement esquissé le développement de la forme corporative des associations en Angleterre. Ce développement est, sauf en ce qui concerne les corporations religieuses, de date récente ; mais nous aurons à voir, en nous occupant des associations non incorporées, quelles atténuations il faut apporter à cette idée.

### *La personnalité des corporations.*

Avoir indiqué le fondement théorique de la personnalité ne suffit pas et il est indispensable de préciser maintenant de plus près le contenu de cette

notion qui paraît assez différent en droit anglais de ce qu'il est en France.

Un passage classique de Blackstone (1) énumère ainsi les pouvoirs des corporations. Les corporations (*aggregate corporations*), ont une succession perpétuelle, elles peuvent ester en justice, activement et passivement; elles peuvent accomplir les différents actes de la vie juridique, donner, recevoir, vendre, acheter, etc.; elles peuvent acquérir des terres et les conserver (sous bénéfice des dispositions des *Mortmain Acts*); elles possèdent un siège social, enfin elles peuvent élaborer des règlements, dans la mesure où ils ne portent pas atteinte aux droits du souverain et de la nation. » Mais cette énumération ne suffit pas à découvrir les caractéristiques essentielles des corporations anglaises et c'est maintenant ce à quoi nous devons nous attacher.

Sir Thomas Barclay dans son ouvrage: *Companies in France*, dit que les juristes anglais associent cette notion avec l'idée d'une succession continue, d'une identité légale et perpétuelle sous un nom corporatif. La caractéristique essentielle de la notion française de corporation est la possession d'une personnalité légale indépendante de celle des individus qui la composent (2). Une des conséquences que l'auteur tire

1. Blackstone. *Commentaries of the Laws of England*, édition F. Archbold. Londres, 1811, Liv. I, ch. XVIII, p. 466.

2. Sir T. Barclay, *Companies in France*, p. 4.

de cette idée c'est l'absence de *corporation solé* en droit français, l'absence d'une notion de personnalité d'une maison de commerce, distincte de celle des associés, en droit anglais (1).

Cette conception de la personnalité dans le droit anglais semble bien en effet avoir été celle des autorités en la matière. Lord Coke a défini ainsi la corporation : « Une corporation *aggregate* existe seulement *in abstracto* et repose seulement sur la volonté et l'intention de la loi. Elle est invisible et immortelle... elle n'a pas d'âme. Elle n'est pas non plus sujette à la faiblesse du corps » (2). Kyd dans son *Traité sur les corporations* disait avec plus de détail : « Une corporation ou un corps politique ou un corps (*body*) incorporé est une collection d'individus nombreux unis en un seul corps (*body*), sous un nom déterminé, ayant une succession perpétuelle sous une forme artificielle, et investie par l'action de la loi de la capacité d'agir à différents points de vue comme un individu, en particulier de donner et céder des biens, de contracter des obligations, de poursuivre et d'être poursuivie, de jouir de privilèges et d'immunités en commun, et d'exercer divers droits

1. *Id. ibid.*, p. 5.

2. Dans l'affaire de l'Hôpital de Sutton, *Case of Sutton's Hospital*, 10, Rep. 32 b. Cette espèce est la plus importante au point de vue de la théorie jurisprudentielle des corporations, elle est toujours citée depuis trois siècles quand on entreprend l'étude de ces questions.

politiques plus ou moins étendus, suivant le but de l'institution ou les pouvoirs qui lui sont conférés soit au moment de sa création ou à une époque postérieure de son existence (1). »

1. Kyd, *Law of Corporations*, I, p. 13. Cette idée de succession perpétuelle est bien également l'idée dominante de Blackstone ainsi que le montre ce passage que nous avons cité (liv. I, ch. XVIII, p. 461).

« Nous avons jusqu'ici considéré les personnes avec leur capacité naturelle et nous avons traité de leurs droits et de leurs devoirs. Mais comme tous les droits personnels meurent avec la personne, et comme les formes nécessaires pour investir une série d'individus, l'un après l'autre, de droits identiques, serait très incommode, sinon impraticable, on a trouvé nécessaire, lorsque c'est dans l'intérêt du public, d'avoir des droits particuliers maintenus et continués, de constituer des personnes artificielles qui peuvent conserver une succession perpétuelle, et jouir d'une sorte d'immortalité légale :

Ces personnes artificielles sont appelées corps politiques, corps incorporés (*corpora corporata*) ou corporations, il en existe une grande variété pour l'avancement de la religion, de l'industrie et du commerce ; en vue de préserver entièrement et pour toujours ces droits et ces immunités, qui, s'ils sont donnés seulement aux individus dont se compose le corps incorporé, seraient à leur mort définitivement perdus et éteints.

P. 467. Mais lorsqu'ils sont consolidés et unis en une corporation, eux et leurs successeurs sont alors considérés en droit comme une personne : comme une personne, ils ont une volonté qui résulte de la décision de la majorité des membres ; cette volonté unique peut établir des statuts et des règlements qui devront être observés par tous et qui sont des sortes de lois municipales de cette petite République ; ou des statuts et règlements peuvent lui être imposés lors de sa création, qui tiennent lieu alors de lois naturelles, les privilèges et les immunités, les *estates* et les *possessions* de la corporation lorsqu'elle en a été une fois investie lui appartiennent pour toujours sans de



Mais ces définitions ont été récemment critiquées précisément parce qu'elles laissent dans l'ombre ce caractère de personnalité indépendante que Sir Thomas Barclay considère comme la caractéristique de la personne morale française. Après les avoir rappelées M. H.-M. Adler ajoute « qu'elles ne développent pas suffisamment un troisième trait distinctif de la notion de corporation, lequel est de grande importance: — *la corporation est une chose distincte de ses membres*. Elle a des droits et des devoirs qui lui sont propres; en d'autres termes, elle constitue une personne légale distincte (1). » S. Brice fait également observer après avoir donné la définition de Kyd, qu'elle n'accuse pas suffisamment « ce qui est le caractère le plus spécifique de la corporation aux yeux de la loi: « *that which is its real characteristic in the eye of the law* », à savoir son existence séparée et distincte de ceux qui la composent (2); et à la

nouvelles transmissions à de nouvelles successions, car tous les membres individuels qui ont existé depuis la fondation à nos jours, ou existeront à partir de maintenant ne sont qu'une personne en droit, une personne qui ne meure jamais, de même que la Tamise est toujours la même rivière, quoique les parties qui la composent changent à chaque instant. » Sur la succession perpétuelle, V. encore plus loin, p. 475.

1. Herbert M. Adler, *op. cit.*, V. 3. A l'appui de son observation M. H.-M. Adler se réfère à deux espèces jurisprudentielles, *Per Cave J.*, in re *Sheffield etc. Society*. 22 Q. B. D. 476 et *Salomon, v. Salomon* 1897. A. C. 22.

2. S. Brice, *op. cit.*, p. 1.

suite de cette observation M. H.-M. Adler propose la définition suivante: « Une corporation est une personification légale, sous un seul nom, de plusieurs individus ou d'une succession d'individus unis entre eux dans un but quelconque; elle est capable d'une durée indéfinie, et elle est douée de droits et d'obligations, de capacités et d'incapacités (1), qui sont distinctes de ceux des individus qui la composent. »

Quant à l'objection de Sir Thomas Barclay qui consiste à dire que les Anglais ne conçoivent pas une maison de commerce comme distincte de ses associés, nous n'en saisissons pas très bien la portée: car, ou la maison ne sera pas une corporation, ce sera une *partnership* et en effet la maison (2) ne sera pas distincte de la personne des associés, mais cela est sans intérêt au point de vue des corporations, ou ce sera une corporation, une *company* incorporée (3) par exemple, et les règles des *companies* incorporées impliquent absolument l'existence d'une personnalité distincte de celle des associés. Nous croyons aussi qu'il ne faut pas attacher grande importance à

1. Nous préférons adopter cette traduction incorrecte au point de vue français mais fidèle et parfaitement claire, que de remplacer le mot capacité par une longue périphrase.

2. Sous réserve de certaines considérations que nous exposons plus loin.

3. Il convient d'insister sur l'expression *company* incorporée car ce pourrait être une *company* non incorporée.

la *corporation sole*. Maitland la considère, à juste titre, nous a-t-il paru, comme une construction juridique arbitraire et non comme un produit logique du concept de corporation.

Ainsi si l'on s'attache aux faits, il semble que la notion de corporation en Angleterre (indépendamment du fondement de la fiction) est beaucoup plus près de la notion française que cela n'apparaissait à la lecture des vieux juriconsultes et cette véritable notion apparaît comme très bien dégagée par les auteurs modernes. On peut même ajouter que cette idée de perpétuité, sur laquelle la plupart des auteurs insistaient tant, n'a pas ce caractère absolu qu'ils semblent lui donner. On conçoit très bien et l'on rencontre fréquemment des associations qui ne sont pas perpétuelles, d'une manière générale parce que les membres pourront mettre fin à son existence d'un consentement unanime ; ou dans certains cas parce que l'on aura prévu à l'association un terme soit conditionnel, soit absolu.

#### *La théorie des « Ultra Vires »*

Il n'est pas possible de s'occuper des corporations sans savoir ce qu'on entend par la théorie des *Ultra Vires* — *The doctrine of Ultra Vires* —. A plusieurs reprises déjà nous avons dû y faire allusion et en in-

diquer le principe fondamental. Il convient maintenant d'en résumer les traits principaux.

Les motifs qui ont provoqué cette construction entièrement jurisprudentielle sont les mêmes qui ont donné naissance à la théorie de la spécialité. Seulement les développements de la théorie des *Ultra Vires* sont différents de ceux de la théorie française. La formation de cette doctrine est récente en Angleterre. « Cette doctrine peut bien avoir été présente, dans une forme vague, à l'esprit des anciens juges, mais c'est seulement au cours de la seconde partie du dernier siècle qu'elle a été exprimée dans un langage clair, complet (1). »

Autrefois les corporations avaient à peu près les mêmes pouvoirs et étaient astreintes aux mêmes formalités que les personnes physiques (2). C'était, — la chose semble indiscutable, — une conséquence naturelle de la conception anthropomorphique des corporations. Aujourd'hui, par l'effet de l'application de la doctrine des *Ultra Vires* ces pouvoirs et ces obligations ont été considérablement modifiés, et cette modification s'est faite en entraînant une diminution

1. S. Brice, *op. cit.*, p. 37.

2. Cfr. Adler, *op. cit.*, p. 111. « Coke remarque que : quand une corporation est dûment créée, toutes les autres conséquences l'accompagnent *tacite* », ce qui veut dire que ce corps vient à jouir de « tous les droits d'une personne naturelle », sauf quelques exceptions énumérées par Adler dans le chapitre VI de son ouvrage. Cfr. Bowen in *Baroness Wenlock v. The River Dee Co.* 36, Ch. Dat. 685.

des uns et des autres (1). « Il a été établi que quelques corporations, sinon toutes, existaient en vue seulement de la réalisation de certains buts ; et que, si leurs pouvoirs ne sont pas explicitement restreints à l'exercice des pouvoirs légitimes nécessaires pour atteindre ces buts ils le sont au moins implicitement ; et que, par conséquent, elles ne peuvent accomplir d'actes, ni entrer dans des transactions, ni encourir de responsabilités, autres que ce qui résulte immédiatement ou incidemment de l'objet pour lequel elles ont été créées (2). »

Avant de préciser davantage le contenu de la doctrine, observons que la théorie de la fiction n'a pas été sans influence sur elle. L'analyse des arrêts très nombreux en la matière (Brice se réfère à près de 2.000 espèces dans son traité) montrerait qu'on a été très loin dans cette voie de la spécialisation ; sans doute il y a des contradictions dans la jurisprudence ; il est *Ultra Vires* pour le chemin de fer du Great Eastern d'avoir des steam-packets partant d'Harwich (Colman v. Eastern Counties Ry. Co. 10 Beav. 4) mais non pour le Chemin de fer du South-Wales d'en avoir partant de Milford Haven (South-Wales Ry. Co. v. Redmond, 10. C. B. N. S. 675) ; il est *Ultra Vires* pour la ville de Southampton (A. G. v. Andrews, 2. Mac.

1. S. Brice, *id. ibid.*

2. S. Brice, *id. ibid.*,

et G. 225), ou de Sheffield (Reg. v. Mayor, etc., of Sheffield, L. R. 6, Q.B. 652), d'engager des dépenses pour établir une alimentation d'eau pour leurs habitants, mais cela ne l'est pas pour Ashton-under-Lyne, (Battman v. Mayor, etc., of Ashton-under-Lyne, 3, et N. 323), ou pour Wigan (A. G. v. Mayor, etc., of Wigan 5, de G. M. et G. 52) (1). Mais en dépit de ces contradictions, l'influence de la théorie de la fiction est très sensible. Les corporations dont le but est précisé soit par leur charte d'incorporation, soit, surtout maintenant, par les acts généraux qui les prévoient, existent en vertu de ces chartes ou de ces acts, et en vue du but prévu par eux. Tous les acts qui ne s'y rattachent pas sont *Ultra Vires* (2).

Quant au contenu de la doctrine des *Ultra Vires*. S. Brice prend soin de distinguer les actes *Ultra Vires* de ceux qui sont entachés d'illégalité. Sans doute les deux choses sont proches et se pénètrent souvent, mais il y a un grand nombre d'actes qui — en l'absence de la doctrine — seraient en eux-mêmes des actes légaux, mais qui sont en dehors de la capacité de la corporation et par suite *Ultra Vires* (3).

En second lieu, Brice constate qu'on a fréquem-

1. *Id.*, XX.

2. On sait qu'en France en partant de cette même idée de fiction certaines personnes aboutissaient à des conclusions analogues. Cfr. Capitant, *Introduction à l'étude du droit civil*, 2<sup>e</sup> édition, p. 194.

3. S. Brice, p. 43, 44.



ment employé le mot *Ultra Vires* dans deux acceptions sensiblement différentes.

Le sens véritable peut, d'après lui, s'exposer ainsi : « Une corporation a seulement certains pouvoirs, et elle ne peut être engagée que lorsqu'elle agit, directement ou indirectement, dans la limite de ces pouvoirs (1). »

Quelles sont les corporations affectées par la doctrine ? Brice s'occupe successivement des corporations ordinaires et des corporations spéciales ; des corporations non commerciales, et des corporations commerciales. Cette division ne nous paraît pas satisfaisante. Sans doute elle répond dans une certaine mesure à des faits. Les actes qui se trouveront être *Ultra Vires* seront sensiblement les mêmes, — en dehors des errements de la jurisprudence — dans le groupe des corporations commerciales et dans celles des non-commerciales, et différents de l'un à l'autre ; mais il y a une distinction qui mérite d'être mise en relief, bien qu'elle soit de nos jours à peu près théorique. Il y a des corporations auxquelles la doctrine ne s'applique pas ; d'autres auxquelles elle s'appli-

1. *Id. ibid.*, p. 46. Le second sens est relatif, non aux droits de la corporation comme telle, mais aux droits de l'ensemble des individus qui la composent. Brice doute même que ces actes rentrent à un titre quelconque dans la doctrine. Il s'agit, suivant lui, des pouvoirs de la majorité, mais il croit discerner certains actes qui ne rentrent ni dans l'une ni dans l'autre catégorie. V. p. 47.

que. Les corporations auxquelles la doctrine ne s'applique pas sont celles qui ont été créées en tant que corporations sans qu'il leur soit assigné un objet déterminé, corporations ordinaires, que Brice oppose aux corporations spéciales, et peut-être aussi les corporations commerciales créées en vertu de chartes royales. Mais S. Brice pense qu'il n'a jamais existé et qu'en tous cas il n'existe pas aujourd'hui de telles corporations. Il en donne deux raisons : la première c'est qu'en fait ce ne sont pas des personnes physiques mais des personnes juridiques de caractère abstrait ; la seconde c'est que la *raison d'être* des corporations consiste en des fins que les particuliers ne pourraient accomplir sans l'aide de la loi et « que sont ces fins, sinon des buts particuliers ? » (1).

Ainsi donc, en fait, aujourd'hui, toutes les corporations sont affectées par la doctrine des *Ultra Vires*. Toutes ne le sont pas au même degré, mais l'examen des espèces qui seule permettrait de fonder des distinctions est un travail considérable que nous ne pouvons songer à entreprendre ici.

Ce que nous voulons signaler, c'est la tendance à appliquer la doctrine des *Ultra Vires* aux corps non incorporés (*bodies unincorporated*), quasi-corporations ou même *Trade-Unions*, tendance qui est encore un des côtés par lesquels ces derniers grou-

1. Brice, *op. cit.*, p. 54.

pements sont rapprochés des corporations par la jurisprudence anglaise.

#### QUASI-CORPORATIONS

Un grand nombre d'entreprises commerciales se sont développées en Angleterre dans la première moitié du *xix<sup>e</sup>* siècle, à une époque à laquelle il n'y avait pas encore de statut général leur permettant d'obtenir l'incorporation par simple enregistrement, à laquelle par conséquent on ne disposait que des moyens d'incorporations que nous avons indiqués plus haut, plus difficilement accessibles. Les règles ordinaires des *partnerships*, pratiques pour les entreprises dans lesquelles le nombre des associés était restreint, devenaient fréquemment une gêne, souvent considérable, pour celles dans lesquelles il s'élevait parfois à plusieurs centaines. La jurisprudence, en particulier la jurisprudence de la Cour de la Chancellerie et le législateur, par des acts particuliers, vinrent au secours des intéressés : la Cour de la Chancellerie autorisa la représentation en justice par un ou plusieurs membres, de toute la société, le législateur leur permit, dans nombre de cas, de poursuivre ou de se défendre par l'entremise d'un fonctionnaire public. Ce sont essentiellement ces dernières auxquelles on donne le nom de quasi-corporations : les *Banking Companies*, en vertu de l'act 7

(Geo. IV, c. 46), les *companies* qui se forment en vertu de l'act 1 (Vict. c. 73), enfin des *companies* autorisées en vertu de statuts particuliers. Ce n'est d'ailleurs que l'application d'une facilité de procédure qui est accordée dans beaucoup d'autres cas devant les juridictions d'*Equity*.

D'autres sont : « des associations coopératives (1) (*cooperative associations*) dont quelques-unes seulement sont des corporations véritables, quoique la plupart aient des attributs (*incidents*), et une capacité légale qui les distinguent des simples *partnerships* » (2); de plus, la notion de quasi-corporation s'applique aux commissaires publics, aux fonctionnaires publics par exemple, aux *Church Wardens* (9, Geo. I<sup>er</sup>, c. 7; 59, Geo. III, c. 12), aux gardiens des pauvres. Il y a même des quasi-corporations municipales et même des *quasi-corporations sole*.

Ce serait un travail très long, mais non sans utilité, que de rechercher, dans les acts qui les ont créées, dans quelle mesure les quasi-corporations s'écartent encore des corporations. Cette mesure varie évidemment suivant les cas. Très généralement on a donné aux quasi-corporations la capacité d'être représentées, particulièrement en justice.

Parmi les *quasi-corporations sole*, S. Brice indique

1. Ce mot a ici le sens anglais très général qui englobe toutes les *companies* et entreprises collectives.

2. S. Brice, *op. cit.*, p. 23.

les *Friendly Societies* et les autres associations analogues, parce que leurs biens doivent être aux mains (*vested in*) du trésorier ou du secrétaire, ou d'un *trustee* en vertu des *acts* qui les réglementent, et que les actions doivent être intentées par et contre celui-ci (1). Il est téméraire de prendre partie dans une question de droit étranger, mais la nécessité de recourir à la notion de *corporation sole* pour expliquer la situation des *Friendly Societies* ne nous apparaît pas.

Les *Friendly Societies* fonctionnent sans le secours de la personnalité morale grâce à l'emploi de *trustees* (2). Elles relèvent donc de la théorie du *trust* : Voir l'élément permanent des *Friendly Societies* dans le *trustee*, ou l'agent chargé de certaines fonctions ne paraît pas logique, ce qui est permanent c'est la *Friendly Society* elle-même, c'est de cette permanence que résulte celle des fonctions de ses représentants. La bizarrerie de cette application d'une notion déjà singulière apparaît d'autant plus qu'il n'y a pas dans une *Friendly Society* qu'une seule personne qui représente la société. En dehors des

1. S. Brice, *op. cit.*, p. 24. A l'appui de son affirmation, Brice cite les acts 18 et 19 Vict. c. 63 et l'affaire *Cartridge v. Griffiths*, I, B et Ald. 57.

2. Il nous paraît excessif d'écrire, comme l'a fait M. Craggs, qu'elles sont sans droit parce qu'elles n'ont pas la personnalité morale. Craggs, *Les Friendly Societies*, 1899, p. 113.

*trustees* ou des agents autorisés statutairement à agir en justice, « les membres et les personnes agissant aux droits des membres... peuvent actionner tout fonctionnaire qui reçoit les contributions et délivre les polices ; celui-ci défend aux actions intentées contre lui, en son nom, suivi des mots « pour le compte de la société » (1).

M. Craggs ajoute : « La procédure n'est pas interrompue par la mort, la démission ou la révocation des *trustees*, ou des fonctionnaires figurant au procès. »

Il nous semble évident que les *Friendly Societies* sont des *quasi-corporations* (2) mais non des *quasi-corporations sole*. On pourrait même être tenté d'aller plus loin et de prétendre que ce sont des corporations de fait. Leur personnalité qui se manifeste à l'aide du mécanisme des *trustees* « tant dans la vie journalière que dans les instances entamées », s'affirme plus intensément dans certains cas particuliers. « Lorsque tous les membres d'une *juvenile Society* sont arrivés au terme de l'âge auquel ils cessent d'en faire partie sans que l'actif ait été épuisé, les tribunaux ont décidé que les fonds restant devaient être réputés biens vacants et appartenaient à la Couronne (3). » Si, remarque M. Craggs, « il y a

1. *Id. ibid.*, p. 119.

2. Cette opinion est partagée par M. Craggs, mais s'il indique la solution, il ne s'occupe pas de la question que nous venons de soulever.

3. Craggs. *Id. ibid.*, p. 120-121.



une succession en déshérence c'est que le support des droits, la personne, a disparu. Or il se peut que tous ceux qui ont fait partie de la société subsistent » ; donc, conclut-il, il existait en dehors d'eux un être juridique qui n'est plus ; cet être c'est le groupe. » Et cette idée de personnalité des *Friendly Societies* n'est-elle pas encore tacitement admise lorsqu'on décide que, pour le recouvrement des pénalités qu'elles ont encourues, elles pourront être poursuivies en leur nom ?

Ce sont là des exemples de solutions que l'idée de *trust* ne suffit pas à expliquer et qui sont une preuve caractéristique de la tendance que nous nous efforçons de dégager dans le droit anglais.

#### LES TRADE-UNIONS

Avec les *Trade-Unions* nous abordons un problème qui sous sa face concrète a passionné l'Angleterre au cours de ces dernières années. De la solution jurisprudentielle qui lui a été donnée a dépendu la direction imprimée au mouvement ouvrier au moment des élections de 1906 et cette direction a eu une large répercussion sur la politique générale du pays.

Les Unions pouvaient-elles être poursuivies ? étaient-elles pécuniairement responsables ? Les solutions qui furent données ne doivent pas être regardées, tant s'en faut, comme procédant d'idées doc-

trinales, s'il en était ainsi nous aurions aussi à enregistrer depuis un revirement d'opinion. Mais la discussion fut cependant et fatalement placée sur le terrain juridique, et les juges, dans des arrêts retentissants, furent amenés à émettre des considérations fort intéressantes pour notre étude, tant du point de vue particulier qui nous porte à rechercher les développements de l'idée de personnalité dans les associations en Angleterre, qu'au point de vue de l'esprit des magistrats anglais, qui placés en face de cette question très nette et dont toutes les solutions découlaient avec facilité : les *Trade-Unions* sont-elles des personnes juridiques ? la détournèrent et admirèrent toutes les solutions qui procédaient de cette prémisses sans admettre celle-ci.

L'act de 1871 avait fait sortir les *Trade-Unions* de l'illégalité, mais son interprétation juridique a soulevé des difficultés considérables. L'aspect de la question était tout à fait paradoxal : si l'on se plaçait au point de vue du droit, il semblait qu'il s'agit d'un privilège exorbitant réclamé par les Unions comme résultant de l'act de 1871, et refusé par la jurisprudence ; si l'on se tournait vers les faits on s'apercevait que c'était la vie même des Unions qui était en jeu, car faute de ce *privilege*, toute activité utile leur devenait impossible. Il s'agissait de savoir si les Unions étaient ou non responsables des dommages résultant de leurs actes sur le terrain délictuel.

Si une telle question a pu se poser, c'est que d'une part l'act de 1871 ne donnait pas la personnalité juridique aux Unions, et que de l'autre il ne contenait pas de dispositions explicites sur le point cependant capital de la responsabilité.

L'act de 1871 reconnaît, il est vrai, la légalité des Unions mais en termes particuliers. Il est intéressant à ce propos de noter que dans le rapport accompagnant le *Trade's Disputes Bill* de 1906, comme on avait demandé de dire dans le bill que la *Trade-Union* était une association légale, Sir Godfrey Lushington s'étonnait d'une telle proposition (1). « Suivant lui, une *Trade-Union* ne peut être déclarée être une *legal union*, pas plus qu'une *company* ne peut être déclarée une *legal company* (2). Chacune est présumée légale jusqu'à ce que les objets qu'elle poursuit soient eux-mêmes illégaux, alors il cesse d'en être ainsi. »

En 1871 on avait visé les objets poursuivis et déclaré :

Section 3 : « Que les objets d'une *Trade-Union* ne seraient pas, par cela seul qu'ils seraient *in restraint of trade*, illégaux, de façon à rendre nul ou annulable toute convention ou *trust*. »

Cependant les tribunaux ne devaient pas prêter

1. *Report of the Royal Commission on the Trade's Dispute Bill*, p. 75.

2. « Mais comment une *Trade-Union* pourrait-elle être déclarée une association légale plus qu'une *Company* une *legal company* ? »

leur concours aux Unions en vue de faire exécuter les conventions conclues soit entre les membres d'une Union, soit avec des tiers lorsque ces conventions étaient en vue de certaines fins précisées par l'act.

Section 4 : « Rien dans cet act ne permettra à aucun tribunal de poursuivre une procédure légale entreprise dans le but d'obliger directement à l'exécution ou de condamner à dommages, en cas d'inexécution d'une des conventions suivantes, savoir :

1) Toute convention (1) entre membres d'une *Trade-Union* comme telle, concernant les conditions auxquelles un membre quelconque de l'Union pour le temps où il en ferait partie, devrait ou ne devrait pas vendre des marchandises, conclure des affaires, employer ou être employé.

2) Toute convention relative au paiement par une personne quelconque d'une souscription ou d'une amende à une *Trade-Union*.

3) Toute convention relative à l'emploi des fonds d'une *Trade-Union* :

- a) Pour distribuer des *benefits* à ses membres ;
- b) Pour fournir des contributions à un employeur ou ouvrier quelconque ne faisant pas partie de cette Union, en raison de ce que cet employeur ou cet

1. *Agreement* que nous traduisons par convention comprend aussi les statuts de l'Union que l'on appelle *the agreement of association* Cf. Cohen and Howell, *op. cit.*, p. 57.

ouvrier aurait agi conformément aux statuts ou aux résolutions de cette Union ; ou

c) Pour libérer une amende imposée à une personne par une cour de justice, ou

4° Toute convention faite entre une *Trade-Union* et une autre, ou

5° Tout engagement pour garantir l'accomplissement d'une quelconque des conventions sus-mentionnées. »

L'article ajoute d'ailleurs : « Mais rien dans cette section ne pourra être considéré comme rendant une quelconque des conventions sus-mentionnées, illégale. » Elles le sont si peu que c'est seulement *directement* que leur exécution ne peut être poursuivie devant les tribunaux. *Indirectement* elles pourront l'être. Des difficultés se sont élevées sur le point de savoir quand on serait en face d'une poursuite qui aurait pour objet l'exécution directe des conventions énumérées par l'Act, et quand on serait en face d'une poursuite qui aurait pour objet leur exécution indirecte (1) ? Mais peu nous importe ici ; ce qu'il faut

1. Il a été jugé que la demande d'un membre qui se déclare fondé d'après les statuts à réclamer ses *personal benefits* ou sa réintégration comme membre de la *Trade-Union*, (*Rigby v. Connol*, per *Jessel M.R.*) et que la demande par le Comité central exécutif d'une injonction pour empêcher l'*exécutif* d'une branche de partager les fonds de l'Union contrairement aux statuts (*Duke v. Littleboy*) étaient des demandes pour l'exécution directe d'une convention aux termes de la section 4 et ne pouvaient être connues par la Cour. Inversement il

retenir c'est que les tribunaux ne peuvent intervenir que dans certains cas lorsqu'il s'agit des actions en justice intéressant les *Trade-Unions*. Il y a cependant un domaine sur lequel l'action judiciaire leur est ouverte activement comme passivement, c'est celui des actions concernant les questions de propriété, mais ici il s'agit de *Trade-Unions* qui ont satisfait à la formalité de l'enregistrement (sect. 9). Mais qu'il s'agisse de propriété ou de contrats, la capacité pour la *Trade-Union* d'agir en justice résulte de la loi, et non de la personnalité juridique que la loi ne lui confère pas. Il faut cependant observer que l'énumération des cas dans lesquels la *Trade-Union* ne peut agir en justice en vue d'obtenir l'exécution de certains engagements, est une énumération limitative et que, en matière contractuelle, *elle peut ester en justice dans tous les autres cas* (1); ce qui semble impliquer une sorte de personnalité.

Sous le bénéfice de ces observations une question se pose. Quelle est dans l'act de 1871 la situation

fut décidé par M. Justice Fry (*Wolfe v. Matthews*, 31 ch. D. 194) que la demande par un membre d'une injonction pour empêcher la fusion d'une *Trade-Union* avec une autre n'était pas une demande en vue de l'exécution directe d'une convention aux termes de la section 4 et pouvait être connue de la Cour. *Report of the Royal Commission on Trade's Dispute* 1905, p. 73.

1. Il n'est pas exact d'écrire, comme le fait M. P. Mantoux, que « la *Trade-Union* n'existe pas au regard de la Justice » *La crise du Trade Unionisme*, p. 11.



des *Trade-Unions* au point de vue de leur responsabilité délictuelle ? Cette question, il importe de l'approfondir, non parce qu'elle eut un grand retentissement, qu'elle a donné lieu à une littérature abondante de l'un et l'autre côté de la Manche, non parce qu'elle nous intéresse en France où la question de la responsabilité syndicale est aujourd'hui brûlante, mais parce que nul débat mieux que celui-là ne peut mettre en relief la pensée juridique relative au problème qui nous occupe.

On sait dans quelles circonstances le conflit est né.

Au cours d'une grève pendant laquelle des actes de *picketing* avaient été commis, la Compagnie de la *Taff Vale Railway* (1) assigna le syndicat ouvrier l'*Amalgamated Society of Railway Servants*. Cette Union introduisit une requête aux fins de faire rayer son nom de l'injonction, invoquant son incapacité à ester en justice. Le 5 septembre 1900, l'affaire vint devant le juge Farwell qui rejeta la requête et accorda l'injonction. L'Union en appela de cette sentence ; le 12 novembre l'affaire vint devant le Maître des Rôles qui annula la sentence du juge. La Compagnie usa du dernier recours qui lui restait, et l'affaire vint au mois de juillet 1901, devant la Chambre des Lords qui confirma la sentence du juge Farwell.

1. *Times* (20 décembre 1902, 24 février 1903) ; *Law Reports* 1901, A. C. 426, 1901 L. K. B. 170 ; 70 L. J. K. B. 219, 905 ; 83. L. T. R. 474 ; 85 L. T. R. 147 ; 17 L. T. R. 68, 69 et s. ; 49 W. R. 101, 50 W. R. 44.

L'affaire n'était pas terminée par cette sentence. Elle vint ultérieurement devant le Banc du Roi, afin de faire confirmer l'injonction et décider du montant des dommages et intérêts, mais là ce furent seulement des questions de fait qui furent discutées et présentées d'ailleurs par le juge Wills avec une partialité indigne d'un juge et d'un homme (1).

Cette affaire fut suivie d'une autre, connue sous le nom de *Stop day action*, mais la question de la capacité d'ester en justice n'y fut pas discutée (2). Il en fut de même dans le *Denaby Main Case* où l'Union ouvrière fut de plus condamnée contrairement aux dispositions formelles de l'act de 1871.

Ce que nous voulons rechercher, c'est en vertu de quel raisonnement on peut prétendre que les *Trade-Unions* pouvaient être poursuivies en justice, et condamnées à des dommages-intérêts, laissant de côté les motifs de ces condamnations.

Une première observation doit être faite, l'act de

1. Le juge Wills fit preuve d'une mentalité vraiment extraordinaire. Au cours de ses considérants, il faisait savoir qu'il était hostile au droit de grève, et disait: « qu'il croyait que des témoignages auxquels il se rapportait étaient dans un certain sens, *mais qu'il ne les avait pas relus, parce qu'il faut se fier à la première impression que votre esprit conserve.* »

2. Un arrêt du Banc présidé par le juge Bigham avait débouté les employeurs, la sentence fut infirmée par la Cour et la sentence de celle-ci confirmée par la Chambre des Lords Cfr. Maurice Alfassa, « La Chambre des Lords et les Trade-Unions », *Revue d'économie politique*, 1905, p. 804 et s.

1871 prévoit deux catégories de *Trade-Unions* : les *Trade-Unions* enregistrées et les *Trade-Unions* non enregistrées. En fait dans les espèces qui se sont présentées, il s'agissait d'Unions enregistrées, mais nous éclairerons beaucoup la discussion en recherchant si la situation serait différente pour les *Trade-Unions* non enregistrées, si par conséquent c'est l'enregistrement qui rend les Unions capables d'être poursuivies en justice.

Dans le débat, un point est acquis, c'est que l'act de 1871 ne contient pas de disposition formelle sur la possibilité d'actionner les Unions *in tort*. Seulement, ce silence est interprété en sens contraire par les adversaires. Suivant les uns, une disposition formelle de la loi est nécessaire pour créer une entité juridique responsable ; suivant les autres, la responsabilité est le complément rationnel et nécessaire des autres droits conférés par la législation (1), on se trouve *en fait*, en face d'organismes dont l'existence a des manifestations certaines et auxquels on ne peut accorder une immunité d'ailleurs pleine de dangers.

D'après les avocats du Trade-Unionisme, une disposition formelle de la loi est *nécessaire* pour créer une entité juridique responsable et cette disposition ne figure pas dans l'act de 1871.

1. Nous essayons d'exprimer deux tendances opposées. Par suite, les formules brèves qui sont employées ne rendent pas compte de toute la complexité des positions juridiques adoptées. Cette complexité apparaîtra au cours de nos développements.

C'est en se fondant sur cette nécessité que le Maître des Rôles dans son jugement du 12 novembre 1900 annula le jugement du juge Farwell : « Pas plus qu'un commerçant ne peut attaquer un défendeur sous le nom d'un club du West End pour des fournitures faites par lui à ce club, pour la simple raison que le nom d'un Club n'est pas le nom d'un individu, ni d'une corporation, ni d'une *partnership*, qui, sauf stipulation expresse du Parlement, sont les seules entités que la loi reconnaît comme pouvant être citées en justice (1). »

On ajoute que ce n'est pas par hasard que l'act de 1871 a écarté la personnalité et la possibilité des poursuites en justice. Au cours des débats de cet act deux tendances opposées s'étaient trouvées en présence : l'une qui voulait assimiler les Unions aux corporations et aux *Friendly Societies*, l'autre qui repoussait nettement cette assimilation et il apparaît que c'est cette seconde tendance qui a triomphé. M. George Howell (2) nous dit : « Sur cette question je puis parler avec autorité car je m'occupais plus que n'importe quel autre homme vivant des négociations concernant les *Trade-Unions Acts* de 1871 et 1876 pendant leur passage dans les Chambres du Parlement.

« ... Dans mes entretiens avec le Secrétaire de l'In-

1. V. Cohen and Howell, *Trade-Union law*, p. 82.

2. Cohen et Howell, *op. cit.*, p. 40.

térieur d'alors... la question de donner aux *Trade-Unions* la capacité de poursuivre et d'être poursuivies fut maintes et maintes fois discutée. Un petit nombre étaient d'avis d'introduire cette capacité dans le *Trade-Union Bill*, mais l'opinion de beaucoup prépondérante y était opposée. Toute disposition de cette nature fut intentionnellement écartée. Le secrétaire de l'Intérieur était aussi décidé sur ce point que MM. Hughes Mundella, J. Hinde Palmer, Serjeant, Simon et, autant que ma mémoire m'est fidèle, feu lord Coleridge. Les représentants du travail et les fonctionnaires des *Trade-Unions* dont j'étais le porte-parole étaient fortement opposés à toute clause dans le bill qui aurait ouvert la porte à des litiges. En cela le gouvernement était d'accord avec nous. Ainsi l'absence de tout pouvoir exprès de poursuivre et d'être poursuivi était intentionnelle de la part des auteurs de la mesure, et cette intention passa avec le Bill devant le Parlement. »

Ces déclarations de Howell semblent bien confirmées par ce fait qu'au cours des débats, cette question de la responsabilité ne fut plus discutée. On n'en parla guère ; une fois un orateur exprima cependant le regret que les Unions ne fussent pas rendues entièrement capables de poursuivre et d'être poursuivies (1).

Dans l'act lui-même, apparaissent par deux fois

1. Hansard, 2040, 14 mars 1871.

les conséquences de cette conception : La section 6 de l'act relative à l'enregistrement est la reproduction de la section de l'act de 1862 qui prévoit l'enregistrement des *companies*, seulement on n'y a pas reproduit la disposition en vertu de laquelle l'enregistrement fait automatiquement des *companies* des *corporations* (1).

La section 7 donne aux *trustees* des *Trade-Unions* le pouvoir d'actionner et de défendre aux actions concernant la propriété (2) des *Trade-Unions* dont ils ont la garde. Or, dit-on, une pareille disposition serait superflue si les Unions avaient elles-mêmes ce droit.

A cette argumentation que répondent les partisans de la responsabilité ?

Voici d'abord l'argumentation du juge Farwell :  
« 1) De nos jours, quoiqu'une corporation, et un ou

1. « Sept membres ou un plus grand nombre d'une Union peuvent en souscrivant leur nom et se conformant d'autre part aux dispositions de cet act relatives à l'enregistrement faire enregistrer cette *Trade-Union* en vertu de cet act, étant entendu que si un des objets de cette *Trade-Union* était illégal cet enregistrement serait nul.

« Sept personnes ou un plus grand nombre, associées dans un but légal quelconque, peuvent en souscrivant en leur nom à un mémorandum d'association, et en se conformant d'autre part aux dispositions de cet act relatives à l'enregistrement former une *company*, incorporée avec ou sans responsabilité limitée ».

2. On n'a jamais soutenu le contraire, et le juge Farwell lui-même a reconnu que les termes de la section 9 préservent implicitement les *trustees* des poursuites *in tort*.



plusieurs individus puissent être les seules entités connues de la *Common law*, qui seules peuvent poursuivre ou être poursuivies en justice, il est au pouvoir du législateur de donner à une association d'individus une capacité de posséder des biens et d'agir par l'intermédiaire d'agents et cette capacité entraîne la responsabilité corrélative nécessaire, dans les limites des biens possédés, à raison des actes et des manquements des agents.

« II) Le principe en vertu duquel les corporations ont été rendues responsables en vertu des fautes commises par leurs employés ou leurs agents au cours de leur service et dans l'intérêt de l'employeur — *qui sentit commodum sentire debet et onus* — est aussi bien applicable dans le cas d'une *Trade-Union* que dans celui d'une corporation... La véritable règle d'interprétation des statuts tels que ceux-ci est, qu'en l'absence d'intention contraire expresse, le législateur veut que l'être (*creature*) créé par le statut ait les mêmes droits, et que ses fonds soient soumis aux mêmes responsabilités que la loi imposerait à un individu dans le même cas.

« III) Les sections 15 et 16 de l'act de 1871 et les sections 8 et 15 de l'act de 1876 prouvaient l'intention de rendre les *Trade-Unions* responsables comme telles ; — dans tous les cas, excepté ceux de la section 8, des pénalités sont, dans certains cas, imposées aux *Trade-Unions* et à leurs agents. La section 8

parle de « responsabilité actuellement encourue » par une union (1).

1. Section 15: Toute *Trade-Union* enregistrée en vertu de cet act doit avoir un bureau enregistré, auquel toutes communications et pièces puissent être adressées; si une *Trade-Union* placée sous cet act fonctionne depuis sept jours sans avoir un tel office, cette union et tout agent de cette union encourront une amende qui ne pourra excéder 5 livres sterling pour chaque jour où elle aura ainsi fonctionné...

Section 16: Un état général des reçus des fonds, des effets et des dépenses de chaque Union enregistrée en vertu de cet act doit être transmis au *Registrar* avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année, et devra faire ressortir complètement l'actif et le passif à cette date, et les recettes et dépenses de l'Union pendant l'année précédant la date de ce relevé, et devra exposer séparément les dépenses afférentes aux différents objets de la *Trade-Union* et devra être préparé et fait à cette date, et devra être fait de la façon requise par le *Registrar* et contenir les renseignements réclamés par lui; et tout membre et tout déposant de l'Union aura le droit de recevoir sur demande au trésorier ou au secrétaire de la *Trade-Union*, une copie de cet état général, sans avoir rien à payer pour cela.

Avec cet état général devront être envoyés au *Registrar* copie de toutes modifications des statuts, les statuts nouveaux et les changements d'agents faits par l'Union pendant l'année précédant la date à laquelle l'état général est fait, et une copie des statuts de la *Trade-Union* tels qu'ils existent à cette date.

Toute *Trade-Union* qui manquerait à se conformer à cette section ou y contreviendrait, et aussi tout agent de l'Union qui y manquerait serait passible d'une amende n'excédant pas 5 livres sterling par contravention.

Act de 1876. Section 8.. Une *Trade-Union* à qui le certificat d'enregistrement a été retiré ou annulé devra depuis le moment où il aura été ainsi retiré ou annulé cesser absolument de jouir des privilèges d'une Union enregistrée, mais sans préjudice de la responsabilité

« IV) Les actes incriminés sont les actes de l'association. Ce sont des actes faits par ses agents au cours de l'organisation et de la direction d'une grève. S'occuper de cette organisation et de cette direction est un des principaux objets de la société et cela comprend aussi la responsabilité de la manière dont la grève est conduite. Quant aux actes qui peuvent être incriminés, commis en poursuivant des buts licites de la société, le mandant (*principal*), que ce soit un individu ou une corporation, ou un corps comme les *turnpike trustees*, est responsable de toute faute de son agent ou employé, commise dans le cours du service et au bénéfice du maître, quoiqu'il n'y ait pas d'ordre exprès, ou que le maître n'ait pas eu connaissance du fait. Il est entendu que le mandant n'a pas autorisé l'acte incriminé en particulier, mais qu'il a installé

actuellement encourue par cette *Trade-Union*, qui peut être mise en cause contre elle comme si la suppression ou l'annulation n'avait pas eu lieu.

Section 15: Une *Trade-Union* qui manque à donner une notice ou à envoyer un document que l'act requiert de donner ou d'envoyer, et tout agent ou autre personne chargée par les statuts de les donner ou de les envoyer ou, s'il n'y a pas de tels agents, tout membre du comité de direction de l'Union, à moins qu'il n'ait prouvé l'avoir ignoré, ou avoir essayé d'empêcher l'omission de cette remise ou de cet envoi, est passible d'une amende qui ne pourra être de moins d'une livre et de plus de cinq livres recouvrables sur les poursuites du *Chief* ou de l'*Assistant Chief Registrar* des *Friendly Societies* ou de toute personne accréditée, et d'une amende additionnelle du même montant pour toute semaine de retard.

l'agent en vue d'actes de même ordre et il est responsable de la manière dont l'agent s'est comporté au cours de l'affaire pour laquelle il s'est confié à lui. »

Laissons de côté le paragraphe 3. La question qu'il discute pourrait se poser même dans le cas où le principe de la responsabilité ne serait pas douteux, nous ne l'avons indiqué que parce qu'il nous servira à montrer par quels principes on prétend suppléer à la personnalité. Le second argument est un argument de texte. La loi elle-même, dit le juge Farwell, prévoit des cas où l'Union sera responsable. Les contraventions aux sections 15 et 16 de l'act de 1871 sont punies d'amende ; il en est de même de la section 15 de l'act d'amendement de 1876. Mais il y a plus : la section 8 de l'act de 1876 contient une disposition destinée à écarter la responsabilité de l'Union dans un cas particulier, donc, dit le juge, c'est que cette responsabilité est prévue.

Cette partie de l'argumentation est extrêmement faible. Les sections 15 et 16 de l'act de 1871 prévoient en effet des amendes qui frapperaient les fonctionnaires des *Trade-Unions*, c'est-à-dire des individus, et la responsabilité de l'Union, n'est pas engagée ; il est probable que si après avoir payé de ses deniers le fonctionnaire avait intenté un recours contre l'Union, le juge Farwell lui-même l'aurait débouté. Il en est de même de la section 15 de l'act de 1876. Là, il est vrai, le texte parle de la *Trade-Union* mais il a soin

de placer de suite devant elles des personnes réelles, les fonctionnaires, ou un membre du comité, et dans ce cas, pour être responsable de la contravention encourue, celui-ci devra être personnellement en faute, au moins par négligence. Quant à la section 8, il faut bien reconnaître qu'elle prête à l'interprétation qui nous est proposée, et en vertu de laquelle le statut des Unions reconnaîtrait leur responsabilité.

Mais la partie véritablement forte de l'argumentation du juge Farwell c'est la partie logique. De ce que l'on a créé un corps susceptible de posséder, d'agir, par conséquent de nuire il s'ensuit que l'on n'a pas pu vouloir que cet organisme à l'abri d'une sorte de manteau juridique pût accomplir impunément des actes causant un préjudice à d'autres membres de la collectivité nationale. Un tel privilège est exorbitant du droit commun ; il faudrait donc au moins pour l'établir que le législateur ait écarté formellement cette responsabilité ; mais, quelles que soient les intentions des auteurs de la loi, ce privilège ne peut résulter du seul silence des textes, être fondé par préterition. Le complément de la personnalité des *Trade-Unions* s'impose, on leur en a donné une trop grande partie pour pouvoir ne pas la leur donner tout entière et cette manifestation de la tendance de la personnalité à pénétrer le droit anglais est certainement l'une des plus remarquables, et en tout cas la plus frappante.

Il nous faut maintenant exposer un autre système sur lequel on a tenté de baser la responsabilité des Unions, système qui celui-là écarte résolument l'idée de personnalité. Cela nous permettra d'apprécier mieux encore le rôle que cette théorie doit jouer.

La Commission des conflits et des coalitions industriels : *Royal Commission on Trade Disputes and Trade Combinations*, nommée en 1903 propose la construction suivante : La responsabilité dans les actions *in tort* est le droit commun. Avant l'act de 1871, et lorsque les membres étaient par conséquent aux yeux de la loi un ensemble d'individus, on aurait pu mettre en jeu leur responsabilité, et il n'y a jamais eu d'époque à laquelle, si tous les membres individuellement avaient été conduits devant la Cour pour une action en dommage et que le dommage ait été prouvé contre eux ou contre leur agent, les biens des membres, y compris les fonds de l'Union qui leur appartiennent, n'eussent été rendus responsables pour réparer le dommage. La loi de 1871 ne dit rien de la responsabilité mais la législation permet aux *Unions* de poursuivre les autres en justice.

En fait s'il n'y avait pas de poursuites ce n'est pas parce qu'elles étaient juridiquement impossibles mais parce que pratiquement on ne pouvait assigner individuellement le nombre parfois considérable des membres d'une Union. Si eux ne pouvaient entamer de poursuites c'est le résultat de l'illégalité de l'Union,



mais cette illégalité ne les mettait pas à l'abri des poursuites des autres.

Ce qui a rendu possible en fait des poursuites, ce sont les *Judicature Acts* de 1881, « l'effet de ces acts fut de faire disparaître la différence entre les Cours de *Common law* et les Cours d'Équité. Toutes devenaient des divisions d'une Cour unique, la Cour suprême. La distinction étaient abolie entre les règles *lécales* et celles de l'Équité relativement aux parties poursuivantes ou poursuivies, et en 1883 parut le *General Order* n° 16 de la Cour Suprême dont la règle prescrivait que lorsqu'il y a des parties nombreuses ayant le même intérêt dans une affaire ou une cause, une ou plusieurs de ces personnes *pouvaient* poursuivre ou être poursuivies, ou être autorisées par la Cour ou le juge à défendre dans cette cause ou cette affaire pour le compte ou le bénéfice de tous les intéressés (1). »

Cet *Order* ne visait pas les *Trade-Unions*, à plus forte raison ne tranchait-il pas la question de savoir si elles pouvaient être poursuivies, mais il faisait disparaître toute difficulté pratique à les poursuivre résultant de leur absence de personnalité.

Comme d'autre part, le législateur n'a pas inscrit dans la loi l'immunité que l'on a cependant longtemps voulu y voir, il en résulte pour la Commission que sous l'empire de cette loi les *Trade-Unions*, enregis-

1. *Report of the Royal Commission*, p. 6, n° 25.

trées ou non (1), sont capables d'estimer en justice dans les actions *in tort* comme demandeurs ou défendeurs.

Ce système séduisant a été critiqué. A.-H. Ruegg et H. Cohen écrivent à ce sujet : « Même en admettant que les fonds remis par les membres à leur Union pour des objets déterminés parfois légaux, parfois illégaux, puissent être regardés aux yeux de la loi comme leur appartenant toujours, ce qui est très douteux, il nous semble qu'il y a une grande différence entre le fait d'appliquer (si cela était possible) la propriété de celui qui a causé un dommage à la garantie de sa propre dette, et celui de prendre la propriété d'un nombre de personnes entre lesquelles l'association était un lien non reconnu par la loi, et dont quelques-unes par hypothèse pouvaient n'avoir ni causé de dommage du tout ni avoir autorisé personne à en commettre. Une telle prétention ne pourrait-elle pas être détruite par un seul membre prouvant qu'il avait expressément interdit et répudié l'accomplissement de ce dommage et avait peut-être publié son

1. Rapport cité p. 9, n° 37. « Relativement aux *Trade-Unions*, elles n'ont pas encore fait l'objet d'une décision légale mais nous pensons que les fonds peuvent être rendus responsables seulement au moyen de la représentation, et il s'ensuit que deux conditions doivent être remplies pour rendre ces fonds responsables des actes des agents : 1° Ces agents doivent être des personnes que l'on peut justement considérer comme étant les agents de tous les membres, et doivent agir dans les limites de leur mandat ; 2° les fonds doivent être des biens qui auraient servi de garantie ou auraient été attachés à une action dans laquelle les membres auraient été défendeurs.

désaveu? Et y aurait-il eu plus petite difficulté à trouver un tel membre (1)? »

Cette critique met en relief un côté de la difficulté mais non pas toute. Il est exact de dire qu'il est inadmissible de considérer les biens de l'Union comme répondant du dommage. Inversement il faudrait dire que les membres dont la participation au dommage est prouvée sont responsables sur les propres biens, car on ne sache pas que des *réunions de personnes* ne jouissant pas de la personnalité, bénéficient de la responsabilité limitée. Lorsqu'il s'agit des Unions non enregistrées, la Commission écrit que les fonds sur lesquels l'exécution se ferait « doivent être des biens qui auraient servi de garantie ou auraient été attachés à une action dans laquelle les membres auraient été défendeurs. » C'est très juste, mais en quoi l'enregistrement change-t-il quelque chose à cela, à moins de donner à l'Union une sorte de personnalité? de sorte que par un détour la Commission est ramenée au système du juge Farwell, suivant lequel les fonds de l'Union répondent des actes de l'Union, sans que l'on ait à s'embarrasser de la question de savoir comment l'Union sera représentée, puisqu'il y a un système de représentation déjà prévu dans les actions où elle est autorisée à ester en justice par le texte formel de la loi. Il faut

1. A. Henry Ruegg et Herman Cohen, *The present and future of Trade-Unions*, p. 15, 16.

bien observer aussi que la section 8 de l'act de 1876 déjà citée écarte ou semble écarter la responsabilité des Unions non enregistrées.

En réalité on avait donné en 1871 un trop grand nombre des caractères de la personnalité aux Unions pour que sous la pression des faits, la jurisprudence ne fût pas amenée à la compléter. Sans doute le juge Farwell emploie un langage qui a prêté à critique. On lui a reproché d'avoir dit que la responsabilité découlait du fait de la possession alors que, dit-on, elle ne peut résulter que de la personnalité, mais ne vaut-il pas mieux dire que le droit de posséder, celui d'ester en justice dans certains cas, le droit d'user d'un nom désignant un organe collectif sont des caractères de la personnalité et que la responsabilité qui en est le caractère le plus essentiel, le plus fondamental tendra invinciblement à les accompagner parce que les tiers auront à un moment donné à le mettre en jeu, précisément à raison d'actes rendus possibles par le commencement de personnalité accordé à l'organisme considéré, et que le juge pour écarter le principe de l'action jugera nécessaire d'avoir en face de lui un texte précis établissant nettement le privilège conféré. Sans doute dans les espèces considérées, on peut prétendre qu'on était en face d'une jurisprudence de classe, que l'hostilité des juges à l'égard des Unions a si merveilleusement secondé l'hostilité des chefs d'in-

dustrie, que l'on est en droit d'affirmer que ce n'est pas par les principes juridiques qu'ils ont été entraînés, mais par les passions sociales. On est d'autant plus en droit de le faire qu'il est très vrai qu'en Angleterre la personnalité n'est pas un principe explicite du droit, et que l'incorporation qui en attribue les caractères est, et doit toujours être, accordée par le législateur ou par le roi. Il n'en est pas moins vrai que c'est sur cette idée latente de la personnalité que les arrêts du Banc de la Reine et de la Chambre des Lords ont été rendus, ce n'est là qu'un des cas parmi d'autres nombreux où elle pénètre le droit anglais et le fait évoluer.

En ce qui regarde les Unions, leur statut légal a été précisé récemment dans le sens de l'immunité. On peut prétendre qu'il y a là un abandon de l'idée de personnalité. Certes si l'idée avait profondément pénétré dans le droit d'un pays que la personnalité est un caractère juridique qui s'applique naturellement et automatiquement aux groupements qui se constituent, lorsqu'on proposerait d'écarter la responsabilité pour certains d'entre eux, les esprits attachés au droit auraient un argument formidable à faire valoir et n'y manqueraient pas, et cela ne s'est pas produit au cours de la discussion du *Trade's Dispute Bill* de 1906, mais il n'est pas probable que cela serait suffisant pour faire écarter une mesure impérieusement réclamée, et en quelque sorte nécessaire.

Même au point de vue juridique et bien que la responsabilité soit la pierre de touche de la personnalité n'oublions pas que l'on peut concevoir des personnes morales sans responsabilité.

#### LES CLUBS ET LES VOLUNTARY ASSOCIATIONS

Avant de nous occuper de ces associations non incorporées nous devons écarter une forme particulière d'association dénuée de corporation, mais pour laquelle un droit a été prévu : les *partnerships*, associations commerciales réglementées aujourd'hui par le *Partnership Act* de 1890. Les solutions empiriques qui tendent à rapprocher le droit des associations dénuées de personnalité des corporations apparaissent d'ailleurs comme beaucoup moins nécessaires à des groupements tels que les *partnerships* qui en vertu de la section 4 du *Companies Act* de 1862 ne peuvent dépasser dix personnes. Leur droit est dans son essence celui de la *societas* romaine, toutefois Maitland indique que la *partnership* « montre une tendance à développer de part et d'autre son organisation corporative, tendance dont la *societas* extrêmement individualiste des Romains était entièrement dépourvue (1). »

A côté de ces sociétés commerciales soumises à un

1. Maitland. *Introduc. cit.*, p. xxiii.



act particulier, il y a un grand nombre d'organisations pour lesquelles il est exact de dire qu'aucun droit n'a été prévu. Il n'y a pas de statut pour les associations volontaires non commerciales qui n'ont pas adopté la forme que leur offrait la section 23 de l'act de 1867.

Les plus importantes de ces associations sont les Clubs. Il y a aussi un grand nombre d'associations politiques, le régime qui leur est appliqué est aussi celui qui est appliqué aux associations telles que les *Friendly Societies* quand elles n'ont pas cru devoir se soumettre à la formalité de l'enregistrement.

En l'absence d'un droit propre on applique à ces groupements un certain nombre de principes, et il s'est de plus formé une jurisprudence étendue, résultant surtout de débats concernant les clubs ; enfin certains acts les ont visés dans des dispositions particulières :

Le principe à la base de toute la réglementation des clubs et autres associations c'est que ce sont des corps non incorporés, et de plus ils n'ont aucun de ces privilèges résultant de statuts spéciaux qui, nous l'avons montré, rapprochent la situation de certains groupements sans personnalité de celle des corporations. Les clubs apparaissent donc comme les types d'associations les plus dénués de toute personnalité juridique. C'est l'opinion certaine de la plupart des jurisconsultes anglais.

Une première conséquence de cet état de choses c'est qu'on trouve un recours à l'emploi des *trusts*. Un certain nombre d'associations politiques reçoivent des libéralités qui leur sont faites par l'entremise de *trustees* qui détiennent les fonds, sont juges de leur emploi, lequel doit être déterminé dans l'instrument juridique qui sert à constituer le *trust*, (le *trust deed*) (1). Le régime n'est peut-être pas sans inconvénient, mais les Anglais habitués au maniement de *trust* n'en souffrent pas, et en tous cas l'inconvénient fondamental provenant de l'incapacité d'une association sans personnalité à recevoir des libéralités est écarté.

Nous croyons également que c'est le régime particulier des clubs qui a conduit certains d'entre eux (2) à créer à côté du club sans personnalité une *company* qui a la charge de tous les services matériels du club, et est composée du même personnel, et dont les actionnaires sont tous membres du club.

Mais à côté des expédients qui ont été ainsi imaginés, et remédient plus ou moins complètement aux inconvénients de l'absence de personnalité, on trouve dans la réglementation des clubs certaines règles qui apparaissent comme un acheminement vers cette personnalité ou, si l'on veut, comme postulant l'existence de cette personnalité.

1. La *Fabian Society* a été gratifiée dans ces conditions.

2. Par exemple le *National Liberal Club*.

Un premier point à noter c'est que le législateur lui-même a décidé que les corps non incorporés (*bodies unincorporate*) comme les corporations étaient des PERSONNES. Cela résulte de l'*Interpretation Act* (52 et 53, Vict. c. 63 ; 30 août 1889).

Section 10 : Dans cet act et dans tout act promulgué après sa mise en vigueur, l'expression « *personne* » comprendra — à moins que l'intention contraire n'apparaisse — tout corps de personnes formant une corporation ou n'étant pas incorporé.

Mais à côté de cette solution qui n'est pas une simple question de terminologie (1) il y a des mesures précises dont nous allons examiner le caractère.

Une de ces règles a déjà été signalée à propos des *Trade-Unions*. Elle est relative à la représentation en justice. Normalement en l'absence d'une personnalité indépendante de celle de ses membres, il ne devrait pas être possible de poursuivre un club. On devrait, s'il y avait lieu, poursuivre tous les membres individuellement (Cfr. *Beaumont v. Meredith*, 3 V et B.

1. L'*Interpretation Act* de 1889 est un act général. Déjà des acts particuliers avaient inscrit le principe dans leurs dispositions. Ainsi le *Bankruptcy Act* de 1883 (S. 168) déclarait « que le mot *personne* dans cet act comprenait un corps de personnes incorporé ou non incorporé ». La conséquence était la suivante : Seules les *personnes* pouvaient être déclarées *Bankrupt*. En vertu de la section 168, on pouvait donc, au moins théoriquement, déclarer un club en état de banqueroute. Théoriquement seulement parce que le club n'ayant pas la capacité de contracter ou de devenir débiteur n'aurait pu devenir banqueroutier.

180); réciproquement le club ne pourrait pas ester en justice activement. Toutefois dans une affaire *Andrews v. Salmon* (4 T. L. R. 490, 27 th. 1888), venue devant la division de la Chancellerie, le plaignant, M. E.-E. Rawlings, expulsé d'un club, demanda que les défendeurs fussent poursuivis « pour le compte ou au bénéfice de toutes les personnes intéressées », ce qui lui fut accordé par le juge. Dans une autre espèce (*Bray v. Gandon*) le même principe fut maintenu, principe qui est l'adoption des dispositions de l'ordonnance XVI, règle 9, rendue par la Cour suprême en 1883, règle en vertu de laquelle :

« Là où il y a un grand nombre de personnes ayant le même intérêt dans une cause ou une question, une ou plusieurs de ces personnes peut poursuivre ou être poursuivie, ou peut être autorisée par la Cour ou un juge à défendre dans cette cause ou cette question pour le compte ou au bénéfice de toutes les personnes intéressées. »

Nous ne discuterons pas ici la question de savoir si dans l'intention des auteurs cette disposition devait s'appliquer aux clubs — point controversé — nous nous bornons à enregistrer son application à ceux-ci qui constitue, semble-t-il, une jurisprudence définitivement établie. Dans les espèces qui se sont présentées il s'agit d'actions délictuelles (*in tort*) mais il est certain que la règle serait également applicable en matière contractuelle, en réservant cer-

taines différences qui résulteraient du caractère individuel de la responsabilité contractuelle.

La personnalité du club apparaît encore mieux, distincte de celle de ses membres, si l'on observe quelle est la situation juridique des biens du club.

Maitland pose la question de la façon suivante :

« Nous sommes obligés de demander si lorsque quelqu'un est élu membre d'un de vos clubs (les clubs anglais), les membres actuels exécutent un transfert envers lui d'une part dans l'immeuble du club et dans son mobilier, et si quand il quitte le club, il transfère à nouveau cette part aux membres subsistants. S'il n'en est pas ainsi, et nous imaginons qu'il n'en est pas ainsi, l'élection et la démission de membre de corps non incorporés devra apparaître d'une façon visible dans vos livres parmi les modes par lesquels les droits sont acquis et perdus et alors il sera suffisamment clair qu'à côté de la *Korporationstheorie* d'origine italienne, vous avez une *Körperschaftsbegriff* particulière une idée de « *bodiliness* » qui n'est pas l'effet du *fiat* de l'État (1). »

Et ces biens des associations dénuées de personnalité, qui, en vertu du droit commun, sont exposés aux escroqueries et aux abus de confiance, ont été protégés par un act que nous avons déjà signalé : le *Russell Gurneys Act* (31 et 32, Vict. c. 166) qui laisse

1. Maitland. *Introduc. cit.*, p. xxxiii-xxxiv.

bien voir aussi l'existence d'une propriété distincte protégée comme telle.

« Si une personne membre d'une *Copartnership* ou étant l'un de deux ou plusieurs possesseurs bénéficiaires d'argent, de marchandise ou d'effets, billets valeurs ou autres propriété, vole ou détourne cet argent, etc., appartenant à ladite *partnership* ou aux possesseurs bénéficiaires en commun, la dite personne sera passible d'être poursuivie condamnée et punie pour cet acte comme si elle n'avait pas été ou n'était pas membre de cette *partnership* ou n'était pas un des possesseurs communs. »

Enfin le caractère distinct de la propriété apparaît avec évidence dans un act de finance de 1885 (48 et 49, Vict. c. 51 (1), deuxième partie, « Droits de Timbre, Droits sur la propriété des corps incorporés et non incorporés ».

Section II : Attendu que certains biens en vertu du dit act appartenant, ou étant investis en des corps incorporés ou non incorporés échappent aux droits d'actes, legs ou succession, et qu'il convient de les imposer d'un droit compensateur. Pour ce motif qu'il soit décidé qu'il sera perçu et payé à Sa Majesté, à raison de tous les biens réels et personnels qui auront appartenu ou auront été investis en tout corps incorporé ou non incorporé, durant la période annuelle finissant

1. An act to grant certain Duties of Customs and Inland Revenue and to amend the laws relating to Customs and Inland Revenue, 6 août 1889.



le cinquième jour d'avril 1885 ou pendant toute période annuelle subséquente finissant le même jour de chaque année, un droit du taux de cinq livres pour cent de la valeur annuelle du revenu ou des profits de ces biens accrus aux dits corps incorporés ou non incorporés dans la même période annuelle, après déduction de toutes les dépenses nécessaires y compris la rémunération du receveur et les coûts, charges et dépenses affectés normalement à la gestion de ces biens...

. . . . .

(La fin de la section énumère les exceptions aux dispositions précédentes.)

Cette disposition justifie bien la question de Maitland : « Lorsque les biens des individus et ceux des corporations étaient déjà taxés quels étaient donc les biens qui échappaient à la taxation ? (1) » Or on voit que l'act en question visait les biens des corps non incorporés dans les mêmes termes que ceux des corporations. De sorte que l'on est en droit de considérer que leur personnalité est reconnue par le fisc.

Maitland a écrit que la théorie de la *concession* de la personnalité qui a entravé en Angleterre le développement des corporations, s'il a été un mal, a été un moindre mal que ne pourrait le supposer à première vue un critique étranger ; il en donne pour raison « une certaine hypocrisie dans notre régime des

1. Maitland. *Introduc. cit.*, p. xxxiv.

groupes non incorporés dont nous ne voulons pas franchement reconnaître la personnalité alors que nous établissons soigneusement pour eux des dispositions adéquates pour la continuité de leur existence ; et, ajoute-t-il, cette atteinte au droit, dont on peut nous incriminer justement, tend à disparaître maintenant que les groupes de toutes sortes, clubs de cricket, sociétés religieuses, scientifiques et autres, profitent peu à peu de leur corporation légale qui leur a été ouverte depuis quarante ans environ et découvrent qu'il est avantageux d'être considéré comme des personnes (1). »

Il est certain que l'antipathie de Hobbes et de son époque contre les corporations est un sentiment disparu et que ce n'est plus du tout sur ce terrain de principe que la question doit être placée mais sur celui de la technique juridique.

A ce point de vue Maitland a montré avec évidence d'une part que l'Angleterre avait trouvé dans l'emploi du *trust* un procédé juridique très conforme au génie national, qui longtemps avait rendu moins nécessaire l'application des conséquences de la personnalité. Mais certaines de ses observations dont nous sommes inspirés dans l'esquisse qui vient d'être tentée montrent également, qu'en dépit de cet instrument si souple, l'idée de personnalité tend à pénétrer dans le droit anglais, et qu'à ce point de vue la légis-

1. Maitland, *Introduc. citée*, p. xxxii.

lation facultative qui permettrait à toute association, sauf les *Trade-Unions*, d'acquérir la personnalité n'a pas été le seul facteur de son développement. La jurisprudence avec une hardiesse très grande et sans s'embarrasser des contradictions éclatantes qu'elle laisse subsister, n'a pas hésité à entrer dans la voie de la personnification des associations, soit à leur avantage en autorisant des simplifications qui postulent l'existence de la personnalité, soit à leur détriment en reconnaissant leur responsabilité, en les soumettant à l'impôt ou en établissant une dévolution de leurs biens en faveur de l'État.

On pourrait se demander peut-être si c'est bien de personnalité qu'il faut parler, si dans certains cas il ne s'agit pas d'un régime intermédiaire entre la personnalité et la *societas*, régime dans lequel les biens sont la propriété des associés mais où le patrimoine est affecté au but social de façon publique et par suite opposable aux tiers. Nous croyons que cette idée s'applique aux *partnerships* mais les conséquences que nous avons dégagées supposent généralement que le patrimoine n'appartient plus aux membres. (Sauf probablement la règle 9 de l'ordonnance de 1883 ; mais ceci soulève de grosses difficultés, il faudrait savoir si on considère que tous les membres sont parties au procès et c'est un point sur lequel les arrêts rendus ne nous fixent pas).

Cela s'explique tout naturellement par ce fait que

les associations dénuées de personnalité (corporation) sont (sauf les *partnerships*) des associations à but idéal (1). Parmi les associations, les *Trade-Unions* sont aujourd'hui les seules pour lesquelles la pénétration des principes de la personnalité qui s'y était faite de façon retentissante subisse un recul. Nous ne croyons pas que l'absence de vues doctrinales sur la personnalité — et certes l'Angleterre a poussé loin son indifférence en cette matière — doive être rendue responsable du revirement législatif consacré par l'act de 1906 (2).

Cette opinion semble pourtant admise par le professeur Dicey, pour notre part nous restons persuadé que les nécessités pratiques auraient triomphé de toutes les constructions théoriques quelles qu'elles fussent, la responsabilité des Unions est une arme trop dangereuse aux mains des tribunaux, éléments toujours conservateurs et traditionalistes, qui avec son aide anéantiraient aisément tout mouvement syndicaliste ayant constitué des réserves importantes. La preuve en a été faite. Et d'autre part il n'est pas impossible de concevoir une exception aux conséquences de la personnalité exonérant de responsabilité, des groupements auxquels elle est accordée, ou limitant celle-

1. Cfr. Michoud, *La théorie de la personnalité morale*, ch. 1<sup>re</sup>, nos 68 à 75.

2. Revirement sur la jurisprudence ou au moins sur le sens de l'act de 1871. Voir le chapitre consacré à la responsabilité des Unions.

ci dans une plus ou moins large mesure. Il est vrai que la responsabilité est l'élément le plus fondamental de la personnalité et comme la pierre de touche de son existence.

Mais cependant l'État en France, dont la personnalité n'est pas en question, n'a-t-il pas été complètement et n'est-il pas encore dans une très large mesure irresponsable ?

Ce n'est donc pas à ce point de vue que nous nous placerons pour nous demander si l'indifférence doctrinale de l'Angleterre a eu des conséquences fâcheuses relativement au problème de la personnalité. Ces conséquences, nous les voyons dans l'insuffisance des solutions des lois spéciales et de la jurisprudence que nous avons étudiées, et dans les contradictions qui subsistent entre elles et les principes généraux de la législation appliqués aux associations.

---

Vu : le Président de la thèse  
**LARNAUDE**

Vu le Doyen,  
**LYON-CAEN**

Vu et permis d'imprimer  
Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris  
**FONTENÉ**





## ANNEXE I

### Act de 1799 sur les Associations illégales

39 *Geo. III, c. 79*, 12 juillet 1799 (*repealed in part 32 et 33  
Vict. c. 24, s. 1. Stat. law. Rev. Act.*) (1871).

(Le préambule a été reproduit dans le corps même de  
notre travail). (Voir p. 120-122.)

. . . . .  
Qu'il soit promulgué par Sa très Excellente Majesté le Roi  
après avis et du consentement des Lords Spirituels et Tem-  
porels ainsi que des Communes du Parlement actuel assemblé,  
et en vertu de leur pouvoir, que du jour du vote de cet act  
et dans l'avenir, toutes les dites Sociétés des Anglais Unis,  
Écossais Unis, Irlandais Unis et Bretons Unis, et ladite  
Société communément dénommée la Société de correspon-  
dance de Londres et toutes autres sociétés dénommées socié-  
tés de correspondance de toutes autres cités, villes ou lieux,  
seront et sont par les présentes totalement supprimées et pro-  
hibées comme étant des coalitions illégales et confédérations  
contre le gouvernement de notre Lord Souverain le Roi et  
contre la paix et sécurité des sujets féaux de Sa Majesté.

II. — Et qu'il soit décidé désormais par les autorités sus-

dites, que à partir et après la promulgation de cet act, toutes et chacune des dites sociétés et aussi toute autre société existant maintenant ou créée par la suite, dont les membres seront, conformément aux règlements; aux dispositions ou aux engagements prévus dans ce but, requis ou autorisés à prêter un serment ou un engagement qui serait un serment ou un engagement séditieux aux termes d'un act passé dans la trente-septième année du règne de Sa Majesté intitulé « un act pour prévenir plus effectivement la prestation ou la réception (*administering or taking*) de serments illégaux », ou à prêter un serment non requis ou autorisé par la loi, et toute société dont les membres ou quelqu'un d'entre eux, prête ou se lie d'une manière quelconque par un tel serment ou engagement, en devenant membre de cette société ou comme conséquence de leur entrée dans cette société, et toute société dont les membres prendront, souscriront à, ou consentiront à toute épreuve ou déclaration non requise par la loi ou non autorisée de la manière ci-après mentionnée; et toute société qui gardera secret le nom de ses membres ou de certains d'entre eux à l'égard du reste de la société, ou qui aura un comité choisi ou désigné de façon à ce que ceux qui le constituent ne soient pas connus de l'ensemble de la société comme membres de ce comité ou de ce corps, ou qui aura un président, un trésorier, un secrétaire, un délégué ou un autre agent choisi ou désigné de façon à ce que ce choix ou cette désignation ne soient pas connus de la société dans son ensemble, ou dont les noms de tous les membres et de tous les présidents, trésoriers, secrétaires, délégués et autres agents

ne soient pas inscrits sur un ou des registres tenus à cet effet et ouverts à l'inspection de tous les membres de cette société, et toute société qui sera formée de divisions ou branches, ou de différentes parties agissant d'une manière quelconque séparément ou distinctement les unes des autres, ou dont une partie quelconque aurait un président, un secrétaire, un trésorier, un délégué ou un autre agent, élu ou désigné, à part par ou pour cette partie ou pour agir comme agent de cette partie, sera regardée et tenue comme coalition et confédération, et toute personne qui après et à partir de la promulgation de cet act deviendra membre d'une telle société, ou qui, étant membre d'une telle société au moment de la promulgation de cet act, fera ultérieurement acte de membre, et toute personne qui après la promulgation de cet act continuera directement ou indirectement à correspondre ou à entretenir des rapports avec une de ces sociétés ou avec une division, branche ou comité ou autre corps particulier, président, secrétaire, trésorier, délégué ou autre agent ou membre comme tel, ou qui par une contribution pécuniaire ou autrement, aidera, encouragera ou soutiendra cette société ou un de ses membres ou de ses agents comme tels, sera tenue comme coupable de coalitions et confédérations illicites.

(La section III précise que l'interdiction édictée ne s'étend pas aux sociétés dont les déclarations et engagements sont approuvés par deux juges de paix et enregistrés à la justice de paix. Cette approbation doit d'ailleurs être ratifiée à la première des sessions trimestrielles générales.)

#### IV. — Abrogée.

V. — (Décide que l'act ne s'étend pas aux sociétés de francs-maçons.

VI. — Mais (sect. VI) deux membres doivent certifier sous serment que leur société est bien une loge franc-maçonique et un certificat doit être déposé dans les deux mois à la justice de paix, contenant le nom de la société, les noms des membres, les lieux de réunion et indications qui doivent être renouvelés annuellement.)

VII. — (Les juges de paix peuvent d'ailleurs à leur session générale retirer l'autorisation donnée aux loges si celles-ci paraissent de nature à troubler la paix publique.)

IX. — Pourvu toujours qu'il soit légal pour le ou les juges de paix, par ou devant qui toute personne sera, par application de cet act, condamnée pour toute coalition ou confédération illicite, et le ou les juges de paix susdits est et sont ici autorisés et reçoivent le pouvoir (si cela leur paraît justifié) de mitiger ou réduire les pénalités ci-dessous indiquées comme devant être appliquées à tout auteur d'infraction à cet act condamné comme il est dit ci-dessus, sans toutefois que la sanction puisse être réduite à moins du tiers de la pénalité ci-dessus indiquée, comme devant être appliquée, que cette pénalité soit de prison ou d'amende.

Pourvu aussi et qu'il soit en outre décidé que toute personne poursuivie devant un ou des juges de paix suivant une procédure sommaire pour toute infraction à cet act et qui sera condamnée ou acquittée par ce ou ces juges, ne sera pas poursuivie ultérieurement ou passible de poursuite par *indictment* ou autrement pour la même infraction, et de

même toute personne qui sera condamnée ou acquittée, *upon any indictment* pour toute infraction à cet act ne sera pas ultérieurement poursuivie ou susceptible d'être poursuivie devant aucun juge ou juges de paix suivant une procédure sommaire pour la même infraction.

XI. — Pourvu aussi que rien dans cet act ne s'étendra à prévenir aucune poursuite par *indictment* ou autrement pour tout ce qui constituera une infraction d'après l'intention et le sens de cet act et qui aurait pu être poursuivie si cet act n'avait pas été fait, à moins que le délinquant n'ait été poursuivi en vertu de cet act pour cette infraction et été condamné ou acquitté.

XII. — Abrogée.

XIII. — Et qu'il soit en outre décidé que si une personne permet sciemment qu'il soit tenu une réunion, d'aucune des sociétés déclarées ci-dessus être coalition ou confédération illégale ou d'aucune division, branche ou comité, dans sa maison ou son appartement, cette personne paiera pour la première infraction une amende de cinq livres sterling et sera pour toute infraction commise après la date de sa condamnation pour la première infraction, considérée coupable de coalition ou confédération illégale en violation de cet act.

XIV. — Et qu'il soit en outre décidé qu'il sera légal pour n'importe quels, d'un ou plusieurs juges de paix, agissant pour n'importe quel comté, maîtrise, chevalerie, *division*, cité, ville ou place, sur témoignage sous serment qu'une assemblée, d'une quelconque société déclarée par les présen-

tes être une coalition ou confédération illégale, ou qu'une assemblée dans un but séditionnel a été tenue après le vote de cette loi dans aucune maison, chambre ou lieu, ayant licence de vente de bière, vin ou spiritueux, d'adjuger les licences et déclarer que la ou les licences de vente de bière, vin ou spiritueux, accordées à la personne ayant ces maisons, chambres ou lieux, sont confisquées ; et la ou les personnes ayant ces maisons, chambres ou lieux, seront à partir du jour de ces adjudications et déclarations, sujettes et passibles de toutes et chaque sanction et confiscation pour tout acte fait après ce jour, sanctions et pénalités auxquelles cette ou ces personnes auraient été sujettes au cas où les licences eussent expiré ce jour-là.....

(Les sections suivantes sont relatives à la procédure.)



## ANNEXE II

Un act pour rapporter un act passé dans la dernière session du Parlement, intitulé : « Un act pour prévenir les coalitions illégales d'ouvriers », et pour lui substituer d'autres dispositions.

39-40, *George III*, c. 106.

Section I. — Attendu qu'il convient d'expliquer et d'amender un act passé dans la trente-neuvième année du règne de Sa présente Majesté, intitulé : un act pour prévenir les coalitions (*combinations*) illégales des ouvriers ; qu'il soit ici par conséquent décidé par Sa très excellente Majesté le Roi, par et avec l'avis et le consentement des Lords Spirituels et Temporels, et des Communes, dans le présent Parlement assemblé, et par son autorité, que à partir et après la promulgation de cet act, le dit act (1) sera rapporté ; et que tous contrats, conventions (*covenant*) et accords (*agreements*) qu'ils soient conclus ou acceptés par écrit ou sans écrit, à quelque moment ou à quelques moments passés, par ou entre des journaliers, des manufacturiers ou d'autres personnes dans ce royaume, pour obtenir une élévation de leurs salaires ou du salaire de quel-

1. L'act de 1799.

ques-uns d'entre eux, ou par d'autres journaliers, manufacturiers ou ouvriers, ou par d'autres personnes dans une manufacture mixte : industrie ou commerce, ou pour abaisser leurs, ou certaines de leurs heures habituelles de travail, ou la durée du travail, ou pour diminuer la quantité de travail (sauf et excepté un contrat fait ou devant être conclu entre un maître et son journalier, ou un manufacturier pour ou pour le compte du travail ou du service du journalier ou du manufacturier avec lequel le contrat a été conclu), ou pour prévenir ou empêcher une ou des personnes d'employer qui que ce soit qu'il, ou elle, ou ils croiront convenable d'employer dans son, sa, ou leur manufacture, industrie ou leur commerce, ou pour contrôler, affecter d'une manière quelconque une ou des personnes dirigeant une manufacture, une industrie ou un commerce, dans la conduite ou la direction de cette affaire seront et sont ici déclarés être illégaux, nuls et non avenus dans tous leurs buts et leurs objets, quels qu'ils soient.

II. — Et qu'il soit de plus décidé qu'aucun journalier, ouvrier ou autre personne ne devra à aucun moment après la promulgation de cet act, conclure, ou adhérer, ou être compris dans la conclusion ou l'adhésion à de semblables contrats, conventions ou coalitions passés par écrit ou sans écrit, et qui sont déclarés par cet act être des conventions, contrats ou coalitions illégales; et tout journalier, ouvrier ou toute autre personne qui après la promulgation de cet act se rendra coupable d'une des dites infractions, en ayant été légalement convaincu par son aveu, ou par le serment, ou par les serments d'un ou plu-

sieurs témoins dignes de foi, devant juges de paix du comté, *riding* (1), *division*, cité, *liberty*, ville ou de tout lieu où ladite infraction aura été commise (lesquels serments chacun de ces juges est par les présentes autorisé et reçoit pouvoirs pour déférer, dans un tel cas et dans tous autres cas où dans la suite de cet act, il sera prévu un serment à prêter devant une quelconque justice de paix) dans les trois mois qui suivront l'accomplissement de ladite offence, seront, en vertu d'une ordonnance de ces juges, conduits et enfermés dans la prison commune de leur juridiction pour une durée quelconque n'excédant pas trois mois, ou, suivant la volonté des juges, seront conduits à l'une des maisons de correction de la juridiction pour y demeurer et y être astreints au *hard labour* pour une durée quelconque n'excédant pas deux mois.

III. — Et qu'il soit en outre décidé que tout journalier, ou ouvrier, ou autre personne, qui, à toute époque après la promulgation de cet act, adhérera à toute coalition (*combination*) pour obtenir une élévation de salaire ou une diminution ou modification des heures ou de la durée du travail, ou pour réduire la quantité de travail, ou pour n'importe quel objet contraire à cet act, ou qui, en donnant de l'argent ou par persuasion, sollicitation, ou intimidation ou tout autre moyen essayera volontairement et malicieusement d'empêcher tout journalier ou ouvrier, ou toute autre personne non loué ou non employé dans n'importe quelle manufacture, industrie, ou commerce, ou toute autre personne ayant besoin

1. Circonscription du Yorkshire à peu près équivalente au comté.

de s'employer dans une manufacture, une industrie, ou un commerce, de se louer à un manufacturier ou industriel, ou à une personne dirigeant une manufacture, une industrie ou un commerce ; ou qui, dans le but d'obtenir une élévation de salaire, ou dans tout autre but contraire aux dispositions de cet act, volontairement et malicieusement circonviendra, persuadera, sollicitera, intimidera, influencera ou dominera, ou tentera, ou s'efforcera de dominer tout journalier ou ouvrier, ou toute autre personne, loué ou employé, ou en voie d'être loué ou employé dans une manufacture, une industrie ou un commerce pour lui faire abandonner son travail, son service ou emploi ; ou qui volontairement et malicieusement empêchera ou prendra les devants pour empêcher tout manufacturier ou industriel ou toute autre personne, d'employer dans sa manufacture, son industrie ou son commerce, tels journaliers, ouvriers et autres personnes qu'il ou elle jugera à propos ; ou qui étant loué ou employé, refusera, sans cause juste et raisonnable de travailler avec n'importe quel autre journalier ou ouvrier employé ou loué pour y travailler ; et qui sera légalement convaincu d'une quelconque desdites infractions (*offences*), par son propre aveu, ou le serment, ou les serments d'un témoin ou plusieurs témoins dignes de foi, devant deux juges de paix quelconques du comté, *riding division*, cité, *liberty*, ville, ou autre lieu où une telle infraction aura été commise, et dans les trois mois après qu'elle aura été commise, sera par ordre de ces juges conduit et enfermé dans la prison commune de leur juridiction, pour toute durée n'excédant pas trois mois, ou, autrement, être

conduits à l'une des maisons de correction de la même juridiction, pour y demeurer et y être astreints au *hard labour* pour toute durée n'excédant pas deux mois.

IV. — Et pour la suppression la plus effective de toutes coalitions parmi les journaliers, ouvriers et autres personnes employées dans une manufacture, une industrie ou un commerce, qu'il soit en outre décidé que toutes et chaque personne ou personnes quelles qu'elles soient (employées ou non dans un quelconque de ces manufactures, industries ou commerces) qui assisteront à tout meeting réuni ou tenu dans le but de faire ou d'adhérer à, un quelconque contrat, convention ou accord, déclaré illégal par cet act, ou d'adhérer à, de soutenir, entretenir, continuer ou poursuivre toute coalition pour un quelconque des objets déclarés illégaux par cet act ; ou qui sommeront, donneront avis, convoqueront, persuaderont, entraîneront, solliciteront, ou par intimidation ou tout autre moyen s'efforceront d'inciter un journalier, un ouvrier ou une autre personne employée dans une manufacture, une industrie ou un commerce à assister à un tel meeting, ou qui recueilleront, demanderont ou recevront une somme d'argent quelconque d'un de ces journaliers, ouvriers ou autres personnes, pour l'un des objets susdits ; ou qui persuaderont, entraîneront, solliciteront ou par intimidation ou tout autre moyen, s'efforceront d'inciter un de ces journaliers, ouvriers ou autres personnes à adhérer, ou à intervenir dans une quelconque de ces coalitions, ou qui paieront une somme d'argent, ou qui feront ou participeront à une souscription ou collecte pour ou en vue de soutenir ou encourager un de ces meetings

illégaux ou une de ces coalitions illégales ; et qui seront légalement convaincus de l'une quelconque des susdites infractions par son propre aveu, ou par le ou les serments d'un ou de plusieurs témoins dignes de foi devant deux juges de paix quelconques du comté, *riding*, *division*, cité, *liberty*, ville, ou autre lieu où telle infraction aura été commise, et dans les trois mois après qu'elle aura été commise seront, par ordre de ces juges, conduits ou enfermés dans la prison commune de sa ou de leur juridiction pour toute durée n'excédant pas trois mois, ou autrement seront conduits dans une maison de correction de la même juridiction pour y rester et être astreints au *hard labour* pour toute durée n'excédant pas deux mois.

V. — Et qu'il soit en outre décidé qu'aucune personne (qu'elle soit ou non employée comme journalier ou ouvrier dans une manufacture, une industrie ou un commerce) ne devra à aucun moment après la promulgation de cet act, volontairement payer ou donner aucune somme d'argent comme souscription ou contribution en vue de payer des dépenses qui incombent ou incomberont à une personne ou à des personnes agissant contrairement aux stipulations de cet act ; par le paiement d'argent ou par autre moyen, soutenir ou entretenir aucun journalier, ou ouvrier, ou aucune autre personne, ou contribuer à son soutien ou à son entretien, dans le but de l'inciter à refuser de travailler ou de se louer ou de s'employer dans une manufacture, une industrie ou un commerce, et toute personne qui se rendra coupable d'une telle infraction se verra confisquer et perdra toute somme n'excédant pas la somme de dix livres ; et tout journalier, ou ouvrier,



ou toute autre personne qui recueillera ou recevra de l'argent ou des objets de valeur pour un quelconque des objets susdits se verra confisquer et perdra toute somme n'excédant pas la somme de cinq livres; ces pénalités de dix et cinq livres respectivement seront confisquées moitié au profit de Sa Majesté, et l'autre moitié au profit du dénonciateur et des pauvres de la paroisse où ces infractions auront été commises, et par parts égales; et toutes et chacune de ces infractions seront entendues et jugées d'une manière sommaire devant deux juges de paix du comté, *riding*, *division*, cité, *liberty*, ville ou autre lieu où cette faute aura été commise, et la conviction à son sujet peut être obtenue et faite par le ou les serments d'un ou plusieurs témoins dignes de foi; et le montant de la confiscation ou pénalité pour chacune de ces infractions sera fixé et déterminé par ces juges sans qu'il puisse toutefois excéder les diverses sommes sus-énoncées; et dans le cas où une telle amende ou pénalité ne serait pas payée en exécution d'une telle condamnation, ces juges, par mandat signé de leur main les feront acquitter par saisie et vente des biens des auteurs des infractions ainsi que tous frais et dépens afférant à ces saisies et vente, et dans le cas où saisie suffisante ne pourrait être effectuée, ces juges, par mandat signé de leur main, feront conduire l'auteur des infractions à la prison commune de sa ou leur juridiction pour y rester, sans qu'il soit admis à fournir caution, pour toute durée n'excédant pas trois mois ni inférieure à deux mois; ou autrement à la discrétion de ces juges dans une maison de correction de leur juridiction, pour y demeurer et être

astreints au *hard labour* pour toute durée n'excédant pas deux mois.

VI. — Et qu'il soit en outre décidé que toutes sommes d'argent, qui à tout moment jusqu'ici auront été payées ou données comme souscription ou contribution pour ou en vue d'un quelconque des objets prohibés dans cet act et qui dans un délai de trois mois après la promulgation de cet act, demeureront non partagées dans les mains de tout trésorier, collecteur, receveur, *trustee*, agent ou autre personne, ou placées à intérêt, et toutes sommes d'argent qui à toute époque après la promulgation de cet act seront payées ou données comme souscription ou contribution pour ou en vue d'un quelconque des objets prohibés par cet act, seront confisquées, moitié au profit de Sa Majesté et l'autre moitié au profit de toute personne qui poursuivra pour ce même objet devant une des cours de record de Sa Majesté à Westminster; et tout trésorier, collecteur, receveur, *trustee*, agent ou autre personne dans les mains ou au nom de qui une telle somme d'argent se trouvera, ou se trouvera placée, ou à qui la dite somme aura été payée ou donnée, sera et pourra être poursuivi pour la dite somme et se la verra confisquée comme il est dit ci-dessus.

VII. — Et pour mieux faciliter la découverte de toute somme d'argent qui a été ou sera payée ou donnée par voie de souscription ou contribution pour tout objet prohibé par cet act, qu'il soit en outre décidé que toutes les personnes et chaque personne qui sera ou pourra être passible en vertu de cet act d'être poursuivie pour la dite sera

obligée et pourra être contrainte de témoigner sous la foi du serment à toute information qui sera ou pourra être poursuivie contre eux ou lui dans n'importe quelle cour de justice par ou au nom de l'attorney général de Sa Majesté au nom de Sa Majesté, ou sur le rapport de tout dénonciateur pour découvrir la somme ou les sommes d'argent ainsi payées, ou données, pour tout objet prohibé sus-mentionné; et une telle cour fera et pourra faire tels ordres et décrets qu'il semblera juste à cette cour, et aucune personne n'hésitera à ou ne refusera de répondre à une telle information à raison de la pénalité ou confiscation dont elle pourrait être passible en conséquence d'une découverte qui peut être recherchée par ce moyen.

VIII. — Et qu'il soit toujours pourvu et décidé que sur paiement à la cour devant laquelle sera poursuivie une information de cette nature de tout l'argent payé ou donné à un quelconque trésorier, collecteur, receveur, *trustee*, agent, ou autre personne pour un quelconque des objets prohibés sus-mentionnés et restant entre ses mains à l'époque où se poursuivra cette information, et sur révélation complète de toutes valeurs dans ou sur lesquelles aura été placé ou investi tout argent de cette provenance qui ne sera pas resté ainsi entre ses mains, la personne ou les personnes effectuant le paiement de cet argent à la cour et faisant une telle révélation, seront acquittées et déchargées de toutes confiscations et pénalités qui seront ou pourront avoir été encourues par elle ou elles pour avoir recueilli ou reçu de l'argent de cette nature, ou d'avoir agi autrement relativement au dit, et de

toutes actions et autres poursuites concernant le dit par toute personne ou toutes personnes quelconques nonobstant tout statut, loi ou usage, ou quoi que ce soit de contraire contenu dans cet act de quelque manière que ce soit ; et aucune personne ne sera non plus passible d'aucune confiscation ou pénalité ou d'aucun procès quelconque pour ou à raison d'aucune somme d'argent que cette personne révélera d'une manière quelconque en réponse à une telle information avoir été payée, reçue ou donnée.

IX. — Et qu'il soit en outre ordonné que toutes personnes et chaque personne qui contreviendront ou pourront contrevenir au présent act seront et pourront être, également avec toutes autres personnes convoquées et contraintes de donner son témoignage et déposer, comme témoin cité par Sa Majesté, ou par l'auteur de la poursuite, ou le dénonciateur, dans toute information à faire conformément à cet act, contre toutes autres personnes autres que les témoins susdits ; et que dans tous les cas de cette nature, toute personne ayant témoigné et déposé comme dit ci-dessus sera et est par les présentes à l'abri de toute information à ouvrir ou de tout procès à commencer contre lui ou elle pour avoir contrevenu dans l'affaire dans laquelle ou relativement à laquelle il, elle ou eux auront témoigné ou déposé comme dit ci-dessus.

X. — Et pour renforcer d'une manière plus effective et pour assurer l'exécution des prescriptions de cet act, qu'il soit en outre décidé que sur plainte ou sur dénonciation sous serment faite devant un juge ou plusieurs juges de paix,

d'une quelconque infraction ayant été commise contre les dispositions de cet act, dans sa ou leur juridiction respectives, ce juge ou ces juges sont par les présentes autorisés à et requis d'assigner la personne ou les personnes accusées d'avoir commis ces infractions contre cet act, à comparaître devant deux de ces juges, à un moment et dans un lieu à spécifier; et si une personne ou des personnes ainsi assignées ne comparaissent pas conformément à l'assignation, alors ces juges (la preuve sous serment ayant été faite au préalable devant eux ou lui de la remise régulière de ces assignations à cette personne ou ces personnes par la délivrance desdites à lui ou à eux en personne, ou par la signification desdites à son ou à leur domicile habituel; ayant pris soin que lesdites auront été ainsi signifiées au moins vingt-quatre heures avant le moment fixé pour se présenter devant lesdits juges sur ces assignations) feront et rendront leur ou son mandat, ou leurs ou ses mandats pour se saisir de la personne ou des personnes ainsi assignées et non comparantes comme il est dit ci-dessus, et l'amener ou les amener devant ces juges; ou bien il sera décidé pour ces juges, s'ils le trouvent à propos, sans lancer aucune assignation préalable, et au lieu de lancer ladite, sur une telle plainte et dénonciation sous serment comme dit ci-dessus, de faire et de rendre leur ordonnance pour se saisir de la personne ou des personnes inculpée ou inculpées par cette dénonciation d'avoir contrevenu à cet act, et l'amener ou les amener devant ces juges; et la personne ou les personnes faisant l'objet d'une plainte ayant comparu sur une telle assignation, ou ayant été amenée ou amenées en vertu

d'une telle ordonnance, devant ces juges, ou la preuve ayant été faite sous serment que cette personne ou ces personnes sont de telle sorte que cette ordonnance ou ces ordonnances ne peut ou ne peuvent pas recevoir exécution. Alors ces juges feront et sont par les présentes autorisés à et requis de faire une enquête touchant les faits de la plainte et examineront lesdits par la déposition ou les dépositions sous serment de toutes personnes dignes de foi qui seront requises, et ils entendront et détermineront les faits de chacune de ces plaintes, et sur aveu de la partie, ou preuve faite par un ou plusieurs témoins dignes de foi déposant sous serment, ils condamneront ou acquitteront la partie ou les parties contre qui il y aura eu plainte comme il est dit ci-dessus.

XI. — Et qu'il soit en outre décidé qu'il sera légal pour les juges de paix devant qui de telles plaintes et dénunciations seront faites comme il a été dit ci-dessus, et qu'ils sont par les présentes autorisés à et requis de à la requête écrite de l'une quelconque des parties, lancer ses ou leurs assignations à tout témoin ou tous témoins de comparaître et témoigner devant ces juges aux date et lieu choisis pour évoquer et juger cette plainte, lesquels date et lieu seront spécifiés dans ces assignations, et si une personne ou des personnes ainsi assignées à comparaître comme témoins comme il est dit ci-dessus ne comparaissent par-devant ces juges aux date et lieu spécifiés dans l'assignation ou ne produisent pas une excuse raisonnable de leur défaut, ou si comparant conformément à l'assignation, elles ne se soumettent pas à être interrogées comme témoins et donner leur témoignage devant ces juges, concer-



nant les faits de la plainte, alors et dans chacun de ces cas il sera licite pour ces juges et ils y sont par les présentes autorisés (la preuve sous la foi du serment, dans le cas de non-comparution de toute personne conformément à l'assignation, ayant été préalablement faite devant ces juges de la signification régulière de ces assignations à chacune des personnes, en la leur ayant remise à personne ou en l'ayant laissée vingt-quatre heures avant la date indiquée pour leur comparution devant ces juges, au domicile habituel de ces personnes par mandat signé de la main de ces juges à envoyer cette personne ou ces personnes faisant ainsi défaut à comparaître, ou comparant et refusant de déposer, à une des prisons de la juridiction de ces juges, pour y demeurer, sans être admis à fournir caution, jusqu'à soumission de cette personne ou ces personnes à être interrogées et à déposer devant ces juges comme dit ci-dessus.

XII.—Et qu'il soit en outre décidée que les juges devant qui une personne ou des personnes quelconques seront convaincues d'infraction à cet act, ou par qui une personne quelconque sera envoyée en prison pour non-comparution comme témoin ou pour refus de se soumettre à être interrogée, ordonnera que toutes ces condamnations et les mandats ou ordres pour ces dépôts seront rédigés dans la forme ou à l'effet énoncés dans la première cédule de cet acte.

XIII. — Et qu'il soit en outre décidé que les juges devant qui une quelconque condamnation de ce genre sera rendue, ordonnera que ladite (rédigée dans la forme ou à l'effet ci-dessus prescrits) soit loyalement écrite sur parchemin et soit

transmise à la prochaine session générale ou session trimestrielle de paix à tenir dans le comté, *riding*, division, cité, *liberty*, ville ou autre lieu dans lequel cette condamnation a été rendue, pour prendre rang parmi les actes de ladite session générale ou trimestrielle, et au cas où une personne ou des personnes feraient appel, dans la manière ci-après mentionnée, du jugement desdits juges à la dite session générale ou trimestrielle, les juges dans ces sessions générales ou trimestrielles sont requis par les présentes en obtenant ces convictions, de procéder à l'audition et au jugement des faits dudit appel, conformément aux dispositions de cet act.

XIV. — Et qu'il soit toujours pourvu et décidé que rien dans cet act ne s'étendra ou ne sera entendu comme étendant, rapportant, enlevant ou abrogeant les pouvoirs et l'autorité donnés à tous juges de paix dans et par tout act ou tous acts du Parlement jusqu'ici et actuellement en vigueur en concernant toute coalition de manufacturiers, journaliers ou ouvriers, ou pour régler et aplanir tous conflits ou différends entre les maîtres et leurs journaliers, ouvriers, ou autres personnes employées par eux dans une manufacture, une industrie ou un commerce, ou le taux et le montant des salaires à payer à ces journaliers, ouvriers ou autres personnes, ou le mode ou la durée de leur travail ou de leur occupation, ou la quantité de travail qui doit être faite, ou concernant aucun objet quelconque visé aussi par cet act; mais que tous juges de paix continueront à utiliser, employer et exécuter tous les pouvoirs et l'autorité à eux donnés dans et par ces acts du Parlement, où chacun d'entre eux, comme ils auraient pu faire

si cet act n'avait pas été établi : nonobstant toute clause contraire ci-incluse.

XV. — Etant toujours pourvu que cet act ne sera pas étendu pour autoriser ou donner pouvoir à aucune personne exploitant une manufacture, une industrie, ou un commerce, d'y employer aucun journalier, ouvrier, en contradiction des règles et prescriptions contenues dans aucun act ou acts du Parlement qui ont été faits jusqu'ici, et qui sont actuellement en vigueur, pour établir, régler ou régir la direction et l'exploitation d'une manufacture, d'une industrie ou d'un commerce déterminé, ou le travail ou le service des personnes y employées, sans l'autorisation et le consentement préalables et écrits d'un juge de paix du comté, *riding*, division, cité, *liberty*, ville ou autre lieu où cette manufacture, cette industrie ou ce commerce est exploité, spécifiant expressément la cause ou la raison qu'il y a de donner ou d'accorder lesdits, laquelle autorisation il sera licite, à un de ces juges d'accorder chaque fois que le journalier ou ouvrier déterminé et habituellement employé dans une manufacture, une industrie ou un commerce, refusera d'y travailler pour un salaire raisonnable, ou de travailler pour une ou pour des personnes déterminées ou lorsque, en refusant de travailler pour une raison quelconque ou par mauvaise conduite alors qu'il est employé à un travail, il empêchera ou gênera d'une manière quelconque le fonctionnement normal d'une manufacture, d'une industrie ou d'un commerce, ou il s'efforcera de nuire à la personne ou aux personnes exploitant ledit.

XVI. — Pourvu aussi et qu'il soit en outre décidé par l'autorité susdite qu'aucun juge de paix, étant aussi un maître dans l'industrie, ou la manufacture particulière dans ou à propos de laquelle une infraction est réputée avoir été commise contre cet act, n'agira comme juge en vertu de cet act; nonobstant quoique ce puisse être ici contenu, ou quelque forme de statut, loi, usage ou coutume que ce soit et qui y serait contraire.

XVII. — Et qu'il soit en outre décidé par l'autorité susdite que tous contrats, conventions et accords quelconques, écrits ou non écrits faits ou à faire, par ou entre tous maîtres ou autres personnes pour réduire les salaires des ouvriers, ou pour augmenter ou modifier les heures habituelles ou la durée du travail, ou pour accroître la quantité de travail, sera et sont par les présentes déclarés être illégaux, nuls et non avens dans tous leurs buts et leurs objets quels qu'ils soient; et tous et chacun de ces maîtres, en étant légalement convaincus par la déposition sous la foi du serment d'un ou de plusieurs témoins dignes de foi devant deux juges de paix quelconques du comté, *riding*, *division*, cité, *liberty*, ville ou autre lieu où une telle infraction aura été commise, dans les trois mois qui suivront l'infraction, se verront confisquer et perdront la somme de vingt livres, moitié au bénéfice de Sa Majesté et l'autre moitié par parts égales au bénéfice du dénonciateur et des pauvres de la paroisse où cette infraction aura été commise; et dans le cas où une telle amende ou pénalité ne serait pas payée et une telle condamnation exécutée, ces juges par mandat signé

de leur main les feront acquitter par saisie et vente des biens des auteurs des infractions ainsi que tous frais et dépens afférant à ces saisie et vente ; et, dans le cas où saisie suffisante ne pourrait être effectuée, ces juges, par mandat signé de leur main, feront envoyer lesdits auteurs à la prison commune ou en quelque maison de correction de leur juridiction pour toute durée n'excédant pas trois mois, ni inférieure à deux mois.

XVIII. — Et attendu qu'il sera d'une grande commodité et d'un grand avantage aux maîtres et aux ouvriers engagés dans les manufactures de voir établir un moyen peu coûteux et sommaire de régler tous conflits pouvant s'élever entre eux relativement aux salaires et au travail ; qu'il soit en outre décidé par l'autorité susdite que, à partir et après le premier jour d'août de l'année de Notre Seigneur mil huit cent, dans tous les cas, qui se produiront ou pourront se produire dans cette partie de la Grande-Bretagne appelée Angleterre, où les maîtres et les ouvriers ne pourront pas se mettre d'accord quant au prix ou aux prix à payer pour un travail actuellement fait dans une quelconque manufacture, ou quant à quelque dommage causé ou prétendûment causé par les ouvriers au travail, ou quant à une perte de temps ou prétendue perte de temps de la part des ouvriers en terminant leur travail, ou quant au fait de n'avoir pas fini ce travail d'une manière satisfaisante et en bon ouvrier, ou quant à un contrat quelconque, et dans tous cas de conflits ou différends touchant un contrat ou un accord pour le travail ou le salaire entre maîtres et ouvriers dans quelque industrie ou manufacture, qui ne pour-

ront pas autrement être mutuellement aplanis et réglés, par et entre eux, il sera et il pourra être décidé, et il est par les présentes déclaré légal pour de tels maîtres ou ouvriers, entre qui de tels conflits ou différends se seront élevés comme dit ci-dessus, ou pour certains d'entre eux, de demander et d'obtenir un arbitrage ou une intervention au sujet du fait ou des faits en discussion ; et chacun d'entre eux est par les présentes autorisé à et reçoit pouvoir de nommer et désigner un arbitre en son nom et pour le représenter, afin de chacun respectivement et pour sa part arbitrer et déterminer le fait ou les faits en discussion comme dit ci-dessus, par un écrit signé par lui en présence et avec l'attestation d'un témoin, dans la forme indiquée dans la deuxième cédule de cet act, et d'en faire délivrance personnellement à l'autre partie, ou de le déposer pour lui à son domicile habituel, et de requérir l'autre partie de nommer un arbitre de la même manière et dans un délai de deux jours après que ce recours à l'arbitrage aura été formé ; et de tels arbitres, ainsi désignés comme dit ci-dessus, après qu'ils auront accepté et assumé la charge du dit arbitrage, sont par les présentes autorisés et requis d'assigner devant eux et d'interroger sous la foi du serment les parties et leurs témoins (lequel serment, lesdits arbitres seront par les présentes autorisés à et requis de déférer selon la formule prescrite dans la deuxième cédule de cet act) et de procéder ensuite à l'audition et au jugement des plaintes des parties ainsi que du fait ou des faits en discussion entre eux et la sentence rendue par de tels arbitres, dans le délai fixé ci-après, sera dans tous les cas définitive et con-



clusive entre les parties, mais, dans le cas où de tels arbitres ainsi nommés ne se mettront pas d'accord pour décider sur le ou les faits dont il doit leur être référé comme dit ci-dessus, et n'auront pas fait et signé leur sentence dans un délai de trois jours après signature par les parties de la déclaration de se soumettre à leur sentence, alors il sera licite pour les parties ou l'une d'entre elles de requérir les arbitres de se présenter devant l'un des juges de paix de Sa Majesté, agissant dans et pour le comté, *riding*, cité, *liberty*, *division*, ville ou autre lieu où un tel conflit se sera produit et soumis à arbitrage, et exposer à ce juge les points en litige entre eux les dits arbitres, lesquels points en litige le dit juge évoquera et jugera, et est par les présentes autorisé à et requis d'entendre et juger, et dans ce but d'interroger les parties et leurs témoins sous la foi du serment, s'il le trouve à propos: ce jugement d'un tel juge sera fait et signé dans un délai de trois jours, après l'expiration du temps accordé aux arbitres pour faire et signer leur sentence, et sera définitif et conclusif entre les parties en désaccord comme dit ci-dessus; et si l'une des deux parties ou leurs témoins respectifs, ayant été dûment assignés, négligent ou refusent de se présenter devant de tels arbitres aux date et lieu fixés par eux à cet effet il sera et pourra être licite pour l'un ou plusieurs des juges de par Sa Majesté, — agissant dans et pour le comté, *riding*, cité, *liberty*, *division*, ville ou autre lieu où de tels conflits se seront élevés, et il ou eux en sont par les présentes requis, sur preuve ou serment devant lui ou eux de la délivrance de l'assignation, et aussi sur la preuve sembla-

ble de la négligence ou du refus de telles personnes à se présenter devant lesdits arbitres à la suite de ces assignations à moins qu'une excuse raisonnable à l'appréciation de ce juge ou de ces juges ne soit faite pour cette non-présentation — de décerner son ou leurs mandats signés de sa ou de leurs mains, pour se saisir de ces personnes et les amener devant lui ou eux : et si une personne, ainsi amenée devant ce juge ou ces juges, continue à refuser d'être interrogée ou de donner devant ces arbitres, son témoignage, concernant les faits, ces dites personnes refusant ainsi seront, par ledit ou lesdits juges, envoyés à la maison de correction dans sa ou leur juridiction pour y demeurer, sans être admis à former caution, jusqu'à ce qu'elles se soumettent à être interrogées devant les arbitres concernant les faits susdits, ou jusqu'à ce que les délais impartis aux arbitres pour rendre une sentence soient expirés.

XIX. — Pourvu toujours et qu'il soit en outre décidé que si les parties qui auront signé une déclaration de se soumettre à l'arbitrage trouvent opportun, ou ont l'idée ou le désir, de proroger le délai fixé par les présentes pour rendre leur sentence, il sera et peut être licite pour eux de proroger ledit par endossement au dos de ladite déclaration signé des deux parties, en présence d'un ou de plusieurs témoins dignes de foi ; nonobstant toute disposition contraire jusqu'ici.

XX. — Pourvu toujours et qu'il soit en outre décidé que la soumission à un tel arbitrage et la sentence à rendre à ce sujet seront et pourront être rédigées et écrites au bas de ladite soumission, sur papier non timbré, dans les formes respecti-

ves ou à l'effet prescrits dans le deuxième article de cet act, nonobstant toute loi, tout usage ou toute coutume contraires.

XXI. — Pourvu toujours et qu'il soit en outre décidé que dans tous les cas il sera minuté ou grossoyé deux expéditions de la soumission à l'arbitrage, une pour chacune des parties ayant signé ladite.

XXII. — Et qu'il soit en outre décidé par l'autorité susdite que dans tous les cas de conflit ou de différend entre n'importe quels maîtres et ouvriers, dans les industries ou manufactures susdites, si un arbitrage est demandé, et la déclaration signée de s'y soumettre, et un arbitre nommé à cet effet par l'une quelconque des parties, et que l'autre ou les autres parties négligent ou refusent de signer la dite déclaration et de désigner son ou leurs arbitres dans le délai antérieurement fixé à cet effet, la partie ou les parties ayant ains négligé ou refusé de signer ladite déclaration de soumission ou de désigner son ou leurs arbitres comme dit ci-dessus, chacune d'entre elles si elles sont plusieurs, ayant été convaincues de ces fautes devant deux ou plusieurs juges de paix de Sa Majesté *liberty* pour le comté, *riding*, *division*, cité, ville, ou autre lieu où une telle infraction aura été commise, se verra confisquer et perdra la somme de dix livres, moitié au profit de Sa Majesté, et l'autre moitié au profit des pauvres de la paroisse où ces infractions auront été commises ; et dans le cas où une telle amende ou pénalité ne serait pas payée en exécution d'un tel jugement ces juges, par mandat signé de leur main, feront acquitter lesdites par saisie et vente des biens des auteurs de l'infraction ainsi que tous frais et dépens

afférant aux dites saisie et vente ; et dans le cas où saisie suffisante ne pourrait être faite lesdits juges par mandat signé de leur main enverront les dits auteurs à la prison commune ou dans quelque maison de correction de leur juridiction pour y demeurer sans être admis à fournir caution, pour toute durée n'excédant pas trois mois ni inférieure à deux mois ; et si une des parties refuse de faire ou de se conformer en ce qu'aura décidé un tel arbitrage, elle sera contrainte de le faire ou de s'y conformer, et sera par suite jugée devant deux ou plusieurs juges de paix du comté, *riding*, *division*, cité, ville, *liberty* ou autre lieu où ladite infraction aura été commise, et il sera par suite licite pour lesdits juges, par mandat signé de leur main d'envoyer les auteurs de ces infractions à la prison commune ou maison de correction de leur juridiction, pour y demeurer sans caution jusqu'à ce qu'ils se soient entièrement conformés au dit arbitrage ; toujours étant bien entendu que rien dans l'acte ne sera étendu en vue de déclarer une personne coupable d'aucune infraction pour ne pas s'être présentée à plus d'un arbitrage en même temps, ou à plus de deux arbitrages dans une seule journée ; et qu'il sera licite dans tous les cas pour tout maître qui ne sera pas en résidence au moment dans le lieu où son industrie ou manufacture est exploitée, d'autoriser n'importe qui à le représenter pour signer la déclaration de soumission à l'arbitrage et se présenter devant les arbitres ou les juges pour tous faits relatifs à un arbitrage.

XXIII. — Pourvu toujours et qu'il soit en outre décidé que si une personne quelconque condamnée pour une ou des infractions punissables par cet acte se croit lésée par le jugement

de tel juge ou tels juges devant qui il ou elle aura été condamné ou condamnée, ces personnes pourront en appeler de toute condamnation à la prochaine Cour des sessions générales ou trimestrielles qui seront tenues dans le comté, *riding*, division, cité, *liberty*, ville ou autres lieux où de telles infractions auront été commises ; et que l'exécution de tout jugement dont il est ainsi appelé sera suspendue au cas où la personne ainsi condamnée ne fasse reconnaissance devant ces juges (qui sont par les présentes, autorisés et requis de la recevoir) de devoir une amende de dix livres, accompagnée de deux garanties suffisantes de l'amende de cinq livres chacune, en monnaie légale de Grande-Bretagne, sous la condition de poursuivre cet appel à son effet et de comparaître pour supporter le jugement et la décision des dites prochaines sessions générales ou trimestrielles et à payer tous dépens que ladite Cour fixera à cette occasion ; et les juges dans ladite prochaine Cour de session générale ou trimestrielle, sont par les présentes autorisés et requis d'entendre et juger les faits du dit appel, et de fixer tels dépens qu'il leur paraîtra juste et raisonnable de faire payer par l'une ou l'autre des parties, laquelle décision sera définitive et si, en entendant ledit appel le jugement du juge ou des juges devant qui l'appelant aura été condamné est confirmé, ledit appelant payera ensuite immédiatement le montant de la confiscation ou amende (s'il y en a) mentionnée dans ladite condamnation, et les frais mis à la charge dudit appelant, et en cas de défaut de ce paiement, ou dans le cas où ladite condamnation contiendrait une décision d'emprisonnement, ledit appelant sera immédiatement

envoyé par ladite Cour à la prison commune ou à la maison de correction conformément à ladite condamnation, et pour la durée y mentionnée, sans être admis à fournir caution, et aussi jusqu'à paiement desdits dépens qui auront été pris par ladite Cour à la charge dudit appelant.

XXIV. — Pourvu toujours et qu'il soit en outre décidé que rien de ce qui est contenu dans cet acte n'étendra ou ne sera interprété, réputé ou pris comme étendant, rapportant ledit act, que celui-ci abroge, quant à aucune infraction commise, ou à aucune pénalité ou confiscation encourue, ou à aucun act fait, ou chose faite ou produite avant la promulgation de cet act ; mais que ledit act que celui-ci abroge en ce qui regarde toutes les dites infraction, pénalité, confiscation, acte, faits et choses, sera et demeurera en pleine force et effet, nonobstant quoi que ce soit de contraire contenu dans cet act ; et chacune de ces infractions sera et pourra être poursuivie et punie, et chacune de ces pénalités ou confiscations sera et pourra être fixée, acquittée et recouvrée, et toutes procédures touchant lesdites infractions, pénalités, confiscations, actes, faits et choses quelconques, seront et pourront être faits sous et en vertu dudit act que celui-ci abroge à tous points de vue, comme, si et avec la même force et le même effet après le passage de cet act, que si l'act que celui-ci abroge était resté entièrement non abrogé et en pleine vigueur, et comme si le présent act n'avait pas été promulgué — nonobstant quoi que ce soit de contraire, ci-inclus.

XXV. — Et qu'il soit en outre décidé que si aucune action



ou poursuite est intentée ou commencée contre une personne quelconque, quoi qu'elle ait pu faire ou commettre en conséquence de cet act ou pour toute cause, fait ou chose ici contenue ; ladite action ou poursuite sera commencée dans les trois mois qui suivent les faits ou la chose commise, et sera poursuivie dans le comté convenable, et le ou les défendeurs dans lesdites action ou poursuite pourront plaider les conclusions générales, et prouver par témoins les faits spéciaux pour leur défense ; et si après procès un verdict est rendu en faveur du ou des défendeurs ou si le ou les demandeurs cessent d'être qualifiés, ou suspendent leur action ou poursuite, ou si jugement est donné contre lui, elle ou eux, après sursis, ou autrement, alors le ou lesdits défendeurs se verront accorder tous dépens contre le ou lesdits demandeurs.

## ANNEXE III

### **An act for the more effectually preventing Seditious Meetings and Assemblies.**

57, *Geo-III, c. 19.* (*Abrogé en partie par l'act de 1873 par le Stat-Law. Rev. Act*) (31 mars 1817) (numéroté *XXIII* à *XXXIX*). La section *XXIII* est relative aux meetings).

XXIV. — Et attendu qu'il a été institué dans la capitale et dans différentes parties du royaume plusieurs sociétés ou clubs d'un caractère dangereux, et incompatibles avec la tranquillité et l'existence du gouvernement établi, des lois, et de la constitution de ce royaume, et attendu que les membres de beaucoup de ces sociétés ou clubs ont prêté des serments ou des engagements illégaux de fidélité et de secret, et ont pris, souscrit, ou ont consenti à des témoignages et à des déclarations illégales, et que beaucoup de ces sociétés ou clubs élisent, nomment ou emploient, des comités, délégués, représentants ou envoyés de ces sociétés ou clubs pour se réunir, conférer avec, communiquer ou correspondre avec d'autres sociétés, ou clubs, ou avec les délégués, représentants ou envoyés de ces sociétés ou clubs et pour inciter d'autres personnes ou leur persuader de devenir membres de ces sociétés, et par ces moyens conservent une influence sur des groupements

considérables, et entraînent un grand nombre de personnes ignorantes et non prévenues, à commettre des actes hautement criminels. Et attendu que certaines de ces sociétés ou clubs se donnent eux-mêmes le nom de spencéens ou de philanthropes-spencéens, affirment et professent comme leur but la confiscation et la division de la terre et la disparition de la propriété foncière de ce royaume. Et attendu qu'il convient et qu'il est nécessaire que toutes ces sociétés ou clubs sus-nommés soient définitivement supprimés et prohibés comme coalitions (*combinations*) illégales et confédérations présentant les plus grands dangers pour la paix et la tranquillité de ce royaume et pour l'organisation du gouvernement ainsi établi :

Qu'il soit décidé qu'à partir et après la promulgation de cet act toutes les sociétés ou les clubs se désignant eux-mêmes comme spencéens ou philanthropes-spencéens et tous les autres sociétés ou clubs, quelque nom ou quelque désignation qu'ils portent ou par lesquels ils soient connus, qui soutiennent ou professent ou qui soutiendraient ou professeraient les mêmes principes et les mêmes doctrines seront et sont par cet act complètement supprimés et interdits comme étant des coalitions illégales et de confédérations contre le gouvernement de notre souverain lord le roi et contre la paix et la sécurité des sujets de Sa Majesté.

XXV. — Et qu'il soit de plus décidé (*decided*) qu'après et à partir de la promulgation de cet act toutes et chacune des dites sociétés ou clubs et aussi toutes et chacune des autres sociétés ou clubs maintenant établis, ou qui seront établis

dont les membres seront tenus ou admis à prêter un serment ou un engagement qui serait un serment illégal aux termes d'un act passé dans la trente-septième année du règne de Sa Majesté intitulé : « Un act pour prévenir plus effectivement la prestation et l'administration des serments illégaux », ou aux termes d'un act passé dans la cinquante-deuxième année du présent règne de Sa Majesté intitulé : « Un act pour rendre plus effectif un act passé dans la trente-septième année du règne actuel de Sa Majesté pour prévenir l'administration et la prise (*taking*) de serments illégaux », ou de prêter un serment non requis ou non autorisé par la loi ; et chaque société ou club, dont tous ou seulement certains devront se lier d'une manière quelconque par un semblable serment ou engagement en entrant dans la société ou le club, ou en vue d'en faire partie, ou comme conséquence de leur titre de membres ou de membres, et chaque société ou club dont tous les membres ou seulement certains seront requis ou admis à prendre, à souscrire ou à consentir ou auront pris, souscrit ou consenti à tout témoignage ou déclaration non requis ou autorisés par la loi, de quelque manière ou en quelque forme que de tels engagement ou consentement aient été accomplis, soit par mots, signes ou autrement, soit en devenant ou en vue de devenir ou comme conséquence de leur titre de membres ou de membres de ladite société ou dudit club ; et chaque société ou club qui élira, appointera (*appoint*), nommera ou emploiera un comité, un ou des délégués, un ou des représentants, un ou des missionnaires pour se réunir, conférer ou communiquer avec une autre

société ou club, ou avec un comité, un ou des délégués, un ou des représentants, un ou des missionnaires de ces sociétés ou clubs, ou pour inciter ou persuader à une personne ou des personnes de devenir membres sera réputé et tenu comme coalition ou confédération illégale aux termes d'un act passé dans la trente-deuxième année du présent règne de Sa Majesté intitulé : « Un act pour la suppression plus effective des sociétés formées dans des buts séditieux ou de trahison, et pour la meilleure prévention des pratiques séditieuses et de trahison », et sera et devra être poursuivi mis en jugement et puni suivant les dispositions dudit act et toute personne qui, à partir de et après la promulgation de cet act deviendra membre d'une telle société ou club, ou qui, à partir et après la promulgation de cet act, agira comme membre d'une de ces sociétés, ou toute personne qui, à partir et après la promulgation de cet act continuera directement ou indirectement à correspondre ou à entretenir des rapports avec une de ces sociétés ou clubs ou avec un comité, un délégué, un représentant, un envoyé, ou avec un agent ou un membre de ces sociétés, comme tel, ou qui par des contributions pécuniaires ou autrement aidera (*aid*) ou soutiendra (*support*) cette société ou ce club ou des membres ou des agents de cette société, comme tels sera coupable de coalition illégale et confédération d'après l'intention et les termes dudit act.

XXVI. — Il est entendu, et il est décidé ici en outre que rien ne pourra être entendu ou interprété comme s'appliquant à une ou à des sociétés établies sous la dénomin-

tion de loges de francs-maçons, conformément aux règles prévalant de ces sociétés francs-maçonniques, à la condition que ces loges se conformeront aux règles et aux règlements contenus dans cet act de la trente-neuvième année du présent règne de Sa Majesté relatif à ces loges de francs-maçons...

(La suite de l'article est pour dispenser les quakers des formalités exigées pour tenir des réunions.)

XXVII. — (La section 27 décide que la section 2 de 39, Geo. III, c. 79, ne s'étend pas aux réunions de quakers ni aux assemblées et réunions charitables.)

(Les sections suivantes édictent les sanctions et règlent des questions de procédure.)

XVIII. — (La section XVIII décide que si une personne a sciemment autorisé la tenue d'une réunion, d'une société ou d'un club, déclaré par la présente loi coalition illégale ou confédération illégale, ou toute division, branche ou comité de ces sociétés ou clubs, dans sa maison, ses appartements, locaux ou autres places lui appartenant ou en sa possession ou occupés par lui, cette personne se verra à la première infraction confisquer la somme de 5 livres, et sera pour toute infraction commise après la date de sa condamnation pour la première infraction réputée coupable de coalition illégale et de confédération interdites par cet act.)

(Les sections suivantes sont relatives à la procédure.)



## ANNEXE IV

### Act sur les conflits industriels.

*An Act to provide for the regulation of Trade-Unions and Trade Disputes.* 6. Edw. VII, c. 47. (21 décembre 1906).

Qu'il soit promulgué par Sa Très Haute Majesté le roi et législativement décidé par et après avis et consentement des Lords Spirituels et Temporels et des Communes, assemblés en ce parlement actuel, et par l'autorité desdits :

A). — *Amendement à la loi de Conspiracy dans le cas de conflits industriels*, 38 et 39 Vict. c. 86. — I. — Le paragraphe suivant sera ajouté comme nouveau paragraphe, au paragraphe 1<sup>er</sup> de la section 3 du *Conspiracy and Protection of Property act* 1875 :

Un acte accompli, en vue de l'exécution d'une entente ou coalition, entre deux ou plusieurs personnes ne pourra, s'il est accompli en vue ou en cours d'un conflit industriel, donner lieu à une action judiciaire, sauf si cet acte, au cas où il serait accompli sans une telle coalition, donnerait lieu à une action judiciaire.

B). — *Picketing paisible*. — II. — 1) Il sera légal pour une ou plusieurs personnes agissant personnellement ou au nom d'une *Trade-Unions*, d'un employeur isolé ou d'une firme, en

vue ou au cours d'un conflit industriel, de veiller devant ou auprès d'une maison ou d'un lieu où une personne habite, travaille, exerce sa profession, ou se trouve par hasard, si elles veillent ainsi uniquement dans le but d'obtenir ou de communiquer paisiblement des informations ou de persuader paisiblement à un individu de travailler ou de s'abstenir de travailler.

2) La section 7 du *Conspiracy et Protection and Property act* 1875 est abrogée depuis les mots « veiller devant, ou auprès » jusqu'à la fin de la section.

C). — *Suppression de la responsabilité pour être intervenu dans les affaires d'une autre personne.* — III. — Un acte accompli par une personne, en vue ou au cours d'un conflit industriel, ne pourra donner lieu à une action judiciaire par le seul fait qu'il incite une autre personne à rompre un contrat de travail ou de louage de services, ou que cet acte est une intervention dans le travail, les affaires ou l'emploi de quelque autre personne, ou qu'il tend à limiter ou à annihiler le droit de quelque autre personne de disposer à son gré de son capital ou de sa force de travail.

D). — *Interdiction des actions en responsabilité et dommages-intérêts contre les Trade-Unions.* — IV. — 1) Aucune Cour de justice ne pourra accueillir ni connaître une action contre une *Trade-Union* — soit d'ouvriers, soit d'employeurs — ou contre tous membres ou agent d'icelle agissant en leur nom personnel et au nom de tous autres membres de la *Trade-Union* en raison d'un acte préjudiciable quelconque allégué avoir été accompli par ou pour la *Trade-Union*.

2) Rien dans cette section n'affecte ni la responsabilité des fidei-commissaires (*trustees*) d'une Trade-Union, si la possibilité de les poursuivre dans les cas prévus par la loi sur les *Trade-Unions* 1871, (section 9), sauf dans le cas d'actes préjudiciables commis par ou pour la *Trade-Union*, en vue ou au cours d'un conflit industriel.

E). — *Titre abrégé et construction.* — V. — 1) Cette loi pourra être citée sous le nom de *loi sur les conflits industriels* 1906 ; *les lois sur les Trade-Unions* 1871 et 1876 ; et cette loi pourra également être dénommée *lois sur les Trade-Unions* 1871 à 1906.

2) Dans cette loi, l'expression « *Trade-Union* » a le même sens que dans les lois sur les *Trade-Unions* 1871 et 1876 et comprendra toutes coalitions y définies, même s'il s'agit d'une branche d'une *Trade-Union*.

3) Dans cette loi et dans le *Conspiracy and Protection of Property act* 1875, l'expression « conflit industriel » signifie tout conflit entre employeurs et ouvriers ou ouvriers et ouvriers eu égard à l'emploi ou au non-emploi, ou aux conditions de cet emploi (salaire) ou du travail (durée) de toute personne et l'expression « ouvriers » signifie toute personne employée dans une profession ou industrie, qu'elle soit ou non employée par l'employeur avec lequel le conflit s'est produit ; et dans la section 3 de la dernière loi mentionnée (*C and P of P. A.* 1875) les mots « entre employeurs et ouvriers » sont abrogés.



## BIBLIOGRAPHIE

### I. — Ouvrages relatifs à l'Histoire du Droit d'Association.

- ARUNDELL (I.). — Historical reminiscences of the city of London and its Livery Companies, 1869, 1 vol. in-8.
- ASHLEY (W.-J.). — Histoire des Doctrines économiques de l'Angleterre. P. Bondonio et S. Bouissay, traduction sur la 3<sup>e</sup> édition anglaise, 2 vol. in-8, p. 276 et 577. Paris, Giard et Brière, 1900.
- BAIN (E.). — Merchant and Craft Guilds. A History of the Aberdeen Incorporated Trades. Aberdeen, 1887 in-8.
- BANNISTER. — Du Droit d'Association et de réunion en Angleterre. *Revue de Fœlix*, t. I, (1834), p. 385.
- BARRISTER. — Strikes and Lock-outs : or the law of combination, with a summary of the law of arbitration of disputes between masters and workmen. Londres, imprimé à Guilford, 1867, in-8.
- BEESLY (E.-S.). — The International Working Men's Association. *Fortnightly Review*, 1870, vol. 14, p. 517, 535.
- BRENTANO (L.). — On the history and development of guilds and the origin of Trade-Unions. Londres, imprimé à Oxford, 1871, in-8.
- BRY (Georges). — Histoire industrielle et économique de l'Angleterre depuis les origines jusqu'à nos jours,

- 1 vol. in-8, p. 771. Paris, Larose, 1900, contient sur notre sujet quelques inexactitudes.
- CLODE (C.). — Memorials of the Guild of Merchant Taylors. Londres, 1875, in-8.
- The early history of the Guild of Merchant Taylors. Londres, 1888, in-8.
- COMBINATIONS DEFENDED. — Being a commentary upon... the evidence given before the Parliamentary Committee of inquiry into Combinations of Employers and Workmen. By the London Trades Combinations Committee. Londres, 1839, in-8.
- COMBINATION LAWS. — A full and accurate report of the proceedings of the petitionners against the Combination Laws. By one of the Petitionners. Londres, 1800.
- COMBINATIONS of Trades (On). Londres, 1831, in-8.
- CORNWALL-LEVIS. — Histoire gouvernementale de l'Angleterre de 1770 à 1830, traduction Mervoyer, 1 vol. in-8, p. 416, Germer Baillière, 1867.
- CUNNINGHAM (W.). — The Growth of English industry and Commerce, vol. I, Early and Middle Ages, 1890, vol. II, Modern Times, 1892, Cambridge, 1890, gr. in-8. (L'ouvrage contient une riche bibliographie de la matière).
- DICEY (A.-V). K.C ; B, C, L. — Leçons sur les Rapports entre le Droit et l'Opinion publique au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, édition française complétée par l'auteur. Traduction Albert et Gaston Jèze, 1 vol. in-8, p. 521. Paris, Giard et Brière, 1906. (V. l'appendice note 1 sur le droit d'association).
- DICEY (A.-V) etc. — Introduction à l'étude du Droit Constitutionnel, édition française complétée par l'auteur. Traduction de André Batut et Gaston Jèze, avec une préface de A. Ribot, 1 vol. in-8, p. 474. Paris, Giard et Brière, 1902.
- EDDY. — On combination.



- EDINBURGH REVIEW. — Secret organisation of Trades, 1859, vol. 110, p. 523, 563.
- ERLE (Sir William). — The Law relating to Trade-Unions, 1869, in-8.
- FROUDE. — English in Ireland.
- GALTON (F.-W.). — The Tailoring Trade (préface de Sidney Webb). Select Documents illustrating the history of Trade-Unionism, edited by Prof. A. Hewins, 1 vol. in-16, XCVIII-242 p. London. Longmans Green and Co, 1896.
- GIDE (Charles). — La séparation des Eglises et de l'Etat, 1 broch. in-16, p. 48, en dépôt à Paris. Librairie Lemoigne, 1905.
- HERBERT. — Livery. Companies (1834).
- GLASSON. — Histoire des Institutions de l'Angleterre, 6 vol. in-8.
- GROSS (C.). — The Gild Merchant. Londres, 1890, 2 vol. in-8. Le tome I<sup>er</sup> contient une bibliographie étendue (V. Lambert).
- HALÉVY (Elie). — Le radicalisme philosophique. La formation du radicalisme philosophique. T. III, p. 512. Paris, Alcan, 1904.
- HARRISSON. — Act. de 1869. *Fortnightly Review*, 1<sup>er</sup> juillet 1869.
- HOLDSWORTH (W.-A.). — The law of Master and Servant, including that of *Trade's Unions* and Combinations... new and revised édition, Londres, 1876, in-8.
- LAMBERT (J.-M.). — Two thousand years of Gild Life. Contient une bibliographie complémentaire de celle de l'ouvrage de Gross : *Gild Merchant*. Hull, 1891, in-8.
- STANHOPE (Lord). — Life of Pitt. Trad. Guizot, 1862, 2 vol.  
— Life and Time of Fox, 1866, 3 vol.
- MAITLAND ET POLLOCK. — The History of English Law before the time of Edward I<sup>er</sup>.
- MAC CULLOCH. — Articles dans l'Edimburg Review. (In-

fluence du Benthamisme sur la législation sur les coalitions).

MAY (Erskine). — Constitutionnal History, traduction Cornélis de Witt, 1865-1866.

H. MARTINEAU. — Thirty Years Peace (Appréciation de l'Act de 1825) (éd. 1877), p. 474.

FOX. — Memorials and Correspondance of (edited by Russell), 1853, 3 vol.

O'DONNELL (M.-A). — A brief treatise on the law of combinations. Dublin, 1838, in-8 (ne se trouve qu'à la Royal Irish Academy).

PEEL'S. — Memoirs, vol. I, p. 247, 255 (sur l'association catholique).

— Private. Correspondance. (Sur les raisons qui ont fait modifier l'Act de 1824, p. 379).

REVUE BRITANNIQUE. — Clubs littéraires scientifiques, etc., en Angleterre, 1848, p. 206.

— Les Jésuites en Angleterre, 1851, Juillet, p. 56-83, (article reproduit de la British Quarterly Review).

— Les clubs en Angleterre, 1862, avril, p. 307, 328.

— L'Internationale en Angleterre, 1871, septembre, p. 246.

— Les Jésuites martyrs en Angleterre, février 1879, p. 401, 436.

— Les Jésuites, février, 1875, p. 303-333.

SPENCER WALPOLE. — A History of England from the conclusion of the great war in 1815, 2 vol. in-8, n. b. 242, London Longmans, Green and Co, 1878.

STEPHEN (Sir James Fitzjames). K.C.S.I.D.C.L. — A History of the Criminal law of England, 3 vol. in-8, p. 576, 497, 592, London, Mac Millan, 1883.

STUBBS. — The Constitutionnal History of England in its origin and development. Oxford, 1875-1878, 5<sup>e</sup> éd., 3 vol. in-8, 1896

TRAILL (H.-D). D. C. L. — Social England. A record of the

progress of the people in religion, laws, learning, arts, industry, commerce, science, literature and manners from the earliest times to the present day by various writers, 2<sup>e</sup> édit., 6 volumes in-8. Cassel and Co. London, Paris, Melbourne, 1894 à 1897.

WARD. — Histoire secrète des clubs de Londres, 1745.

WEBB (Beatrice et Sidney). — Histoire du Trade-Unionisme, traduction Albert Métin, 1 vol. in-8, p. 613, Paris, Giard et Brière, 1897.

WHITING. — To what extent are Trade Combinations legal? Verbatim Report of the trial for conspiracy... Jones and Potts, v. Selsby and others, From the notes of M. Whiting. Liverpool, 1847, in-8. Se trouve seulement à la Bibliothèque de Manchester.

WRIGHT (R.-S.). — The law of criminal conspiracies and agreements, London, 1873, in-8.

### Documents.

Parliamentary History of England, (de la conquête normande, 1066, à 1803), 36 vol. in-8, London, 1812, 1820.

Collection of Parliamentary Debates, depuis 1807. London, 1812, etc., in-8.

### II. — Ouvrages juridiques.

ADLER, HERBERT (M.). — A Summary of the law of corporations, 1 vol. in-16, London, W. Clowes, 1903 (contient une remarquable exposition des principes des corporations)

ALFASSA (Maurice). — (Voir Mantoux). Les Trade-Unions en 1902, leur situation, leur politique. *Supplément aux annales du Musée social*, 1 broch. in-8, p. 26.

— La Chambre des Lords et les Trade-Unions. *Revue d'économie politique*, 1905, p. 804.

- ASHBURNER (Walter). M. A. — Principles of Equity, 1 vol. in-8, p. 729 et index. London. Butterworth, 1902.
- BARCLAY (Sir Thomas). — Companies in France.
- BIWSTEAD (W.). — Digest of the law of Agency, 1 vol. in-8, 1907.
- BLACKSTONE (Sir William Knt). — Commentaries of the laws of England in four books. (L'édition dont nous nous sommes servis est celle de 1841 de John Frederick Archbold). London, William Reed. V. surtout le chapitre XVIII du Livre I.
- BOURCHIER CHILCOTT. — The law of Mortmain, 1 vol. in-8, 1905.
- BRAEBROOK (E.-W.). C.B. — Provident Societies and Industrial Welfare, 1 vol. in-16, p. 224. London, 1898, Blackie and son.
- BRICE (Seward). M.A.L.L.D. — Treatise on the Doctrine of Ultra Vires. (Recherches sur les principes limitant la capacité, le pouvoir et la responsabilité des Corporations et des Joint Stock Companies), 3<sup>e</sup> édit., Londres, 1893.
- CARR (G.-T.). — Collective Ownership otherwise than by corporations or by means of trusts, 1 vol. in-8, p. 138, London, 1907, Cambridge University, Press.
- CERNESSON (Joseph). — Les sociétés coopératives anglaises, 1 vol. in-16, p. 558. Paris, A. Rousseau, 1905.
- COHEN (Herman) ET HOWELL (Georges). F.S.S. — Trade-Union Law and Cases, 1 vol. in-16, p. 250, London Sweet and Maxwell, 1901.
- CONSEIL D'ETAT. — Séries d'études sur le droit d'association, 1 vol. in-8, Paris, imp. nationale, 1899. (Ce volume contient une étude de M. Jean Clos sur le droit d'association en Angleterre, p. 79-94, qui contient quelques inexactitudes, que nous avons signalées).
- Craggs (René). — Les Friendly Societies, 1 vol. in-8, 176. Paris, A. Rousseau, 1899.

- DALY (Dominick). — Club Law and the law of unregistered Friendly Societies, 2<sup>e</sup> édit. 1 vol. in-18, p. 135, London, Butterworth, 1889.
- ESCARRA (Jean). — Les Fondations en Angleterre, 1 vol. in-8, p. 422. Paris. Rousseau, 1907.
- FREUND (Ernst). — The legal nature of Corporations. University Press. Chicago, 1897. (Le seul livre en anglais où il soit question de la théorie réaliste de la personne morale).
- FRIENDLY SOCIETIES. — Reports of the Chief Registrar of Friendly Societies (en particulier le Rapport de 1904 paru en 1905). London, Eyre et Spottiswood.
- GORE-BROWNE. — Les associations sans but lucratif en Angleterre. *Revue de Clunet*, janvier 1903.
- HATSCHECK (D<sup>r</sup> Julius). — Englischer Staatsrecht 1 band. Tübingen, 1905.
- HAYEM (Henri). — Domaines respectifs de l'association et de la société, 1 vol. in-8, p. 448. Paris, 1907.
- HOLDSWORTH (W.-S.) M.A.B.C.L. and VICKERS (C. W.). — The law of succession testamentary and intestate, 1 vol. in-8, p. 311. Oxford. B. H. Blackwell, London, Stevens and sons 1889.
- MAITLAND (Frederic-William). LL.D; DCL. — Introduction à la traduction anglaise du fragment de l'ouvrage de Gierke. DAS DEUTSCHE GENOSSENSCHAFTSRECHT. Sous le titre: Political theories of the Middle age, XLV p. in-8. Cambridge University Press, 1900.
- MAITLAND. — Moral personality and legal personality. *Journal of Society of Comparative legislation*. (New series) vol. 6 part. 2, 1905, n<sup>o</sup> 14, p. 192, 200.
- LILLY (W.-S.) and J.-P. WALLIS. — A Manual of the law specially affecting Roman Catholic, 1 vol. in-8, p. 266. London, Clowes and sons, 1853.
- MANTOUX (Paul) ET ALFASSA (Maurice). — La Crise du Trade-

- Unionisme (1<sup>re</sup> partie: L'affaire du Taff Vale Railway. Situation juridique et histoire judiciaire des Trade-Unions, p. 1, 77), 1 vol. in-8, p. 338. Paris, A. Rousseau, 1903.
- MARCQ (R.), VAUTHIER (M.), ERERA (P.). — La personnification civile des Associations, l'Allemagne, l'Angleterre, la France et l'Italie. Publications de l'Institut Solvay, Bruxelles, Misch et Thron, 1907, (étude brève et insuffisante).
- MORIN (M.). — Situation juridique des Trade-Unions en Angleterre (thèse), 1 vol. in-8, p. 210. Caen, imprimerie Ch. Valin, 1907.
- PALMER (Francis-Beaufort). — Company law, 5<sup>e</sup> édit., 1 vol. in-8, p. 619, (contenant les textes des Companies Acts de 1862, les règlements, etc). London Stevens and Son, 1905.
- SEAGER (H.-R.). — The legal Status of Trade-Unions. *Political Science Quarterly*, décembre 1907, p. 611, 629 (résumé de la législation et de la jurisprudence de 1871 à 1906).
- SPARKES (R.-B.). — Legal Notes on Trade-Unions and the Trade Disputes Bill, 1907.

\*  
\* \*

- TRADE-UNIONS. — Report of the Royal Commission on Trade Disputes and Trade Combinations, London, 1905, Wyman and Sons.
- Opinions of the judges on the question of law propounded to them in the cause of Allen. V. Flood and another, 1 broch. in-folio, p. 49, London, Eyre and Spottiswood, 1897.

*Rapports confidentiels de la Commission Royale sur les conflits et les ententes industriels.* (Nous devons la



communication de ces rapports à l'obligeance du professeur Dicey).

LUSHINGTON (Sir Godfrey). G.C.M.G; K.C.B. — Memorandum on the law of Trade-Unions. (Rapport confidentiel à la Commission royale nommée pour l'étude des conflits et des ententes industrielles, sans indication de lieu de publication ni de date (63 pages).

COHEN (A.). K. C. — Memorandum with Appendix and Summary on Conspiracy Combination and Molestation. Rapport confidentiel de la Commission, p. 29.

— Memorandum on the bearing of the decision in « Lumbye, V. Gye » on the Liability of Trade-Unions. Rapports confidentiels de la Commission, broch. in-folio, p. 3.

— Memorandum on combination and Conspiracy. Rapports confidentiels de la Commission, 1 broch., in-folio, p. 8, datée à la main, mars 1904.

— 1<sup>re</sup> Memorandum on the Taff Vale Case. Rapport confidentiel de la Commission, 1 broch. in-folio, p. 4, datée à la main, mars 1904.

— 2<sup>e</sup> Memorandum on the Taff Vale Case, 1 broch. in-folio, p. 12, datée à la main, janvier 1905.

WERTHEIMER (J.). — The law relating to Clubs, 3<sup>e</sup> édit., par A.-W. Chaster, 1 vol. in-8, 1903.



## TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

- Abercromby, p. 126.  
 Abinger (Lord), p. 97.  
 Act 9, Edw. III, c. I, 1333, p. 26.  
 Act 25, Edw. 3, st. 4, c. 2, p. 26.  
 Act 37, Henri VIII, c. 4 (1545),  
     p. 86, 88.  
 Acts d'Uniformité, p. 116.  
 Act 39, Geo. III, c. 79, p. 36,  
     **120-124**. Annexe I.  
 Act 5, Geo. IV, c. 95, p. **45** s.  
 Act 6, Geo. IV, c. 129, p. **48** s.  
 Act Russell Gurney, p. 54.  
 Act 48 et 49, Vict. c. 51, p. **242-243**.  
 Act de 1888, 51-52, Vict. c. 42, p. 103-107. V. *Ancient Mortmain Acts* et *Modern Mortmain Acts*.  
 Act 6, Edw. VII, c. 47, 21 décembre 1906, p. **78-82**.  
 Adler (H.-M.), p. 201, 202.  
*Affiliated orders*, p. 151, 152.  
*All Soul's College*, p. 101.  
*Amalgamated Society of Railway Servants*, p. 219.  
*Ancient Mortmain Acts*, p. **97** s.  
 Anglais-Unis, p. 121.  
 Anselme, p. 18.  
 Aschbach, p. 95.  
 Ashley, p. 20.  
 Association Catholique Irlandaise, p. **126-130**.  
*Associations not for profit*, **146** s.  
 Balfour, p. 177, 179.  
*Bank of England*, p. 195.  
*Banking Companies*, p. 209.  
 Barclay (Sir Thomas), p. 198, 201, 202.  
*Benefits*, p. 150, **169** s. V. *Friendly Societies*.  
*Benefit Building Societies*, p. 154.  
*Benevolent Societies*, p. 148, 153.  
 Blackstone, p. 91, 198.  
 Bolivar, p. 128.  
 Boutmy, p. 12.  
 Boyle, p. 86.  
 Brabrook, p. 150, 151, 154, 169, 171.  
 Brentano, p. 20.  
 Bretons-Unis, 121.  
 Brice (Seward), p. 6, 192, 201, 205, 206, 207, 208.  
*Bridgewater Canal*, p. 196.  
 Brindley, p. 196.  
 Bry, p. 27.  
*Bubble Act*, p. 138, 139.  
*Building Societies*, 112, 162, avantages des *Building Societies* enregistrées;— obligations des *Building Societies* enregistrées, p. 174, 197.  
 Burke, p. 2.  
*Cantwarcherg of ceapmanegilde*, p. 18.  
*Charitable trusts*, p. 102.

- Charitable Trusts Acts*, 16, 17, Vict. c. 37, s. 27 ; et 18-19, Vict. c. 124, s. 41, p. 110.
- Charitable use*, p. 109.
- Charles II, p. 184.
- Chicheley (archevêque), p. 101.
- Chnichten*, p. 18.
- Church Wardens*, p. 210.
- Church Building and Extension Acts*, p. 109.
- Clubs*, p. 193, **235-247**. V. *Voluntary Associations*.
- Coalitions, p. **29-56**. Histoire de la législation relative aux coalitions ouvrières jusqu'en 1871, **56-78**, le droit de coalition de 1871-1907, 78-82, l'Act de 1906 sur les coalitions ouvrières. — V. *Combination Act*.
- Coercicion*, p. 51. V. *Molestation*.
- Coercion Act*, p. 134.
- Cohen (H.), p. 232.
- Combination*. V. *Coalition* et *Confederacy*, p. 122.
- Combination Act*, 39, 40, Geo. III, c. 106. (1800), p. 37.
- Companies*, p. 110, 113, droit de posséder, **132-135**, réglementation des *Companies*, **137** à **146** et *Companies Acts*, 1862-1907, 196 l'incorporation des *Companies*.
- Confederacy*. V. *Combination* et *Coalition*, p. 122.
- Conspiracy*, p. **24-52**. Histoire de la législation de *Conspiracy* in restraint of Trade jusqu'en 1871, p. **56-78**. La *Conspiracy* depuis 1871, p. 59 s. Le *Conspiracy and protection of Property Act* de 1875, sa définition de la *Conspiracy*, p. 71-74, la *Conspiracy to injure*, p. 79-81, la *Conspiracy* et l'Act de 1906.
- Conventicle Act, p. 93.
- Cooperative Associations*, p. 193, 210.
- Corporations, p. 187-193, la place des corporations dans la classification des associations, p. **194**, la corporation en droit anglais, p. 195-197, les modes d'incorporation, p. **197-203**, la personnalité des corporations, ses caractères essentiels, p. 203, 209, la doctrine des ULTRA VIRES. Voir quasi-Corporations.
- Corporation sole*, p. 185, 199, 203. Voir *quasi-Corporation sole*.
- Corresponding Societies*, p. 151.
- Cost Book Mining Companies*, p. 192.
- Craggs, p. 171, 212.
- Crompton, p. 51.
- Cumberland (duc de), p. 131.
- Debating Societies*, V. Act 39, Geo. III, c. 79 et p. 124, 126.
- Denaby Main Case*, p. 220.
- Dicey (A.-V.), p. 13, 38, 49, 51, 182, 187, 246.
- Droit de grève, p. **56** s. V. *Coalition* et *Conspiracy*.
- East India Company*, p. 195.
- Ecclesiastical Commissioners for England*, p. 109.
- Ecossais-Unis, p. 121.
- Edouard I<sup>er</sup>, p. 21, 100.
- Edouard VI, p. 87.
- Elisabeth, p. 89, 195.
- Emancipation Act*, p. 93, **94-95**.
- Employers and Workmen Act*, p. 59.

- Erle (Sir W.), p. 26, 38, 51, 52, 67, 69, 70.  
 Erskine, p. 115.  
 Escarra (Jean), p. 186.  
*Estates*, p. 109.  
 Farwell, p. 219, 224, 233, 234.  
*Five Mile Act*, p. 93.  
*Fees simple*, p. 106.  
 Fiction (théorie de la), p. 180 s.  
 Fox, p. 119.  
 Francis Place, p. 44, 45, 48.  
 Francs-Maçons, p. 125.  
*Frankalmoign*, p. 100.  
*Freeholds*, p. 106.  
*Friendly Societies*, p. 53 s. 111, 136, 147 s., 156, avantages des *Friendly Societies* enregistrées, 172, obligations des *Friendly Societies* enregistrées, 211-213, les *Friendly Societies* sont-elles des *quasi-corporations* sole, p. 237, *Friendly Societies* non enregistrées.  
 George II, p. 102-107.  
*Georgian Mortmain Acts*. V. *Modern Mortmain Acts*.  
*Gesammte Hand*, p. 10.  
 Gierke, p. 182.  
 Gildes de commerce, p. 17-19.  
 Gildes de métiers, p. 19.  
*Glebe lands*, p. 108.  
 Grande Charte, p. 26, 100.  
 Grèves secondaires, p. 73.  
 Gross, p. 18.  
*Habeas Corpus*, p. 124, de la suspension.  
 Hallam, p. 2, 89.  
*Hampden Clubs*, p. 124.  
 Hardwich (Lord), p. 102.  
 Hayem (Henri), p. 188-190.  
 Henri I<sup>er</sup>, p. 18.  
 Henri II, p. 20.  
 Henri VIII, p. 84, 85, 87, 89, 101.  
 Hinde (J.), p. 223.  
 Hobbes, p. 244.  
 Howell (George), p. 222, 223.  
*Hudson's Bay Company*, p. 195.  
 Hugues, p. 223.  
 Hume, p. 41, 44, 45, 47.  
 Huskisson, p. 47.  
*Indictable conspiracy*, p. 51 s., p. 58.  
*Industrial and Provident Societies*, p. 112, 197.  
 Innocent, IV, p. 182.  
*Inns of Court*, p. 485.  
*Insurance Societies*, p. 148, 153.  
*Interpretation Act*, 52 et 53, Vict. c. 63 (1889), p. 239.  
 Irlandais-Unis, 121.  
 Jésuites, p. 90, 95, s.  
*Jockey Club*, p. 186.  
*Joint Stock Companies*, p. 193.  
*Judicature Acts*, p. 231.  
*Korperschaftsbegriff*, p. 241.  
*Korporationstheorie*, p. 241.  
 Kyd, p. 199, 200, 201.  
*Land Clauses Consolidation Act*, p. 110.  
*Land tax*, p. 109.  
*Leaseholds*, p. 107.  
*Less interests*, p. 106.  
 Libelle, p. 117, 118.  
 Liberté d'association religieuse, p. 83 s.  
 Liberté d'association ouvrière. V. *Restraint of Trade*.  
*Lincoln's Inn*, p. 186.  
*Loan Societies*, p. 148, 153.  
 Loges Orangistes, p. 126, 129.  
 Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, p. 11.  
 London Assurance Corporation, p. 195.  
 Lord Bramwell, p. 26.  
 Lord Campbell, p. 52.  
 Lord Coke, p. 199.  
 Lord Coleridge, p. 75.

- Lord Eldon, p. 46.  
 Lord Liverpool, p. 46.  
 Lord Salisbury, p. 177.  
 Lowe (Sir Robert), p. 153.)  
 Lushington (Sir Godfrey),  
 p. 55, 64, 66, 69, 74.  
 Mac-Culloch, p. 44.  
 Mainmorte, p. 97. Voir An-  
 cient Mortmain Acts et  
 Modern Mortmain Acts.  
 Maitland, p. 182, 185, 187,  
 203, 236, 241, 243, 244.  
*Masters and Servants Act*,  
 p. 59.  
*Medical Society*, p. 167.  
*Merchant gilds*. V. Gildes  
 de Commerce.  
*Mesne lord*, p. 104, 105.  
*Modern Mortmain Acts*, p.  
 107 s. Voir Mainmorte.  
*Molestation*, p. 52, 60. V.  
 Coercicion.  
*Money Clubs*. Voir Loan So-  
 cieties.  
*Municipal Corporations Act*,  
 23, 24. Vict. c. 16, s. 8 —  
 p. 111.  
*Municipal Reform Act*, p. 8.  
 Mundella, p. 223.  
 O'Connell, p. 128.  
 Orangistes. V. Loges Oran-  
 gistes.  
 Ordonnance de Preston, p. 22.  
 Paine, p. 115.  
 Palmer, p. 223.  
 Parnell, p. 134.  
*Partnership*, p. 138, 139, 191,  
 209, 210, 242.  
*Partnership Act*, 1890: p. 236.  
 Peel, p. 130.  
*Peninsular and Oriental  
 Steam Navigation Com-  
 pany*, p. 195.  
 Personnalité (la notion de),  
 p. 197 s.  
 Personnalité des associations,  
 p. 179 s.  
*Picketing*, p. 60, 76-80.  
 Pitt, p. 118, 119, 120.  
*Plantagenets Mortmain Acts*,  
 p. 100.  
*Prescriptive Corporations*,  
 p. 193.  
 Pressensé (Francis de), p.  
 177.  
*Prospectus* (des Companies),  
 p. 145.  
*Provident Societies*, p. 147.  
 Quakers, p. 125-126.  
 Quasi-corporations, p. 209-  
 313.  
*Quasi-corporations sole*, p.  
 210.  
*Queen's Anne Bounty*, p. 109.  
 Réforme, p. 100.  
 Réforme Parlementaire, p.  
 132.  
*Restraint of Trade*, p. 24-  
 78. V. Coalitions et Cons-  
 piracy.  
 Révolution Française, p. 118.  
 Richard II, p. 100.  
*Rose Act*, p. 149.  
*Royal Commission on Trade  
 Disputes and Trade Com-  
 binations*, p. 230-232,  
 fondement qu'elle donne  
 à la responsabilité des  
 Unions.  
 Ruegg (A. H.), p. 232.  
 Russell Gurney's Act, p. 241.  
*Scientific and Literary So-  
 cieties*, p. 153.  
 Serjeant, p. 223.  
 Simon, p. 223.  
*Sir George Saville's Act*, p.  
 92.  
 Six Acts (les), p. 43-44.  
 Sociétés coopératives, p. 156,  
 avantage des sociétés coo-  
 pératives enregistrées ; —  
 p. 174, obligations des so-  
 ciétés coopératives enre-  
 gistrées.



- Société de correspondance de Londres, p. 121.
- Société de la Révolution, p. 119.
- Société pour le développement des connaissances constitutionnelles, p. 119.
- Spencean Clubs*, p. 124, 125.
- Spencéens. V. *Spencean Clubs*.
- Statut 33, Edw. 1<sup>er</sup> 1305, p. 28 et tableau.
- Statut de 1535, p. 23.
- Statutes of Labourers*, p. 29 s.
- Statut de Westminster, p. 100.
- Stephen, p. 36, 38, 39, 44, 51, 81, 93.
- Stock Exchange*, p. 186.
- Stop. Day Action*, p. 220.
- Taff Vale Railway* (affaire du), p. 219.
- Thellusson Act*, p. 103.
- Tidd Pratt, p. 151, 152.
- Tithes*, p. 109.
- Toleration Act*, p. 93.
- Toulmin Smith, p. 87.
- Trade Disputes bill*, 1906, p. 215, 235.
- Trade-Unions*. Sur l'histoire. V. 1<sup>re</sup> partie, ch. 1<sup>er</sup>, la liberté d'association ouvrière, p. 24, 56. Illégalité des Unions entre 1825 et 1871, p. 53, 56. Proposition de la Commission Royale de 1903, p. 77, 78. Act de 1906, p. 78, 82, 112.
- Enregistrement des Unions, p. 151, 155. Avantages de l'enregistrement, p. 164-167. Caractère du contrôle, p. 368. Obligations des Unions enregistrées, 174-175. Le problème de la responsabilité des Unions, 213-236.
- Trent Navigation Act*, p. 196.
- Trustees*, p. 110.
- Trust, p. 182, 184 s. 238, L'emploi du trust dans les *voluntary associations*.
- Ultra Vires*, p. 6, 16, 104, 113, droit de posséder, 181, 189, 203, 209.
- Unincorporated Companies*, p. 138.
- Unlawful combination and confederacy*. Voir *Combination et confederacy*.
- Van den Heuvel, p. 180.
- Voluntary associations*, p. 136, 193, 236-247 l'infiltration de l'idée de personnalité dans le droit des *voluntary associations*.
- Walpole, p. 128.
- Webb (B. S.), p. 35, 39, 41, 42.
- White (Georges), p. 41.
- Willy, p. 220.
- Working's Men Clubs*, p. 148, 153.
- Wright (Sir R. S.), p. 38, 39, 45, 51.



## TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

### INTRODUCTION

|                                                 | Pages |
|-------------------------------------------------|-------|
| I. — Le Droit d'association en Angleterre . . . | 1     |
| II. — Le Fondement du Droit d'Association . . . | 11    |

### PREMIÈRE PARTIE

#### La Liberté d'Association

#### CHAPITRE PREMIER

##### LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION ÉCONOMIQUE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Section I.</b> — La liberté d'association commerciale et industrielle. Les Gildes . . . . .                                                                                                                                                                                                                                      | 17 |
| A. — Les Gildes de commerce . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 17 |
| B. — Les Gildes de métiers . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 19 |
| <b>Section II.</b> — La liberté d'association ouvrière, et la théorie de <i>restraint of trade</i> . . . . .                                                                                                                                                                                                                        | 24 |
| α). — La réglementation de l'industrie et la notion de <i>restraint of trade</i> jusqu'en 1799, p. 24.<br>— Caractère de cette législation, p. 35. —<br>La législation sur les associations de 1799 à 1825, p. 36. — Dispositions de l'act de 1800, p. 37. — Application de la loi, p. 40.<br>— Le mouvement en faveur de l'abroga- |    |

|                                                                                                                                                                               |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| tion de la législation de 1799-1800, p. 43.                                                                                                                                   |    |
| — Portée de l'act de 1824, p. 45. — L'act de 1825, comparaison avec le précédent.                                                                                             | 46 |
| e). — La situation des Trade-Unions de 1825 à 1871.                                                                                                                           | 53 |
| γ). — Le droit de grève depuis 1871, p. 56. — Le <i>Conspiracy and Protection of Property Act</i> de 1875, p. 61. — L'interprétation du droit de grève par les tribunaux. . . | 63 |
| δ). — Conditions à observer pour rendre la grève licite, p. 74. — Le <i>Picketing</i> . . . .                                                                                 | 76 |
| ε). — L'act sur les conflits industriels de 1906 . .                                                                                                                          | 78 |

## CHAPITRE II

## LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION RELIGIEUSE ET LA MAINMORTE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>Section I.</b> — Mesures à l'égard des personnes et confiscations . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                            | 83  |
| <b>Section II.</b> — La législation de mainmorte . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 97  |
| A). — La mainmorte ecclésiastique . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 97  |
| <i>Ancient Mortmain Acts</i> , p. 97. — <i>Modern Mortmain Acts</i> , p. 101.                                                                                                                                                                                                                                                             |     |
| B). — Législation moderne . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 103 |
| Restrictions au droit de posséder résultant des <i>Ancient Mortmain Acts</i> , p. 104. — Restrictions résultant des <i>Modern Mortmain Acts</i> , p. 107. — Restrictions au droit de posséder étrangères à la législation de mainmorte, résultant d'acts particuliers ou de l'application de la doctrine des <i>ULTRA VIRES</i> , p. 111. |     |

## CHAPITRE III

## LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION POLITIQUE

- Origine de la liberté d'association politique, p. 115.  
 — La liberté d'association politique au  
 xviii<sup>e</sup> siècle, p. 117. — L'act 39, Geo. III,  
 c. 79, p. 120. — L'act 57, Geo. III, c. 19  
 et les clubs spencéens, p. 124. — L'Asso-  
 ciation catholique, p. 126. — Les loges  
 orangistes, p. 130. — Le mouvement en  
 faveur de la réforme parlementaire . . . 132

## CHAPITRE IV

## LA TUTELLE ET LE CONTRÔLE DE L'ÉTAT SUR LES ASSOCIATIONS

- Caractère général de la réglementation des associa-  
 tions anglaises . . . . . 135
- Les Companies Acts* (1862-1907). La législation  
 sur les sociétés commerciales jusqu'en  
 1862, p. 137. — Les formalités de publi-  
 cité imposées par la législation actuelle,  
 p. 140. — Les associations sans but lucra-  
 tif. (*Associations not for profit* de l'act  
 de 1867) . . . . . 146
- Les Provident Societies*, p. 147. — Les fonctions du  
*Chief Registrar des Friendly Societies*,  
 p. 148. — Les avantages faits aux *Provi-  
 dent Societies* pour les amener à se sou-  
 mettre à l'enregistrement, p. 156. —  
*Friendly Societies*, p. 156. — *Coopera-  
 tives, Societies* p. 159. — *Building Socie-  
 ties*, p. 162. — *Trade-Unions*, p. 164. —  
 Caractère de la réglementation des *Provi-*

*dent societies* et degré de liberté qui leur est laissé, p. 168. — Obligations auxquelles sont soumises : *Les Friendly Societies*, p. 172. — *Les Cooperative Societies*, p. 174. — *Les Building Societies*, p. 174. — *Les Trade-Unions* . . . . . 174.

## DEUXIÈME PARTIE

### Le Caractère juridique des Associations

#### CHAPITRE PREMIER

##### LA DOCTRINE DE LA PERSONNALITÉ ET LE DROIT ANGLAIS

- I. — Le fondement de la personnalité en Angleterre, p. 179. — Les conséquences de la théorie de la fiction. . . . . 181
- II. — Classification des associations . . . . . 187
- La distinction entre l'association et la société dans le droit anglais, p. 187. — Classifications des associations anglaises d'après leur degré de personnalité, p. 190. — Classification des corporations . . . . . 192.

#### CHAPITRE II

##### LES ASSOCIATIONS

- LES CORPORATIONS, p. 194. — Les diverses sources d'incorporation, p. 195. — La personnalité des corporations, ses caractères essentiels, p. 197. — La doctrine des *ULTRA VIRES* . . . . . 203.
- LES QUASI-CORPORATIONS, p. 209. — Les *Friendly Societies* . . . . . 211.



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| LES TRADE-UNIONS. — Les <i>Trade-Unions</i> et le problème de leur responsabilité, p. 213. — La thèse de l'irresponsabilité des Unions, p. 221. — La thèse de la responsabilité des Unions, p. 224. — Le système du juge Farwellet de la Chambre des lords, p. 224. — Le système de la Commission Royale des conflits et des coalitions industriels, p. 230. |      |
| LES CLUBS ET LES VOLUNTARY ASSOCIATIONS, p. 236. — L'infiltration de la notion de personnalité dans ces organisations non incorporées . . . . .                                                                                                                                                                                                              | 238. |
| ANNEXE I. — Act de 1799 sur les associations illégales (39, Geo. III, c. 79) . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                       | 249  |
| ANNEXE II. — Act de 1800 sur les coalitions ouvrières (39-40, Geo. III, c. 106). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                     | 255  |
| ANNEXE III. — Act de 1817 sur les associations illégales (57, Geo. III, c. 19). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                      | 289  |
| ANNEXE IV. — Act de 1906 sur les conflits industriels (6, Edw. VII, c. 47) . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                         | 285  |
| BIBLIOGRAPHIE . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 280  |
| TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 299  |











